This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Per. L. Int. A. 69 d. 36 12
2229 e. 117/12
= K. 7. 3

L.L.
Internat.
8b

SUPPLÉMENT
AU
RECUEIL
DES PRINCIPAUX
TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Echange etc.

CONCLUS PAR LES PUISSANCES
DE L'EUROPE
TANT ENTRE ELLES
QU'AVEC LES PUISSANCES ET ETATS
DANS D'AUTRES PARTIES DU MONDE
depuis 1761 *jusqu'à présent*
PRÉCÉDÉ
DE
TRAITÉS DU XVIIIÈME SIÈCLE
antérieurs à cette époque et qui ne se trouvent pas
dans
LE CORPS UNIVERSEL DIPLOMATIQUE
DE
Mrs. DUMONT ET ROUSSET,
ET AUTRES RECUEILS GÉNÉRAUX DE TRAITÉS
PAR
GEORGE FRÉDÉRIC DE MARTENS
continué par
FRÉDÉRIC SAALFELD

Tome XII.
1825 — 1830 *incl.*

BIBLIOTHECA BODLEIANA

À GOTTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1831.

NOUVEAU RECUEIL
DE
TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connoissance des relations étrangères

des Puissances et Etats

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL
QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES
ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE

depuis 1808 *jusqu'à présent.*

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus estimés.

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS
continué par
FRÉDÉRIC SAALFELD.

Tome VIII.
1825 — 1830 *incl.*

À GOTTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1831.

1.

Convention de limites entre la France et la Bavière, signée à Paris le 5 Juillet 1825, et ratifiée par la France le 31 Juillet de la même année. 1825

(*Sur copie officielle.*)

Sa Majesté le Roi de France et de Navarre et Sa Majesté le Roi de Bavière désirant terminer à l'amiable les différends qui se sont élevés, relativement à la fixation des limites entre la France et la province bavaroise, désignée sous le nom de cercle du Rhin ou de Bavière rhénane, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi de France et de Navarre, le Sr. Baron de Damas, Pair de France, lieutenant-général de ses armées, grand'croix de l'ordre royal et militaire de S. Louis, grand-officier de l'ordre royal de la légion d'honneur etc., son ministre et secrétaire d'état au departement des affaires étrangères;

Et Sa Majesté le Roi de Bavière:

Le Sr. Comte de Bray, chambellan, conseiller intime actuel, membre du conseil d'état, grand-croix des Ordres du mérite civil de la couronne de Bavière, de l'aigle rouge de Prusse, de St. Anne de Russie, de l'étoile polaire de Suède, chevalier de l'ordre de St. Jean de Jérusalem, son Envoyé extraord. et ministre plénipotentiaire près S. M. T. Chrétienne.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus de ce qui suit:

1825 Art. I. La limite, depuis son point de départ situé sur la Blise, au point commun avec la frontière prussienne, jusques auprès de la commune d'Ober-Steinbach, restera telle qu'elle est maintenant fixée, à l'exception seulement de la partie où cette limite étoit formée par la rivière de la Schwalb; dans cette partie, elle sera désormais déterminée par le nouveau cours donné à cette rivière pour son redressement.

Art. II. La limite depuis le territoire de la commune d'Obersteinbach jusqu'au Rhin, sera fixée d'après les dispositions spécifiées ci-après, savoir:

§. 1. La Bavière cède à la France en toute propriété et souveraineté, 1) la partie de la commune d'Obersteinbach, qui est indiquée au plan Nr. 3, ci-annexé, par le liseré orange et les lettres A A A, de manière que le village d'Obersteinbach ainsi que toute la portion qui contient la route conduisant de Bitche à Weissembourg fera partie du royaume de France. 2) Toute la commune de Niedersteinbach, en y comprenant le pays ou domaine, connu sous le nom de Wingelsbach, avec le hameau de ce nom. En outre, la Bavière abandonne et cède à la France le territoire nommé Frönsbourg, comprenant le château et la forêt de ce nom. Les forêts seulement, situées dans la commune de Niedersteinbach et la partie de celle d'Obersteinbach, qui sont cédées par la Bavière à la France en toute propriété et souveraineté resteront soumises, quels qu'en soient les nouveaux possesseurs, à la charge qui leur est imposée, d'après les stipulations du contrat passé avec les fermiers des forges bavaroises de la Schönau, de fournir leur contingent de bois aux d. forges, au prix indiqué dans le d. contrat et tout le tems qu'il doit durer. Il sera fait une mention spéciale de cette clause dans les procès-verbaux de délimitation; et, en même tems l'on y indiquera la quantité que chacune en doit fournir, en raison de son étendue et de sa qualité.

§. 2. La France renonce à toute prétention sur les forêts de Döremberg, d'Alsberg et de Siebentheil, pour les parties possédées actuellement par la Bavière, lesquelles resteront en toute propriété et souveraineté à ce royaume.

§. 3. La limite autour de Weissembourg, sur la *rive droite* de la Lauter, sera formée ainsi qu'elle est

marquée au plan Nr. 1; le liseré bleu sur ce plan 1825
indiquant dans l'étendue du rayon de mille toises, l'ancienne limite communale de Weissembourg et d'Altstadt, sans pourtant dépasser le d. rayon de mille toises, et le trait ponctué en noir marquant d'une part, ce que la France acquiert de terrain au delà de ce rayon avec le village de Weiller, et d'autre part ce qui est réservé de ce terrain à la Bavière autour du village de Schweigen qu'elle conserve; dans ce dernier terrain se trouve comprise la fontaine, située au bas du chemin, laquelle appartiendra aussi à la Bavière. De plus, lors du réglement définitif de la limite, il sera laissé à la Bavière, comme propriété communale de Schweigen, une partie du bois communal de Weissembourg, laquelle sera calculée, en raison des droits que la population du d. Schweigen a sur les d. bois communaux. Cette clause ne sera pourtant exécutée que dans les cas où les habitans de Schweigen le préféreroient et s'ils n'aimoient pas mieux rester co-propriétaires du bois communal entier.

Cette limite comprendra, à l'ouest de Weissembourg, tout le village de Weiller y compris le Langenbergerhoff et la Chapelle de la Vierge, paroisse de Weiller, elle suivra ensuite l'ancienne limite des banlieues ou limites communales de Weissembourg et d'Altstadt, à l'exception pourtant du village de Schweigen qui reste à la Bavière et dont les dépendances sur le territoire de Weissembourg, sont indiquées par le trait déjà cité.

§. 4. Les dépendances des moulins de St. Remi et de Siebenhart seront cédées par la Bavière à la France. D'autre part, les dépendances du moulin de Bienwald seront cédées par la France à la Bavière, de manière que sur ces trois points, la frontière sera formée par le milieu du canal déversoir des eaux de ces moulins, au lieu de l'être par le milieu de la Lauter, ainsi que le prescrit le traité du 20 novembre 1815.

§. 5. La Bavière voulant donner à la France une nouvelle preuve du désir sincère qui l'anime de faire tout et qui peut être agréable à S. M. T. Ch., cède en avant de Lauterbourg, sur la rive gauche de la Lauter, un terrain de vingt-cinq hectares. La limite de cette cession sera conforme au plan, ci-joint, Nr. 2. ainsi qu'il est marqué sur ce plan, par une

1825 ligne ponctuée en rouge, de manière à ce que la briqueterie et la maison du briquetier qui sont maintenant des dépendances de la commune de Berg, seront en dehors de cette cession.

§. 6. La France renonce à tous ses droits et prétentions sur Neubourg et tout le territoire de Neubourg et de Berg, compris entre la Lauter et la vieille Lauter, dont le cours actuel détermine maintenant l'état de possession. L'octroi de Neubourg est compris dans cette renonciation; mais pour donner à la France une compensation des droits qu'elle réclamoit à un partage des produits du d. octroi, la Bavière supprimera le bureau établi à Germersheim et appuyera de toute son influence auprès de la commission de l'octroi du Rhin, l'établissement d'un nouveau bureau sur le territoire français, entre Strasbourg et la frontière, si la France juge convenable à ses intérêts d'en établir un.

§. 7. Sur tous les autres points, la frontière dans cette seconde partie, restera fixée, comme cela est prescrit par le traité du 20 Novembre 1815.

Art. III. Les deux états entreront ou resteront en possession des diverses parties désignées dans l'art. II., sans pouvoir prétendre à aucune indemnité pécuniaire, à raison de leur occupation antérieure à la présente convention, tout pour ce qui concerne la perception des impôts, que pour les revenus des propriétés communales ou royales.

Art. IV. Il sera stipulé dans la convention de limite, conclue par M.M. les Commissaires délimitateurs que, sur les rivières et ruisseaux limitrophes et particulierement, sur toute l'étendue de la Lauter qui sert de frontière, l'on ne pourra faire aucune nouvelle construction ou bâtisse, qui puisse en déranger le cours actuel, à moins que ces constructions n'ayent un but d'utilité commune aux deux états et ne soient consenties par eux. A l'égard des constructions riveraines et des ponts déjà existans, on s'en tiendra aux observations actuelles.

De plus, il sera convenu entre eux qu' aucune construction nouvelle ne pourra être effectuée le long des limites, qu' autant qu'elles seroient éloignées de *dix mètres* de ces mêmes limites.

Il sera encore convenu entre eux que sur tous 1825
les points où les chemins servent à indiquer le tracé de la frontière, ces chemins dans toutes celles de leurs parties qui suivront la frontière, seront déclarés mitoyens, c.-à-d., communs aux deux états.

Art. V. Dans toutes les portions de la frontière, où la limite actuellement désignée coupera les propriétés des sujets des deux pays, les possesseurs de ces propriétés ainsi morcellées auront la faculté de retirer leur récolte et de les cultiver sans qu'il y soit mis aucun obstacle sur le territoire qu'il auront désigné d'après une déclaration préalable et qui sera faite une fois pour toutes.

Les propriétaires de chacun des deux états qui se trouveroient possesseurs de terres dans l'autre, à une distance de la frontière qui sera déterminée par les commissaires délimitateurs, auront la faculté de retirer leur récolte sans payer aucun droit, mais en se conformant cependant aux réglemens des douanes de chaque pays pour ce qui concerne le transit des marchandises et après en avoir fait une déclaration préalable.

Art. VI. M. M. les Commissaires français et bavarois, chargés de la délimitation, recevront dans le plus bref délai possible, l'ordre de se réunir, afin de régler d'après les bases établies dans la présente convention, le tracé de la frontière entre les deux états. Ils feront procéder, après que leur convention de limite sera ratifiée, à la remise et prise de possession des parties réciproquement cédées et feront marquer provisoirement dans ces parties les limites par des poteaux.

Ils feront ensuite dresser par leurs délégués des procès-verbaux de délimitation, commune par commune, lesquels étant accompagnés de plans descriptifs constateront le tracé de la frontière et les droits respectifs de ces communes et de leurs habitans; en même tems, leurs délégués feront procéder à un abornement sur tous les points, où cela sera jugé nécessaire, de sorte que la réunion de ces procès-verbaux, à la suite de la d. convention de limites, montrera qu'elle a eu son entière exécution.

Art. VII. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le terme de six semaines, ou plutôt si faire se peut.

1825 En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris le 5. juillet mil huit cent vingt cinq.

Signé: le Baron DE DAMAS.
Signé: le Comte DE BRAY.

(Cette convention à été ratifiée par le Roi de France le 31 Juillet 1825.)

2.

1828 *Traité principal entre l'Autriche, la Prusse, la Bavière, l'électorat de Hesse et la ville libre de Francfort concernant la repartition des dépenses et dettes centrales du ci-devant grand duché de Francfort et des dépenses et dettes départementales de Fulda, signé le 2 Juillet 1828.*

(*Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen.* Jahrg. 1829. Nr. XIII. Dezember. pag. 110.)

Nachdem das im Jahre 1813 von den allerhöchsten verbündeten Mächten militärisch besetzte und einem gemeinschaftlichen General-Gouvernement provisorisch untergeordnete Grofsherzogthum Frankfurt durch allmählige Trennung seiner Bestandtheile dergestalt aufgelöst worden ist, dafs zuvörderst

die Wiedervereinigung der zu gedachtem Grofsherzogthume gehörig gewesenen Hanauer Landestheile mit den kurhessischen Landen, kraft Vertrags vom 2ten Dezember 1813;

der Zurücktritt der freien Stadt Frankfurt mit derselben ehemaligem eigenen Gebiete in ihre Munizipal-Verfassung, kraft Erklärung des General-Gouvernements vom 14ten Dezember 1813, und 1828
der vorläufige Uebergang des Fürstenthums Aschaffenburg, wie solches von dem Grofsherzog von Frankfurt, unter dem Namen eines Departements, besessen wurde, an die Krone Baiern, kraft Vertrags vom 3ten Juni 1814

schon während der kaiserlich-österreichischen Verwaltung des fraglichen General-Gouvernements statt fanden; demnächst aber

wegen Vertheilung des Departements Fulda, nebst Zubehör, unter Oesterreich und Preussen,
wegen geschehenen Verkaufes der Fuldaer und Hanauer Domänen,
wegen Vereinigung der Stadt Wetzlar nebst Gebiete mit der preussischen Monarchie, endlich
wegen definitiver Festsetzung der politischen Verhältnisse des königlich-baierischen Fürstenthums Aschaffenburg und der freien Stadt Frankfurt,

durch die am 9ten Juni 1815 abgeschlossene Wiener Kongrefs-Akte, namentlich in den Artikeln 40, 41, 42, 44, 46 und 51, allgemeine Bestimmungen erfolgten; nachdem ferner von Seiten der Krone *Preussen*

die Fuldaer Aemter Dermbach und Geisa, welche Allerhöchstdieselbe durch den 40sten Artikel der Wiener Kongrefs-Akte, mit dem grösten Theile des Departements Fulda, erworben hatte,

an Sachsen-Weimar-Eisenach

und der Hauptheil dieser Erwerbung (ausschlieslich des Distrikts-Amtes Weyhers, und einschlieslich des dagegen von Oesterreich eingetauschten Distrikts-Amtes Saalmünster sammt Sannerz, Uerzel und dem Huttenschen Grunde, ingleichen des Dorfes Melters mit Hattenrodt, auch der Domäne Uttrichshausen)

an Kurhessen;

von Seiten Oesterreichs aber

die durch den 51sten Artikel der Wiener Kongrefs-Akte erworbenen Fuldaer Aemter und Distrikte, ohne das Amt Saalmünster und die zum Amte Weyhers gehörig gewesenen eben benannten Orte, jedoch einschlieslich des gesammten Ueberrestes

28 des letztern Amtes und des Dorfes Steinbach im Amte Bieberstein,

an die Krone Baiern;

und das Eigenthumsrecht über die, im 40sten Artikel der Wiener Kongrefs-Akte erwähnte, vormalige Domäne Holzkirchen

an des Prinzen Leopold zu Sachsen-Coburg königliche Hoheit

in den Jahren 1815 und 1816 wieder abgetreten worden sind;

nachdem inzwischen auch auf den Grund des 45sten Art. der Wiener Kongrefs-Akte und zur Ausführung derjenigen Bestimmungen, welche derselbe zu Gunsten des Fürsten Primas, vormaligen Grofsherzogs von Frankfurt, sowie zu Gunsten der gesammten Dienerschaft des Grofsherzogthums Frankfurt, festgesetzt hat, eine gemeinschaftliche Kommission, unter der Benennung:

Kommission für die Ausgleichung der Zentral-Lasten des vormaligen Grofsherzogthums Frankfurt,

und späterhin, wegen anerkannter Nothwendigkeit einer Separat-Auseinandersetzung hinsichtlich der speziellen Verbindlichkeiten des Departements Fulda, eine zweite, diesem besonderen Zwecke eigens gewidmete Kommission, unter der Benennung:

Fuldaer Departemental-Ausgleichungs-Kommission,

von den betheiligten Staaten im Jahre 1816 angeordnet und mit Auseinandersetzung über die betreffenden Zentral- und Departemental-Lasten beauftragt worden waren;

und nachdem endlich, bei der einen, wie bei der andern Kommission, im Verlaufe zwölfjähriger, durch verwickelte Verhältnisse vielfach erschwerter Arbeiten, die allmählige Beseitigung obwaltender Anstände und Streitigkeiten, hauptsächlich im Wege besonderer, zwischen den einzelnen betheiligten Regierungen abgeschlossenen Vereinbarungen, statt gefunden, und das gesammte Frankfurt-Fuldaer-Ausgleichungsgeschäft sein Ziel im Wesentlichen so weit erreicht hat, dafs zum endlichen Abschlusse desselben geschritten werden kann:

so sind in dieser Absicht nachgenannte Bevollmächtigte, namentlich

von Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich, König von Hungarn und Böheim: 1828

der Herr Paul Anton Freiherr von Handel, Ritter des kaiserlich-österreichischen Leopold-Ordens, Inhaber des silbernen Civil-Ehrenkreuzes, Ritter des königlich-preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse, und des grofsherzoglich-toskanischen St. Josephs-Ordens, Kommandeur des grofsherzoglich-badischen Zähringer- und des kurfürstlich-hessischen goldenen Löwen-Ordens erster Klasse, dann des grofsherzoglich-hessischen Ludwigs-Ordens; kaiserlich-königlicher wirklicher Hofrath, Minister-Resident an dem grofsherzoglich-hessischen und herzoglich-nassauischen Hofe, dann bei der freien Stadt Frankfurt, auch Direktor der k. k. Präsidial-Gesandtschafts- und der teutschen Bundes-Kanzlei;

von Seiner Majestät dem König von Preussen:

der Herr Legationsrath und Bundestags-Gesandtschaftsrath Friedrich Carl von Bülow, Ritter des königlich-preussischen Ordens des eisernen Kreuzes zweiter Klasse am schwarzen Bande und des kaiserlich-russischen St. Wladimir-Ordens vierter Klasse;

von Seiner Majestät dem König von Baiern:

der Herr Legationsrath Freiherr Carl von Hertling, königlich-baierischer Kämmerer;

von Seiner Königlichen Hoheit dem Kurfürsten von Hessen:

der Herr Wilhelm August von Meyerfeld, Geheimer-Rath, Gesandter und bevollmächtigter Minister an dem deutschen Bundestage, am königlich-württembergischen und grofsherzoglich-hessischen Hofe und bei der freien Stadt Frankfurt, Grofskreuz des kurhessischen Ordens vom goldenen Löwen;

von der freien Stadt Frankfurt:

die Herren Senatoren Johannes Schmidt und Friedrich Ihm,

in Gemäsheit ihrer Instruktionen und ihrer gegenseitig als gültig anerkannten Vollmachten, in Frankfurt am Main zusammengetreten, und haben alle wesentlichen Resultate der obengedachten bisherigen Ausgleichungs-Verhandlungen über die Zentral-Lasten des aufgelösten Grofsherzogthums Frankfurt, wie über Spezial-Verhältnisse des vormaligen Departements Fulda — mögen solche Resultate der Form nach als

18 gemeinschaftliche Kommissions-Beschlüsse oder als besondere Verträge vorliegen — in den nachstehenden *Hauptvertrag* zusammengefasst.

Art. I. (*Oesterreichs Theilnahme am Vertrage*).

Von Seiten Oesterreichs wird gegenwärtiger Vertrag abgeschlossen wegen Seiner Theilnahme an dem für das vormalige Grofsherzogthum Frankfurt angeordnet gewesenen General-Gouvernement; sodann wegen des in den Jahren 1815 und 1816 statt gehabten Civilbesitzes der im Art. 40 der Wiener Kongrefs-Akte benannten Ortschaften und Distrikte, welche bei der dortigen Verfügung über das Departement Fulda ausnahmsweise *nicht* an Preussen übergiengen, sowie einiger andern, zum Departement Frankfurt gehörig gewesenen Bestandtheile des fraglichen Grofsherzogthums.

Art. II. (*Preussens Theilnahme für sich und Sachsen-Weimar-Eisenach*).

Die Krone Preussen vertritt bei dieser Uebereinkunft, aufser der Stadt Wetzlar nebst Gebiete, den von Allerhöchstderselben durch den Staatsvertrag vom 16ten Oktober 1815 an Kurhessen schulden- und lastenfrei abgetretenen Theil des vormaligen Departements Fulda.

Was die an das Grofsherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach gekommenen und von Seiten desselben zu vertretenden vormals Fuldaer Aemter Dermbach und Geisa betrifft; so geschieht diese Vertretung ohne unmittelbare Theilnahme der grofsherzoglich-sachsen-weimar-eisenachischen Regierung an gegenwärtiger Uebereinkunft, nach Maasgabe Ihrer mit Preussen abgeschlossenen Staatsverträge, d. d. Wien den 4ten Juni und Paris den 22sten September 1815, ingleichen des Uebergabe-Protokolls d. d. Geisa den 24sten November 1815, indem königlich-preussischer Seits auf die hierher gehörigen Bestimmungen dieser Verträge Bezug genommen und Handhabung derselben zugesichert wird.

Art. III. (*Baierns Theilnahme*).

Die Krone Baiern vertritt das Fürstenthum (vormalige Departement) Aschaffenburg und den Allerhöchstderselben von Oesterreich durch den Staatsvertrag vom 14ten April 1816 abgetretenen Theil des vormaligen Departements Fulda.

Art. IV. (*Kurhessens Theilnahme*). 1828

Kurhessen vertritt die, vermöge Vertrags vom 2ten Dezember 1813, mit Althessen wieder vereinigten Hanauer Landestheile.

Art. V. (*Der freien Stadt Frankfurt Theilnahme*).

Die freie Stadt Frankfurt vertritt Sich selbst und Ihr Gebiet, sowie auch die von dem ehemaligen Departement Frankfurt an das Grofsherzogthum Hessen gekommenen Orte Obererlenbach und das grofsherzoglich-hessische Niederursel.

Art. VI. (*Maasstab zur Vertheilung der Zentral-Lasten*).

Bei Vertheilung der in den nachfolgenden Artikeln zu erwähnenden Zentral-Lasten wird das im Jahre 1810 von den Landständen des Grofsherzogthums Frankfurt genehmigte Staats-Budjet, mit den darin angegebenen Verhältnissen der einzelnen Departements, zum Grunde gelegt und der nachfolgende Maasstab als Regel angenommen:

a) Departement Aschaffenburg	$\frac{30}{100}$
b) Stadt Frankfurt	$\frac{34\frac{1}{3}}{100}$
c) Departement Hanau	$\frac{14\frac{2}{3}}{100}$
d) Stadt Wetzlar	$\frac{1}{100}$
e) Departement Fulda	$\frac{20\frac{1}{3}}{100}$
	100

Art. VII. (*Maasstab zur Vertheilung der Fuldaer Departemental-Lasten*).

Vom 1sten Mai 1816 an betragen die Konkurrenz-Verhältnisse zu der Vertheilung der Fuldaer Departemental-Lasten

1) für Preussen, mit Inbegriff der auf $\frac{27}{105}$ festgesetzten grofsherzoglich-sachsen-weimar-eisenachischen Quote	$\frac{71\frac{1}{2}}{100}$
2) für Baiern	$\frac{26\frac{1}{2}}{100}$
3) für die Domäne Holzkirchen	$\frac{2}{100}$

28 Art. VIII. (*Oesterreichs Antheil an denselben.*)
Oesterreich übernimmt für seine Besitzperiode von Holzkirchen im Wege des Vergleichs und mit Hinweisung auf die desfallsige Uebereinkunft vom 11ten April 1818, sammt Zusatzartikel, zwei Hunderttheile an allen Departemental-Staatslasten von Fulda.

Die Konkurrenz-Quote des k. k. österreichischen Hofes zu den Fuldaer Departemental-Staatslasten wird für Allerhöchstdessen zehnmonatliche Civilbesitzperiode (vom 1sten Juli 1815 bis 1sten Mai 1816) der drei Fuldaer Distriktsämter und des Antheils an dem Amte Bieberstein auf

fünf und zwanzig Hunderttheile

angenommen und festgesetzt, so zwar, dafs Oesterreich, mit jenen für Holzkirchen übernommenen zwei Hunderttheilen, zusammen

sieben und zwanzig Hunderttheile

pro rata temporis zu den Fuldaer Departemental-Staatslasten beiträgt.

Art. IX. (*Preussens nebst Sachsen-Weimars Antheil an denselben*).

Wegen der durch den Art. 40 der Wiener Kongrefs-Akte überkommenen Fuldaer Landestheile, mit Zurechnung der Fasanerie sammt ihren Zubehörungen, und der, unter provisorischer Administration des Departements Fulda gestandenen, vormals reichsritterschaftlichen Bezirke — Mannsbach, Buchenau, Wehrda und Lengsfeld — übernimmt Preussen für die Periode vom 1sten Juli 1815 bis zum 1sten Mai 1816

drei und siebenzig Hunderttheile

aller Fuldaer Departemental-Staatslasten ohne Ausnahme; unter welchem Konkurrenz-Beitrage zu $\frac{73}{100}$ die grofsherzoglich-sachsen-weimar-eisenachische Beitrags-Quote mitbegriffen ist.

Art. X. (*Sustentation des Fürsten Primas*).

Die im 45sten Artikel der Wiener Kongrefs-Akte festgesetzten Bestimmungen wegen einer dem Fürsten Primas, gewesenen Grofsherzog von Frankfurt, als vormaligem geistlichen Fürsten jährlich zu zahlenden Sustentations-Summe von

Hunderttausend Gulden im 24 Guldenfufse

werden für erledigt erklärt, nachdem die Vertheilung dieser Summe unter die zu deren Zahlung verpflichteten Regierungen nach dem für diesen Fall besonders

angenommenen und in das Protokoll der Zentral-Ausgleichungs-Kommission vom 25sten September 1816 eingetragenen Konkurrenz-Maasstabe geschehen, und deren Berichtigung bis zu dem Tage des Ablebens des Fürsten Primas (dem 10ten Februar 1817) erfolgt ist. 1828

Art. XI. (*Grundsätze wegen Vertheilung der Staats-Diener und Pensionisten*).

Ebenso werden die wegen Behandlung sämmtlicher grofsherzoglich-frankfurtischer Diener im 45sten Art. der Wiener Kongrefs-Akte getroffenen, und gröstentheils schon im Jahre 1816 zur Vollziehung gebrachten Bestimmungen im Allgemeinen und mit Hinweisung auf die nächstfolgenden Artikel für erledigt erklärt, zugleich aber als Normen, welche bei deren Vollziehung angenommen worden sind, nachstehende Grundsätze definitiv anerkannt und bestätigt:

a) Im Sinne und Geiste des Art. 45 der Wiener Kongrefs-Akte, sowie des darin angezogenen §. 59 des Reichs-Deputations-Hauptschlusses vom 25sten Februar 1803, und ohne Rücksicht auf die Verschiedenheit unter den Stufen der Staatsverwaltung, haben sämmtliche, bei der Letztern verwendeten, oder in Bezug auf dieselbe pensionirten Diener gleichen Anspruch auf die ihnen wohlwollend zugedachte Versorgung, und soll demnach zwischen den für die Gesammtheit des Staats, für dessen besondere Zwecke, und für einzelne Bezirke desselben bestimmt gewesenen Beamten kein Unterschied gemacht werden.

b) Gleichwohl werden, zur Erleichterung der Auseinandersetzung, die Diener und Pensionäre in drei Klassen getheilt, nämlich:

Zentral-Diener,
Departemental-Diener und
Lokal-Diener,

je nachdem solche bei der allgemeinen, oder bei der Departemental-, oder auch bei der örtlichen Verwaltung angestellt waren.

Die Versorgung der Ersteren ist, pro rata des Besitzes und der Zeit, von allen bei dieser Auseinandersetzung betheiligten Staaten, —

die Versorgung der zweiten Klasse von den Besitzern des betreffenden Departements, nach Maasgabe des budjetmäsigen Departemental-Beitrages

8 und der obigen Bestimmungen über die Konkurrenz-Verhältnisse, —

die Versorgung der dritten Klasse endlich von dem Besitzer des Ortes zu übernehmen.

c) Vermöge allgemeiner Regel sollen als Staats-Diener und Staats-Pensionäre des Grofsherzogthums Frankfurt gelten und dafür gehalten werden:

1) diejenigen, welche durch landesherrliche Bestallungen zu öffentlichen Dienstverrichtungen ernannt worden sind, oder Gnadengehalte bekommen haben;

2) diejenigen, welche ihre Ernennung mit bestimmtem Gehalte durch die grofsherzoglichen Ministerien oder andere, dem Grofsherzoge unmittelbar untergeordnet und dazu ermächtigt gewesene Zentral-Behörden erhalten haben;

3) diejenigen Diener und Pensionäre, welche von dem Grofsherzoge mit den verschiedenen Landestheilen bei der Vereinigung in *einen* Staatsverband übernommen und als solche von demselben anerkannt wurden;

4) als Staats-Diener werden ausnahmsweise auch die Individuen der Kanzlei des Staatsraths, weil solchem der Grofsherzog selbst präsidirte, nicht aber diejenigen Büreauisten behandelt, die bei anderen Kanzleien nur auf Tagegelder und Gratifikationen angestellt waren.

d) In Gemäfsheit des §. 59. des Reichs-Deputations-Hauptschlusses vom 25sten Februar 1803 haben Diener, welche sich von der sie übernehmenden Regierung zu fernerer Dienstleistung nicht verwenden, oder in einer anderen Provinz nicht anstellen lassen, statt ihres früheren vollen Gehaltes, nur einen Theil desselben, nach Maasgabe ihrer Dienstjahre, anzusprechen.

e) Dienst- und Pensions-Anwartschaften, als bedingt durch die Fortdauer des Staates, welcher sie ertheilt hatte, erlöschen mit diesem.

f) Nicht dekretmäfsige Accidenzien kommen bei Ausmittelung von Besoldungen nicht in Anschlag.

g) Büreaugelder bilden keinen Theil der Besoldung.

h) Remisengelder kommen nur dann in Betracht, wenn keine andere eigentliche Besoldung mit der Stelle verknüpft war, und die Remisengelder also als Ersatz des Gehaltes anzusehen sind.

i) Die zu diplomatischen Geschäften nur *kommissarisch* verwendet gewesenen Diener werden nicht als eigentliche diplomatische Beamte, sondern nach dem Verhältniſs derjenigen Stelle und desjenigen Gehaltes behandelt, auf welche sie nach beendigter Sendung zurückzutreten hatten. 1828

k) Das im diplomatischen Fache ausschlieslich angestellt und mit besonderm Gehalte dafür versehen gewesene Personal behält diesen Gehalt auch nach Zurückberufung von dem betreffenden Gesandtschaftsposten oder beim Erlöschen des Staates, jedoch mit Abzug des darunter begriffenen, für die Repräsentationskosten unzweifelhaft bestimmt gewesenen Gehalttheiles.

l) Als Landesherrschaft einzelner Departements oder sonstiger Bestandtheile des vormaligen Groſsherzogthums Frankfurt, übernimmt jede betheiligte Regierung von dem aufgelösten groſsherzoglich-frankfurtischen Militär vorzugsweise diejenigen Individuen, welche aus dem ihr zugefallenen Landesbezirke gebürtig sind oder in demselben früher angestellt waren.

m) Von den Einregistrirungs- und Stempel-Beamten erhalten nur diejenigen, die schon vor ihrer Anstellung bei der Einregistrirungs- und Stempel-Regie eine Staatsbedienung im Umfange des Groſsherzogthums bekleideten, den vollen Gehalt, die übrigen, entweder aus der Fremde berufenen, oder zum ersten Male angestellten, erhalten in Rücksicht ihrer kurzen Dienstzeit nur die Hälfte als reichsschluſsmäsige Pension.

Art. XII. (*Entschädigung für die Krone Baiern wegen zu viel übernommener Diener und Pensionisten*).

Die von Seiten der Krone Baiern erfolgte Uebernahme der im Verzeichnisse (Anlage Nr. I) benannten Civil-, Militär- und Hof-Diener mit den darin aufgeführten Gehalten und Pensionen, im Gesammtbetrage von 117,786 Fl. 20 Kr. im 24-Guldenfuſse, wird allerseits als definitiv anerkannt, und, mit Beziehung hierauf, gedachter Krone der Anspruch auf eine Entschädigungssumme von 150,000 Fl. um deswillen zugestanden, weil die Summe der übernommenen Gehalte und Pensionen dasjenige Maas groſsherzoglich-frankfurtischer Zentral-Gehalte und Pensionen über-

1828 schreitet, welches Baiern nach dem festgesetzten Konkurrenz-Verhältnisse zu übernehmen hatte.

Art. XIII. (*Staats-Diener und Pensionisten, welche Preussen, Kurhessen und Frankfurt übernommen haben*).

Gleicherweise wird die von Seiten Preussens mit Sachsen-Weimar-Eisenach, Baierns, Kurhessens und der freien Stadt Frankfurt geschehene definitive Uebernahme der im Verzeichnisse (Anlage Nr. II) benannten Civil-, Militär- und Hof-Diener mit den darin aufgeführten Gehalten und Pensionen, im Gesammtbetrage von 151,244 Fl. 45 Kr. auf die Departemente Frankfurt (ausschlieslich der Stadt Wetzlar), Fulda, Hanau und auf die Stadt Wetzlar allerseits anerkannt.

Art. XIV. (*Verzeichnifs der Staats-Diener und Pensionisten; besondere Bestimmungen darüber*).

Hinsichtlich der beiden, in den vorhergehenden Artikeln erwähnten und mit Beobachtung obiger Grundsätze angefertigten, Verzeichnisse ist zu bemerken:

1) dafs solche die Gesammtheit der als Zentral-Diener und Pensionisten des Grofsherzogthums Frankfurt behandelten und definitiv übernommenen Individuen umfassen;
2) dafs alle, in die fraglichen Verzeichnisse *nicht* eingetragenen, grofsherzoglich-frankfurtischen Diener — mögen sie Hof-, Militär- oder Civil-Diener seyn — zur Klasse der Departemental- und Lokal-Diener gezählt werden;
3) dafs die in denselben Verzeichnissen aufgeführten Mitglieder
   a) der vormaligen protestantischen Konsistorien zu Hanau,
   b) der beiden vormaligen Appellationshöfe zu Aschaffenburg und zu Frankfurt, sowie der dazu gehörigen Criminalgerichte,
   c) der medizinischen Spezialschule zu Frankfurt,
   d) der Anstalt der Einregistrirungs- und der Stempel-Regie, namentlich der Direktor, der Kontrolleur und die Verifikatoren,

aus besonderen Gründen für Zentral-Diener erklärt, jedoch dem Personale der medizinischen Spezialschule, da dasselbe seine Wiederanstellung in einer andern Provinz abgelehnt hat, seine früheren Gehalte nur

zur Hälfte bewilligt worden sind, mit Ausnahme derjenigen, welche aus besonderen Gründen mit ihrem ganzen Gehalte auf den Etat, Anlage Nr. II, gebracht worden sind. 1828

Art. XV. (*Bestätigung einer Uebereinkunft zwischen Preussen und Frankfurt wegen Uebernahme verschiedener Offiziere*).

Was diejenigen, nach Art. 45 der Wiener Kongreſs-Akte zur Versorgung berechtigten Offiziere betrifft, welche aus keinem Gebietstheile des vorigen Groſsherzogthums Frankfurt gebürtig, auch in keinem solchen Gebietstheile früher angestellt gewesen sind, oder auch andere, welche erst während der Verwaltung des Generalgouvernements in Militärdienste traten oder höhere Dienstgrade erhielten, so wird diejenige Uebereinkunft bestätigt, die hierüber von wegen des Departements Fulda, der Stadt Frankfurt und der Stadt Wetzlar unterm 28sten und 29sten Juni 1816 zu den Protokollen der Ausgleichungs-Kommission angezeigt worden ist.

Hiernach sind von den, in der Anlage (Nr. III) näher bezeichneten, zehn Militärpersonen und deren Gehalte à 6154 Gulden

1) die daselbst unter Nr. 1, 2, 3, 5, 6, 8, 9 angegebenen, mit den dabei gesetzten Gehalten, auf das Departement Fulda, namentlich Nr. 2, 5, 8 und 9 von Preussen, Nr. 1 von Baiern, Nr. 3 und 6 von Sachsen-Weimar-Eisenach;
2) die unter Nr. 4, 7, 10 angeführten aber, nebst ihren angegebenen Gehalten, von der freien Stadt Frankfurt, und zwar Letzteres in der Maaſse übernommen worden, daſs Frankfurt, zur Ergänzung des ihm zugetheilten Gehaltbetrags von 2482 Fl., für 1374 Fl. an Zentral-Diener-Gehalten übernommen hat.

Art. XVI. (*Bestätigung einer Uebereinkunft zwischen Kurhessen und Frankfurt wegen Uebernahme gemeinschaftlicher Departemental-Diener*).

Gleiche Bestätigung erhält auch die in den ebengedachten Protokollen vom 28sten und 29sten Juni 1816 zwischen Kurhessen und der freien Stadt Frankfurt, wegen einiger, den vormaligen Departementen Hanau und Frankfurt gemeinschaftlich gewesenen Departemental-Diener, getroffene Uebereinkunft, wonach

1828 der Gehalt des vormaligen Polizei-Präfekten Freiherrn von der Thann von 5000 Fl. von Seiten der freien Stadt Frankfurt mit . . . . . 4,300 Fl.
von Kurhessen aber mit . . 700 —
Total 5,000 Fl.
üabernommen ward; ingleichen der zwischen beiden benannten Staaten getroffene Austausch wegen der vom Gehalte des beiden Departementen gemeinschaftlich gewesenen Steuer-Kontrolleurs Koch auf Frankfurt mit 273 Fl. gefallenen, aber gegen Abnahme des Frankfurt zugetheilt gewesenen Gehaltes des Kanzlei-Dieners Geyer mit 288 Fl. übernommenen Rate.

Art. XVII. (*Bestätigung einer Uebereinkunft zwischen Preussen und Frankfurt, Frankfurter Departemental-Diener betreffend*).

Ebenso wird auch die in den angezogenen Protokollen zwischen Preussen und Frankfurt, wegen der auf die Stadt Wetzlar, als Bestandtheil des Departements Frankfurt, zu übernehmenden Rate von den Gehalten der dahin gehörigen Departemental-Diener, getroffene Uebereinkunft bestätigt, inhalts welcher die in der Anlage Nr. IV verzeichneten Diener, als für das gesammte Departement Frankfurt angestellt, mit ihren Gehalten anerkannt, und deren Vertheilung nach dem dieser Uebereinkunft zum Grunde liegenden Verhältnisse also geschehen ist, dafs von dem daselbst erwähnten Totalbetrage von jährlichen 24,546 Fl. 43 Kr. Wetzlar die Summe von 862 Fl. 5 Kr. übernommen hat.

Art. XVIII. (*Nachträgliche Anerkennung des Gehaltes des Protokollisten Gröfser*).

Die auf 438 Fl. jährlich festgesetzte Pension des nachträglich als Zentral-Diener anerkannten Protokollisten Gröfser wird, vom 1sten Januar 1822 an, von Kurhessen, vorbehaltlich weiterer Abrechnung geleistet, nachdem die bis zu jenem Termine seit dem 1sten Juni 1814 erwachsenen Rückstände von

wegen des Departements Frankfurt mit	150 Fl.	22 Kr.
wegen des Departements Aschaffenburg mit	131 —	40 —
wegen des Departements Fulda mit	89 —	18 —
- - - Hanau mit	62 —	36 —
- der Stadt Wetzlar mit . . .	4 —	4 —
Summe	438 —	— —

von jeder einzelnen dabei betheiligten Regierung bereits abgetragen worden sind. 1828

Art. XIX. (*Versorgung einiger Reichs- und Kreis-, auch ritterschaftlichen Diener*).

Als Lokal-Diener werden behandelt und von den betheiligten Regierungen versorgt:

1) die von Seiten einiger Landestheile des Grofsherzogthums Frankfurt, vor ihrer Vereinigung mit demselben, bei dem deutschen Reichstage und den Kreisversammlungen angestellt gewesenen Diener;
2) die bei der vormaligen Reichsritterschaft angestellt gewesenen Beamten, in so weit zum Unterhalte derselben von den, im Umfange des Grofsherzogthums Frankfurt belegenen, reichsritterschaftlichen Gütern beigetragen werden mufste.

Auf die statt gehabte Anerkennung der Zentral-Eigenschaft des ehemaligen Reichs-Direktorialpersonals, so weit der Grofsherzog von Frankfurt bei dessen Versorgung betheiligt war, ist, nach Ausweis der Tabelle (Anlage I), die nöthige Rücksicht genommen worden.

Art. XX. (*Aschaffenburger Diener-Sustentationskasse, Offiziers-Witwenkasse und Civildiener-Witwenkasse, anerkannt als Spezialfonds des Fürstenthums Aschaffenburg*).

Als Gegenstände, welche das Fürstenthum Aschaffenburg ausschliefslich angehen, werden allerseits anerkannt:

1) die nach Auflösung des Mainzer Kurstaates von dem Kurerzkanzler — gegen gewisse, von anderen mitverpflichteten Besitzern vormaliger Mainzer Kurlande zu entrichtenden jährlichen Beiträge — übernommene Pensionirung vormals kurmainzischer Diener und die deswegen in Aschaffenburg errichtete Sustentationskasse;
2) die ebendaselbst für das vormalige kurmainzische Militär errichtete, und dem grofsherzoglich-frankfurtischen Militär später zu Nutzen gekommene Offiziers-Witwenkasse, desgleichen auch die dortige Civildiener-Witwenkasse, und zwar genannte Kassen mit ihren Rechten und Verpflichtungen.

Art. XXI. (*Gesuch von Dienern, Witwen und Waisen um Gnadengehalte und Gratifikazionen*).

328 Von Witwen oder Waisen vormaliger grofsherzoglich-frankfurtischer Diener nachgesuchte Gnadengehalte und Gratifikazionen sind kein Gegenstand gemeinschaftlicher Fürsorge der Ausgleichungs-Kommissionen, und bleibt deren Bewilligung der Gnade und Milde jeder einzelnen Regierung überlassen.

Art. XXII. (*Erloschene Gehalte und Pensionen der seit 1814 verstorbenen Diener und Pensionisten; — Gergens; — Vorbehalt wegen Orth*).

Die Gehalte und Pensionen aller in ihrer Eigenschaft als vormalige grofsherzoglich-frankfurtische Diener und Pensionisten seit dem Jahre 1814 von den paciszirenden Staaten mit ihren Gehalten oder Pensionen übernommenen, in den Anlagen Nr. I bis IV mitbegriffenen Individuen fallen nach deren Ableben den betreffenden Regierungen anheim.

Nachdem der im Jahre 1814 bei der provisorischen Rhein-Oktroi-Verwaltung zu Mainz angestellte grofsherzoglich-frankfurtische General-Inspektor der indirekten Abgaben, Gergens, im November 1816 daselbst gestorben ist, könnte möglicherweise nur noch der früherhin eventuell übernommene Gehalt des bei der dermaligen Rhein-Oktroi angestellten Sekretärs Orth mit 1000 Fl., im Fall seine gegenwärtige Verwendung aufhören sollte, den betheiligten Regierungen in solcher Art zur Last fallen, dafs davon

Frankfurt	490 Fl.	28 Kr.
das Departement Fulda	290 —	29 —
- - Hanau	204 —	46 —
die Stadt Wetzlar	14 —	17 —
Total	1,000 —	— —

zu übernehmen hätten.

Art. XXIII. (*Anfangstermin zur Uebernahme der Gehalte und Pensionen; Bestimmungen wegen der Rückstände, vom 1sten Juni 1814 anfangend*).

In Ansehung der Ansprüche vormals grofsherzoglich-frankfurtischer Diener und Pensionisten auf Besoldungs- und Pensions-Rückstände werden folgende Grundsätze aufgestellt:

1) Zur Abschneidung aller Weitläufigkeiten, und in der Absicht, den betheiligten Individuen um so schleuniger zu ihrer Befriedigung zu verhelfen, machen sich die Regierungen verbindlich, den ihnen

nach Ausweis der Vertheilungs-Etats zugewiesenen 1828
Dienern und Pensionisten, nebst ihren laufenden Besoldungen und Pensionen, auch die Rückstände vom 1sten Juni 1814 an zu bezahlen.

2) Preussen und Baiern übernehmen die vor der Periode des Besitzantrittes ihrer Antheile an dem ehemaligen Departement Fulda erwachsenen Besoldungs- und Pensions-Rückstände zur Berichtigung aus den österreichischen Aktiv-Arreragen, und werden sich hierüber mit Oesterreich berechnen.

3) Nach ausdrücklicher Vorschrift des 45sten Artikels der Wiener Kongreſs-Akte beschränkt sich jedoch die gemeinschaftliche Fürsorge sämmtlicher paciszirenden Regierungen hinsichtlich der Reklamationen von Gehalts- und Pensions-Rückständen auf solche, welche aus der Zeit nach dem 1sten Juni 1814 herrühren.

4) Diejenigen Summen, welche ausdrücklich auf Abschlag der bis zum 1sten Juni 1814 verfallenen Besoldungen und Pensionen bereits gezahlt worden sind, können auf die nachher fällig gewordenen Gehalte nicht in Zurechnung gebracht werden.

5) Alle anderen seit jenem Termin erhaltenen Abschlagszahlungen, ohne Unterschied der Kassen und der Rechtstitel, woraus sie geleistet worden sind, müssen von den Empfängern in Gegenrechnung angenommen werden, und versprechen sich sämmtliche betheiligte Regierungen gegenseitig noch besonders jede Hülfsleistung, welche zur Führung des Beweises solcher Abschlagszahlungen etwa erforderlich werden könnte.

6) Staatsdiener, welche in der Zwischenzeit bis zum 1sten Januar 1816, oder nachher noch, provisorische oder andere Staatsanstellungen, gegen einen bestimmten nicht in die Kategorie von Diäten fallenden Gehalt, im Umfange des vormaligen Groſsherzogthums oder auſser demselben bekleidet haben, sind in der Regel zu Rückstandsforderungen nur in so weit berechtigt, als sie das quantum minus beweisen, welches hierdurch an ihrem später von den resp. Ausgleichungs-Kommissionen zuerkannten Dienst-Einkommen nicht gedeckt worden, und endlich

7) müssen diejenigen Individuen, deren Rückstände über 1000 Fl. betragen, sich Termins-Zahlungen,

1828 jedoch nur dergestalt gefallen lassen, dafs innerh zweier Jahre, vom Tage der Liquidstellung sämmtliche Rückstände zu bezahlen sind.

Art. XXIV. (*Totalbetrag der Fuldaer Dep temental-Besoldungen und Pensionen*).

Bei dem Departement Fulda beträgt die den theiligten gemeinschaftlich zur Last fallende Sum Fuldaer Departemental-Staatsbesoldungen und P sionen

254,050 Fl. 19 Kr.

Darunter sind nach dem Verzeichnisse, Anl Nr. V, begriffen:

	Fl.	Kr.	Fl.
I. von der Sustentation des Fürsten Primas, vormaligen Grofsherzogs von Frankfurt, die Fuldaer Quote mit . .	20,387	22½	
ingleichen der von der Sustentations-Quote der freien Stadt Frankfurt auf Fulda übernommene Antheil, statt eines gleichen Betrages von der Pension des Grafen von Marschall	1,868	51	
			22,256
II. Die Gesammtheit der in dem berichtigten Fuldaer Personal-Hauptvertheilungs-Etat und in dem nachträglichen Personal-Supplementär-Etat aufgeführten Besoldungen und Pensionen, einschlieslich der Fuldaer Zentral-Pensions-Quote, sowie der später vertheilten Pensionen von Holzkirchen, von der Fasanerie, und der reichsritterschaftlichen Pensions-Antheile wegen Mannsbach, Buchenau, Wehrda und Lengsfeld			231,794
Summe			254,050

Art. XXV. (*Deren weitere Vertheilung*).

Von dieser Summe würden, nach dem Art VII. festgesetzten Konkurrenz-Verhältnisse, zu üb weisen gewesen seyn

		Fl.
1) an Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach zu	$\frac{71\frac{1}{2}}{100}$	181,645

		Fl.	Kr.
2) an Baiern	$26\frac{1}{2}$/100	67,323	20
3) an Holzkirchen	2/100	5,081	—
Summe		254,050	19

Zur Ausgleichung verschiedener, unter den betheiligten Staaten entstandenen Differenzen, und aus Rücksicht auf die Wünsche einzelner Pensionärs, hat man sich aber, mit Abweichung von jenem Verhältnisse, dahin vereinigt, die effektiven Uebernahme-Quoten,

	Fl.	Kr.
für Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach auf	183,255	$31\frac{1}{2}$
für Baiern auf	65,713	$47\frac{1}{2}$
definitiv festzustellen, wobei die Holzkirchener Quote von . . . unverändert geblieben ist	5,081	—
Summe	254,050	19

Art. XXVI. (*Spezielle Angabe der preussischen und sachsen-weimarischen Uebernahme-Quoten*).

Die von Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach nach Maasgabe des bestehenden Konkurrenz-Verhältnisses zu vertretende Uebernahme-Quote umfasst nachstehende einzelne Summen:

	Fl.	Kr.
ad I) aus der Fuldaer Quote der Sustentation des Fürsten Primas, vormaligen Grofsherzogs von Frankfurt.	15,290	32
Dazu kommt der königlich-preussischer Seits übernommene Antheil von der Stadt-Frankfurtischen Sustentations-Quote mit	1,868	51
ad II) aus dem Personal-Hauptvertheilungs-Etat, nach Abzug der auf die freie Stadt Frankfurt mit 4,000 Fl. übergegangenen Pension des Grafen Marschall		
	Fl.	Kr.
	162,622	57
aus dem Supplementär-Etat	2,509	$5\frac{1}{2}$
von den Holzkirchener Pensionen	439	—

		Fl.	Kr.	Fl.	Kr.
1828	von den Pensionen der Fasanerie und der reichsritterschaftlichen Gebiete	525	6	166,096	8
	Summe			183,255	31

Art. XXVII. (*Spezielle Angabe der baierischen Uebernahme-Quote*).

Die von Baiern zu berichtigende Uebernahme Quote umfasst:

	Fl.	Kr.
ad I) von der Fuldaer Quote der Sustentation des Fürsten Primas	5,096	50
ad II) von dem Personal-Hauptvertheilungs-Etat	57,505	29
aus dem Supplementär-Etat . . .	1,401	28
von den Holzkirchener Pensionen .	1,530	—
aus dem reichsritterschaftlichen Pensions-Antheile	180	—
Summe	65,713	47

Art. XXVIII. (*Spezielle Angabe der Uebernahme-Quote von Holzkirchen*).

Für die nach Art. XXV in 5081 Fl. bestehende Soll-Uebernahme der Domäne Holzkirchen sind ausgesetzt und an diese Domäne überwiesen worden,

	Fl.
ad Nr. II) aus den Holzkirchener Pensionen der gröste Theil der Pension des Probstes Freiherrn von Reisach mit	5,020
und ein Theil der Pension des Konventuals Arnd mit	61
Summe	5,081

Art. XXIX. (*Ausgleichung wegen der von Baiern zu wenig übernommenen Fuldaer Pensionen und Besoldungen mit den betheiligten Regierungen*).

Die im Art. XXV. erwähnte Ausgleichung zwischen Preussen und Baiern wegen Abänderung der konkurrenzmäfsigen Uebernahme-Quoten, anlangend, so b finden sich die näheren Bestimmungen hierüber, fern über Vergütung der von Preussen für Baiern geleisten Pensions-Zahlungen, auch über gegenseitige Austausch einiger Fuldaer Pensionen, in dem unter 18ten Oktober 1823 abgeschlossenen Vergleiche, d definitive Vertheilung der Fuldaer Departemental-Staat

gehalte und Pensionen betreffend, worauf hier verwie- 1828
sen wird.

Oesterreich tritt diesem Vergleiche bei, und wird, pro rata seines zehnmonatlichen Besitzes der an die Krone Baiern abgetretenen Fuldaer Parzellen, an derjenigen Vergütung verhältnifsmäsig Theil nehmen, worüber Preussen und Baiern, in der Absicht, eine förmliche Liquidation der Besoldungen zu umgehen, sich vereinigt haben.

Art. XXX. (*Von Preussen an Kurhessen und Sachsen-Weimar überwiesene Fuldaer Pensionen und Besoldungen*).

	Fl.	Kr.	Fl.	Kr.
Von der nach Art. XXV. auf festgesetzten Uebernahme-Quote hat Preussen die aus der Anlage V zu ersehenden Posten mit			183,255	31
an Kurhessen; und die in derselben Anlage verzeichneten Posten mit . . .	61,593	12		
an Sachsen-Weimar-Eisenach, in Gemäfsheit besonderer, mit beiden Staaten bestehenden Vereinbarungen. weiter überwiesen und mithin	65,816	58¾		
	55,845	20¾		
zu eigener Deckung behalten.			183,255	31¼

Art. XXXI. (*Vorbehalt wegen künftiger Vertheilung von Pensionen des Fuldaer Supplementär-Etats*).

Bei der, durch obige Bestimmungen herbeigeführten, definitiven Erledigung des gesammten Fuldaer Departemental-Staatsbesoldungs- und Pensionswesens, bleibt fernere konkurrenzmäfsige Vertheilung solcher Pensionen vorbehalten, die etwa noch künftig in den Supplementär-Etat auf rechtmäfsige Art aufgenommen werden sollten.

Art. XXXII. (*Beitrag des Grofsherzogthums Hessen, wegen Herbstein, zu den Fuldaer Pensionen*).

1828 Zu mehrerer Sicherstellung der Gerechtsame der Betheiligten wird hier bemerkt, dafs in Betreff der von dem Fürstenthume Fulda getrennten und an das Grofsherzogthum Hessen übergegangenen Stadt Herbstein, nebst gleichnamigem Amte, eine am 9ten April 1813 zwischen den grofsherzoglichen Regierungen von Frankfurt und Hessen abgeschlossene Konvenzion besteht und in Kraft verbleibt, nach deren 10tem Artikel der grofsherzoglich-hessischen Regierung die Verbindlichkeit obliegt, zu den Fuldaer Pensionen gewisse jährliche Beiträge zu leisten, wovon Oestreich die Rückstände bis zu den vertragmäfsigen Terminen, — Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach vom 1sten Juli 1815 bis zum 1sten Mai 1816 $\frac{73}{100}$ vom 1sten Mai 1816 an weiter aber nur $\frac{71\frac{1}{2}}{100}$ — Baiern vom 1sten Mai 1816 $\frac{26\frac{1}{2}}{100}$ und der Domäne Holzkirchen $\frac{2}{100}$ zum eigenen unmittelbaren Bezuge aus der betreffenden grofsherzoglich-hessischen Staatskasse konkurrenzmäfsig zukommen.

Art. XXXIII. (*Motiv zu gemeinschaftlicher Auseinandersetzung wegen der Schulden der grofsherzoglich-frankfurtischen Zentral-Staatskassen und Fuldaer Departemental-Kassen*).

Nächst den Ansprüchen grofsherzoglich-frankfurtischer Diener auf die ihnen zukommende Versorgung, haben auch alle sonstigen, von Privatpersonen angemeldeten Forderungen an Zentral-Staatskassen des vormaligen Grofsherzogthums Frankfurt oder an Fuldaer Departemental-Staatskassen, in so weit sie nicht zu privativer Ausgleichung unter den betheiligten Regierungen geeignet sind, um so mehr zu den Gegenständen der gegenwärtigen gemeinschaftlichen Auseinandersetzung gezogen werden müssen, als der 45ste Artikel der Wiener-Kongrefs-Akte ad Nr. 3 und 7 ausdrückliche Verfügungen hierüber zu Gunsten des vormaligen Grofsherzogs von Frankfurt in sich schliesst.

Art. XXXIV. (*Grundsätze wegen der Departemental-, Distrikts- und Lokalschulden*).

Alle, auf den einzelnen Landestheilen Frankfurt, Aschaffenburg, Fulda, Hanau und Wetzlar besonders haftenden, vor deren Vereinigung zum Primatial-Staate

oder zum Grofsherzogthume Frankfurt schon vorhan- 1828
den gewesenen Schulden bleiben, nach den von dem Grofsherzoge selbst gehandhabten Grundsätzen, auf diesen Landestheilen ausschliefslich haften. Ein Gleiches geschieht auch, in Gemäfsheit derselben Grundsätze, bei allen Distrikts- und Lokal-Schulden, welche vor der Vereinigung jener Landestheile in einen Staatsverband, oder, während der Dauer dieser Vereinigung, im Umkreise des vormaligen Primatial-Staates oder des Grofsherzogthums Frankfurt erwachsen sind.

Art. XXXV. (*Anerkannte Schulden der grofsherzoglich-frankfurtischen Zentral-Staatskasse*).

Als Schulden grofsherzoglich-frankfurtischer Zentral-Staatskassen werden anerkannt:

	Fl.	Kr.
1) die Forderung des Frankfurter Pfandhauses wegen eines dem vormaligen Landesherrn auf die Saline Orb vorgeschossenen, zu Besitzergreifungs-Ausgaben verwendeten Kapitals von 36,000 Fl., nebst rückständigen Zinsen à 4 Prozent vom 4ten Juli 1814 bis 4ten November 1827 (dreizehn Jahre und vier Monate 19,200 Fl.), im Ganzen an Kapital und Zinsen	55,200	—
2) die Forderung der Inhaber derjenigen Obligationen, die im Jahre 1813 für ein Anlehen zum Behufe einer Pferdelieferung an die französische Armee ausgestellt worden sind, im Kapitalbetrage von 24,000 Fl., nebst den bis 1819 rückständigen Zinsen à 5481 Fl., . .	29,481	—
3) die Forderung des Handlungshauses der Gebrüder Bethmann für ein im Jahre 1813 an die Frankfurter Generalkasse gemachtes Darlehen von 40,500 Fl., nebst rückständigen Zinsen à 6 Prozent, vom 1sten Januar 1815 bis 1sten November 1827 (zwölf Jahre und zehn Monate 31,185 Fl.), im Ganzen an Kapital und Zinsen	71,685	—
4) der von der ehemaligen Kommunal-Approvisionirungskasse zu Frankfurt, wegen eines Mehltransports nach Vach		

		Fl.	Kr.
1828	zum Dienste der französischen Armee der Generalkasse geleistete Vorschuſs zu	20,144	—
	5) eine Wechselforderung des Handlungshauses Philipp Nikolaus Schmidt, wegen einer Mehllieferung des Groſsherzogthums für die französische Armee, zu	22,900	—
	6) die auf der Anlage Nr. VI verzeichneten, bei den Verhandlungen der Zentral-Lasten-Ausgleichungs-Kommission im Jahre 1817 vorgekommenen Privatforderungen, im Betrage von	5,808	6½
	Totalsumme	205,218	6½

Art. XXXVI. (*Ausschliesliche Uebernahme einiger Posten von Seiten Baierns und Frankfurts*).

Von den im vorhergehenden Artikel benannten Schulden übernimmt gegen anderweite, unten zu erwähnende Zugeständnisse der übrigen betheiligten Regierungen:

1) die freie Stadt Frankfurt ausschlieslich
   a) die Berichtigung des Bethmännischen Kapitals mit Zinsen, im Betrage von 71,685 Fl.;
   b) die auf der Liste, Anlage VI, unter Nr. 10 verzeichnete Forderung eines Frankfurter Angehörigen an die vormalige groſsherzoglich-frankfurtische Kriegskasse von 110 Fl.

   Ebenso übernimmt

2) die Krone Baiern ausschlieſslich
   a) die Berichtigung der rückständigen Zinsen des von dem ehemaligen Landesherrn auf die Saline Orb aufgenommenen und für Besitzergreifungs-Ausgaben verwendeten Kapitals von 36,000 Fl. à 4 Prozent, vom 1sten Juli 1814 bis zum 4ten November 1827, mit 19,200 Fl., und
   b) von der Liste, Anlage VI, sämmtliche Forderungen (mit Ausnahme der unter Nr. 10), insofern dieselben, nach vorheriger, königlich-baierischer Seits vorzunehmender Liquidazion, als richtig befunden werden, im Betrage von 5698 Fl. 6½ Kr.

Art. XXXVII. (*Vertheilung der übrigen Zentral-Schulden*).

Nachdem sich die im Artikel XXXV angegebene Schuldenmasse durch die im Artikel XXXVI erwähnte ausschlieſsliche Uebernahme mehrerer Passiven von

Seiten der Krone Baiern und der freien Stadt Frank- 1828
furt um 96,693 Fl. 6½ Kr., nämlich von 205,218 Fl. 6½ Kr. auf 108,525 Fl., vermindert; so wird dieser Betrag auf die betreffenden Landestheile pro rata, nach der in der Tabelle, Anlage VII, aufgestellten Berechnung, überwiesen und in der Art berichtigt, dafs jede Regierung auf ihren Antheil die ihren Angehörigen wegen deren Forderungen zukommenden Summen zur weiteren Besorgung und Zustellung an dieselben übernimmt.

Art. XXXVIII. (*Entschädigungs - Summe à 150,000 Fl. für die Krone Baiern, und Aufhebung der von Baiern und Frankfurt verfügten Beschlagnahme einiger Kapitalien*).

Obschon nicht in die Kategorie der Privatforderungen gehörig, wird hier die schon oben, im Art. XII, gedachte Entschädigung von 150,000 Fl. für die Krone Baiern, als Abfindung für die Forderung wegen zu viel übernommener Zentral-Diener, als Schuld des Grofsherzogthums anerkannt. Der Betrag wird auf die Departemente Frankfurt mit Wetzlar, Fulda und Hanau, mit Ausschlufs des Departements Aschaffenburg, von sämmtlichen betreffenden Staaten, nach Maasgabe ihrer auf obengedachter Tabelle, Anlage VII, berechneten Antheile, übernommen und die Zahlung in der Art direkt an Baiern erfolgen, dafs die freie Stadt Frankfurt ihren Beitrag zu der Entschädigungsforderung von 150,000 Fl. mit 73,571 Fl. 25¾ Kr. und jenen zu den Zentral-Schulden mit 37,260 Fl. 15 Kr., in Summa 110,831 Fl. 40¾ Kr., zurückbehält und damit die Berichtigung

	Fl.
a) der Orber Schuld mit Zinsen, in dem Betrage von	55,200
b) der Mehl-Transport-Forderung zu . .	20,144
c) der Wechselforderung des Handelshauses P. N. Schmidt	22,900
Summe	98,244

besorgt, den Ueberrest der erwähnten 110,831 Fl. 40¾ Kr., in dem Betrage von 12,587 Fl. 40¾ Kr., aber für die Berichtigung eines gleichen Theiles der Pferdelieferungs-Schuld verwendet, — wogegen Baiern von den übrigen Betheiligten deren Beiträge zu seiner Entschädigungs-Forderung und zu den Zentral-La-

1828 sten, im Gesammtbetrage von 97,741 Fl. 42½ Kr., unmittelbar in Empfang nimmt, davon die ihm, nach Abzug seines Beitrags von 49,951 Fl. 36¾ Kr. zu den Zentral-Schulden und zu der Entschädigungs-Forderung von 150,000 Fl. wegen des Departements Fulda, von dieser letzteren Forderung noch zu gut kommenden 80,848 Fl. 23¼ Kr. für sich behält, und den Ueberrest à 16,893 Fl. 19¼ Kr., welcher, mit den von Seiten der freien Stadt Frankfurt abzugebenden 12,587 Fl. 40¾ Kr., den Betrag der Pferdelieferungs-Schuld von 29,481 Fl. ausmacht, für die Berichtigung dieser Schuld, nach den hierüber noch zu treffenden näheren Verabredungen, auch seiner Seits wieder abgiebt.

Gleichzeitig mit dieser Auseinandersetzung erfolgt sowohl von Seiten der Krone Baiern, als auch der freien Stadt Frankfurt die Aufhebung der, gelegenheitlich der Ausgleichungs-Verhandlungen, in beiden Staaten verfügten Beschlagnahme auf die dem einen oder dem anderen Theile oder dessen Angehörigen zustehenden Kapitalien nebst Zinsen.

Art. XXXIX. (*Oesterreichische Forderung von 11,416 Fl. 29 Kr. 3 Pf. an die Kriegs-Zahlamts-Kasse*).

Die bei der Ausgleichungs-Kommission von Seiten Oesterreichs angebrachte Forderung zu 11,416 Fl. 29¾ Kr. rheinischer Währung und 105 Fl. 33 Kr. Einlösungsscheine, wegen der in den kaiserlich-königlich-österreichischen Staaten, wie im Auslande, vermittelst der kaiserlich-königlichen Militär-Oekonomie-Administration an grofsherzoglich-frankfurtische Truppen in den Jahren 1813 und 1814 geleisteten Geld- und Natural-Vorschüsse, wird, vorbehaltlich der Kompensazion, als ein Passivum der Kriegs-Zahlamts-Kasse anerkannt.

Art. XL. (*Uebernahme einiger Kriegszahlamts-Schulden von Seiten Preussens und Frankfurts*).

Bei dieser Gelegenheit werden auch

1) die im Verzeichnisse, Anlage VIII, aufgeführten, gröstentheils das Departement Fulda angehenden Forderungen an die Kriegszahlamts-Kasse, im angeblichen Betrage von 2254 Fl. 11 Kr., vorbehaltlich ihrer weiteren Anmeldung und Liquidstellung, als Gegenstände der Abrechnung und Ausein-

andersetzung mit den bei Fulda betheiligten Regierungen königlich-preussischer Seits zur Vertretung, und 1828
2) die im Verzeichnifs, Anlage IX, aufgeführten Forderungen Frankfurter Angehörigen an die gedachte Kriegskasse, im Betrage von 744 Fl. 48 Kr., von Seiten der freien Stadt Frankfurt zur Berichtigung übernommen.

Art. XLI. (*Vergleich wegen der Einstandsgelder und Handgelder*).

Als ein, die Verhältnisse der mehrgedachten vormaligen Kriegszahlamts-Kasse berührender, Gegenstand erhält der am 29sten November 1824 zu den Protokollen der Zentral-Lasten-Ausgleichungs-Kommission angezeigte Vergleich zwischen Preussen, Baiern, Kurhessen und der freien Stadt Frankfurt seine Bestätigung, wonach Letztere den Ansprüchen auf die von Frankfurter Einstehern herrührenden Einstandsgelder entsagt, dagegen aber von dem Beitrage zu dem Ersatze der Handgelder befreiet, und diese von den übrigen Departementen übernommen werden.

Nachdem die konkurrenzmäfsige Vertheilung der fraglichen Einstandsgelder und Handgelder, zum Behufe der Auszahlung an die berechtigten Einsteher und resp. Angeworbenen, auf den Grund jenes Vergleiches, unter den betreffenden Regierungen Statt gefunden hat, wird diese Angelegenheit für erledigt erklärt.

Art. XLII. (*Austrägal-Erkenntnifs wegen eines Beitrags-Rückstandes zur Sustentation des letzten Kurfürsten von Trier*).

Die bei der Zentral-Lasten-Ausgleichungs-Kommission nicht erledigte Streitfrage wegen Berichtigung der auf 25,804 Fl. 19 Kr. berechneten Rückstände eines Sustentations-Beitrages, den der vormalige Grofsherzog von Frankfurt dem letzten Kurfürsten von Trier zu zahlen übernommen hatte, ist auf die von den Interessenten nachgesuchte Vermittlung der hohen deutschen Bundesversammlung durch ein, in den Bundestags-Protokollen öffentlich abgedrucktes, austrägalgerichtliches Erkenntnifs des grofsherzoglich-hessischen Oberappellationsgerichts zu Darmstadt vom $\frac{\text{19ten Mai}}{\text{28sten Novemb.}}$ 1826 definitiv entschieden worden, worauf hier mit dem Bemerken Bezug genommen wird, dafs es bei den Bestimmungen dieses Erkenntnisses sein Bewenden hat.

1828 Art. XLIII. (*Ersatz eines Vorschusses à 100,000 Fl. vom Departement Fulda an den vormaligen Fürsten Primas*).

Die im Artikel 45 der Wiener Kongreſs-Akte stipulirte Zurückzahlung derjenigen Vorschüsse, welche der Generalkasse zu Fulda von dem Fürsten Primas aus seinem Privatvermögen geleistet und bei nachheriger Liquidazion zum Betrage von 100,000 Fl. anerkannt worden sind, geschieht nach dem festgesetzten Konkurrenz-Maasstabe in solcher Art, daſs davon

			Fl.
Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach	$\frac{71\frac{1}{2}}{100}$	mit	71,500
Baiern	$\frac{26\frac{1}{2}}{100}$	-	26,500
Holzkirchen	$\frac{2}{100}$	-	2,000

jedoch, auf den Grund eines mit dem hochseligen Fürsten Primas vergleichsweise getroffenen Abkommens, nicht in *einer* Summe, sondern in zwanzig gleichen Jahres-Raten zu entrichten haben.

Art. XLIV. (*Summarische Angabe der Fuldaer Departemental-, Staats- und Landesschulden*).

Unter Bezugnahme auf die österreichisch-preussisch-baierischen Uebereinkünfte vom 27sten September 1820 und vom 14ten November 1823, werden als gemeinschaftlich theilbare Fuldaer Staatsschulden anerkannt:

	Fl.	Kr.
I. von den Landessteuerkasse-Kapitalien, nach Ausscheidung mehrerer niedergeschlagenen oder zu weiterer Verhandlung ausgesetzten Kapitalien . .	927,766	15
II. von den Domänen-Kapitalien, ebenfalls nach Ausscheidung einiger niedergeschlagenen oder zu weiterer Verhandlung ausgesetzten Kapitalien . .	3,520	—
III. die Kammerkasse-Kapitalien mit .	190,373	20
IV. die an das Groſsherzogthum Frankfurt, resp. das Departement Fulda, bei Auseinandersetzung der reichsritterschaftlichen Verhältnisse überwiesenen Kapitalien der reichsritterschaftlichen Kantone Mittel-Rhein, Rhön-Werra und des Buchischen Quartiers	34,455	$6\frac{1}{4}$

	Fl.	Kr.
I. die an das Großherzogthum Frankfurt, resp. das Departement Fulda, überwiesenen oberrheinischen Kreis-Kapitalien mit	29,700	—
II. der auf die vormals reichsritterschaftlichen Bezirke Mannsbach, Buchenau, Wehrda und Lengsfeld fallende Antheil der reichsritterschaftlichen Passiven des Buchischen Quartiers mit	26,410	45
Totalsumme	1,212,225	26¼

1828

Art. XLV. (*Grundsatz bei deren Vertheilung*).

Als Grundsatz ist angenommen und festgestellt, daſs diejenigen Fuldaer Staats- und Landesgläubiger, welche durch die Fuldaer Landestheilung Unterthanen des einen oder des andern betheiligten Staates geworden oder früher schon gewesen sind, vorzugsweise, so weit solches nur immer geschehen kann, auf die Fuldaer Staats- und Landesschulden-Quote desjenigen der betheiligten Staaten übergehen, zu welchem sie im Unterthanenverbande stehen. Das Nämliche gilt auch von den Kapitalien der Departemental-Staatsdiener, Quieszenten und Pensionisten, je nachdem diese bei der definitiven Vertheilung von einem der betheiligten Höfe übernommen worden sind.

Art. XLVI. (*Summe der Fuldaer Schulden und deren Vertheilung*).

Von der nach Art. XLIV zu gemeinschaftlicher Vertheilung geeignet anerkannten Schulden-Summe von

= 1,212,225 Fl. 26¼ Kr.

würden

			Fl.	Kr.
Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach	71½/100	zu	866,741	11¼
Baiern	26½/100	-	321,239	44½
die Domäne Holzkirchen . .	2/100	-	24,244	30½
Summe			1,212,225	26¼

konkurrenzmäſsig zu tragen haben, wenn man nicht — in Berücksichtigung des Umstandes, daſs Holzkirchen an den Fuldaer Landessteuern niemals Antheil gehabt hat — dahin übereingekommen wäre, den unter der Holzkirchener Schulden-Quote begriffenen Antheil von

1828 den Fuldaer Steuerkassen-Schulden, im Betrage von 20,366 Fl. 38½ Kr., von jener Quote abzuschreiben und den dadurch entstandenen Ausfall, nach Anleitung des festgesetzten Konkurrenz-Verhältnisses, unter die übrigen Betheiligten dergestalt nachträglich zu subrepartiren, dafs

der preussisch-weimarischen Quote	14,859 Fl.	20 Kr,	
der baierischen Quote	5,507 -	18½ -	
Summe	20,366 Fl.	38½ Kr.	

davon zugewachsen sind.

Art. XLVII. (*a. auf Preussen, so wie dessen Cessionen an Kurhessen und Sachsen-Weimar-Eisenach*).

Die nach dem vorstehenden

Artikel auf	866,741 Fl.	11¼ Kr.
und	14,859 -	20 -
zusammen auf	881,600 Fl.	31¼ Kr.

festgesetzte preussisch-weimarische Quote umfasst die in der Anlage Nummer X. verzeichneten Kapitalien, vom 1sten Juli 1815 an verzinsbar, wovon,

	Fl.	Kr.
nach Ausweis derselben Uebersicht, . .	561,838	5
und	26,410	45
(letztere als ursprünglich auf den ehemaligen reichsritterschaftlichen Gebieten Mannsbach, Buchenau, Wehrda und Lengsfeld haftend)		
zusammen	588,248	50
an Kurhessen und . . . . . an Sachsen-Weimar-Eisenach	293,351	41¼
zusammen	881,600	31¼

vermöge besonderer, mit diesen Staaten getroffenen Vereinbarungen, weiter überwiesen worden sind.

Art. XLVIII. (*b. deren Vertheilung auf Baiern*).

Die nach Art. XLVI auf	321,239 Fl.	44½ Kr.
und	5,507 -	18½ -
zusammen auf	326,747 Fl.	3 Kr.

festgesetzte baierische Quote umfasst die in der Anlage Nummer XI. verzeichneten Kapitalien, vom 1sten Mai 1816 verzinsbar.

Oesterreich trägt zu den Zinsen der in diesem

und im 47sten Artikel erwähnten Kapitalien nach 1828
Maasgabe des Konkurrenzvertrages bei.

Art. XLIX. (*Vertragsmäfsiger Austausch einiger Fuldaer Kapital-Schulden*).

Wegen gegenseitigen Austausches verschiedener in den Verzeichnissen Nummer X und XI. aufgeführten Kapital-Schulden, im Gesammtbetrage von 9,600 Fl., ist unter den betheiligten Regierungen mittelst Separat-Protokolls, datirt beziehungsweise vom 3ten März, 28sten Februar und 5ten März 1821, eine besondere Vereinbarung getroffen worden, worauf hier Bezug genommen wird.

Art. L. (*Antheil von Holzkirchen an den Fuldaer Schulden*).

Der Domäne Holzkirchen sind und bleiben, als auf derselben haftend, an Kapitalien 3,877 Fl. 52 Kr., nebst Zinsen vom 1sten August 1816 an, bis auf Weiteres zugetheilt.

Art. LI. (*Kapital - Schuldforderungen der Fuldaer Zentral-Anstalten*).

Von den Kapital- und Zinsen-Forderungen der Fuldaer öffentlichen Zentral-Anstalten an die Fuldaer Landeskassen übernehmen, nach Maasgabe des Konkurrenzverhältnisses, Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach $\frac{71\frac{1}{2}}{100}$, und Baiern mit Holzkirchen $\frac{28\frac{1}{2}}{100}$.

Art. LII. (*Bestimmungen wegen des Restes von dem Fuldaer Zwangsanlehen*).

Der Rest von dem sogenannten Fuldaer Zwangsanlehen, im Betrage von 45,673 Fl. $15\frac{1}{4}$ Kr., gehört — als eine nach grofsherzoglich-frankfurtischer Verordnung keineswegs die Staatskasse, sondern das Land mit seinen einzelnen Aemtern angehende Schuld — nicht zu dem, durch gegenwärtigen Hauptvertrag zu erledigenden Schuldenvertheilungs-Geschäfte, und ist deshalb davon ausgeschlossen.

Art. LIII. (*Vertheilung des Restes der Fuldaer Kassenscheine*).

Von dem zu gemeinschaftlicher Vertheilung geeignet befundenen Reste der Fuldaer Kassenscheine-Schuld, welcher, in Folge Statt gehabter Liquidazion, auf die Totalsumme von 349,010 Fl. festgesetzt worden ist, haben, nach dem bestehenden Konkurrenzverhältnisse,

				Fl.	Kr.
1828	Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach	$71\frac{1}{2}$ / 100	zu	249,542	9
	Baiern	$26\frac{1}{2}$ / 100	-	92,487	39
	Holzkirchen	2 / 100	-	6,980	12
			Summe	349,010	—

zu tragen.

Art. LIV. (*Auf Preussen und Baiern; Uebernahme-Quote von Holzkirchen*).

Unter den von Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach zu tragenden Kassenscheine-Schulden, im gesammten Kapitalbetrage von 249,542 Fl. 9 Kr. sind die für eigene königlich-preussische Rechnung liquidirten Kassenscheine des vormaligen Fuldaer Eskompte-Amtes zu 17,480 Fl. mitbegriffen. Die Zinsen von den fraglichen 249,542 Fl. 9 Kr. laufen für beide Staaten vom 1sten Juli 1815 an.

Baiern übernimmt von seiner im Art. LIII angegebenen Uebernahme-Quote von Kassenscheine-Kapitalien nur 92,480 Fl., nachdem es, zur Komplettirung dieser Quote, 7 Fl. 39 Kr. nebst Zinsen an Preussen vergütet hat. Der Zinsenlauf jener 92,480 Fl. fängt für Baiern mit dem 1sten Mai 1816 an.

Auf die Domäne Holzkirchen sind an Kassenscheine-Kapitalien von der im Artikel LIII angegebenen Uebernahme-Quote nur 6,980 Fl. mit der Verbindlichkeit zur Zinsenzahlung vom 1sten August 1816 an überwiesen. Zur Komplettirung seiner Uebernahme-Quote vergütet Holzkirchen 12 Kr., nebst Zinsen vom 1sten August 1816 bis zum Schlusse des Jahrs 1823, baar an Preussen.

Art. LV. (*Anerkenntniſs zur Verzinsung der Kassenscheine-Schulden*).

Nach Maasgabe der vielfach von der groſsherzoglich-frankfurtischen Regierung erlassenen Verfügungen und gemachten Zusicherungen über die vom 1sten Dezember 1812 an bis zur Abzahlung der Kassenscheine-Kapitalien jährlich mit fünf Prozent zu geschehende Verzinsung derselben, wird die Verbindlichkeit zu fünfprozentiger Zinsenzahlung von der Kassenscheine-Schuld, und zwar vom 1sten Dezember 1812 an bis

zur Abtragung der in den einzelnen Kassenscheinen 1828
enthaltenen Kapitalbeträge, von den Betheiligten anerkannt. So viel insbesondere den Interessen-Rückstand der restirenden gesammten Kassenscheine-Schuld vom 1sten Dezember 1812 bis 1sten Juli 1815, als dem Tage der Fuldaer Landestheilung, anlangt, so sind über die Berichtigung desselben bereits in den österreich-preussischen Konvenzionen vom 27sten Juli 1815 und 4ten Januar 1816 die gehörigen Bestimmungen enthalten, auf welche lediglich Bezug genommen wird.

Art. LVI. (*Deren Bezahlungsart*).

Nachdem die betheiligten Staaten für Berichtigung der sie angehenden Zinsen-Rückstände von den definitiv an sie überwiesenen oder von ihnen übernommenen konkurrenzmäfsigen Quoten der Kassenscheine-Schuld, so wie für Zahlung der künftig fällig werdenden Zinsen, die erforderlichen Anordnungen getroffen haben, bleibt es dem Ermessen und der Verfügung der die Schulden-Antheile übernehmenden Betheiligten überlassen, ob und in wie fern die Kapital-Abtragung an die Gläubiger aus den betreffenden Kassen baar geschehen soll, oder ob vorgezogen werden will, den Kassenscheine-Kreditoren ihre Kassenscheine nach dem vollen Nominalwerthe gegen fünfprozentige Obligationen der übernehmenden Betheiligten umtauschen zu lassen. Nur in dem Falle, wenn ein Gläubiger Kassenscheine von einem zu geringen Gesammtbetrage besitzt, um füglich einen Austausch derselben gegen andere Obligazionen bewirken zu können, wird — mit Umgehung hiervon — baldthunlichst baare Abzahlung der Kapitalien jener Kassenscheine sammt Zinsen bis dahin Statt finden.

Art. LVII. (*Bestimmung wegen noch nicht angemeldeter Kassenscheine*).

Da rechnungsmäfsig der volle Rest der Kassenscheine-Schuld in 350,000 Fl. besteht, die hierauf gepflogene Liquidazion aber nur die Summe von 349,010 Fl. ergeben hat, mithin für den Betrag von 990 Fl. Kassenscheine unangemeldet geblieben und deshalb von der dermaligen Vertheilung ausgeschlossen worden sind; so wird hiermit für die Inhaber solcher in die fragliche Hauptvertheilung nicht mitaufgenommenen Kassenscheine nachträgliche Anerkennung, konkurrenzmäfsige Repartirung und Uebernahme für den Fall

1828 vorbehalten, wenn Kassenscheine dieser Art gehöri
Ortes angemeldet, vorgezeigt und zur Anerkenn
und Vertheilung für geeignet erklärt werden.

Art. LVIII. (*Eventuelle Bestimmung we
möglichen Ausfalls der auf Holzkirchen repar
ten Schuldenbeiträge*).

Sollte die Domäne Holzkirchen eine Befreiung
den ihr im Artikel L zugewiesenen Fuldaer Sta
schulden, und namentlich auch von der dieser Dom
im Artikel LIII und LIV zugetheilten Kassensche
Schuld, ganz oder zum Theil erlangen; so ist der h
durch entstehende Ausfall an Kapitalien und Zi
ebenso zu vertheilen, wie es nach Artikel XLVI
dem von der Holzkirchener Quote abgeschriebe
Steuerschulden-Quanto von 20,366 Fl. 38 Kr. ges
hen ist, wovon Preussen in dem vorausgesetzten F
$\frac{71\frac{1}{2}}{98}$, und Baiern $\frac{26\frac{1}{2}}{98}$ zu tragen hätten.

Art. LIX. (*Vorbehalt hinsichtlich der gr
herzoglich-hessischen Beitragsleistung wegen H
stein zu den Fuldaer Landesschulden*).

Da seit dem zwischen den grofsherzoglichen
gierungen von Frankfurt und Hessen in Beziehung
Herbstein abgeschlossenen, oben schon im Art. XX
erwähnten Vertrage vom 9ten April 1813 verschied
damals noch unbekannte Schulden zu den Ful
Staatsschulden hinzugekommen sind, namentlich o
rheinische Kreisschulden und reichsritterschaftliche Sc
den, so wird wegen des davon auf das Grofsher
thum Hessen fallenden sechszigsten Theils, gemäfs
Artikel IX des genannten Vertrags, nachträgliche
theilung und Auseinandersetzung mit dem gedac
Grofsherzogthume vorbehalten.

Art. LX. (*Allgemeine Bestimmungen we
gegenseitiger Verzichtleistung der Paziszent*

Den letzten Hauptgegenstand der gegenwärt
Uebereinkunft bilden die in den nachfolgenden Arti
LXI bis LXVI einzeln benannten Forderungen
vormaligen Departements Aschaffenburg, Fulda
Hanau, so wie der Städte Frankfurt und Wetzlar,
wohl im Verhältnisse derselben unter einander, als
gegen das gesammte Grofsherzogthum Frankfurt
Generalgouvernement Frankfurt, und hinwiederum

ser Letzteren gegen die einzelnen Departements und 1828
deren Theile.

Unter Verzichtleistung auf jede desfallsige weitere Ausgleichung entsagen Oesterreich, Preussen, Baiern, Kurhessen und die freie Stadt Frankfurt den ebengenannten Forderungen, in so weit solche von jedem paziszirenden Theile noch geltend zu machen wären.

Art. LXI. (*Besondere Verzichtleistungen von Oesterreich*).

Vermöge der im vorhergehenden Artikel erwähnten Verzichtleistung entsagt insbesondere

Oesterreich,

rücksichtlich seiner Besitz-Periode von Fulda und Holzkirchen,

I. im Verhältnisse gegen das ganze Grofsherzogthum:

a) der an das ganze Grofsherzogthum im Wege des Regresses zu machenden Forderung wegen Ersatzes der in die fragliche Besitz-Periode fallenden Zinsen von der in den Artikeln LIII bis LVII erwähnten Fuldaer Kassenscheine-Schuld;

b) dem im Namen und von wegen des ganzen Grofsherzogthums an die Stadt Frankfurt insbesondere zu machenden Ansprüche auf die für die fragliche Besitz-Periode nachzufordernden Antheile an den Zinsen eines Kapitals, welches die israelitische Gemeinde zu Frankfurt a. M. wegen Reluizion der auf derselben gehaftet habenden Abgaben zu entrichten hatte, und namentlich an den Zinsen der zu dessen Bezahlung ausgestellten Schuldverschreibungen, sowohl im Allgemeinen als insbesondere derjenigen 110,000 Fl. dieser Obligationen, welche dem Handlungshause der Gebrüder Bethmann zur Sicherstellung des oben im Art. XXXV ad Nr. 3 erwähnten Darlehens von 40,500 Fl. verpfändet waren.

II. Im besondern Verhältnisse zu der freien Stadt Frankfurt und zu Gunsten derselben:

a) der Forderung wegen der von dieser Stadt im Jahre 1815 bezogenen französischen Kontributions- und englischen Subsidiengelder;

b) dem Anspruche auf die im Besitze der Stadt befindlichen Kanonen und Pulverwagen.

1828 Art. LXII. (*Besondere Verzichtleistung von Preussen*).

Vermöge der im Artikel LX erwähnten Verzichtleistung entsagt insbesondere

Preussen

für den kurhessischen und sachsen-weimar-eisenachischen Antheil am Departement Fulda und respektive auch für Wetzlar

I. im Verhältnisse gegen das ganze Grofsherzogthum:

a) den an dasselbe im Wege des Regresses pro rata zu machenden Forderungen

1) wegen Ersatzes des an die Erben des Grofsherzogs von Frankfurt nach Artikel XLIII zurückgezahlten oder noch zurückzuzahlenden unverzinslichen Darlehens von 100,000 Fl.;

2) wegen Ersatzes des nach Artikel LIII und LIV zur Einlösung der Fuldaer Kassenscheine bestimmten Betrages von 249,542 Fl. nebst Zinsen seit dem 1sten Juli 1815;

b) dem im Namen und von wegen des ganzen Grofsherzogthums an Oesterreich insbesondere zu machenden Ansprüche auf einen verhältnifsmäfsigen Antheil an dem von Seiten Oesterreichs in Depositum genommenen Tafelsilber des Grofsherzogs von Frankfurt und an dem davon bezogenen Erlöse von 41,802 Fl. rheinischer Währung;

c) zu Gunsten Baierns allein,
der im Namen und von wegen des ganzen Grofsherzogthums zu machenden Forderung wegen eines verhältnifsmäfsigen Antheils an den Mobilien im Schlosse zu Aschaffenburg;

d) zu Gunsten der freien Stadt Frankfurt allein,
den ebenfalls im Namen und von wegen des ganzen Grofsherzogthums zu machenden Ansprüchen auf verhältnifsmäfsige Antheile:

1) an dem, im Artikel LXI sub I. lit. b. erwähnten, von der israelitischen Gemeinde zu Frankfurt im Jahre 1812 wegen Abgaben-Reluizion übernommenen Kapitale, und namentlich an den zu dessen Bezahlung ausgestellten Schuldverschreibungen, sowohl im Allgemeinen als auch insbesondere an denjenigen 110,000 Fl. dieser Obligationen, welche dem Handlungshause der Gebrüder Bethmann verpfändet waren;

2) an den von dem vormaligen grofsherzoglich- 1828
frankfurtischen Finanzministerium im Jahre 1813 aus der Realitäten-Kasse der Stadt Frankfurt entnommenen und bei dem Handlungshause Rothschild wegen mehrerer Forderungen deponirt gewesenen, nachher aber von diesem Handlungshause der Stadt Frankfurt zurückgegebenen Stadt-Frankfurtischen Obligationen;

3) an den im Besitze der Stadt Frankfurt befindlichen Kanonen und Pulverwagen.

II. im besonderen Verhältnisse gegen das Departement Aschaffenburg zu Gunsten Baierns:

einer an dieses Departement gemachten Forderung der Fuldaer Chaussee-Kasse im Betrage von 7,000 Fl.

Art. LXIII. (*Desgleichen*).

Ferner entsagt bei dieser Gelegenheit Preussen auch nachstehenden Ansprüchen, in so weit dasselbe dabei betheiligt oder solche im eigenen Namen aufzustellen im Falle ist,

a) zu Gunsten der Krone Baiern:

der aus der ersten Hälfte des Jahrs 1814 herrührenden Forderung der damaligen Kriegs-Zahlamts-Kasse an das Departement Aschaffenburg, welche Stadt-Frankfurtischer Seits zu 26,956 Fl., von königlich-baierischer Seite aber zu 19,000 Fl. angegeben worden ist;

b) zu Gunsten der freien Stadt Frankfurt:

dem Anspruche auf einen verhältnifsmäfsigen Antheil an den von der freien Stadt Frankfurt im Jahre 1815 bezogenen französischen Kontributions- und englischen Subsidiengeldern.

Art. LXIV. (*Besondere Verzichtleistungen von Baiern*).

Vermöge der im Artikel LX erwähnten Verzichtleistung entsagt insbesondere

die Krone Baiern

für Aschaffenburg und respektive auch für Ihren Antheil an dem vormaligen Departement Fulda, nachfolgenden Ansprüchen, in so fern Allerhöchstdieselbe dabei betheiligt oder solche in eigenem Namen aufzustellen im Falle ist,

I. im Verhältnisse gegen das ganze Grofsherzogthum Frankfurt:

a) den an dasselbe zu machenden Forderungen

1828 1) wegen eines Aktivums der Realitätenkasse zu Aschaffenburg, im Betrage von 19,468 Fl.;

2) wegen der vorschufsweise berichtigten Zinsen des, unter Artikel XXXV vorkommenden, sogenannten Orber Kapitals, im Betrage von 5,040 Fl.;

3) wegen bis jetzt bezahlter Pensionen und Besoldungen an zu viel übernommenen grofsherzoglich-frankfurtischen Zentral-Dienern, im jährlichen Betrage von 35,418 Fl. 56 Kr. 2 Pf., und wegen des dafür angesprochenen Entschädigungs-Kapitals von 384,898 Fl., nachdem dafür in dem XIIten und XXXVIIIsten Artikel eine anderweite Entschädigung vergleichsweise stipulirt worden ist;

4) pro rata wegen des Ersatzes für diejenigen Gehaltsvorschüsse, welche dem aus dem vormaligen grofsherzoglich frankfurtischen in königlich-baierische Dienste übergegangenen Ober-Kriegskommissär Freund, königlich-baierischer Seits mit 1,220 Fl. 33 Kr. gemacht worden sind;

desgleichen wegen der demselben bewilligten Zulage von 84 Fl. jährlich, welche, zu Kapital angeschlagen, betragen 1,078 Fl. 3½ Kr.

b) zu Gunsten der freien Stadt Frankfurt allein, den im Namen und von wegen des ganzen Grofsherzogthums zu machenden, in den Artikeln LXI und LXII schon vorgekommenen Ansprüchen:

1) auf das von der israelitischen Gemeinde in Frankfurt im Jahre 1812 übernommene Abgaben-Reluizionskapital und auf die davon bei dem Handlungshause Bethmann verpfändet gewesenen Obligationen, im Betrage von 110,000 Fl.;

2) auf die an das Handlungshaus Rothschild versetzt gewesenen Stadt-Frankfurter Obligationen;

II. im besonderen Verhältnisse gegen das vormalige Departement Fulda und zu dessen Gunsten:

dem Anspruche auf die aus der Aschaffenburger Staatskasse für Fulda geleisteten Vorschüsse an das ehemalige nassauische Ober-Appellationsgericht zu Hadamar, sodann für Kommissions- und Reisekosten zu 3,771 Fl.;

III. im besonderen Verhältnisse gegen das vormalige Departement Hanau zu Gunsten Kurhessens:

1) einer Forderung der Saline Orb für rückständige Salzgelder bei den Faktoreien im ehemaligen

Departement Hanau, im Betrage von 8632 Fl. 2¼ Kr. 1828
und respektive 1,620 Fl.;

2) den von genannter Saline im Jahre 1814 anhängig gemachten Klagen wegen der in mehreren der gedachten Faktoreien im Jahre 1813 geplünderten Salzgelder und Salzvorräthe, im Betrage von 5,510 Fl. 4¾ Kr.;

3) der Forderung wegen eines aus der Departements-Kasse zu Aschaffenburg im Jahre 1812 geleisteten Kommissionskosten-Vorschusses, im Betrage von 261 Fl. 6¾ Kr.;

4) einer von der Provinz Aschaffenburg gemachten Forderung für abgegebene Fourage auf Rechnung der Hanauer Landeskasse, im Betrage von 3,412 Fl. 7½ Kr.;

IV. im besonderen Verhältnisse gegen die freie Stadt Frankfurt:

den Ansprüchen

1) auf die im Besitze derselben befindlichen Kanonen und Pulverwagen;

2) auf die in ihrem Zeughause befindlichen, der ehemaligen Aschaffenburger Landwehr gehörig gewesenen, vierzig Stück Gewehre;

3) auf einen verhältnifsmäfsigen Antheil an den oben mehrmals erwähnten französischen Kontributions- und englischen Subsidiengeldern.

Art. LXV. (*Besondere Verzichtleistungen von Kurhessen*).

Vermöge der im Artikel LX erwähnten Verzichtleistung entsagt insbesondere

Kurhessen,

für seine mit dem vormaligen Grofsherzogthume Frankfurt vereinigt gewesenen Hanauer Landestheile,

im Verhältnisse gegen das ganze Grofsherzogthum Frankfurt,

A. von wegen ebengedachter Hanauer Landestheile:

1) der an das Grofsherzogthum Frankfurt gemachten Forderung von 61,505 Fl. 57 Kr., welche aus der Periode bis zum 1sten Dezember 1813 die ehemalige grofsherzoglich-frankfurtische Generalkasse an die Schuldentilgungs-Kasse zu Hanau schuldig geblieben ist;

2) einer Kapital-Forderung von 2,500 Fl. und respektive 180 Fl., welche aus dem Fonds verkaufter ehemaliger Hanauer Oktroi-Domänen, laut Obligatio-

1828 nen vom 12ten Januar und 8ten März 1813, der genannten Generalkasse zu vier Prozent Zinsen dargeliehen worden sind, nebst rückständigen Zinsen;

3) dem Ersatze der an mehrere Einregistrirungs- und Stempel-Einnehmer des ehemaligen Departements Hanau zurückbezahlten, bei der grofsherzoglich-frankfurtischen Generalkasse zu fünf Prozent verzinslich angelegt gewesenen baaren Kautionen mit überhaupt 4,000 Fl., nebst Zinsen-Rückständen;

B. den im Namen und von wegen des ganzen Grofsherzogthums zu machenden Ansprüchen:

1) auf einen verhältnifsmäfsigen Antheil an dem im Artikel LXII erwähnten Tafelsilber des Grofsherzogs von Frankfurt, zu Gunsten Oesterreichs;

2) auf einen verhältnifsmäfsigen Antheil an den Mobilien im Schlosse zu Aschaffenburg, zu Gunsten Baierns;

3) auf verhältnifsmäfsige Antheile

a) an dem von der israelitischen Gemeinde zu Frankfurt am Main übernommenen Abgaben-Reluizions-Kapitale und den davon bei dem Handlungshause Bethmann versetzt gewesenen Obligationen, im Betrage von 110,000 Fl.,

b) an den bei dem Handlungshause Rothschild versetzt gewesenen Stadt-Frankfurter Obligationen;

c) an den im Besitze der freien Stadt Frankfurt befindlichen Kanonen und Pulverwagen,

zu Gunsten gedachter freien Stadt.

Art. LXVI. (*Besondere Verzichtleistungen der freien Stadt Frankfurt*).

Vermöge der im Artikel LX stipulirten Verzichtleistung entsagt insbesondere

die freie Stadt Frankfurt

I. im Verhältnisse gegen das ganze Grofsherzogthum:

A. den an dasselbe zu machenden Ansprüchen

1) auf das aus der Frankfurter Realitäten-Kasse in den Jahren 1812 und 1816 darlehnsweise entnommene Kapital von 113,120 Fl.;

2) auf die an den Fonds der Frankfurter Schuldentilgungs-Kasse zu wenig bezahlten Beiträge mit 309,000 Fl.;

3) auf Ersatz der vorschufsweise gezahlten Zinsen von den im Artikel XXXV als Zentral-Schulden anerkannten Privatforderungen;

4) auf Ersatz der vorschufsweise berichtigten Pri- 1828
vatforderung des Apothekers Kühnert zu Danzig, für die im Jahre 1812 an das grofsherzoglich - frankfurtische, daselbst garnisonirende Militär gelieferten Medikamente, im Betrage von 1,889 Fl.;

B. den im Namen und von wegen des ganzen Grofsherzogthums zu machenden Ansprüchen auf verhältnifsmäfsige Antheile:

a) an dem mehrerwähnten Tafelsilber des Grofsherzogs von Frankfurt, zu Gunsten Oesterreichs;

ingleichen auf die Konkurrenz dieses Staates zur Bezahlung der während der Zeit des General - Gouvernements bei der damaligen Kriegs - Zahlamts - Kasse unberichtigt gebliebenen Rechnungsposten;

b) an dem von der Judenschaft des Departements *Fulda* zur Reluizion von Abgaben im Jahre 1812 übernommenen Quantum von 60,000 Fl., zu Gunsten dieses Departements;

c) an den Mobilien im Schlosse zu Aschaffenburg, zu Gunsten Baierns;

II. im besondern Verhältnisse gegen die Departemente Fulda und Hanau und zu deren Gunsten:

dem Anspruche auf das zur Bezahlung der Fuldaer und Hanauer Domänen im Jahre 1813 darlehnsweise verwendete Kapital von 150,000 Fl.;

III. im besonderen Verhältnisse gegen das Departement Fulda allein, zu Gunsten Oesterreichs, Preussens mit Sachsen - Weimar - Eisenach, und Baierns:

den Ansprüchen

1) auf Ersatz des im Jahre 1815 an das damalige Gouvernements - Bataillon vorgeschossenen Soldes u. s. w., im Betrage von 56,125 Fl. 33 Kr.;

2) auf Ersatz mehrerer in den Jahren 1814 und 1815 geleisteten Vorschüsse

	Fl.	Kr.
a) für Fuldaer Freiwillige, mit . . .	3231	55
b) für Verköstigung der, der Meuterei angeschuldigten Fuldaer Freiwilligen	2339	42
c) für die den Fuldaer Freiwilligen zu Pferde gelieferte Fourage	865	27
Summe	6437	4

3) auf Berichtigung der an mehrere Offiziere jenes Gouvernements - Bataillons im Jahre 1816 geleisteten Vorschüsse, im Betrage von 1170 Fl.;

1828 IV. im besonderen Verhältnisse gegen das Departement Aschaffenburg:

der im Art. LXIII, lit. a, erwähnten und aus der ersten Hälfte des Jahres 1814 herrührenden Forderung der damaligen Kriegs-Zahlamts-Kasse an gedachtes Departement, im Betrage von 26,956 Fl. modo 19,000 Fl.

Art. LXVII. (*Reluizion verkauft gewesener Fuldaer und Hanauer Domänen*).

In Erwägung, dafs die bei den verkauft gewesenen Fuldaer und Hanauer Domänen betheiligten Höfe von Baiern, Kurhessen und Sachsen-Weimar-Eisenach von dem im 41sten Art. der Wiener-Kongrefs-Akte bewilligten Reluizionsrechte Gebrauch gemacht und die Regulirung dieser Angelegenheit in Gemeinschaft mit Preussen durch eine eigens dazu bestellte Spezial-Kommission zur Zufriedenheit der betheiligten Domänenkäufer, mit Hinsicht auf das dabei obwaltende königlich-preussische Interesse, bewirkt haben, werden die Bestimmungen des fraglichen Artikels der Wiener Kongrefs-Akte über diesen Gegenstand, mit Bezug auf die Verhandlungen jener Spezial-Kommission, für erledigt erklärt.

Art. LXVIII. (*Vorbehalt der noch unerledigten vertragsmäfsigen Departemental-Abrechnungen*).

Die vertragsmäfsigen Departemental-Abrechnungen werden, in so fern sie noch nicht beendigt worden, unbeschadet des Vollzugs des gegenwärtigen Hauptvertrags, ausdrücklich vorbehalten.

In so weit Oesterreich noch für Zentral-Ausgabenrückstände aus der Periode des General-Gouvernements Frankfurt in Anspruch genommen wird, und jene auf die Departemental-Abrechnung übertragen werden, behält sich die genannte Regierung, in Gemäfsheit der durch Kommissions-Beschlufs vom 10ten Januar 1817 geschehenen ausdrücklichen Reservazion, spezielle Ausgleichung mit den übrigen betheiligten Regierungen vor.

Art. LXIX. (*Bestätigung besonderer Landesübergabs-Protokolle und Vereinbarungen*).

In Beziehung auf die in den vorhergehenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen werden von den kontrahirenden Theilen nach ihrem ganzen Inhalte bestätigt:

1) das zwischen Oesterreich und Preussen verhandelte Uebergabe-Protokoll, d. d. Fulda den 27. Juli 1815; 1828
2) das zwischen beiden genannten Staaten an demselben Tage wegen Uebergabe der Stadt Wetzlar nebst Gebiet verhandelte Protokoll;
3) die österreich-preussische Uebereinkunft, betreffend die definitive Abrechnung wegen der Zentral-Lasten des Departements Fulda, d. d. Frankfurt a. M. den 4ten und 6ten Januar 1816;
4) das zwischen Preussen und Kurhessen verhandelte Uebergabe-Protokoll, d. d. Fulda den 5ten Februar 1816, in so weit die darin enthaltenen Bestimmungen nicht durch spätere Uebereinkunft, und namentlich durch den zu Erfurt am 9ten Oktober 1817 abgeschlossenen Vertrag, abgeändert worden sind;
5) das zwischen Oesterreich und Baiern verhandelte Uebergabe-Protokoll vom 1sten Mai 1816.

Bei den gedachten privativen Ausgleichungen und Abrechnungen soll keiner betheiligten Regierung aus den im gegenwärtigen Hauptvertrage enthaltenen Bestimmungen ein Präjudiz erwachsen.

Art. LXX. (*Bestätigung der Beschlüsse der Frankfurter Zentral- und Fuldaer Departemental-Ausgleichungs-Kommissionen*).

In gleicher Art, wie die im vorhergehenden Artikel benannten speziellen Vereinbarungen, sollen sämmtliche, in den Protokollen der Zentral-Ausgleichungs-Kommission und der Fuldaer Departemental-Ausgleichungs-Kommission befindlichen, einhellig und unbedingt gefassten Beschlüsse, so weit sie nicht als aufgehoben oder modifizirt durch den gegenwärtigen Hauptvertrag zu betrachten sind, volle Kraft und Gültigkeit behalten.

Art. LXXI. (*Unverbindlichkeit der das Departement Fulda betreffenden Vertrags-Artikel für Hanau und Frankfurt*).

Die in den Artikeln XXIV bis XXXII inclus. und XLIII bis LIX inclus. enthaltenen Bestimmungen, welche lediglich das Departement Fulda betreffen, haben für Kurhessen wegen seiner mit dem Grofsherzogthum Frankfurt vereinigt gewesenen Hanauer Landestheile und für die freie Stadt Frankfurt, als dabei nicht betheiligt, keine verbindende Kraft.

1828 Art. LXXII. (*Fortdauer besonderer Verträge und Uebereinkünfte*).

Die im Laufe der kommissarischen Verhandlungen über die wichtigern Ausgleichungs-Gegenstände abgeschlossenen einzelnen Verträge und Uebereinkünfte, namentlich:

1) der zwischen Oesterreich, Preussen und Baiern abgeschlossene Konkurrenz-Vergleich, d. d. Fulda den 11ten April 1818, nebst Zusatzartikel, Anlage XII;
2) der zwischen Oesterreich, Preussen und Baiern abgeschlossene, das Fuldaer Staatsschuldenwesen betreffende Vertrag vom 27sten September 1820, nebst Zusatzartikel und zweien angehängten Separat-Protokollen, Anlage XIII mit A B;
3) der zwischen Preussen und Baiern abgeschlossene Vergleich, die definitive Vertheilung der Fuldaer Departemental-Staatsgehalte und Pensionen, und die deshalb bewirkte definitive Ausgleichung zwischen beiden Staaten betreffend, d. d. Frankfurt a. M. den 18ten Oktober 1823, Anlage XIV;
4) der zwischen Preussen, Baiern und der freien Stadt Frankfurt abgeschlossene Separat-Vertrag, d. d. Frankfurt a. M. den 6ten September 1827, nebst sechs Beilagen, welchem Kurhessen, laut seiner zu dem Kommissions-Protokolle abgegebenen Erklärung, beigetreten ist, Anlage XV,

werden als integrirende Theile des gegenwärtigen Hauptvertrags angesehen, und behalten unter den kontrahirenden Theilen ihre fortdauernde verbindende Kraft und Gültigkeit, mit Ausnahme der durch den Hauptvertrag ausgedrückten Modifikazionen und der durch den Beitritt Kurhessens sich ergebenden Erweiterungen des Separat-Vertrags vom 6ten September 1827.

Es wird jedoch hierbei ausdrücklich bemerkt:

a) dafs die in dem Art. III des Separat-Vertrags vom 6ten September 1827 enthaltene allgemeine Verzichtleistung durch die Art. LX bis LXVI inclus. dieses Hauptvertrags keine Abänderung erleidet;

b) dafs die Bestimmung des Art. XVII des Separat-Vertrags vom 6ten September 1827, wegen unbekannter und bei der Ausgleichungs-Kommission bisher nicht angebrachter Privat-Ansprüche an das vormalige Grofsherzogthum Frankfurt oder dessen jetzige Theilhaber, nach weiterer Uebereinkunft wegfällt;

c) dafs in Beziehung auf die Fuldaer Departemental-Verhältnisse der gegenwärtige Hauptvertrag keine Bestimmungen enthalte, welche nicht bereits in den ad Nr. 1, 2 und 3 bezeichneten Fuldaer Spezialverträgen festgestellt worden wären, mit einziger Ausnahme des im Art. XXIX ausgedrückten Beitritts der k. k. österreichischen Regierung zu dem preussisch-baierischen Pensions-Vergleiche vom 18ten Oktober 1823. 1828

Art. LXXIII. (*Genehmigung des Hauptvertrags; — Auflösung der Kommission*).

Der gegenwärtige Vertrag wird von allen paciszirenden Theilen ratifizirt werden, und die Ratifikazionen sollen binnen der Zeit von acht Wochen oder wo möglich noch früher in Frankfurt am Main ausgewechselt werden.

Nach erfolgter Auswechselung derselben stellt die Kommission für die Ausgleichung der Zentral-Lasten des vormaligen Grofsherzogthums Frankfurt ihre Sitzungen ein, und erklärt ihren Auftrag für erledigt.

Die bei derselben verhandelten gemeinschaftlichen Protokolle und Akten werden in ein Verzeichnifs gebracht und dasselbe wird von sämmtlichen Bevollmächtigten unterschrieben; zugleich wird wegen Hinterlegung dieser Akten und Protokolle in das Archiv des durchlauchtigsten deutschen Bundes zum Behufe ihrer dortigen weiteren Aufbewahrung die geeignete Einleitung getroffen werden.

Zu dessen Urkunde haben sämmtliche Bevollmächtigte den gegenwärtigen, fünffach auszufertigenden Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

So geschehen Frankfurt am Main den 2ten Juli 1828.

Paul Anton *Freiherr* von Handel.
Friedrich Karl von Bülow.
Philipp Karl *Freiherr* von Hertling.
Wilhelm August von Meyerfeld.
Johannes Schmidt.
Friedrich Ihm.

3.

1827 *Convention de commerce et de navigation entre l'Hanovre et les Etats-Unis du Mexique, signée le 20 Juin 1827.*

(*Gesetzsammlung für das Königreich Hannover* 1830 Abth. 1. No. 3. pag. 9).

Nachdem Seine Majestät der König von Grofsbritannien und Hannover und der Präsident der Vereinigten Staaten von Mexico von gleichem Wunsche beseelt die Handels-Verhältnisse zwischen ihren gegenseitigen Staaten zu erweitern, rathsam erachtet, die Bedingungen des am 26sten December des Jahres 1826 zwischen Grofsbritannien und den vereinigten Staaten von Mexico abgeschlossenen Freundschafts- Handels- und Schiffahrts-Tractats auf das Königreich Hannover auszudehnen, insofern jene Bedingungen auf dieses Königreich für anwendbar werden gehalten werden, so haben die gegenwärtig zu London anwesenden Staats-Minister der hohen contrahirenden Mächte, nämlich von Seiten Seiner Grofsbritannischen Majestät als König von Hannover der Graf *Ernst Friedrich Herbert von Münster*, Staats- und Cabinets-Minister Seiner Majestät, Erblandmarschall des Königreichs, Canzler und Grofskreuz des Guelphen-Ordens, Grofskreuz des Russischen St. Alexander Newsky- und St. Annen-, auch des Oesterreichischen St. Stephan-Ordens etc. und von Seiten der Vereinigten Staaten von Mexico Herr *Sebastian Camacho*, deren erster Staats-Secretair und aufserordentlicher Abgesandter, auch bevollmächtigter Minister bei Seiner Grofsbritannischen Majestät, sich gegenseitig gehörig autorisirt erkannt, über Nachfolgendes übereinzukommen.

Die beiden hohen contrahirenden Theile vereinbaren sich Namens ihrer respectiven Regierungen dahin, dafs der vorerwähnte Tractat zwischen Grofsbritannien und den Vereinigten Staaten von Mexico, nebst seinen Additional-Artikeln, so wie sie dieser Conven-

3.

vention de commerce et de na- 1827
ıtion entre l'Hanovre et les
tats-Unis du Mexique, signée
le 20 Juin 1827.

residente de los Estados Unidos de Mexico y
3. Rey de Hannover deseando igualmente estender
laciones de commercio entre sus Estados re-
ros y habiendo juzgado que para este efecto
conveniente estender al Reyno de Hannover las
aciones del Tratado de amistad, comercio y
ıcion, concluido el 26 de Deciembre del año de
ntre la Gran Bretaña y los Estados Unidos de
en cuanto estas estipulaciones se juzguen apli-
à este Reyno, los Ministros de Estado de las
partes contratantes que actualmente se hallán en
es á saber: Por parte de los Estados Unidos
xico D. Sebastian Camacho, su Primer Secre-
le Estado y Enviado extraordinario y Ministre
tenciario cerca de S. M. B. y por parte de S.
en calidad de Rey de Hannover, el Conde
o Federico Herberto de Münster, Ministre de
y del Gabinete de S. M. Mariscal Hereditario
eyno, Canciller y Gran Cruz de la orden de los
hos, Gran Cruz de la orden de Sn Alexandro
y y de Sta Ana de Rusia, de la de Sn Estevan
ustria etc. etc. se reconocieron reciprocamente
zados en debida forma para convenir lo siguiente.

as dos Altas partes contratantes convienen á
e de sus Gobiernos respectivos en que el Tra-
citado entre la Gran Bretaña y los Estados
s de Mexico con sus articulos adicionales del
modo que se hallan anexos á esta convencion,
án de hoy en adelante la base de las Relaciones

1827 tion sich beigefügt finden *), künftig die Grundlage der Beziehungen zwischen dem Königreiche Hannover und den vereinigten Staaten von Mexico ausmachen sollen. Es wird indessen anerkannt, dafs der 3te Artikel des besagten Tractats keine Wirkung haben könne, indem das Königreich Hannover keine Colonien besitzt. Desgleichen wird der 14te Artikel auf die Unterthanen dieses Königreichs nicht angewandt werden können. Der 15te Artikel ist gleichfalls als nicht anwendbar auf die Beziehungen zwischen dem Königreiche Hannover und den Vereinigten Staaten von Mexico anerkannt.

Die Ratification des gegenwärtigen Tractats soll zu London innerhalb eines Jahres oder wo möglich früher Statt finden.

Geschehen zu London, am 20sten Junius 1827.

Graf E. von Münster. Sebastian Camacho.

4.

Déclaration entre la Prusse et la France pour terminer le différend qui s'est élévé sur le district de la Leyen, du 11 *Juin* 1827.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1830. No 6. pag. 25)

Le gouvernement prussien et le gouvernement françois sont convenus de terminer le différend qui s'est élévé relativement au district de la Leyen, situé entre la Sarre et la Blies et composé des villages Klein-Blittersdorf, Auersmachern, des hameaux de Hanweiler, Rilchingen et de la ferme de Vitringer Hof, par la transaction contenue dans les articles suivans:

Art. I. La Prusse reste en possession du district de la Leyen, et la France renonce formellement à

*) Le traité mentionné avec ses articles additionnels se trouve Suppl. au Rec. T. XI. Nouv. Rec. T. VII. première partie no. 25. pag. 80 sqs.

entre los Estados Unidos de Mexico y el Reyno de Hannover; sin embargo se reconoce que el articulo 3° del mencionado tratado no puede tener efecto por no poseer el Reyno de Hannover Colonia alguna. Assimismo el Art° 14 no podrá aplicarse á los subditos de este Reyno. El Art° 15 es igualmente reconocido como no aplicable á las relaciones entre los Estados Unidos de Mexico y el Reyno de Hannover. 1827

La ratificacion del presente Tratado se hará en Londres en el Espacio de un año ó antes, si pudiere hacerse.

Fecho en Londres á 20 de Junio de 1827.

SEBASTIAN CAMACHO. *Le Comte* DE MÜNSTER.

---

toute prétention qu'elle pourroit former sur ce même district.

ART. II. La France accepte comme compensation des prétentions, quelle avoit formées sur le district de la Leyen d'après le sens littéral du traité de Paris du 20 Novembre 1815 les villages de Merten, Biblingen, Flatten et Gongelfangen avec leurs banlieues.

ART. III. La cession des villages à la France sera effectuée le plutôt possible et sans attendre que la démarcation définitive des frontières soit terminée.

ART. IV. Le gouvernement prussien renonce aux impôts arriérés qui pourroient rester dus par les habitans de Merten et Biblingen le jour de la cession.

ART. V. Là, où la Sarre et la Blies séparent le territoire de la Prusse de celui de la France, le thalweg de ces deux rivières formera la frontière.

ART. VI. La présente déclaration faite ou nom de leurs Majestés le Roi de Prusse et le Roi de France et expédiée en double absolument conforme, sera valable immédiatement après que l'échange en aura eu lieu.

Fait à Paris le 11 Juin 1827.

WERTHER.
Le Baron DE DAMAS.

5.

1828 *Convention entre le gouvernement prussien et celui des Pays-Bas, pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes, du* 16 *Août* 1828.

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* No. 14. pag. 101).

Le gouvernement de la Prusse et celui des Pays-Bas, voulant par des mesures réciproques réprimer les délits forestiers qui se commettent dans les forêts limitrophes des deux pays, sont convenus par les commissaires soussignés, des points et articles suivans:

Art. I. Les sujets prussiens qui auront commis quelque délit forestier dans le royaume de Prusse et qui se seront réfugiés dans celui des Pays-Bas, et les sujets des Pays-Bas coupables du même délit, commis dans le royaume et qui se seroient réfugiés en Prusse, seront rendus aux autorités judiciaires de leur pays, sur le simple réquisitoire du procureur du roi près le tribunal, dans le ressort duquel le délit aura été commis, ou du domicile du délinquant, ou sur le réquisitoire de l'autorité judiciaire, qui, dans la suite, pourroit être chargée des fonctions actuelles de procureur du roi.

Ce requisitoire devra être appuyé des preuves ou au moins des indices du délit.

Art. II. Les agens forestiers du royaume de Prusse pourront poursuivre sur le territoire des Pays-Bas, jusqu'à cinq milles de la frontière, les sujets prussiens qui auront commis des délits forestiers sur le territoire de la Prusse; si le délinquant est pris, il sera immédiatement réconduit en Prusse et livré aux tribunaux.

De même le sujet des Pays-Bas qui aura commis un délit dans le royaume et se sera réfugié en Prusse, pourra être poursuivi par les agens forestiers des Pays-Bas jusqu'à cinq milles de la frontière, et reconduit dans le royaume pour être livré aux tribunaux.

Art. III. Les deux articles ci-dessus seront ap- 1828
plicables au délinquant qui n'est ni Prussien ni sujet
les Pays-Bas, il sera livré au gouvernement sur le
erritoire duquel il aura commis le délit.

Art. IV. Dans cette poursuite les agens forestiers
les deux gouvernemens pourront demander que les
autorités fassent une visite domiciliaire, mais unique-
ment dans le cas et de la manière prescrite par les
lois du pays, où elle doit avoir lieu.

Art. V. Dans la poursuite du délinquant, comme
est établi à l'article II., les agens forestiers, douaiers, gardes champêtres, et tous les dépositaires de
a force publique, où il se sera réfugié, seront obligés
le prêter main-forte aux agens forestiers poursuivans,
orsque ceux-ci, munis de leur commission qu'ils ex-
iberont, les requerront.

Art. VI. La présente convention est conclue pour
ix ans, après l'expiration desquels elle continuera
usqu'à ce qu'elle ait été dénoncée par une des parties
ontractantes, en quel cas elle cessera d'être en vi-
ueur, six mois après la dénonciation.

Art. VII. La présente convention sera expédiée
a double et ne sortira ses effets qu'après avoir été
atifiée par les deux gouvernemens.

Ainsi fait et signé à Aix-la-Chapelle le 16 Août
828.

Ch. de Mülmann, *grand-maître des forêts.*

Jacques Christophe Cuny, *conseiller actuel de régence, chevalier de l'ordre de l'aigle rouge de Prusse de 3ème classe.*

O. Leclercq, *procureur-général près la cour supérieure de justice, séant à Liège, chevalier de l'ordre du lion Belgique.*

Ferdinand Del Marmel, *administrateur des domaines.*

(Cette convention a été ratifiée à Bruxelles le 22
anvier 1829 et à Berlin le 9 Mai de la même année).

6.

1828 *Convention conclue entre la France et le Brésil, relative aux indemnités à donner à des sujets françois pour la valeur des cargaisons et navires françois saisis et capturés, par l'escadre brésilienne de la rivière de la Plata, et définitivement condamnés par les tribunaux du Brésil; signée à Rio de Janéiro le 21 Août 1828.*

(*Le Moniteur universel* 1829. No. 239).

Au nom de la très-sainte et indivisible trinité!

S. M. le Roi de France et de Navarre et S. M l'empereur du Brésil, ayant, par un article additionne au traité du 8 janvier 1826, signé par leurs plénipo tentiaires respectifs en date de ce jour, fixé, dan l'intérêt commun du commerce de leurs sujets, d'un manière claire, précise et conforme au principe de l réciprocité, le sens que doit avoir à l'avenir cette parti de l'art. 21 du même traité, qui est relative aux droit des belligérans envèrs les neutres, en cas de blocus d'un port ou ville quelconque; et considérant que d la diversité du principe suivi jusqu'à présent par le hautes parties contractantes est résultée la diversité e l'incertitude de la règle adoptée dans les jugemens d quelques uns des bâtimens françois arrêtés et capturé par l'escadre brésilienne dans la rivière de la Plata et S. M. l'empereur du Brésil, voulant concilier, d'un part, le respect dû aux lois et formes judiciaires qu régissent l'empire, avec ce que, de l'autre, prescri l'équité en faveur des réclamans ou personnes lésée par suite de la condamnation définitive qui, par c motif, a été prononcée contre les bâtimens et leur cargaisons, et désirant en même tems donner à S. M Très-Chrétienne une preuve non équivoque du pri

qu'il attache à sa fidèle amitié et à sa puissante al- 1828
liance, leursdites Majestés ont résolu de conclure à cet effet, une convention spéciale et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi de France et de Navarre, le sieur Marquis de Gabriac, chevalier de l'ordre de la légion d'honneur, de l'ordre des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, chevalier commandeur de l'ordre de Charles III. d'Espagne, et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'empereur du Brésil;

Et S. M. l'empereur du Brésil, LL. EExc. MM. le Marquis d'Aracaty, membre de son conseil, gentilhomme de la chambre impériale, conseiller des finances, commandeur de l'ordre d'Aviz, sénateur de l'empire, ministre et sécrétaire-d'état des affaires étrangères, et Joseph Clémente Pereira, membre de son conseil, dezembargador da caza da supplicaçao, dignitaire de l'ordre impérial du Cruzeiro, chevalier de l'ordre du Christ, ministre et secrétaire-d'état des affaires de l'empire, et provisoirement chargé du département de la justice;

Lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Le gouvernement du Brésil s'oblige et s'engage à payer au gouvernement françois en indemnité de pertes causées à ses sujets la valeur des coques, agrès et cargaisons des navires françois nommés le Courrier, le Jules et le San Salvador, qui ont été saisis et capturés par l'escadre de la rivière de la Plata, et définitivement condamnés par les tribunaux du Brésil.

Art. II. Ces indemnités auront pour base, quant aux navires, la valeur de leurs coques et agrès, éstimés d'après les polices d'assurance, lorsqu'il ne s'élevera contre elles aucun soupçon fondé de dol ou de fraude dans leur évaluation, à laquelle seront ajoutés le montant du fret acquis et les fraix et débours extraordinaires pour solde, entretien d'équipage et pour toutes dépenses quelconques occasionnés par l'arrestation et la capture des bâtimens; et quant aux cargaisons, le compte sera réglé d'après les manifestes, connoissemens et factures et d'après les prix courans des marchandises dans le

1828 port de Rio de Janéiro au moment de l'arrestation. Les polices d'assurance, connoissemens, factures, comptes de fraix et débours, et tous autres documens quelconques, devront être présentés légalisés en bonne et due forme.

Art. III. A la valeur de l'indemnité qui sera liquidée pour chaque bâtiment, sera ajouté à titre de dommages et intérêts, un intérêt de 6 pour cent par an, à partir d'un mois après la capture, jusqu'aux époques ci-dessous fixées pour les paiemens; et au montant total des indemnités qui seront liquidées pour les cargaisons, fret, dépenses et débours extraordinaires occasionnés par la capture, sera ajouté, à titre de dommages et intérêts, un intérêt de cinq pour cent par an, à partir de six mois après la capture jusqu'aux dites époques.

Art. IV. Les indemnités seront liquidées et fixées par une commission composée de quatre membres, savoir: deux commissaires liquidateurs, et deux commissaires arbitres, l'un de ceux-ci devant être appelé dans les cas seulement où les deux premiers ne seroient pas d'accord; il sera alors designé par la voie du sort. Un commissaire liquidateur et un commissaire arbitre seront nommés par le gouvernement du Brésil, et l'autre commissaire liquidateur et l'autre commissaire arbitre, par le représentant de S. M. Très-Chretienne près la cour de Rio de Janéiro.

Les susdits commissaires recevront des reclamans ou autres personnes intéressées les comptes et documens ci-dessus énoncés, et tous autres titres qui pourront être présentés à l'appui de leurs droits, et quoique les réclamans aient la faculté de produire toutes les pièces justificatives qui leur conviendront, jusqu'à la clôture des travaux de la commission, il est néanmoins expressement convenu et réglé, qu'aucune réclamation ne sera examinée et prise en considération, si elle n'a été présentée dans les soixante jours qui suivront immédiatement l'installation de la commission.

Art. V. La commission sera installée dans l'espace d'un mois après la signature de la présente convention, et ses fonctions devront être définitivement terminées au 28 février de l'année 1829.

Art. VI. La liquidation sera faite en monnoie 1828
du Brésil, en tenant compte de la différence existant entre le change de l'époque de la capture et celui du moment où le paiement aura lieu; et les sommes qui seront liquidées et fixées seront soldées en paiemens égaux effectuées à Rio de Janéiro, le premier, douze mois, le second, dix-huit mois, et le troisième, vingt-quatre mois après la fin et la clôture des travaux de la commission. Les cédules de paiement seront remises à la légation françoise près la cour du Brésil et comprendront les intérêts stipulés par l'article 3: chacune d'elles énoncera le nom ou les noms des intéressés au profit desquels elle sera délivrée, et indiquera la personne ou les personnes qui devront en acquitter le montant pour le compte du gouvernement du Brésil, ainsi que le lieu du paiement.

Art. VII. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées en la ville de Rio de Janéiro dans l'espace de six mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, nous soussignés, plénipotentiaires de S. M. T. C. le Roi de France et de Navarre et S. M. l'empereur du Brésil, avons signé la présente convention de notre main, et y avons fait apposer le sceau de nos armes.

Fait en la ville de Rio de Janéiro, le 21e jour du mois d'Août de l'an de grace 1828.

Le Marquis de Gabriac. *Marquis* de Aracaty.
Jose-Clemente Pereira.

(Cette convention a été ratifiée par la France le 8 Décembre 1828 et les ratifications ont été échangées à Rio de Janeiro le 11 Mars 1829).

7.

1828 *Article additionnel signé entre la France et le Brésil, le* 21 *Août* 1828, *à l'effet de fixer d'une manière précise le sens de l'article* 21 *du traité d'amitié, de navigation et de commerce du* 8 *Janvier* 1826.

(*Le Moniteur universel* 1829. No. 239.)

Au nom de la très-sainte et indivisible trinité!

S. M. le Roi de France et de Navarre et S. M. l'Empereur du Brésil, désirant accroître et resserrer chaque jour davantage les relations d'amitié, de commerce et de bonne intelligence qui subsistent heureusement entre les deux états, en prévenant autant qu'il est possible tout sujet de discorde entre eux, et considérant en même tems de quelle importance il est, tant dans les circonstances actuelles que pour l'avenir, que le sens de l'article 21, du traité conclu entre leursdites Majestés à Rio de Janeiro le 8 janvier 1826, qui jusqu'à présent a été interprété d'une manière différente par chacune des hautes parties contractantes, demeure fixé dorénavant d'une manière précise, claire et conforme au principe de la réciprocité, en cette partie de l'article qui stipule que les sujets de chacune des hautes parties contractantes pourront continuer leur commerce et navigation avec toute puissance, nation ou état qui viendroit à se trouver en guerre avec l'autre, à l'exception des villes ou bloquées ou assiégées par mer ou par terre, ont résolu d'un commun accord de fixer pour l'avenir le sens dudit article, et d'établir la règle qui doit être invariablement suivie dans son application, au moyen d'un article additionnel au traité susmentionné, et à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi de France et de Navarre, le Sieur Marquis de Gabriac, chevalier de l'ordre royal de la légion d'honneur et de l'ordre des Saints Maurice et

Lazare de Sardaigne, chevalier commandeur de l'ordre 1828
de Charles III. d'Espagne, et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'empereur du Brésil.

Et S. M. l'empereur du Brésil, LL. EExc. MM. le Marquis d'Aracaty, membre de son conseil, gentilhomme de la chambre impériale, conseiller des finances, commandeur d'Aviz, sénateur de l'empire, ministre et sécrétaire-d'état des affaires étrangères, et Jose-Clemente Pereira, membre de son conseil, dezembargador da casa da supplicaçao, dignitaire de l'ordre impérial du Cruzeiro, chevalier de l'ordre du Christ, ministre et sécrétaire-d'état des affaires de l'empire et provisoirement chargé du département de la justice;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Article additionnel.

Aucun bâtiment de commerce appartenant aux sujets de l'une des hautes parties contractantes qui sera expédié pour un port, lequel se trouvera bloqué par l'autre, ne pourra être saisi, capturé ou condamné, si préalablement il ne lui a été fait une notification ou signification de l'existence ou continuation du blocus par les forces bloquantes ou par quelque bâtiment faisant partie de l'escadre ou division du blocus; et, pour qu'on ne puisse alleguer une prétendue ignorance du blocus, et que le navire qui aura reçu cette intimation soit dans le cas d'être capturé s'il vient ensuite à se représenter devant le port bloqué pendant le tems que durera le blocus, le commandant du bâtiment de guerre qui fera la notification, devra apposer son visa sur les papiers du navire visité, en indiquant le jour, le lieu ou la hauteur où sera faite la signification de l'existence du blocus et le capitaine du navire visité lui donnera un reçu de cette signification contenant les mêmes déclarations exigées pour le visa.

Le présent article additionnel aura la même force ou valeur que s'il avoit été inséré mot à mot dans le susdit traité: il est bien entendu toutefois que sa durée expirera avec celle des autres articles qui, conformément à l'article 25, doivent durer seulement l'espace de dix ans.

1828 En foi de quoi, nous soussignés, plénipotentiaires de S. M. Très-Chrétienne le Roi de France et de Navarre et de S. M. l'empereur du Brésil, en vertu de nos pleins-pouvoirs respectifs, avons signé le présent article additionnel de notre main, et y avons fait apposer le sceau de nos armes.

Fait en la ville de Rio de Janéiro, le 21e jour du mois d'Août de l'an de grâce 1828.

Le Marquis DE GABRIAC *Marquis* DE ARACATY.
JOSE-CLEMENTE PEREIRA.

(Cet article additionnel a été ratifié par la France le 3 Décembre 1828 et les ratifications ont été échangées à Rio de Janéiro le 11 Mars 1829.)

8.

1829 *Convention entre l'Hanovre et le grand duché d'Oldenbourg concernant les rapports de navigation et de douanes, conclue le* 10 *Janvier* 1829.

(*Extra-Beilage zu No.* 18. *der Oldenburgischen Anzeigen* vom 4. März 1829. *Gesetz-Sammlung für das Königreich Hannover* 1829. 1. Abthl. N. 4. pag. 23).

Nachdem in Folge des zur Erleichterung des Handels und wechselseitigen Verkehrs zwischen den mitteldeutschen Staaten unterm 24sten September 1828 abgeschlossenen und demnächst ratificirten Vertrags, auch Unterhandlungen zwischen dem Königlich-Hannoverschen Bevollmächtigten, Geheimen Rath, Kriegs-Canzlei- und Ober-Zoll-Director, Freiherrn *Grote* und dem Herzoglich-Oldenburgischen Bevollmächtigten, Regierungs-Rath *Suden* über die Regulirung verschiedener, zwischen dem Herzogthum Oldenburg und dem Königreich Hannover bestehenden Schiffahrts-

und sonstiger Verhältnisse, so wie über gegenseitige, 1829
den Unterthanen beider Staaten in Absicht des Grenz-Verkehrs zu gewährende Erleichterungen, Statt gefunden haben, und nachdem in Folge dieser Unterhandlungen am 10ten Januar d. J. eine Vereinbarung abgeschlossen worden, nach welcher, für die Dauer des Casseler Vertrags vom 24sten September 1828, folgende Zugeständnisse gemacht sind.

A. *Herzoglich Oldenburgischer Seits.*

§. 1. Auf den folgenden Strafsen, welche durch das Herzogthum Oldenburg führen und Theile des Hannoverschen Staatsgebiets mit anderen verbinden, soll zu Gunsten der Hannoverschen Unterthanen und deren Eigenthums der Oldenburgische Transito-Zoll auf $\frac{1}{6}$tel des bisherigen Betrags ermäfsigt werden, *nämlich*:

1) auf der Strafse, welche aus Ostfriesland über Ellernbrok in das Herzogthum Aremberg-Meppen, so wie
2) aus Ostfriesland nach dem nördlichen Theile des Fürstenthums Osnabrück führt;
3) auf den Strafsen, welche aus dem Fürstenthum Ostfriesland und dem Herzogthum Aremberg-Meppen durch das Oldenburgische nach den Grafschaften Hoya und Diepholz führen;
4) auf den Strafsen, welche aus den Aemtern Fürstenau, Bersenbrück, mit Einschlufs der Stadt Quakenbrück, und aus dem Amte Vörden nach den Grafschaften Hoya und Diepholz über Twistringen und die südlich von Twistringen belegenen Zoll-Recepturen führen.

Die Oldenburgische Staats-Regierung wird gemeinschaftlich mit der Königlich Hannoverschen Regierung, in sofern es nöthig scheint, die hier nur im Allgemeinen angegebenen Strafsen, den Oertlichkeiten gemäfs allenfalls durch Commissarien näher verabreden und die Recepturen bestimmen, bei welchen die Anmeldung geschehen mufs.

Die bemeldeten Zollmoderationen werden ohne Unterschied eintreten, ob der Transport hin- oder zurückgehe.

Es wird dabei überhaupt vorausgesetzt, dafs der Transport auf einer Axe und ohne Lagerung und

1829 Umladung im Oldenburgischen Gebiete Statt finde, in so weit nicht der Waaren-Transport auf den bezeichneten Strafsen zum Theil zu Wasser und zum Theil zu Lande geschieht und daher eine Umladung von den Schiffen auf Wagen und umgekehrt nothwendig ist.

§. 2. Auf gleiche Weise und unter denselben Voraussetzungen und Bestimmungen soll zu Gunsten der Hannoverschen Unterthanen und deren Eigenthums auf der Strafse, welche aus Ostfriesland durch die Stadt Oldenburg nach Bremen und umgekehrt, führt, der Oldenburgische Transito-Zoll auf ¼tel des gegenwärtigen Betrags ermäfsigt werden.

§. 3. Desgleichen soll von Wein, Branntwein und Rum, welche zu Wasser von Bremen oder von andern Handelsplätzen nach Oldenburg, und von dort zu Lande nach Quakenbrück geführt werden, der Oldenburgische Transito-Zoll, insofern jene Gegenstände Hannoverschen Unterthanen eigenthümlich zustehen, auf die Hälfte des gegenwärtigen Betrags herabgesetzt werden.

§. 4. Die in den §. §. 1. 2. 3, enthaltenen Zugeständnisse sind nicht anwendbar auf dasjenige Gut, welches nicht aus dem Hannoverschen originirt, oder welches, wenn es ausländischen Ursprungs ist, Nicht-Hannoverschen Unterthanen zusteht und nur von Hannoverschen Unterthanen spedirt oder transportirt wird, desgleichen nicht die §. §. 1. und 2. auf die Durchführung des Viehes, worüber der §. 6. das Nähere bestimmt, so wie des Getreides, rücksichtlich dessen die Stipulationen des Casseler Vertrags vom 24. September v. J., unverändert bleiben.

Endlich sind auch die gedachten Zugeständnisse der §. §. 1. 2. 3. nicht anwendbar auf die geringe Stadt-Oldenburgische Transito-Accise, insofern die, Hannoverschen Unterthanen zustehenden, Güter auf der einen oder andern der bemeldeten Strafsen durch die Stadt-Oldenburg selbst geführt werden.

Dagegen verspricht die Herzoglich-Oldenburgische Regierung, wie solches auch schon aus den Stipulationen des Casseler Vertrags hervorgeht, die gedachte Stadt-Oldenburgische Transito-Accise während der Dauer des Vertrags nicht zu erhöhen.

§. 5. Insofern die, in den §. §. 1. 2. 3. enthaltenen, Zollbegünstigungen eintreten sollen, ist rück-

sichtlich der anzuwendenden Controle-Maſsregeln bestimmt: 1829

1) Die durchzuführenden Waaren müssen mit einem Certificate begleitet seyn, woraus entweder der Hannoversche Ursprung hervorgeht, oder wodurch bescheinigt wird, daſs die gedachten Waaren, Eigenthum eines Hannoverschen Unterthanen, und nicht blos fremde oder Speditions-Güter sind. Diese Certificate sollen entweder in einer, von der Ortsbehörde legalisirten Bescheinigung oder in einer Erklärung an Eides statt bestehen;

2) für die durchzuführenden Waaren wird beim Eingang in das Oldenburgische der volle Betrag des Transito-Zolls erlegt, oder desfalls annehmbare Caution gestellt, wornach dann

3) Bei gehörig nachgewiesener Wiederausfuhr bei der Herzoglich Oldenburgischen Grenz-Ausgangs-Receptur der zuviel erlegte Zollbetrag zurückgezahlt, oder die desfalls geleistete Caution gelöscht werden soll.

Uebrigens versteht es sich von selbst, daſs von den Transportanten die sonstigen, im Herzogthume Oldenburg bestehenden, Vorschriften über die Durchfuhr transitirender Güter beobachtet werden müssen.

§. 6. Der Oldenburgische Durchgangs-Zoll von den Pferden, Hornvieh und Schweinen, welche aus dem Hannoverschen durch das Herzogthum Oldenburg geführt werden, soll, insofern selbiger höher ist, als der Hannoversche, abgesehen von der Hannoverschen Eingangs-Steuer vom Vieh, auf die Hannoverschen Zollsätze ermäſsigt werden.

§. 7. Von demjenigen Vieh, welches aus dem Hannoverschen eingeführt wird, um auf den Oldenburgischen Weiden geweidet zu werden, sollen insofern die vorschriftsmäſsigen Controle-Maaſsregeln beobachtet sind, die deponirten Zoll- und Steuergefälle bei der Wiederausfuhr restituirt werden.

§. 8. Der Oldenburgische Eingangs-Zoll von dem aus Ostfriesland eingeführt werdenden Torf wird während der Dauer der Convention nicht erhöhet werden.

§. 9. Von den Bienen, Bienenkörben und Futterhonig, welche auf den Flüssen Ahe und Markah über Heubrück und Neuvrees durch das Saterland

1829 hin- und zurückgehen, soll überall kein Oldenburgischer Transito-Zoll mehr erhoben werden.

§. 10. Herzoglich-Oldenburgischer Seits wird man dem Marktverkehr an den Grenzen, wie bisher, alle thunliche Erleichterung angedeihen lassen.

§. 11. Die Hannoverschen Schiffer sollen in dem Herzogthum Oldenburg rücksichtlich der Schiffahrts-Abgaben, den inländischen Schiffern völlig gleich gesetzt, und an Schiffahrts-Abgaben aller Art nicht mehr als diese zu entrichten haben.

§. 12. Die in dem §. 13. der Hannoverschen Erklärung vom 10. Januar d. J. als gemeinschaftliche und gegenseitige Verabredungen aufgeführten Controle-Maſsregeln und näheren Bestimmungen in Absicht auf die Ausführung des Art. 14. des Casseler Vertrags vom 24sten September 1828 werden Herzoglich Oldenburgischer Seits hiedurch als verbindend anerkannt.

§. 13. Da auch von der Königlich Hannoverschen Regierung Verabredungen gewünscht worden sind, um die Einschwärzung von Waaren aus dem Oldenburgischen in das Hannoversche zu vermindern, welche ihren Grund hauptsächlich in der Verschiedenheit der indirecten Abgaben-Systeme beider Länder hat, es aber, wenn gleich die Herzoglich-Oldenburgische Regierung im Allgemeinen nicht abgeneigt ist, sich in der einen oder andern Hinsicht den im Königreich Hannover bestehenden indirecten Abgabe-Einrichtungen anzunähern, doch sofort nicht thunlich ist, darüber Stipulationen zu treffen, und endlich die Oldenburgische Regierung die Nachtheile nicht verkennt, welche der Schleichhandel für die beiderseitigen Unterthanen hat, und daher auch weit davon entfernt ist, selbigen gern zu sehen, oder gar auf irgend eine Weise befördern zu lassen, so verspricht die gedachte Regierung zur Abstellung der desfallsigen Hannoverschen Beschwerden, so weit es die gegenwärtigen Umstände und Verhältnisse gestatten, gern mitzuwirken, insbesondere an den Grenzen des Königreichs Hannover keine solchen Niederlagen, namentlich an Branntewein, Salz, Colonial- und Manufacturwaaren zu gestatten, welche ihrer Anlage und Einrichtung nach dem Schleichhandel zu dienen bestimmt sind, besonders dergleichen in Zollhäusern nicht zu dulden, vielmehr, gleich wie solches auch im Hannoverschen ver-

boten ist, bei strenger Ahndung zu untersagen, auch 1829
den Zoll-Officianten jede Beförderung der Einschwärzung von Waaren in die Königlich Hannoverschen Lande bei harter Strafe zu verbieten.

Dafs unter den gedachten zu verbietenden Waaren-Niederlagen an der Grenze, nicht solche verstanden werden, welche ein Herzoglich-Oldenburgischer Einwohner an seinem Wohnorte, vermöge seines Gewerbes oder seines Handels zu halten veranlafst ist, versteht sich dabei von selbst. Auch wird dabei vorausgesetzt, dafs Hannoverscher Seits und namentlich durch Hannoversche Zoll- und Steuer-Officianten das Einschwärzen der Waaren, in das Oldenburgische eben so wenig befördert werden soll.

§. 14. Die in der gegenwärtigen Erklärung enthaltenen Zugeständnisse, sollen mit dem 1sten März d. J. ihren Anfang nehmen und vorerst bis zum 31sten December 1834 bestehen. Sollte die Dauer derselben alsdann nicht verlängert werden; so treten beide paciscirende Theile in der hier in Frage stehenden Beziehung in ihre früheren staatsrechtlichen Verhältnisse gegenseitig zurück.

B. *Königlich Hannoverscher Seits.*

§. 1. Vom 1sten März 1829 an, wird die durch die Verordnung vom 8ten Juli 1823 angeordnete Viehsteuer für dasjenige Vieh (Hornvieh, Pferde und Schweine) nicht ferner erhoben, welches aus den Herzoglich Oldenburgischen Landen durch das Königreich Hannover durchgeführt und exportirt wird. Die gedachte Viehsteuer bleibt dagegen unverändert bestehen, für dasjenige Vieh, welches aus dem Oldenburgischen in das Königreich Hannover eingeführt wird, auch bestehen die bisherigen Ein- und Durchgangs-Zölle für das aus dem Oldenburgischen ein- und durchzuführende Vieh unverändert.

Als Controle-Mafsregel, dafs das aus dem Oldenburgischen durchzuführende Vieh im Lande nicht verbleibe, ist bestimmt worden, dafs der Transportant bei der Erreichung der ersten Hannoverschen Grenz-Receptur die Transito-Zollgefälle und den vollen Betrag der Eingangs-Abgabe baar erlege, oder für letztere annehmbare Caution bestelle, alsdann von gedachter Receptur mit einer, die Beschreibung des

1829 durchzuführenden Viehes und die Benennung der Gren
Ausgangs-Receptur enthaltenden, Abfertigung vers
hen werde, und beim Wiederausgange aus dem Kö
nigreiche nach zuvoriger Revision den vollen Betra
der erledigten Eingangs-Abgabe restituirt erhalte, ode
sofern er dafür Caution bestellt, diese gelöscht werd

Die steuerfreie Durchführung des Oldenburgische
Viehes kann nur auf Hauptstrafsen geschehen.

§. 2. Von demjenigen Vieh, welches aus de
Oldenburgischen, um auf Hannoverschen Weiden ge
weidet zu werden, eingeführt wird, sollen, insofern di
vorschriftsmäfsigen Controle-Mafsregeln beobachte
sind, die deponirten Zoll- und Steuer-Gefälle bei de
Wiederausfuhr restituirt werden.

§. 3. Es wird Königlich-Hannoverscher Seit
von einer Erhöhung der, auf die Einfuhr des Olden
burgischen Torfs ruhenden Abgabe, namentlich de
in dem Fürstenthum Ostfriesland bestehenden Imposte
auf dem für die Einfuhr des Holländischen Torfs be
stehenden anderthalb bis dreimal höheren Satz gänz
lich abstrahirt, und soll der bisherige Ostfriesische Im
post nach dem, unter dem 29sten Juni 1822 publicir
ten, Tarif von demjenigen Oldenburgischen Torf über
all nicht mehr erhoben werden, welcher durch di
Provinz Ostfriesland zu Wasser oder zu Lande nu
durchgeführt wird. Die Anordnung einer etwa nöthi
befundenen Controle bleibt vorbehalten.

§. 4. Die Durchgangs-Abgabe für die Olden
burgischen Producte: Honig, Schinken und Speck
welche nach dem gesetzlichen Tarif 5 gGr. pro 10
Pfund beträgt, wird auf 2 gGr. pro 100 Pfund er
mäfsigt. Aufserdem sollen alle lästigen Nachfragen
hinsichtlich der gewöhnlichen Victualien der Oldenbur
gischen Hollandsgänger, welche namentlich in Spec
und Schinken bestehen gänzlich unterbleiben, und dies
Victualien, sie mögen in Packen oder auf einem, di
Hollandsgänger begleitenden, Fuhrwerke befindlic
seyn, von jeder Untersuchung und Legitimation, s
wie von jeder Entrichtung an Steuer oder Zoll fre
gelassen werden, sofern dabei keine eigentliche kauf
männische Verpackung Statt findet.

§. 5. Für denjenigen Thran, Pech, Eisen un
Theer, welchen Oldenburgische Unterthanen über Ost
friesland beziehen, soll der gesetzliche Zoll von re

spective 5 gGr. 4 gGr. und 2 gGr. 8 Pf. für Thran, Pech 1829
und Eisen auf 2 gGr. und für Theer auf 8 Pf. ermäfsigt werden.

§. 6. Dasjenige unbearbeitete Bauholz und Brennholz, welches aus dem Oldenburgischen auf der Ems nach dem Auslande durchgeführt wird, soll von dem Durchgangszoll von 1 gGr. für die Pferdelast von 800 Pfund, unter Beobachtung der etwa anzuordnenden Controle-Mafsregeln, frei gelassen werden.

Ein Gleiches soll bei der Durchfuhr neuer Schiffe, so wie des Oldenburgischen Wachses und Honigs, auf der Ems nach Holland oder der Jeverschen Küste eintreten.

In wiefern es thunlich ist, in dem Oldenburgischen Interesse die Eingangs-Abgaben für das, aus dem Oldenburgischen in Ostfriesland einzuführende, bearbeitete und unbearbeitete Schiffsbauholz zu vermindern, hängt von der darüber eingeleiteten Untersuchung ab, und kann eine Zusicherung darüber zur Zeit noch nicht ertheilt werden.

§. 7. Der auf die Einfuhr Oldenburgischer Seife in das Fürstenthum Ostfriesland, gesetzlich bestehende Impost von 2 Rthl. 12 gGr. pro 100 Pfund wird aufgehoben.

§. 8. Zur Erleichterung des Verkehrs zwischen dem Herzogthum Oldenburg und der Herrschaft Jever über die Hannoverschen Recepturen Marx, Klein-Horsten, Neustadt-Gödens und Lopsum, soll auch ferner nur der Eingangs- oder der Ausgangs-Zoll, letzterer, wenn der Eingang gesetzlich frei ist, als Durchgangs-Abgabe erhoben werden.

§. 9. Für rohe unverpackte Leinwand, welche aus dem Oldenburgischen in das Hannoversche, namentlich nach Bramsche und Quakenbrück eingeführt wird, soll eine Ermäfsigung des Eingangs-Zolles von 2 gGr. auf 6 Pf. Statt finden, so wie auch für rohes unverpacktes Leinengarn, welches in bedeutenden Quantitäten aus dem Herzogthum Oldenburg durch das hiesige Territorium nach Holland exportirt wird, und für wollene Strümpfe, sofern solche ohne kaufmännisch verpackt zu seyn, durchgeführt werden, ein Transito-Zoll überall nicht erhoben werden soll.

§. 10. Leere Bienenkörbe und Aufsätze, welche während der Bienenflucht-Zeit aus dem Oldenburgi-

1829 schen in Ostfriesland ein- und demnächst wieder ausgeführt werden, sollen so wie auch die Bienen im gleichen Falle von Entrichtung eines Ein- oder Ausgangs-Zolls frei gelassen bleiben.

§. 11. Alle Oldenburgischen Schiffer sollen rücksichtlich der Schiffahrts-Abgaben im Hannoverschen den inländischen Schiffern völlig gleich gestellt, und an Schiffahrts-Abgaben aller Art, nicht mehr als diese ferner entrichten.

§. 12. In Gemäfsheit der Bestimmungen der Wiener Congrefs-Acte, soll eine Regulirung der Abgaben auf den gemeinschaftlichen Nebenströmen der Ems eintreten und werden sich beide interessirte Staaten dieserhalb, so wie wegen Bestimmung der Controle-Mafsregeln, näher verständigen.

§. 13. In Absicht der zweckmäfsigen Ausführung des Art. 14. der Casseler Convention vom 24sten September v. J., und der dabei anzuwendenden Controle-Mafsregeln, sind folgende Bestimmungen getroffen.

a) Ursprungs-Certificate sollen nur bei den sub Nris 1 bis 11 in dem gedachten Artikel benannten Gegenständen gefordert werden können, und bedarf es derselben bei den übrigen Artikeln so wenig bei der Ein- als Ausfuhr;

b) die Ursprungs-Bescheinigungen sollen immer nach ein- und derselben bestimmten Form ausgestellt werden, welche beide Staaten sich gegenseitig zur Nachricht mittheilen werden;

c) bei denjenigen im Artikel 14. benannten Gegenständen, welche nach den bestehenden Landesgesetzen entweder ein- oder ausgangszollpflichtig oder auch nur ausgangszollpflichtig sind, mufs, wenn sie zur Durchfuhr aus dem Oldenburgischen durch das Hannoversche nach einem Nichtvereinslande, oder umgekehrt, von dem Hannoverschen durch das Oldenburgische in ein Nichtvereinsland bestimmt sind, beim ersten Eingange diese Bestimmung declarirt werden und sind solche Gegenstände mit einer, die Grenz-Ausgangs-Receptur bezeichnenden, Abfertigung zu versehen, damit der Ausgangs-Zoll davon nicht erhoben werde;

d) Da die in dem Art. 14. des Casseler Vertrags vom 24sten September v. J., namentlich der Einfuhr des

Getreides zugestandene Erleichterung, nach der ausdrücklichen Bestimmuug des gedachten Artikels, nicht auf die eigentlichen kaufmännischen Speculationen ausgedehnt werden soll, sondern nur die Erleichterung des Grenzverkehrs damit beabsichtigt wird; so soll eine absichtliche Umgehung dieses Endzwecks von keinem der beiden Staaten weder gefördert noch geduldet werden, vielmehr werden dieselben in den geeigneten Fällen sich über die, zur Aufrechthaltung des Endzwecks geeigneten Mittel verständigen. 1829

§. 14. Wenn es in der Absicht liegt, auch den Marktverkehr unter den beiderseitigen Unterthanen so viel als möglich, und so weit es mit der Aufrechthaltung der im Königreich Hannover und dem Herzogthum Oldenburg bestehenden finanziellen und polizeilichen Einrichtungen vereinbar ist, zu erleichtern; so ist darüber Hannoverscher Seits Folgendes festgesetzt:

a) Hinsichtlich der Restitution der Steuer für ausländisches, unverkauft zurückgehendes Vieh, gilt dasselbe, was im §. 5. der Verordnung vom 8ten July 1823 wegen des inländischen, von auswärtigen Märkten zurückkommenden Viehes vorgeschrieben ist.

b) In allen den Fällen, wo die in dem gedachten §. bestimmte Frist von einem Tage um das Vieh von den Märkten respective aus- und wieder einzuführen, oder ein- und wieder auszuführen, wegen Entfernung des Markt-Ortes von der Grenze nicht genügt, soll eine Verlängerung der Frist eintreten, und bedarf es zu solchem Ende nur einer Angabe der Grenz-Puncte, wo ein solches Verfahren aus dem angegebenen Grunde für nothwendig erachtet wird.

c) In Absicht des sonstigen Marktverkehrs ist die steuerfreie Wiederausführung der Waaren an einzelne Tage überall nicht gebunden, und hat der Oldenburgische Handelsmann nur beim Eingange in das Königreich seine Waare anzumelden, am Markt-Orte Sicherheit für die Steuer zu leisten, die Steuer aber nur von den hier abgesetzten Waaren nach beendigtem Markte zu erlegen. In Absicht der Zoll-Entrichtung bleibt die bisherige einfache Einrichtung unverändert bestehen.

§. 15. Die in der gegenwärtigen Erklärung enthaltenen Zugeständnisse, sollen mit dem 1sten März

1829 d. J. ihren Anfang nehmen und vorerst bis zum 31sten December 1834 bestehen. Sollte die Dauer derselben alsdann nicht verlängert werden, so treten beide paciscirenden Theile, in der hier in Frage stehenden Beziehung, in ihre früheren staatsrechtlichen Verhältnisse gegenseitig zurück.

So wird diese Vereinbarung, nachdem solche von den beiderseitigen Gouvernements ratificirt worden, hierdurch zur Nachachtung öffentlich bekannt gemacht.

9.

Convention entre le grand duché de Mecklenbourg Strelitz et le grand duché de Mecklenbourg Schwerin, concernant l'égalité des droits à observer reciproquement entre les ouvriers des deux grands-duchés, publiée le 10 *Janvier* 1829.

(*Neu-Strelitzische Anzeigen* 1829. 3. Stück.)

Wir Georg von G. G. Grofsherzog von Mecklenburg, Fürst zu Wenden, Schwerin und Ratzeburg, auch Graf zu Schwerin, der Lande Rostock und Stargard Herr u. s. w.

Geben hiermit öffentlich zu vernehmen, dafs wir mit des Grofsherzogs von Mecklenburg-Schwerin, Königlicher Hoheit und Liebden, völlig darüber einverstanden und übereingekommen sind, dafs alle Handwerker gegenseitig in Unsern und den Grofsherzoglich Schwerinischen Landen, jedoch mit Ausschlufs Unsers Fürstenthums Ratzeburg, völlig gleiche Rechte geniefsen, und völlig gleich behandelt werden sollen.

Wonach die betreffenden Behörden in Unserm hiesigen Herzogthume auf das Genaueste allerunterthänigst sich zu richten und zu achten haben.

Urkundlich unter Unsrer eigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Grofsherzoglichen Insiegel. 1829

Datum Neustrelitz den 10. Januar 1829.

GEORG, G. H. v. M.

v. Oertzen.

10.

Convention entre le Danemarc et la Russie concernant le salut maritime entre les vaisseaux de guerre des deux puissances, signée le 15 Janvier 1829.

(Sur copie officielle.)

S. M. le Roi de Danemarc et S. M. l'empereur de toutes les Russies désirant écarter pour l'avenir les malentendus, auxquels a donné lieu quelquefois l'omission involontaire du salut entre les vaisseaux de guerre des deux puissances, tel qu'il est stipulé par le traité du 30 Octobre 1730; considérant que ce cérémonial, dénué d'une utilité réelle, est généralement tombé en désuétude parmi les nations Européennes, et convaincus d'ailleurs que d'après les rélations d'amitié, qui unissent les deux gouvernemens, la suppression d'une partie de ces formalités ne portera aucune atteinte aux égards, qu'ils ont toujours temoignés mutuellement à leurs pavillons respectifs, ont résolu de simplifier quelques unes des stipulations du dit traité, et ont à cet effet muni d'autorisation spéciales, savoir:

S. M. le Roi de Danemarc le Sieur Erneste Henri comte de Schimmelmann, Son ministre d'état intime et chef du département des affaires étrangères, chevalier de l'ordre de l'Eléphant, grand-croix de celui du Dannebrog et decoré de la croix d'argent du même ordre, et

S. M. l'empereur de toutes les Russies le Sieur Paul baron de Nicolay, Son conseiller privé, Envoyé

1829 extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. danoise, chevalier de l'ordre de Ste Anne de la mière classe, et de St. Wladimir de la troisième, gr croix de celui de Dannebrog et chevalier de l'ordre l'Etoile polaire, lesquels sont convenus des arti suivans:

Art. I. Le salut à donner par les vaisseaux guerre des deux puissances en vertu des articles I, III, V, XIII et XIV. du traité du 30 Octobre 1730 réciproquement aboli. Aucun navire de guerre, qu'il en marche ou à l'ancre, ne sera plus tenu de sal ceux de l'autre puissance, à moins que ce ne soit égard pour un pavillon amiral de la part d'un offi d'un rang inférieur.

Par suite de cette disposition l'article VI. du traité, lequel stipule que les vaisseaux de guerre spectifs ne se salueront pas dans la Baltique de Bornholm jusqu'à la côte de Livonie, reste sans ob

Art. II. Il est toutefois entendu, que les v seaux de guerre de chacune des deux puissances co nueront à saluer les forts et batteries de l'autre, d'ap la teneur de l'art. VII. du traité de 1730 et que salut leur sera rendu coup pour coup.

Art. III. Pour les cas prévus à l'art. I. du p sent arrangement l'article XI. du traité de 1730 modifié de manière, que les amiraux ne seront te que de rendre deux coups de moins et le grand-am quatre coups de moins pour le salut, qu'ils aur reçu d'un officier d'un grade inférieur.

Art. IV. Quant au salut à donner par les navi marchands l'art. VIII. du susdit traité sera modifié cette sorte, que les vaisseaux marchands russes, passant par le Sund ou par les Belts, ne seront p tenus de rigueur, à cause de la rapidité des coura de baisser leurs voiles en signe de salut devant citadelles de Cronenbourg, de Nybourg et de F dericia.

Art. V. Tous les autres articles du même tra de 1730 resteront en pleine vigueur.

Art. VI. Le présent accord sans être revêtu ratifications entrera en vigueur dès ce jour, et il s maintenu jusqu'à ce que, en vertu du protocôle sig à Aix-la-Chapelle le 8/17 Novembre 1818, un reg

ıent général aura pu être arrêté entre toutes les 1829
uissances maritimes au sujet du salut de mer.

En foi de quoi les soussignés ont échangé entr'-
ux la présente déclaration, et l'ont fait munir du cachet
e leurs armes.

Fait à Copenhague le 15 Janvier 1829.

E. *comte* DE SCHIMMELMANN. P. *baron* DE NICOLAY.

11.

Déclaration ministerielle entre la Prusse et la Bavière concernant la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon du $\frac{22 \text{ janvier}}{9 \text{ février}}$ 1829.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten.* 1829. No. 1. pag. 10).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Königlichen Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

Nachdem von der Königlich-Baierschen Regierung die Zusicherung ertheilt worden ist, dafs vorläufig und bis es nach Artikel 18. der deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Bundesbeschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Büchernachdruck kommen wird, diejenigen gesetzlichen Bestimmungen, welche in dieser Beziehung zu Gunsten der Baierschen Unterthanen im Königreich Baiern bereits bestehen, oder künftig erlassen werden, in ganz gleichem Maafse auch zum Schutze der Schriftsteller und Verleger der Preufsischen Monarchie in Anwendung gebracht werden sollen;

dafs das Verbot wider den Büchernachdruck, so wie solches bereits in dem ganzen Bereiche der Preufsi-

1829 schen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen, besteht, auch auf die Schriftsteller des Königreichs Baiern Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden soll, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende von dem Königlich-Baierischen Ministerio der auswärtigen Angelegenheiten vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 22sten Januar 1829.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende von dem Königlich-Baierschen Ministerium des Königlichen Hauses und des Äufseren unterm 2ten Februar d. J. vollzogenen Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetz-Sammlung pro 1827. No. 17. Seite 123.) hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht. Berlin, den 13ten Februar 1829.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

12.

Convention entre le duché de Nassau et la ville libre de Francfort pour empêcher les délits forestiers, de chasse et de pêche, sur les frontières respectives, publiée à Wisbaden, le 28 Février 1829. 1829

(*Verordnungsblatt des Herzogthums Nassau.* 1829. No. 4. pag. 23).

Mit der freien Stadt Frankfurt ist zur Verhütung der Forst-, Jagd-, Fischerei- und Feldfrevel auf den Gränzen nachstehende gegenseitige Erklärung für die Dauer von fünf Jahren vom 1sten März dieses Jahre an verabredet worden:

Nachdem die Herzogliche Regierung mit dem Senate der freien Stadt Frankfurt übereingekommen ist, wirksame Maasregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Gränzwaldungen, so wie zur Verhütung der Jagd-, Fischerei- und Forstfrevel gegenseitig zu treffen, erklären Wir nach eingeholter Höchster Genehmigung Seiner Durchlaucht des Herzogs Folgendes:

1. Es verpflichtet sich die Herzogliche Regierung in Erwiederung der gleichen Erklärung der freien Stadt Frankfurt, die Forstfrevel, welche ihre Einwohner und Unterthanen in den Waldungen des anderen Gebiets verüben möchten, sobald sie davon Kenntnifs erhält, nach denselben Gesetzen untersuchen und bestrafen zu lassen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären. Es bleibt jedoch den beiderseitigen Behörden frei, da wo in einzelnen Fällen die gegen ihre Angehörigen und Unterthanen wegen im jenseitigen Gebiete begangener Frevel auszusprechenden Strafen strenger sind, als die des Staats, in welchem der Frevel statt fand, Moderationen bis zum Strafmaas, welches die Gesetzgebung des letzteren Staats verordnet, eintreten zu lassen.

1829. Ebenso steht es den beiderseitigen Behörden wie bisher auch ferner frei, die auf ihrem Gebiete betroffenen und daselbst arretirten Frevler nach ihren Gesetzen bestrafen zu lassen.

2. Die zur Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel zuständigen Behörden des einen Staats haben den amtlichen Protokollen der Fortsbeamten, so wie anderer etwa zuständigen Polizei- und Gerichtsbeamten des andern Staates, vollen Glauben beizumessen, mithin die mit rechtsgenügender Bestimmtheit angezeigten Frevler für schuldig zu erkennen, wenn sie keinen vollständigen Gegenbeweis führen.

3. Die Förster (Waldhüter) haben das Recht, den Frevler auf Betreten, wenn sie ihn nicht mit Bestimmtheit erkennen, auf dem Gebiete wo er gefrevelt hat, zu arretiren und ihn an die Local-Polizeibehörde seines Wohnorts abzugeben oder abgeben zu lassen.

4. Von den beiderseitigen Behörden soll zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe geleistet werden, namentlich werden die beiderseitigen Behörden angewiesen, in dringenden Fällen in ihren respectiven Gebieten sogleich die geeigneten Haussuchungen und sonstigen Visitationen, überhaupt alles was zur Entdeckung des Frevels nöthig erachtet wird, vorzunehmen, und der requirirenden Behörde längstens binnen acht Tagen den Befund protokollarisch mitzutheilen.

5. Diejenige Behörde, welche einer derartigen Requisition nicht sogleich Genüge leistet, ist in namhafte Strafe zu nehmen.

6. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung nur immer möglich ist, auch das endliche Resultat der requirirenden Behörde jedes Mal nachrichtlich mitzutheilen.

7. Die Vollziehung der Straferkenntnisse nebst der Beitreibung der dem Waldeigenthümer zuerkannten Entschädigungs-Gelder soll mit der erforderlichen Beschleunigung bewirkt und deshalb zu gegründeten Beschwerden niemahls Anlaſs gegeben werden.

Die erkannte Geld- oder Arbeitsstrafe wird zum Vortheil desjenigen Staats vollzogen, dessen Behörde die Strafe erkannt hat. Der dem Waldeigenthümer zuerkannte Schadenersatz, so wie die Denunzianten-

Gebühr, wo diese letztere gesetzlich besteht, werden 1829
orzugsweise vor der Strafe beigetrieben.

8. Was in den vorhergehenden Artikeln in Anse-
ıng der Forstfrevel bestimmt ist, gilt auch in An-
hung der Jagd-, Fischerei-, und Feldfrevel, soweit
ese Bestimmungen hierauf anwendbar sind.

9. Gegenwärtige Verabredung wird nach Aus-
echselung der Deklarationen alsbald in Vollziehung
esetzt.

Vorstehende Erklärung wird daher nach nunmehr
rfolgter gegenseitiger Auswechselung hiermit zur Nach-
chtung bekannt gemacht und deren Vollziehung den
etreffenden Behörden aufgetragen.

Wiesbaden, den 28sten Februar 1829.

Herzogliches Staatsministerium.

Freiherr von Marschall.

vdt. v. Preuschen.

13.

Déclaration du gouvernement d'Hayti oncernant la réciprocité de commerce et de navigation avec la ville libre de Brême.

(Sur copie officielle.)

Port au Prince le 20 Février 1829.

Monsieur le consul général!

Son Excellence le président d'Hayti a reçu avec la
ettre que Vous lui avez adressée le 20 Décembre ex-
iré, le certificat du gouvernement de Brême qui y
tait joint, constatant que les bâtiments haytiens qui
ourraient visiter cette république, jouiront des mêmes
rivilèges que les bâtiments des autres nations, sur
es navires aussi bien que sur les marchandises de
eurs importations.

D'après cette certitude que Vous lui fournissez,
Son Excellence le président a donné des ordres pour
que l'article 6. de la loi du 15 Juillet 1828, qui fixe

1829 les restrictions relatives aux droits de douanes et autres etc — ne soit point appliqué aux bâtiments de la nation que Vous représentez.

Je profite avec bien du plaisir monsieur le consul général de cette nouvelle occasion pour Vous renouveller l'assurance de la haute considération avec la quelle

Jai l'honneur de Vous saluer

(*Signé*) B. Inginac.

Je soussigné F. R. Thorbecke, consul général de la république de Brême, certifie par ces présentes que la copie ci-dessus est exacte et conforme à la lettre qui m'a été écrite et adressée sous la même date par le sécrétaire général de la république d'Hayti.

Port au Prince le quatorze Mars mil huit cent vingt-neuf.

(*Signé*) F. R. Thorbecke.
Consul général de Brême.

14.

Déclaration ministerielle entre la Prusse et le duché d'Anhalt Köthen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon du $\frac{8 \text{ Mai}}{24 \text{ Fevrier}}$ 1829.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* No. 6. Seite 39).

Das Königlich-Preufsische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Königlichen Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem von der Herzoglich-Anhalt-Köthenschen Landes-Regierung die Zusicherung ertheilt worden ist, dafs vorläufig, und bis es in Gemäfsheit des Artikels 18. der deutschen Bundesakte zu einem ge-

meinsamen Beschlusse zur Sicherstellung der Schrift- 1829
steller und Verleger kommen wird, die unterm 23sten Dezember 1828 erlassene Herzogliche Verordnung gegen den Bücher-Nachdruck und den Handel mit nachgedruckten Büchern zu Gunsten der Verlags-Artikel der Schriftsteller und Verleger der Preufsischen Monarchie, auch ohne die im §. 10. derselben vorgeschriebene besondere Nachweisung, dafs die Gesetzgebung der Regierung des Reklamanten die Anhalt-Köthenschen Unterthanen ebenfalls gegen den Nachdruck schütze, volle Anwendung finden solle; ſs das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie lches bereits in dem ganzen Bereiche der Preufsihen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schrifteller und Verleger, nach den in den einzelnen Pronzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf Schrifteller und Verleger des Herzogthums Anhalt-Köthen wendung finden, mithin jeder durch Nachdruck oder ssen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere, ıch denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und ahndet werden soll, als handele es sich von beeinichtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsihen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen ne übereinstimmende, von der Anhalt-Köthenschen ndes-Regierung vollzogene Erklärung ausgewechlt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmaung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirkung halten.

Berlin, den 8ten Mai 1829.

önigl. Preufsisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen ine übereinstimmende, von der Herzoglich-Anhalt-öthenschen Landes-Regierung unterm 24sten Februar . J. vollzogene Erklärung ausgewechselt worden ist, nter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsorder om 16ten August 1827 (Gesetz-Sammlung pro 1827. o. 17. S. 123), hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs ebracht.

Berlin, den 8ten Mai 1829.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Schönberg.

15.

1829 *Convention entre la Saxe royale le grand-duché de Saxe Wein concernant les délits forestiers et chasse, publiée le* $\frac{11 \text{ Mai}}{15 \text{ April}}$ 1829.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachse* 1829. N. 13.)

Zwischen der Königlich Sächsischen Landesregie zu Dresden und der Grofsherzoglich Sächsischen desregierung zu Weimar ist, wegen gegenseitiger stellung der Forst- und Jagd-Verbrecher, welch dem einen Staate Forst- oder Jagdfrevel verübt dem andern aber ihren Wohnsitz haben, mit Ge migung der beiderseitigen allerhöchsten Höfe, gende Übereinkunft verabredet worden:

§. 1. Wenn sich der Fall ereignet, dafs ein niglich Sächsischer Unterthan in dem zum Grofs zogthume Weimar gehörigen Territorio, oder Grofsherzoglich Weimarischer Unterthan im König Sächsischen Gebiete ein Jagdverbrechen, inner oder aufserhalb des Waldes, verüben, oder auf streitigem Wald-Grund und Boden, es mag ders im landesherrlichen oder Privat-Eigenthume sich finden, eines Vergehens durch Holzentwendung, schädigung der Hölzer, Grasen, Hüthen, Moossc ren und Streureissen sich schuldig machen sollte soll ein solcher, es sei eine Pfändung erfolgt nicht, gehalten seyn, sich auf die an ihn ergeh Ladung, in welcher er, nach der bei der vorlade Behörde geltenden gesetzlichen Vorschrift, mit räumung einer blos vierzehntägigen Frist, zu ei ist, vor dem Amte oder dem Gerichte, unter de Gerichtsbarkeit er sich des Verbrechens schuldig macht hat, zu stellen und es sollen daselbst die begai nenJagd- und Wald-Frevel sowohl als die bei Gele heit derselben, und uno actu continuo mit diesen, gangenen andern Excesse, z. B. Widersetzlichkeit der Pfändung, untersucht und bestraft werden.

§. 2. Damit dergleichen Verbrechen, besonders 1829
lzdeuben, desto leichter entdeckt werden können,
soll den Forstbedienten, oder den bestohlnen Ei-
enthümern nachgelassen bleiben, lediglich auf Anmel-
n bei den Dorfgerichten, oder wenn der Verbrecher
dem Orte sich befindet, an welchem die Amts-
ler Gerichts-Expedition wesentlich ist, und der
eamte oder Justitiar wohnt, auf Anmelden beim Amte
der Gerichtsverwalter, ohne besondere Requisition,
doch unter Theilnahme wenigstens einer verpflichte-
n Gerichtsperson, Haussuchung zu thun.

§. 3. Die Insinuation der an den Verbrecher zu
lassenden Citation soll, ohne besondere Requisition,
ir gegen Vorzeigung der schriftlichen offenen La-
ung, bei demjenigen Amte oder Gerichte, unter des-
en Gerichtsbarkeit der Verbrecher wohnt, und auf
ündliche Meldung, dafs solche insinuirt werden solle,
estattet und dieses auf die Citation angemerkt wer-
n. Der stellende Richter des Wohnorts hat von
wa früher vorgekommener Bestrafung des zu Stellen-
n das Gericht der begangenen That zu benach-
hrtigen.

§. 4. Was die Bestrafung der Verbrecher betrifft,
sollen zwar die im Königreiche Sachsen sich ver-
henden Grofsherzoglich Sächsischen Unterthanen
ch den Königlich Sächsischen Landesgesetzen, und
Königlich Sächsischen Unterthanen, welche im
ofsherzogthume Sachsen Forstverbrechen begehen,
ch den dortigen Gesetzen in der Regel bestraft wer-
n; es soll jedoch bei einer etwa Statt findenden be-
utenden Verschiedenheit der in beiden Landen auf
eselben Vergehen stehenden Strafen, da, wo die
irtere Strafe eintritt, ein angemessenes Verhältnifs
n der gelindern Strafe, welche den Verbrecher bei
leichem Vergehen nach den Gesetzen seines Wohn-
tes getroffen hätte, beobachtet werden.

§. 5. Nach beendigter Untersuchung wider die
orstverbrecher und sofort nach Eingang der deshalb,
it Beifügung des constituirten Liquidi, zu erlassen-
en Requisition, resp. zu Einbringung der Strafe, in-
ofern solche in Geld besteht, des Ersatzes und der
Kosten, soll mit schleunigster Execution verfahren und
Strafe, Ersatz und Kostenbetrag an das Forum de-
icti commissi abgegeben werden; die Verbrecher aber,

1829 welche mit andern, als Geldstrafen belegt werden, sollen gehalten seyn, zu deren Verbüfsung auf die unmittelbar, jedoch mit Beobachtung der §. 3. vorgeschriebenen Anzeige und Meldung, an sie erlassene Aufforderung des Richters, der die Untersuchung geführt hat, ad forum delicti commissi sich zu stellen.

§. 6. Es soll auch, wenn praevia causae cognitione sich ergiebt, dafs der Verbrecher etwas nicht im Vermögen habe, von dem requirirten Richter ein gewöhnliches Attestat deshalb ertheilt, und in Ansehung der Einbringung der Kosten von Unvermögenden überhaupt eine gröfsere Strenge, als gegen die eigenen Unterthanen beobachtet zu werden pflegt, von der requirirenden auswärtigen Behörde nicht verlangt, auch sollen die Obrigkeiten der Forstverbrecher nicht durch Requisitionen um executivische Beitreibung der Noth behelliget und dadurch die Kosten nicht fruchtlos gehäuft werden.

§. 7. Hiernächst soll den beiderseitigen Forstbedienten zur Pflicht gemacht werden, diejenigen Verbrecher, die sie bei Verrichtungen auf ihren Revieren in dies- oder jenseitigen Waldungen über Begehung von Waldfreveln betreten dürften, bei dem Richter, unter dessen Jurisdiction die Waldung gelegen ist, anzuzeigen.

Diese Übereinkunft soll vom Tage der in beiderseitigen Landen zu bewirkenden Publication an in Kraft treten, und auf die nächstfolgenden zehn Jahre, mit stillschweigender Verlängerung bis zur erfolgenden Aufkündigung, welche sodann jedem der hohen contrahirenden Theile ein Jahr voraus freisteht, gelten.

Mit Genehmigung und auf Befehl Sr. Königl. Majestät von Sachsen, unsers allergnädigsten Herrn, ist über vorstehende Vereinigung gegenwärtige Erklärung ausgefertiget und vollzogen worden.

Dresden, am 11ten Mai 1829.

Königlich Sächsische Landesregierung.

Freiherr von Werthern.

16.

Traité entre la Hesse grand-ducale 1829 *t le duché de Nassau pour faciliter e commerce du baillage Nassovien de Reichelsheim, signé le 27 Mai* 1829.

Verordnungen des Herzogthums Nassau. 1829. No. 9. pag. 53).

Zur Herstellung eines möglichst freien Verkehrs des Herzoglichen Amtes Reichelsheim mit dem Grofsherzogthum Hessen ist zwischen den von Seiner Herzoglichen Durchlaucht und Seiner Königlichen Hoheit dem Grofsherzoge von Hessen ernannten Bevollmächtigten unter dem 27. v. M. nachstehender Vertrag abgeschlossen worden, welcher andurch bekannt gemacht wird.

Art. I. Die Grofsherzoglich Hessische Staatsregierung gestattet den zollfreien Durchgang der Gegenstände und Waaren jeder Art,

welche zum Verbrauch des Herzoglich Nassauischen Amts Reichelsheim erforderlich sind, so wie

derjenigen Gegenstände aus diesem Herzoglich Nassauischen Amte, welche aus demselben durch das Grofsherzoglich Hessische Gebiet geführt werden.

Dieser Verkehr soll in der Ausdehnung zoll- und abgabenfrei belassen werden, dafs davon in dem Grofsherzoglichen Gebiete keine andere Abgabe als das gesetzliche Chaussee-, Weg- und Brückengeld nach dem gesetzlichen Tarif erhoben wird.

Art. II. Da es dem Willen der beiderseitigen Staatsregierungen ganz entgegen ist, dem verderblichen Gewerbe des Schleichhandels, oder kaufmännischen auf die Verschiedenheit der in den beiderseitigen Staaten bestehenden Zolltarifen gestützten Speculationen fördernde Gelegenheit zu geben, die in Art. I. ugesicherte Durchgangsfreiheit aber leicht dazu misraucht werden könnte, das Herzogl. Amt Reichelsheim weit über dessen wahres Bedürfnifs mit Waaren

1829 zu überfüllen, um solche demnächst zum Schleichhandel zu benutzen, so sind die beiderseitigen Staats-Regierungen dahin übereingekommen, daſs diese Durchfuhr beschränkt werde:

a. bei der Einfuhr in das Herzogliche Amt Reichelsheim auf das eigentliche Bedürfniſs desselben, nach dessen Bevölkerung und dem Stande seiner Kultur-Verhältnisse;

b. bei der Ausfuhr aus dem gedachten Herzoglichen Amte und über die Groſsherzoglichen Grenzen hinsichtlich der im Groſsherzogthum ausgangszollpflichtigen Gegenstände auf diejenigen Quantitäten, welche in dem Amte Reichelsheim wirklich erzeugt worden sind, wogegen aber sonst für Gegenstände jeder Art die Ausfuhr aus dem Herzoglichen Amte und über die Groſsherzoglichen Grenzen in unbeschränkter Menge und auf allen Wegen frei vom Durchgangszoll belassen wird.

Die Bestimmung der Waarengattungen und Quantitäten, die nach vorstehendem als Bedürfniſs und beziehungsweise Erzeugniſs des Amtes Reichelsheim angenommen werden sollen, bleibt der Herzoglich Nassauischen Staats-Regierung überlassen, jedoch soll diese Bestimmung jedenfalls so getroffen werden, daſs der Zollbetrag von den als Bedürfniſs und Erzeugniſs angenommenen Gegenständen jeder Art nach dem Tarife der Eingangs- und Ausgangszölle berechnet für das 1183 Seelen enthaltende Herzogliche Amt die Summe von neunhundert und vierzig Gulden jährlich nicht übersteigt.

Art. III. Für die Waaren-Durchfuhr in das Herzogliche Amt Reichelsheim und aus demselben, auf welche sich die Bestimmungen im Artikel I und II. beziehen, sind folgende Straſsen bestimmt:

1. die Straſse über Vilbel, Friedberg und Dorheim und
2. die Straſse über Oberroſsbach, Friedberg und Dorheim, letztere jedoch nur für Transporte, zu deren Abfertigung das zu Oberroſsbach befindliche Groſsherzogliche Nebenzoll-Amt II. nach dem §. 22. der Groſsherzoglichen Zollordnung befugt ist.

Art. IV. Zum Zweck der Sicherung der Eingangsabgaben, welche die Herzoglich Nassauische

Staats-Regierung von den Gegenständen in dem Amte 1829
Reichelsheim nach dem für dasselbe anzunehmenden Kurhessischen Zolltarif vom 21sten Dezember 1825 erheben lassen wird, die unter Durchfuhr des Grofsherzoglichen Gebietes nach Art. II. dahin gelangen, so wie zum Zweck der nach demselben Artikel nöthigen Uebersicht des Verkehrs, sollen die Durchfuhren, auf welche sich die Artikel II und III. beziehen, gegenseitig sorgfältig controllirt werden. Die näheren Bestimmungen über diese Controlle bleiben besondern Verabredungen vorbehalten.

Art. V. Aus dem Herzoglichen Amte Reichelsheim in und durch das Grofsherzogliche Gebiet und aus diesem in und durch das eben gedachte Herzogliche Amt soll ein zollfreier Verkehr bestehen, in so weit solcher durch die vorstehenden Artikel nicht beschränkt ist, und nach den folgenden Artikeln davon keine Ausnahmen gegenseitig angemessen erachtet worden sind.

Dieser freie Verkehr, in so weit er nach den ausdrücklichen Stipulationen dieser Uebereinkunft Beschränkungen und Ausnahmen nicht unterliegt, schliefst den freien Eingang und Durchgang auf allen Wegen, welche nach und durch das benannte Herzogliche Amt führen, so wie den freien Ein- und Durchgang aus dem Herzoglichen Amte auf allen Wegen des angrenzenden Grofsherzogthums unter den im Allgemeinen geltenden örtlichen Transportbescheinigungen, und unter den näheren Bestimmungen, welche wegen der Legitimation bei dem Uebergang aus dem Herzoglichen Amte in das Grofsherzogthum und umgekehrt noch besonders verabredet worden sind, in sich. In Folge dieser Uebereinkunft wird Grofsherzoglich Hessischer Seits die Grenzumschliefsung des Amtes Reichelsheim unverzüglich aufgehoben.

Art. VI. Hinsichtlich des Salzes sind folgende Bestimmungen festgesetzt:

a. die Einfuhr von Salz aus dem Grofsherzogthum in das Herzogliche Amt Reichelsheim, imgleichen aus diesem in die Grofsherzoglichen Provinzen Starkenburg und Rheinhessen ist beiderseits nicht gestattet.

b. Der Eingang von Salz aus dem Herzoglichen Amte Reichelsheim in die Grofsherzogliche Provinz Oberhessen ist dagegen so lange und in so weit zuge-

1829 lassen, als in der Grofsherzoglichen Provinz Oberhessen keine Salzregie oder andere den Salzverbrauch unter Controlle stellenden gesetzlichen Einrichtungen bestehen.

c. Die Durchfuhr des Salzes aus dem Herzoglichen Amte Reichelsheim durch die Grofsherzogliche Provinz Oberhessen wird Grofsherzoglich Hessischer Seits mit Ausnahme des Transits durch die Landraths-Bezirke Battenberg und Gladenbach und auf dem auf der rechten Lahnseite liegenden Theil des Landrathsbezirks Giefsen an keine Strafse gebunden.

d. In Ansehung der Durchfuhr des Salzes durch die vorgedachten Landrathsbezirke, so wie durch die Provinzen Starkenburg und Rheinhessen gelten aber fortwährend die gesetzlichen Vorschriften.

e. Dagegen verstattet die Herzoglich Nassauische Staats-Regierung die zollfreie Durchführung des Salzes durch das Amt Reichelsheim.

Art. VII. Hinsichtlich derjenigen Waaren und Gegenstände, welche in beiden Staaten den inneren Consumtions-Auflagen unterliegen, sollen folgende Bestimmungen den im Art. V. stipulirten freien Verkehr beschränken:

a. Der Eingang von dergleichen Gegenständen aus dem Grofsherzogthum in das Herzogliche Amt Reichelsheim und aus diesem in jenes bleibt gegenseitig ebenfalls zollfrei, unterliegt indessen gegenseitig bei der Einfuhr zur Einlage denjenigen Abgaben und Controllen, welche für die Unterthanen des Gebiets gelten, wohin die Einfuhr zur Einlage erfolgt.

b. Beide Staats-Regierungen sichern sich zu, dergleichen Gegenstände, welche aus einem Gebiete in das andere zur Consumtion übergehen, nicht höher zu belasten, als dieses mit gleichnamigen Gegenständen, wenn sie Erzeugnisse des eigenen Landes sind, nach allgemeinen gesetzlichen Bestimmungen der Fall ist.

c. Der Eingang von dergleichen Gegenständen zur Durchfuhr soll gegenseitig ebenfalls zoll- und abgabefrei bleiben und lediglich den näher zu bestimmenden Control-Maasregeln unterliegen.

d. In das Grofsherzogthum kann der Eingang von dergleichen im Grofsherzogthum abgabenpflichtigen Gegenständen aus dem Herzoglichen Amte Reichels-

heim demnächst zum Zweck der Durchfuhr auf allen 1829
Wegen statt haben und der Ausgang über jedes
beliebige Grofsherzogliche Zollamt erfolgen.
Bei dem Uebergang solcher Gegenstände, welche
einer Verbrauchssteuer unterliegen, aus einem Gebiet in das andere, werden sich die beiderseitigen Erhebungsämter zur Sicherung der Abgaben gegenseitig Nachricht ertheilen.

Art. VIII. Die beiderseitigen Staatsregierungen
halten sich es vor, falls der Zweck dieser Ueber-
nkunft — Herstellung eines möglichst freien Ver-
hrs zwischen dem Grofsherzogthume und dem Her-
glichen Amte Reichelsheim und umgekehrt — nicht
llständig erreicht werden sollte, insbesondere wenn
ieser Zweck durch Einschwärzungen durch das Grofs-
erzogliche Gebiet gefährdet werden sollte, wegen
eiteren zwecksichernden Maasregeln fernere Uebereinnft zu treffen.

Die beiderseitigen Staatsregierungen sagen sich
sbesondere zu, dafs sie gegenseitig diejenigen Un-
rthanen zur Bestrafung wegen verletzter zollgesetz-
hen Bestimmungen ausliefern lassen wollen, welche
e Zollgesetze des Staats, dem sie angehören, durch
'aaren-Einschwärzungen in das Grofsherzogthum und
ırch dasselbe in das Herzogliche Amt Reichelsheim
rletzt haben, aufserdem aber Waaren-Einschwärzun-
en, welche in ihrem Gebiete entdeckt werden, un-
ıchsichtlich mit den zollgesetzlichen Strafen ahnden
ı lassen, so wie sie im Allgemeinen ihr Augenmerk
hin zu richten versprechen, dafs Zuwiderhandlungen
gen die Abgaben-Gesetze des andern Staates wis-
ntlich nicht geduldet werden sollen.

Art. IX. Da die Grofsherzoglich Hessische Staats-
egierung in einer mit der Kurfürstlich Hessischen
taats-Regierung unterm heutigen Dato abgeschlos-
nen Uebereinkunft der letzteren zu Wiederherstellung
s früher bestandenen Verkehrs zwischen dem Kur-
rstenthum Hessen und dem Herzoglich Nassauischen
ebiete die Eröffnung einer Transitstrafse von Mar-
ırg über Gladenbach und Bischoffen nach Herborn
ler Dillenburg zugesichert hat, so wird die Benutzung
eser Durchgangs-Strafse auch den Herzoglich Nas-
ıuischen Unterthanen auf die Dauer des obengenann-
n Vertrags hierdurch zugestanden.

1829 Art. X. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird dahin bestimmt, dafs derselbe mit dem 1sten Juni dieses Jahres zur Vollziehung kommt, und mit dem letzten Dezember 1834 wieder aufser Wirksamkeit tritt, sofern nicht eine Verlängerung besonders würde verabredet werden.

Mit der Vollziehung dieses Vertrags ist die Herzogliche Generalsteuer-Direction und Landesregierung, jede soweit es zu ihrem Geschäftskreise gehört, beauftragt.

Wiesbaden, den 10. Juni 1829.

Herzogliches Staats-Ministerium.

Freiherr von Marschall.

vdt. Stein.

17.

Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'une part et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre part, signé à Berlin, le 27 Mai 1829.

(*Grofsherzoglich Hessisches Regierungsblatt.* Nr. 34. am 25. Julius 1829. *Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1829. No 10. pag. 53).

Seine Majestät, der König von Preufsen, und Seine Königliche Hoheit, der Grofsherzog von Hessen und bei Rhein, einerseits, und Seine Majestät, der König von Baiern, und Seine Majestät, der König von Würtemberg, andererseits, von gleichem Wunsche beseelt, zur Beförderung des Wohles Ihrer Unterthanen den Handel und gewerblichen Verkehr zwischen Ihren Staaten gegenseitig möglichst zu erleichtern, haben zur Erreichung dieses Zweckes Unterhandlungen eröffnen lassen, und zu diesen als Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preufsen: 1829
Allerhöchst-Ihren Ober-Präsidenten und Director im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, Moritz Haubold von Schönberg, Ritter des Königlich Preufsischen rothen Adler-Ordens 2ter Classe mit Eichenlaub, Kaiserlich Russischen St. Wladimir-Ordens 4ter Klasse, Kaiserlich Russischen St. Annen-Ordens 2ter Klasse und Grofskreuz des Grofsherzoglich Weimarischen Falken-Ordens;

und

Allerhöchst-Ihren Geheimen Legations-Rath Albrecht Friedrich Eichhorn, Ritter des Königlich Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weifsen Bande, Ritter des Kaiserlich Russischen St. Annen-Ordens 2ter Klasse und Commandeur 2ter Klasse des Grofsherzoglich Hessischen Haus-Ordens;

Seine Königliche Hoheit, der Grofsherzog von Hessen und bei Rhein:
Allerhöchst-Ihren Wirklichen Geheimen Rath und Präsidenten des Finanz-Ministerii, August Freiherrn von Hofmann, Commandeur 1ster Klasse des Grofsherzoglich Hessischen Haus-Ordens, Ritter des Königlich Preufsischen rothen Adler-Ordens 2ter Klasse und Commandeur des Grofsherzoglich Badischen Ordens des Zähringer Löwen;

Seine Majestät der König von Baiern:
Allerhöchst-Ihren Kammerherrn, Wirklichen Geheimen Rath, aufserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Königlich Preufsischen, Königlich Sächsischen, dem Grofsherzoglich Sächsischen und den Herzoglich Sächsischen Höfen, Friedrich Christian Johann Graf von Luxburg, Grofskreuz des Königlich Baierischen Civil-Verdienst-Ordens und des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens;

und

den Königlich Würtembergischen Vice-Präsidenten der Kammer der Abgeordneten des Königreichs Würtemberg, Königlich Preufsischen Geheimen Hofrath, Johann Friedrich Freiherrn von Cotta, Ritter der Königlichen Orden der Baierischen und Würtembergischen Kronen;

Seine Majestät, der König von Würtemberg:

1829 Allerhöchst-Ihren Kammerherrn, Geheimen Legationsrath und Geschäftsträger am Königlich Preufsischen Hofe, Ludwig Heinrich August Freiherrn von Blomberg zu Sylbach, Ritter des Königlichen Ordens der Würtembergischen Krone;

und

Allerhöchst-Ihren Vice-Präsidenten etc. Freiherrn von Cotta;

welche, unter Vorbehalt der Ratification Ihrer Höfe, über nachstehende Punkte sich vereiniget haben:

Art. I. Vom 1. Januar 1830 an sollen, bis auf die in folgenden Artikeln bestimmten Ausnahmen, alle inländische Erzeugnisse der Natur, des Gewerbfleisses und der Kunst aus den Königlich Baierischen und den Königlich Würtembergischen Staaten in das Königreich Preufsen und in das Grofsherzogthum Hessen und eben so aus diesen Staaten in die Königreiche Baiern und Würtemberg frei von den auf dem Eingange ruhenden Abgaben eingeführt und zum Verbrauche in den Verkehr gebracht werden können.

Art. II. Ausgenommen von dieser Befreiung sind:

I. Fortwährend:

a. Das Kochsalz (Siedsalz und Steinsalz) und alle Stoffe, aus welchen Kochsalz ausgeschieden zu werden pflegt.

b. Die Spielkarten.

Der Verkehr mit Salz und Spielkarten (a. und b.) bleibt den in jedem der contrahirenden Staaten hierüber bestehenden Anordnungen unterworfen.

c. Bier, Branntwein, Liqueure, Cyder, Essig, geschrotetes Malz.

Hiervon mufs bei dem Eingange über die Grenze eines anderen der contrahirenden Staaten eine Abgabe entrichtet werden, die derjenigen gleich kommt, mit welcher die eigenen inländischen Erzeugnisse dieser Art in jedem Lande besteuert sind.

Die nach diesem Grundsatze in den einzelnen Staaten zur Anwendung kommenden Steuersätze wird jede der contrahirenden Regierungen öffentlich bekannt machen.

d. Inländischer Tabak, Wein und Most.

Von diesen Gegenständen, wenn sie in das Gebiet eines anderen der contrahirenden Staaten eingeführt werden, sind und zwar:

1. von den inländischen Tabaksblättern 40 Procent, 1829
2. von dem im Inlande fabricirten Tabak aller Art 50 Procent,
3. von inländischem Wein und Most 40 Procent der Abgaben zu entrichten, womit ausländische Artikel dieser Art, nach den Bestimmungen des allgemeinen Tarifs, belegt sind. In Beziehung auf den, aus Baiern und Würtemberg nach Preufsen und in das Grofsherzogthum Hessen eingehenden Wein sind 40 Procent des allgemeinen, für die westlichen Preufsischen Provinzen bestehenden Tarifsatzes zu entrichten, denen jedoch bei der Einführung des Weines in die östlichen Preufsischen Provinzen die Abgabe hinzutritt, welche von den Weinen des eigenen Landes bei dem Eingange in die östlichen Provinzen zu erlegen ist.

e. Der in inländischen Siedereyen raffinirte Zucker aller Art und der im Inlande bereitete Syrup.

Diese unterliegen den nämlichen Eingangsabgaben, welche von den gleichartigen ausländischen Artikeln zu entrichten sind. Jedoch findet dabei, zum Besten der inländischen Gewerbsamkeit der contrahirenden Staaten, eine gegenseitige Erleichterung von 20 Procent gegen den allgemeinen Tarif Statt, und zwar unter den Modalitäten und Bedingungen, welche noch näher verabredet werden.

f. Mehl aller Art, Malz (gemälztes Getreide), Graupen, Gries, Nudeln, Puder und Stärke, desgleichen Schlachtvieh, Rind-, Schaaf- und Schweine-Fleisch, es sey frisch ausgeschlachtet, gesalzen oder geräuchert.

Diese Gegenstände können zwar frei von Abgaben über die Landesgrenze eingeführt werden; wenn sie aber ferner in eine Stadt oder Gemeine eingehen sollen, wo von inländischen Waaren dieser Gattung für Rechnung des Staates eine Consumtionsabgabe (Mahl- und Schlacht-Steuer) entrichtet werden mufs, so bleiben solche dieser Abgabe, gleich den inländischen Producten und Fabricaten dieser Art, unterworfen.

g. Gegenstände, von welchen für Rechnung einer Stadt oder Gemeine, ohne Rücksicht, ob dieselben aus-

1829 ländische oder inländische Erzeugnisse sind, eine gleiche Abgabe (Octroi) erhoben wird.

Dieser unterliegen bei dem Eingange in die Stadt oder Gemeine, welche zur Erhebung der Abgabe befugt ist, auch Waaren derselben Art, welche aus einem der contrahireneen Staaten über die Grenzen des anderen eingebracht worden sind.

Die hohen contrahirenden Theile werden jedoch dafür Sorge tragen, daſs diese Communalabgaben nicht auch blos transitirende Gegenstände treffen, und daſs durch die Erhebungsweise der Verkehr so wenig als möglich erschwert werde.

II. Zeitweise:

a. Baumwollene, gewebte oder gestrickte Waaren, auch baumwollene Posamentierwaaren. (Königlich Baierischer und Würtembergischer Vereinstarif Ziff. 38. d. 1 — 4. Königlich Preuſsischer Tarif Nr. 2. Lit. c. Abtheilung II.).

b. Seidene und halbseidene, gewebte und gestrickte, so wie Posamentierwaaren. (Königlich Baierischer und Würtembergischer Vereinstarif Ziff. 408. e. 1. 2. Ziff. 423. Königlich Preuſsischer Tarif Nr. 31. Lit. c. u. d. Abtheilung II.).

c. Wollene gewebte und gestrickte Waaren, ferner dergleichen Waaren aus Thierhaaren obiger Art, wie auch halbwollene Waaren mit Ausnahme von Teppichen aus Wolle oder anderen Thierhaaren mit Leinen gemischt und mit Ausnahme der Hutmacherarbeit (gefilzter). (Königlich Baierischer und Würtembergischer Vereinstarif Ziff. 456 u. 489. f. Königlich Preuſsischer Tarif Nr. 41. Lit. c. u. e. Abtheilung II.).

d. Leder und Lederwaaren. (Königlich Baierischer und Würtembergischer Vereinstarif Ziff. 254. a. b. d. 351. 371. 170. a. 2. 443. 360. 320. 214. 399. a. b. Königlich Preuſsischer Tarif Nr. 21. a. b. c. d. Abtheilung II.).

e. Zu Waaren verarbeitetes Kupfer und Messing, Kessel, Pfannen und dergleichen. (Königlich Baierischer und Würtembergischer Vereinstarif Ziff. 247. d. 282. e. 183. a. b. 283. c. 1. 2. Königlich Preuſsischer Tarif Nr. 19. Lit. c. Abtheilung II.).

f. Geschmiedetes Eisen und grobe Eisenwaaren. (Königlich Baierischer und Würtembergischer Vereins-

tarif Ziff. 123. c. e. g. i. 1. 2. l. 1. 2., ferner 387. 1829
und Ziff. 424. 427. a. b. 1. c. Königlich Preufsischer Tarif Nr. 6. c. d. e. Abtheilung II.).

Diesen unter a.—f. benannten Gegenständen wird bei dem Eingange in einen anderen der contrahirenden Staaten eine Erleichterung in der allgemeinen Tarifsabgabe von 25 Procent bis zum 1. Januar 1831 und von da an von 50 Procent zugestanden, bis eine völlige Befreiung eintreten wird.

g. Gegenstände, welche, ohne Eingriff in die von einem der contrahirenden Staaten bereits ertheilten Erfindungspatente oder Privilegien, nicht nachgemacht oder eingeführt werden können. Diese bleiben für die Dauer der Patente oder Privilegien von der Einfuhr in den Staat, welcher dieselben ertheilte, ausgeschlossen.

Für die Zukunft wird man sich wegen Bewilligung solcher Patente über gemeinschaftliche Grundsätze aus dem Gesichtspunkte vereinigen, dafs sie in keinem der contrahirenden Staaten auf Gegenstände bewilligt werden sollen, die weder neu noch eigenthümlich sind.

Art. III. Waaren und Güter, welche aus dem Gebiete eines der contrahirenden Staaten durch das Gebiet eines anderen in das Ausland oder von dem Auslande durch das Gebiet eines der contrahirenden Staaten in das Gebiet eines anderen geführt werden, sollen im Durchgange möglichst erleichtert werden. Die hohen contrahirenden Theile bestimmen daher vorläufig, dafs in den Staaten derselben, vom 1. Januar 1830 anfangend, in den oben bezeichneten Fällen die inländischen Erzeugnisse der Natur, des Gewerbfleisses und der Kunst von den eigentlichen Durchgangsabgaben (ausschliefslich der Chaussee- oder Wege-Gelder und der Wasserzölle auf Strömen, bei welchen die Wiener Congrefs-Acte oder besondere Staatsverträge Anwendung finden,) gänzlich befreiet seyn sollen.

Bei der Ausführung von Salz aus einer Staats- oder Privat-Saline durch das Gebiet eines der contrahirenden Staaten wird jedoch, unbeschadet des freien Ausgangs und Durchgangs über die Strafsen, für den Transport und über die dabei erforderlichen Sicherheitsmaasregeln die nähere Verabredung vorbehalten.

1829 Art. IV. Den Ausgangszoll von inländischen Erzeugnissen der Natur, des Gewerbfleisses und der Kunst kann zwar jeder der Zollvereine, bei welchen die contrahirenden Staaten betheiligt sind, nach eigenem Ermessen anordnen; die Gegenstände aber, welche von einem der contrahirenden Staaten ausgehen, um in das Gebiet eines anderen derselben eingeführt zu werden, sind von dem Ausgangszolle befreit. Eben so unterliegt die Regulirung des Ausgangszolles von ausländischen Erzeugnissen der Natur, des Gewerbfleisses und der Kunst der besonderen Anordnung der bei dem gegenwärtigen Vertrage betheiligten Zollvereine; wenn aber diese Erzeugnisse in einem der contrahirenden Staaten bereits in völlig freien Verkehr gekommen sind und aus diesem in einen anderen der mitcontrahirenden Staaten übergehen sollen, so sind sie ebenfalls von dem Ausgangszolle befreit.

Die aus Preufsen nach Baiern und Würtemberg ausgehende rohe Schaafwolle hingegen kann nur dann frei von der tarifmässigen Ausgangsabgabe ausgeführt werden, wenn nachgewiesen wird, dafs dortige Fabricanten solche für ihr Gewerbe angekauft haben.

Art. V. Die hohen contrahirenden Theile wollen dahin wirken, dafs dem gewerblichen Verkehr Ihrer Unterthanen in Ihren Staaten gegenseitig die möglichste Erleichterung und Freiheit gewährt werde.

Die zu diesem Ende etwa zu treffenden Anordnungen werden einer besonderen Berathung und Übereinkunft vorbehalten.

Vorläufig sollen Handelsreisende, als solche, welche nicht Waaren, sondern nur Muster bei sich führen oder für inländische Etablissements bei Gewerbtreibenden Bestellungen suchen, in keinem der Staaten der hohen contrahirenden Theile besonderen Abgaben oder Steuern unterliegen.

Art. VI. Die hohen contrahirenden Staaten verbinden sich gegenseitig zu dem Grundsatze, dafs Chausseeabgaben oder andere statt derselben übliche Reichnisse, wie z. B. der in den Königreichen Baiern und Würtemberg zur Surrogirung des Weggeldes von eingehenden Gütern eingeführte fixe Zollbeischlag, eben so Pflaster-, Damm-, Brücken- und Fähr-Gelder, oder unter welchem anderen Namen dergleichen Ab-

gaben bestehen, ohne Unterschied, ob die Erhebung 1829
für Rechnung des Staates oder eines Privatberechtigten, namentlich einer Commune, geschiehet, nur in dem Betrage beibehalten oder neu eingeführt werden können, als sie den gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungs-Kosten angemessen sind.

Das Nähere über die Ausführung dieses Grundsatzes in den Landen der hohen contrahirenden Theile bleibt einer besonderen Uebereinkunft vorbehalten, wobei man überhaupt auf gleiche Behandlung und insbesondere auf möglichste Gleichstellung der Chausseegeldabgaben Bedacht nehmen wird.

Das dermalen in Preufsen, nach dem allgemeinen Tarif vom Jahre 1828, bestehende Chausseegeld soll als ein Maximum der Chausseegebühr angesehen und hinführo in keinem der contrahirenden Staaten überschritten werden.

Was insbesondere die Separaterhebung von Thorsperr- und Pflaster-Geldern betrifft, so sollen sie auf chaussirten Strassen, da, wo sie noch bestehen, dem vorstehenden Grundsatze gemäfs, aufgehoben und die Ortspflaster den Chausseestrecken dergestalt eingerechnet werden, dafs davon nur die Chausseegelder nach dem allgemeinen Tarif zur Erhebung kommen.

Art. VII. Auch machen sich die hohen contrahirenden Theile verbindlich, auf alle Weise dahin zu wirken, dafs ihre ohnehin schon auf derselben Grundlage beruhenden Zollsysteme, insbesondere die Eingangszollsätze, die Stellung und Fassung des Tarifs, nicht minder die Verwaltungsformen mehr und mehr in Uebereinstimmung gebracht werden.

Art. VIII. Zur Erleichterung der Versendung von Waaren aus einem der contrahirenden Staaten in den anderen und zur schnelleren Abfertigung dieser Sendungen an den Zollstellen werden die hohen contrahirenden Theile bei den in ihrem Zolltarif vorkommenden Maas- und Gewichts-Bestimmungen vorläufig eine Reduction auf das Maafs und Gewicht, welche in den Tarifen der anderen contrahirenden Staaten angenommen sind, entwerfen und zum Gebrauche, sowohl Ihrer Zollämter, als des handeltreibenden Publicums, öffentlich bekannt machen lassen.

Art. IX. Zugleich wollen die hohen contrahirenden Theile dahin wirken, dafs in Ihren Staaten ein gleiches Münz-, Maafs- und Gewichts-System in Anwendung komme.

1829 Art. X. Die Wasserzölle oder auch Weggeldgebühren auf Flüssen, mit Einschluſs derjenigen, welche das Schiffsgefäſs treffen (Recognitionsgebühren), sind von Waaren, welche auf solchen Flüssen bezogen werden, auf welche die Bestimmungen des Wiener Congresses Anwendung finden, ferner gegenseitig nach jenen Bestimmungen zu entrichten.

Diese Fortentrichtung gilt auch von solchen Abgaben dieser Art, welche durch besondere Staatsverträge regulirt sind. Auf den übrigen Flüssen in den contrahirenden Staaten, bei welchen weder die Wiener Congreſs-Acte, noch andere Staatsverträge Anwendung finden, werden die Wasserzölle nach den privativen Anordnungen der betreffenden Regierungen erhoben. Doch sollen bei Flüssen der letzteren Art in jedem contrahirenden Staate die Erzeugnisse der anderen contrahirenden Staaten, in Hinsicht der Strom- und Fluſs-Gebühren, wie die eigenen inländischen Erzeugnisse behandelt werden.

Art. XI. Kanal-, Schleusen-, Brücken-, Fähr-, Hafen-, Waage-, Krahnen- und Niederlage-Gebühren und Leistungen für Anstalten, die zur Erleichterung des Verkehrs bestimmt sind, werden von den Unterthanen der anderen contrahirenden Staaten auf völlig gleiche Weise, wie von den eigenen Unterthanen, erhoben. Auch sind dieselben, wenn sie bei dem Eintritte auf das Stromgebiet eines anderen der contrahirenden Staaten die Vorschriften über die Ursprungszeugnisse und andere Erfordernisse, um den freien oder erleichterten Eingang zu genieſsen, erfüllt haben, keinen anderen Maasregeln zur Sicherung der Zollabgaben und Aufrechthaltung der Strompolizei unterworfen, als welche den eigenen Unterthanen auferlegt oder vorgeschrieben sind.

Art. XII. Der freie oder erleichterte Uebergang der Erzeugnisse aus einem der contrahirenden Vereine in den anderen, wie solcher in den Art. 1. u. 2. verabredet ist, bleibt an die Einhaltung bestimmter Zollstrassen gebunden, worüber eine besondere Vereinbarung Statt finden wird.

Den kleinen Grenzverkehr der Unterthanen an den Grenzen, wo der Preuſsisch-Hessische und Baierisch-Würtembergische Zollvertrag sich berühren, wird man durch eine eigene Übereinkunft zu erleichtern suchen.

Art. XIII. Da die in den Art. I. u. II. verein- 1829
arte Befreiung und Erleichterung auf fremde Gegenände, d. h. auf solche, welche weder in Preufsen nd dem Grofsherzogthum Hessen, noch in Würtemerg und Baiern durch die Natur erzeugt oder durch e Kunst bearbeitet oder verfertigt worden sind, sich icht erstreckt, dergleichen Gegenstände aller Art soach, bei dem Uebergange aus Preussen und dem Grofsherzogthum Hessen nach Baiern und Würtemerg und umgekehrt aus Baiern und Würtemberg nach Preufsen und dem Grofsherzogthum Hessen, den Ababen, welche sie in jedem Lande, nach dem dortigen llgemeinen Tarif, unterworfen sind, auch ferner unerliegen, so behalten sich die hohen contrahirenden Theile vor, durch ein gemeinschaftlich zu verabredenles Reglement, alle Erfordernisse, besonders in Abicht der beizubringenden Zeugnisse, zu bestimmen, elche von Handel- und Gewerbetreibenden zu beobchten sind, um der für inländische Erzeugnisse der Natur und Kunst zustehenden Befreiung oder Erleicherung, bei der Einführung in das Gebiet eines aneren der contrahirenden Staaten oder bei der Durchführung, theilhaftig zu werden.

Art. XIV. Zur Aufrechthaltung Ihres Handelsnd Zoll-Systems und zur Unterdrückung des gemeinchädlichen Schleichhandels wollen sich die hohen conahirenden Theile gegenseitig kräftig unterstützen, ach zu diesem Behufe die erforderlichen Anordnungen nd Maasregeln durch besondere Uebereinkunft verabden und insbesondere ein förmliches Zollcartel abchliefsen lassen.

Art. XV. Die Preufsischen Seehäfen sollen dem Handel der Königlich Baierischen und Königlich Würembergischen Unterthanen gegen völlig gleiche Abgaben, wie solche von den Königlich Preufsischen Unterthanen entrichtet werden, offen stehen.

Art. XVI. Die in fremden See- und anderen Handels-Plätzen angestellten Consuln eines oder des nderen der hohen contrahirenden Theile sollen veranafst werden, den Unterthanen der übrigen contrahirenden Staaten Schutz und Unterstützung zu gewähren.

Art. XVII. Sobald in dem Baierischen Rheinkreise die Zollordnung des Baierisch-Würtembergischen Vereins eingeführt und durch eine gehörig sichernde Zolllinie geschützt seyn wird, sollen sämmtliche Be-

1829 stimmungen des gegenwärtigen Vertrags und insbesondere auch jene, welche sich auf die Befreiung oder Erleichterung inländischer Erzeugnisse der Natur, des Gewerbfleisses und der Kunst in Ansehung der auf dem Eingange ruhenden Abgaben beziehen, auch auf den genannten Kreis ihre volle Anwendung finden.

Art. XVIII. Es soll dieser Vertrag auch den Unterthanen derjenigen Regierungen, welche sich bereits dem Baierisch-Würtembergischen oder dem Preufsisch-Hessischen Zollsystem angeschlossen haben oder künftig einem dieser Zollsysteme noch beitreten werden, wie den Unterthanen der hohen contrahirenden Theile, zu Statten kommen.

Art. XIX. Von jedem der hohen contrahirenden Theile werden Bevollmächtigte jährlich einmal in einer der Residenzen sich vereinigen, um die Mittel zur Befestigung und Erweiterung dieses Vertrags zu berathen und die Erledigung derjenigen Bedenken herbeizuführen, welche sich im Laufe des Jahres bei Ausführung desselben ergeben haben möchten.

Art. XX. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrags wird vorläufig auf 12 Jahre, vom 1. Januar 1830 an gerechnet, festgesetzt. Wird während dieser Zeit der Vertrag nicht aufgekündigt, so soll er abermals auf 12 Jahre und sofort von 12 zu 12 Jahren verlängert angesehen werden.

Ueber die Art und Zeit der Aufkündigung, wird eine besondere Verabredung getroffen werden.

Art. XXI. Gegenwärtiger, in zwei Exemplaren ausgefertigter Vertrag soll alsbald zur Ratification der hohen contrahirenden Höfe vorgelegt und die Auswechslung der Ratificationsurkunden spätestens in sechs Wochen in Berlin bewirkt werden.

Zur Urkunde dessen haben die Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und mit ihren Wappen versehen. So geschehen Berlin den 27. Mai 1829.

Moritz Haubold von Schönberg.
Albrecht Friedrich Eichhorn.
August *Freiherr* von Hofmann.
Friedrich Christian Johann *Graf* von Luxburg.
Ludwig Heinrich August *Freiherr* von Blomberg.
Johann Friedrich *Freiherr* von Cotta.

(Ce traité a été ratifié et les ratifications ont été échangées à Berlin le 15 et le 17 Juillet 1829.)

18.

Traité de commerce et de douanes entre la Hesse électorale et la Hesse grand ducale, signé à Francfort sur Mein le 27 Mai 1829. 1829

(*Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen.* Jahr 1829. Nr. IV. Juni. pag. 35).

Ausschreiben des Staatsministeriums, vom 15ten Juni 1829,

betreffend die Zoll- und Verkehrs-Verhältnisse zwischen dem Kurfürstenthume und dem Grofsherzogthume Hessen.

Nachdem unter allerhöchster Genehmigung Sr. Königlichen Hoheit des Kurfürsten am 27sten vor. Monats in Frankfurt mit dem Grofsherzogthume Hessen zur Abwendung mehrerer Störungen, welche für den wechselseitigen Handels- und nachbarlichen Grenzverkehr durch die in den beiden Staaten bestehenden verschiedenartigen Einrichtungen der Zölle und dergleichen Steuern herbeigeführt oder in deren Folge noch zu besorgen waren, ein Vertrag für die Zeit vom 1sten dieses Monats bis zum letzten Dezember 1834 abgeschlossen worden ist, wird nunmehr der beigefügte Auszug aus diesem Vertrage zur Nachricht und gehörigen Beachtung bekannt gemacht mit dem Bemerken, dafs dessen Artikel 1 bis 9 zunächst die Verhältnisse zwischen dem Grofsherzogthume Hessen und den, von solchem eingeschlossenen, diesseitigen Landestheilen, nämlich Amt Dorheim in der Provinz Hanau und Gericht Katzenberg in der Provinz Oberhessen, hingegen die Art. 10 bis 15 noch andere kurhessische Lande betreffen.

Zugleich wird in Beziehung auf den Verkehr des Amtes Dorheim und des Gerichts Katzenberg mit dem übrigen kurhessischen Staate festgesetzt, dafs in Gemäsheit der nunmehr für jene getrennten Gebiets-

1829 theile eingetretenen besonderen Verhältnisse hinsichtlich der Versteuerung ausländischer Waaren, diese Gegenstände bei ihrem Uebergange in die übrigen kurhessischen Lande den vollen gesetzlichen Abgaben unterliegen, die Einführung der eigenen Erzeugnisse aber unter gehöriger Nachweisung des Ursprunges ferner wie bisher, frei bleibet.

Cassel, am 15ten Juni 1829.

Kurfürstliches Staatsministerium.

Für den Minister des Innern:

WITZLEBEN. SCHMINKE. MEYER. RIESS.

Vt. EGGENA.

Anlage zum vorstehenden Ausschreiben.

ART. I. Die großherzoglich-hessische Staatsregierung gestattet den zollfreien Durchgang der Gegenstände und Waaren jeder Art,

a) welche zum Verbrauch der vom großherzoglichen Gebiete umschlossenen kurfürstlich-hessischen Landestheile, des Amtes Dorheim und des Gerichts Katzenberg erforderlich sind: sowie

b) derjenigen Gegenstände aus diesen kurfürstlichen Landestheilen, welche aus denselben durch das großherzoglich-hessische Gebiet geführt werden.

Dieser Verkehr soll in der Ausdehnung zoll- und abgabenfrei belassen werden, daß davon in dem großherzoglichen Gebiete keine andere Abgabe, als das allgemein gesetzliche Chaussee-, Wege- und Brücken-Geld nach dem gesetzlichen Tarif, erhoben wird.

ART. II. Da es dem Willen der beiderseitigen Staatsregierungen ganz entgegen ist, dem verderblichen Gewerbe des Schleichhandels oder kaufmännischen, auf die Verschiedenheit der in den beiderseitigen Staaten bestehenden Zolltarife gestützten Speculazionen fördernde Gelegenheit zu geben, die im Art. I. zugesicherte Durchgangs-Freiheit aber leicht dazu misbraucht werden könnte, das Amt Dorheim und das Gericht Katzenberg weit über deren wahres Bedürfniß mit Waaren zu überfüllen, um solche demnächst zum Schleichhandel zu benutzen; so sind die beiderseitigen

Staatsregierungen dahin übereingekommen, dafs diese 1829
Durchfuhr beschränkt werde

a) bei der Einfuhr in die gedachten kurfürstlichen Landestheile auf das eigentliche Bedürfnifs derselben, nach deren Bevölkerung und dem Stand ihrer Kultur-Verhältnisse,

b) bei der Ausfuhr aus den bemerkten kurfürstlichen Landestheilen und über die grofsherzoglichen Grenzen hinsichtlich der im Grofsherzogthume ausgangszollpflichtigen Gegenstände auf diejenigen Quantitäten, welche in denselben wirklich erzeugt worden sind, wogegen aber sonst für Gegenstände jeder Art die Ausfuhr aus den genannten kurfürstlichen Landestheilen und über die grofsherzoglichen Grenzen in unbeschränkter Menge und auf allen Wegen frei vom Durchgangszoll belassen werden wird.

Art. III. Für die Waaren-Durchfuhr in die oben bezeichneten kurfürstlichen Landestheile und aus denselben, auf welche sich die Bestimmungen in den Artikeln I und II. beziehen, sind folgende Strafsen bestimmt;

I. für das Amt Dorheim

1) die Strafse über Vilbel,
2) - - - Lollar,
3) - - - Heldenbergen,
4) - - - Oberrosbach;

II. für das Gericht Katzenberg

die Strafse über Arnsheim nach Neustadt und umgekehrt.

Die betreffenden grofsherzoglichen Zollämter werden nach Maafsgabe der desfalls noch zu treffenden näheren Verabredungen die erforderlichen Ermächtigungen erhalten, dafs der in den Artikeln I und II. bemerkte Durchgang auf den bezeichneten Strafsen Statt finden kann.

Art. IV. Zum Zweck der Sicherung der Eingangs-Abgaben, welche die kurfürstliche Staatsregierung von den Gegenständen in dem Amte Dorheim und in dem Gerichte Katzenberg nach dem kurhessischen Tarif erheben lassen wird, die unter Durchfuhr des grofsherzoglichen Gebiets nach Art. II. dahin gelangen, sowie zum Zweck der nach demselben Artikel nöthigen Uebersicht des Verkehrs, sollen die Durch-

1829 fuhren, auf welche sich die Artikel II und III. beziehen, gegenseitig kontrolirt werden.

Die näheren Bestimmungen über diese Kontrole bleiben besonderen Verabredungen vorbehalten.

Art. V. Aus den obengedachten kurfürstlichen Landestheilen sowohl in als durch das grofsherzogliche Gebiet und aus demselben in und durch die in Rede stehenden kurfürstlichen Landestheile, soll ein zollfreier Verkehr bestehen, in so weit solcher durch die vorstehenden Artikel nicht beschränkt ist, und nach den folgenden Artikeln davon keine Ausnahmen gegenseitig angemessen erachtet worden sind.

Dieser freie Verkehr, in so weit er nach den ausdrücklichen Stipulazionen dieser Uebereinkunft Beschränkungen und Ausnahmen nicht unterliegt, schliefset den freien Ein- und Durchgang auf allen Wegen, welche nach den genannten kurfürstlichen Gebietstheilen und durch dieselben führen, sowie den freien Ein- und Durchgang aus diesen kurfürstlichen Gebietstheilen auf allen Wegen des umschliefsenden Grofsherzogthums, unter den im Allgemeinen geltenden örtlichen Transport-Bescheinigungen und unter den näheren Bestimmungen, welche wegen der Legitimazion bei dem Uebergange aus den kurfürstlichen Gebietstheilen in das Grofsherzogthum und umgekehrt noch besonders verabredet werden, in sich.

In Folge dieser Uebereinkunft wird grofsherzoglich-hessischer Seits die Grenzumschliefsung gegen die in Rede stehenden kurfürstlichen Gebietstheile, in soweit sie nicht gegen Waaren-Einfuhren aus anderen Landestheilen gerichtet ist, aufgehoben, und gleichzeitig Aufhebung der gegen das Amt Dorheim eingerichteten Grenz-Zollämter erfolgen.

Art. VI. Hinsichtlich des Salzes sind folgende Bestimmungen festgesetzt.

a) Die Einfuhr von Salz aus dem Grofsherzogthume in die bezeichneten kurfürstlichen Landestheile, ingleichen aus diesen in die Provinzen Rheinhessen und Starkenburg ist beiderseitig nicht gestattet;

b) der Eingang von Salz aus dem Amte Dorheim in die grofsherzogliche Provinz Oberhessen ist dagegen so lange und in soweit zugelassen, als in der grofsherzoglichen Provinz Oberhessen keine Salz-Regie

oder andere den Salzverbrauch unter Kontrole stel- 1829
lende gesetzliche Einrichtung besteht.

c) Die Durchfuhr des Salzes aus dem kurfürstlichen Amte Dorheim durch die grofsherzogliche Provinz Oberhessen wird grofsherzoglich-hessischer Seits, mit Ausnahme des Transits durch die Landraths-Bezirke Battenberg und Gladenbach, und den auf der rechten Lahnseite liegenden Theil des Landraths-Bezirks Giessen, an keine Strafse gebunden;

d) in Ansehung der Durchfuhr des Salzes durch die vorgedachten Landraths-Bezirke, sowie durch die Provinzen Starkenburg und Rheinhessen gelten aber fortwährend die gesetzlichen Vorschriften;

e) dagegen verstattet die kurhessische Staatsregierung die zollfreie Durchführung des Salzes durch die von dem grofsherzoglichen Gebiete umschlossenen kurhessischen Landestheile, das Amt Dorheim und das Gericht Katzenberg;

f) entsagt die grofsherzogliche Staatsregierung der Fort-Erhebung der Salz-Kontrolegebühr, gleichwie der nach Artikel I. wegfallenden Durchgangs-Abgaben, von dem Produkte der kurfürstlichen Saline zu Nauheim für die Dauer dieser Uebereinkunft.

Art. VII. Hinsichtlich derjenigen Gegenstände und Waaren, welche in beiden Staaten den innern Konsumzions-Abgaben unterliegen, sollen folgende Bestimmungen den im Artikel V. stipulirten freien Verkehr beschränken.

a) Der Eingang von dergleichen Gegenständen aus den genannten kurfürstlichen Gebietstheilen in das Grofsherzogthum, und aus diesem in jene, bleibt gegenseitig ebenfalls zollfrei, unterliegt indessen gegenseitig bei der Einfuhr zur Einlage denjenigen Abgaben und Kontrolen, welche für die Unterthanen des Gebiets gelten, wohin die Einfuhr zur Einlage erfolgt.

b) Beide Staatsregierungen sichern sich zu, dergleichen Gegenstände, welche aus einem Gebiete in das andere zur Konsumzion übergehen, nicht höher zu belasten, als dieses mit gleichnamigen Gegenständen, wenn sie Erzeugnisse des eigenen Landes sind, nach allgemeinen gesetzlichen Bestimmungen der Fall ist, jedoch bleibt für den im Kurfürstenthum und im Grofsherzogthum Hessen erzeugten

1829 Wein in den Enclaven eine Erhöhung der Verbrauchsteuer bis zu dem Betrag des dermaligen kurhessischen Eingangszolles vorbehalten.

c) Der Eingang von dergleichen Gegenständen zur Durchfuhr soll gegenseitig ebenfalls zoll- und abgabenfrei bleiben, und lediglich den näher zu bestimmenden Kontrole-Maasregeln unterliegen.

d) In das Grofsherzogthum kann der Eingang von dergleichen im Grofsherzogthume abgabenpflichtigen Gegenständen aus den kurfürstlichen Gebieten Dornheim und Katzenberg demnächst zum Zweck der Durchfuhr auf allen Wegen Statt haben, und der Ausgang aus dem Grofsherzogthum über jedes beliebige grofsherzogliche Zollamt erfolgen.

e) Bei dem Uebergange solcher Gegenstände, welche einer Verbrauchsteuer unterliegen, aus einem Gebiete in das andere werden sich die beiderseitigen Erhebungs-Aemter zur Sicherung der Abgaben gegenseitig Nachricht ertheilen.

Art. VIII. Die kurfürstliche Staatsregierung behält sich in dem Amte Dorheim die Forterhebung des bisherigen Durchgangszolls nach dem kurhessischen Tarif vom 21sten Dezember 1825 vom Vieh und von allen demjenigen Transitgute vor, welches unter Begleitschein-Kontrole durch das Grofsherzogthum und gleichmäfsig durch das kurfürstliche Amt Dorheim geht.

Die kurfürstliche Staatsregierung verspricht, diesen Durchgangszoll im Amte Dorheim für die Dauer dieser Uebereinkunft nicht zu erhöhen, auch die gegenwärtige Form der Erhebung nicht zu erschweren, und zu dem Ende die Zollbehörden in dem Amte Dorheim anzuweisen, dafs der von den grofsherzoglichen Zollämtern angelegte oder respektirte Verschlufs in der Regel, und wenn nicht besondere Gründe, entstandener Verdacht etc. nähere Revision und hiermit Abnahme des Verschlusses nöthig machen (wovon jedoch der zunächst berührt werdenden grofsherzoglichen Zollbehörde unter Beifügung der Gründe ungesäumt Nachricht zu ertheilen ist), wie bisher, amtlich nicht gelöset oder verletzt werde, sowie, dafs die Erhebung des Durchgangszolles von anderen, als den vorbemerkten, Transitgütern für die Dauer dieser Uebereinkunft nicht Statt finde.

Art. IX. Die beiderseitigen Staatsregierungen 1829
ıgen sich insbesondere zu, dafs sie gegenseitig die-
ıigen Unterthanen zur Bestrafung wegen verletzter
ollgesetzlichen Bestimmungen ausliefern lassen wollen,
elche die Zollgesetze desjenigen Staats, dem sie an-
ehören, durch Waaren-Einschwärzungen in das Grofs-
erzogthum und durch dasselbe in die von demselben
mschlossenen kurhessischen Gebietstheile, das Amt
Dorheim und das Gericht Katzenberg, verletzt und
ch in das Gebiet des andern Staats begeben haben,
ıfserdem aber Waaren-Einschwärzungen, welche in
rem Gebiete entdeckt werden, unnachsichtlich mit
en zollgesetzlichen Strafen ahnden zu lassen, sowie
ie im Allgemeinen ihr Augenmerk dahin zu richten
ersprechen, dafs Zuwiderhandlungen gegen die Ab-
abengesetze des andern Staats wissentlich nicht ge-
uldet werden.

Art. X. Zur Wiederherstellung des früher be-
tandenen Verkehrs zwischen dem Kurfürstenthume
Hessen und herzoglich-nassauischen Gebiete eröffnet
ie grofsherzoglich-hessische Staatsregierung für die
Dauer dieses Vertrags eine Transit-Strafse über Gla-
enbach und Bischoffen und umgekehrt unter der Zu-
cherung, auf dieser Strafse nur den geringsten Zoll-
ıtz, welcher in dem grofsherzoglichen Tarif für den
urchgang auf kurzen Strafsen mit 3½ Kreuzern
ir den Zentner Waaren, mit 35 Kreuzern für jedes
tück grofses Vieh, und 3½ Kreuzern für jedes
tück kleiner Viehgattungen bestimmt ist, erheben
ı lassen.

Art. XI. Die kurfürstliche Staatsregierung ertheilt
ie Zusicherung, auf der Strafse von Offenbach über
ie Mainkur nach Vilbel und umgekehrt, sowie auf
ler Strafse über den Heiligenstock, den dermal beste-
enden gesetzlichen Durchgangszoll nach der kurfürstli-
hen Verordnung vom 21sten Dezember 1825 von
Vaaren und vom Vieh für die Dauer dieser Ueber-
nkunft nicht zu erhöhen, auch keine zu erschweren-
en Formen eintreten zu lassen, und auf diesen Stra-
en ebenwohl den von grofsherzoglichen Zollämtern
ıgelegten oder respektirten Verschlufs unverletzt zu
elassen, in so fern nicht besondere Verhältnisse und
ründe dazu nöthigen, eine genaue Revision vorzu-
ehmen und den Verschlufs zu lösen. In allen solchen

1829 Fällen soll die Zollbehörde, welche sich zur Lösung des Verschlusses veranlaſst gesehen hat, der Zollbehörde des andern Staats, welchen der Waaren-Transport zunächst berührt, unter Beifügung der Gründe ungesäumt Nachricht ertheilen.

Art. XII. Da nach den Bestimmungen des zu Cassel am 24sten September 1828 zwischen mehreren teutschen Staaten geschlossene Handels-Vertrags eine Erhöhung der dermal gesetzlich bestehenden Durchgangs-Abgaben auf der Straſse von Sichertshausen über Marburg, Cassel bis zur hannoverschen Grenze nicht Statt finden soll und wird; so ertheilt die groſsherzogliche Staatsregierung gegenseitig die Zusicherung, daſs auf den Straſsen von Hanau und Frankfurt über Friedberg und Giesen bis zur kurhessischen Grenze die dermal bestehenden gesetzlichen Durchgangs-Abgaben während der Dauer dieses Vertrags ebenfalls nicht erhöht werden sollen.

Gleichermaaſsen sichern sich beide Staatsregierungen einander gegenseitig zu, daſs die auf den genannten Haupt-Durchgangsstraſsen zur Abfertigung des Ein- und Durchgangs errichteten Zollstätten nicht verlegt werden sollen.

Art. XIII. Die beiderseitigen Staatsregierungen wollen durch die aus dem einen in das andere Gebiet vorspringenden Bezirke und Orte den Durchgang von rohen Erzeugnissen der Landwirthschaft und Viehzucht auf dafür besonders zu bestimmenden Straſsen unter geeigneten, das gegenseitige Zoll-Interesse vollständig sichernden, Maaſsregeln zoll- und kostenfrei gestatten.

Art. XIV. An den beiderseitigen Grenzen soll die Einfuhr der zu den Mühlen bestimmten Früchte, vorbehaltlich der Wiederausfuhr des daraus gewonnenen Mahlguts, so wie die Zurückfuhr des Mahlguts unter den geeigneten, das gegenseitige Zoll-Interesse vollständig sichernden, Kontroll-Bestimmungen, auf dafür zu bestimmenden Straſsen gestattet werden.

Art. XV. Es sollen die beiderseitigen Unterthanen bei dem Besuchen der Messen und Jahrmärkte den Inländern völlig gleichgehalten und keiner gröſsern Belastung unterworfen werden, als diese.

19.

rdonnance du gouvernement Ha- 1829
ovrien concernant l'abolition du roit de détraction par rapport aux éritages exportés dans le royaume de France; du 12 Juin 1829.

Gesetzsammlung für das Königreich Hannover 1829. 1. Abth. No. 9. pag. 63).

Georg der Vierte, von Gottes Gnaden, König des vereinigten Reichs Grofsbritannien und Irland u. s. w. ich König von Hannover, Herzog zu Braunschweig nd Lüneburg u. s. w.

Demnach in dem Königreiche Frankreich das Abzugs- oder Abschofs-Recht in Erbschafts-Fällen allgemein aufgehoben ist: so lassen Wir solches Unsern sämmtlichen getreuen Unterthanen zur Kenntnifs gelangen und befehlen allen obrigkeitlichen Behörden, die Erbschaften, welche Königlich-Französische Unterthanen in das Königreich Frankreich ausführen, frei von allem Abzug oder Abschofs verabfolgen zu lassen.

Gegenwärtige Anordnung soll der ersten Abtheilung der Gesetz-Sammlung inserirt werden.

Hannover, den 12ten Junius 1829.

Kraft Seiner Königlichen Majestät Allergnädigsten Special-Befehls.

BREMER. MEDING.

G. v. LÜPKE.

1829 lichst zu beseitigen, welche vorzüglich durch örtliche Verhältnisse dem Handel und gewerblichen Verkehr zwischen Ihren Unterthanen entgegenstehen, Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preufsen:

Allerhöchst-Ihren Geheimen Legationsrath *Albrecht Friedrich Eichhorn*, Ritter des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weissen Bande, Ritter des Kaiserlich-Russischen St. Annen-Ordens 2ter Klasse und Kommandeur 2ter Klasse des Grofsherzoglich-Hessischen Haus-Ordens; und

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Meiningen:

Höchst-Ihren Minister-Residenten am Königlich-Preufsischen Hofe, den Kammerherrn *Ludwig August von Rebeur*, Ritter des Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse und Höchst-Ihren Ministerialrath *Carl August Friedrich Adolph von Fischern*, Ritter des Königlich-Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens; von welchen Bevollmächtigten, mit Vorbehalt der Ratification, nachstehender Vertrag abgeschlossen worden ist:

Art. I. Seine Majestät der König von Preufsen und Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Meiningen, wollen eine Kunststrafse in der Richtung von Langensalza über Gotha, Ohrdruff, Zelle, Benshausen, Kuehndorf, Meiningen, Henneberg nach Mellrichstadt, ferner in der Richtung von Zelle, Suhl, Schleusingen, Hildburghausen, Rodach, Koburg nach Lichtenfels, so weit sie durch Ihre Lande zu führen und nicht bereits vollendet ist, ein jeder kontrahirende Theil auf seinem Gebiete in einen für Frachtfuhrwerke völlig brauchbaren Zustand herstellen und in solchem auch erhalten lassen.

Art. II. Wegen gleichförmiger Bestimmung der Chaussee- Wege- Brücken- und Pflastergelder auf den Strafsen, welche zur Unterhaltung des Verkehrs zwischen den Königlich-Preufsischen und Herzoglich-Sachsen-Meiningischen Lande dienen, wird eine besondere Uebereinkunft vorbehalten. In Absicht der Höhe des Chausseegeldes wird jetzo schon festgesetzt, dafs es, auf keinen Fall die Sätze des Preufsischen Tarifs vom 28sten April 1828 übersteigen soll.

Art. III. Damit die im Art. I. bezeichneten 1829
Kunststrafsen für Handel und Verkehr möglichst frei benutzt werden können, sollen von allen von Langensalza nach Mellrichstadt und Lichtenfels, und in umgekehrter Richtung von Mellrichstadt und Lichtenfels nach Langensalza, durchgehenden Waaren ohne Unterschied, auf der ganzen Strecke von der Preufsisch-Gothaischen Grenze bis beziehungsweise zur Baierisch-Meiningenschen und Meiningen-Koburgschen Grenze, vom 1sten Oktober d. J. ab, keine Durchgangsabgaben, unter welchem Namen es auch sei, erhoben werden.

Art. IV. Zwischen folgenden Preufsischen Landestheilen, als:

a. dem Landkreise Erfurt,
b. dem Kreise Schleusingen,
c. dem Kreise Ziegenrück,

einerseits, und sämmtlichen Sachsen-Meiningenschen Landen andererseits, soll vom 1sten Oktober d. J. ab, dergestalt ein freies gegenseitiges Verkehr bestehen, dafs die von den beiderseitigen Unterthanen innerhalb jenem Lande und Landestheile zu verführenden Waaren aller Art, überall in Rücksicht auf Eingangs- und Ausgangsabgaben den eigenen inländischen Waaren völlig gleich behandelt werden, auch nirgends einem Binnenzolle, es mag dieser unter dem Namen Geleit oder unter einem andern Namen bis dahin bestanden haben, ferner unterliegen sollen.

Art. V. Ausgenommen von dieser gegenseitigen Freiheit des Verkehrs sind:

1. Salz und Spielkarten, indem das Verkehr mit diesen Gegenständen den in den Landen eines jeden der kontrahirenden Theile hierüber bestehenden Anordnungen unterworfen bleibt;

2. alle Gegenstände, von welchen bei der Erzeugung oder Bereitung im Inlande eine Abgabe erhoben wird. Das freie Verkehr mit diesen Gegenständen aus einem Gebiete in das andere findet nur mit der Einschränkung statt, dafs dieselben, wenn sie in das Gebiet des andern kontrahirenden Theils eingebracht werden, daselbst einer Abgabe unterliegen, welche derjenigen gleichkommt, womit die eigenen inländischen Erzeugnisse derselben Art belastet sind.

1829 Art. VI. In Absicht des Verkehrs zwischen der Stadt Erfurt und den Herzoglich-Sachsen-Meiningenschen Landen, sowohl was den Eingang als die Durchfuhr anlangt, sollen vom 1sten Oktober d. J. an die beiderseitigen Unterthanen dergestalt gleich behandelt werden, dafs einerseits die Unterthanen der Herzoglichen Lande in der Stadt Erfurt dieselben Vortheile und Begünstigungen geniefsen, welche den eigenen Preufsischen Unterthanen des Landkreises Erfurt und der Kreise Schleusingen und Ziegenrück daselbst zustehen, andererseits aber auch den Einwohnern der Stadt Erfurt in den Herzoglich-Meiningenschen Landen alle die Vortheile und Begünstigungen zu Statten kommen, worauf die Einwohner der gedachten Preufsischen Kreise nach Art. IV. und V. in jenen Landen Anspruch machen können.

Art. VII. Zwischen den östlichen Preufsischen Provinzen, welche innerhalb einer geschlossenen Zollinie liegen, und den Herzoglich-Sachsen-Meiningenschen Landen soll das gegenseitige Verkehr vom 1sten Oktober d. J. an in folgender Art erleichtert werden:

I. Freien Eingang in die östlichen Preufsischen Provinzen sollen haben, sofern es eigene Erzeugnisse der Sachsen-Meiningenschen Lande sind:

a. in unbestimmter Quantität aufser denjenigen Gegenständen, welche nach der Preufsischen Verordnung wegen Erhebung der Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Abgaben vom 30sten Oktober 1827, jetzo keiner Abgabe unterworfen sind.

1. Farben-Erden aller Art (Preufsische Erhebungsrolle n. 4. litt. f.)
2. Flachs, Werg, Heede. (Preufsische Erhebungsrolle n. 8.)
3. Sämereien und Beeren, mit Ausnahme von Anis und Kümmel,
   a. Oelsaat, als: Hanfsaat, Leinsaat und Leindotter oder Döder, Mohnsaamen, Raps oder Rübsaat,
   b. Kleesaat und alle nicht namentlich im Tarif aufgeführte Sämereien. (Preufsische Erhebungsrolle n. 9. b. 2. und 3.)
4. Kalk und Gips, gebrannter. (Preufsische Erhebungsrolle n. 16.)
5. Schiefertafeln und Schieferstifte. (Griffel).

b. in bestimmten Quantitäten für das Jahr: 1829

1. grobe Siebmacherwaaren (Preufsische Erhebungsrolle n. 4.) 200 Zentner.
2. Eisenvitriol, grüner (Preufsische Erhebungsrolle n. 5. e.) 400 Zentner.
3. graue Packleinwand und Segeltuch (Preufsische Erhebungsrolle n. 22. c.) 50 Zentner.
4. Zwillich und Drillich (Preufs. Erhebungsrolle n. 22. d.) 50 Zentner.
5. Theer und Pech (Preufsische Erhebungsrolle No. 37.) 400 Zentner.
6. Wollen-Garn (Preufsische Erhebungsrolle No. 41. b.) 100 Zentner.
7. grobe Böttcher- und Drechsler-Korbflechter-, Tischler- und alle rohe und blos gehobelte Holzwaaren, Wagner-Arbeiten und Maschinen von Holz (Preufs. Erhebungsr. n. 12. h. Anmerkung.) 600 Z.
8. kurze grobe Waaren (Preufsische Erhebungsrolle n. 20. a.) 200 Zentner.
9. einfarbiges oder weifses Fayance oder Steingut (Preufsische Erhebungsrolle n. 38. c.) 100 Zentner.

Wenn der Fall der Einfuhr der vorstehend genannten Waaren auch umgekehrt aus den östlichen Preussischen Provinzen in die Herzoglich-Sachsen-Meiningenschen Lande vorkommen sollte, so sollen dieselben in gleicher Art, wie oben bestimmt worden ist, frei von Abgaben eingelassen werden.

II. Was den Durchgang betrifft, so sollen Erzeugnisse der Sachsen-Meiningenschen Lande, welche entweder nach der Verordnung vom 30sten Oktober 1827 dermalen keiner Eingangs-Abgabe unterliegen, jedoch mit Ausnahme von Wolle, rohen Häuten und Lumpen, oder für welche durch die vorangehende Bestimmung des Art. (I) der Eingang frei gegeben ist, auch frei von allem Land- und Wasserzolle auf der Strafse von Langensalza über Magdeburg ins Ausland durchgeführt werden können. Für Waaren, bei welchen der freie Eingang nur auf eine bestimmte Quantität zugelassen ist, findet die Befreiung von Durchgangs-Abgaben auch nur auf eine gleiche Quantität, wie der freie Eingang, Statt. Dieser Beschränkung auf eine Quantität sind jedoch die sogenannten Sonnenberger Waaren im Durchgange nicht unterworfen, insofern sie zu den groben kurzen Waaren ge-

1829 hören, und auf der Strafse von Langensalza über Magdeburg ins Ausland durchgeführt werden.

Ferner wird den Herzoglichen Unterthanen von allen Waaren ohne Unterschied, ausländischen wie inländischen, welche dieselben auf der Elbe über Magdeburg ausführen oder einführen, der Elbzoll eben so wie dies dem inländischen Handel zugestanden ist völlig erlassen.

III. Wenn, aufser den unter I. und II. gemachten Zugeständnissen, wegen irgend eines Gegenstandes von einem der kontrahirenden Theile für die Unterthanen eines dritten Staates, aufser dem Falle besonderer Handels-Verträge, günstigere Bestimmungen getroffen werden, als im allgemeinen Tarif sich vorfinden, so sollen dieselben auch den Unterthanen des andern kontrahirenden Theils zu Statten kommen. Dagegen wird keiner der kontrahirenden Theile irgend ein Erzeugnifs der Natur und des Gewerbfleifses aus den Landen des andern kontrahirenden Theils mit einer höheren Abgabe belegen, als in dem allgemeinen Tarif dafür festgesetzt ist.

Art. VIII. Vom 1sten Oktober d. J. an soll, ohne Beschränkung auf besondere Landestheile und Provinzen, von Königlich-Preufsischen und Herzoglich-Sachsen-Meiningenschen Unterthanen, welche in dem Gebiete des andern kontrahirenden Theils Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmäfsig die eigenen Unterthanen derselben Art unterworfen sind. Dies soll auch insbesondere von solchen Handels- und Gewerbsleuten gelten, welche die Märkte des Handels wegen besuchen.

Art. IX. So weit es bei dem Inhalte der Art. III-VIII. zur Erleichterung des Grenzverkehrs noch einiger Anordnungen bedarf, bleiben diese der besonderen Verabredung der betreffenden Verwaltungs-Behörden, innerhalb der gesetzlich bestehenden Grundsätze, vorbehalten.

Dies gilt auch wegen der Art und Weise der Ausstellung der Ursprungszeugnisse, von welchen die Waarensendungen begleitet sein müssen, wenn dafür die in vorstehenden Artikeln zugestandenen Begünstigungen in Anspruch genommen werden sollen.

Art. X. Zur Sicherung Ihrer landesherrlichen Einnahmen an Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Ab-

gaben wollen sich beide kontrahirende Theile gegen- 1829
seitig unterstützen. Daher wollen auch Seine Herzogliche Durchlaucht, der Herzog von Sachsen-Meiningen, gestatten, dafs die Preufsischen Zollbeamten die Spur begangener Unterschleife in das Herzogliche Gebiet verfolgen und sich mit Zuziehung der Ortsobrigkeit des Thatbestandes versichern, wogegen hinsichtlich der Beeinträchtigung der Herzoglich-Meiningenschen Gefälle der Herzoglichen Beamten eine gleiche Befugnifs in dem Preufsischen Gebiete zugestanden wird. Nicht weniger sollen die Behörden den, für die Aufrechthaltung der beiderseitigen Zollgesetze ergehenden Requisitionen gegenseitig unverzüglich nachkommen, und auf desfallsigen Antrag die von Unterthanen des einen Theils gegen die Zollgesetze des andern Theils verübten Unterschleife eben so zur Untersuchung und Strafe ziehen, als wenn sie gegen die eigenen inländischen Gesetze begangen worden wären.

Art. XI. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird bis zum 31sten Dezember 1834 festgesetzt, und wenn derselbe in den ersten drei Monaten des letzten Jahres von der einen oder der andern Seite nicht aufgekündigt werden sollte, so wird er auf fernere drei Jahre und sofort stets auf drei Jahre als verlängert angesehen.

Art. XII. Der gegenwärtige Vertrag soll unverzüglich zur Allerhöchsten und Höchsten Ratifikation vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikationsurkunden spätestens binnen sechs Wochen in Berlin bewirkt werden.

Zur Urkunde dessen haben die Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und mit ihren Wappen versehen.

So geschehen Berlin, den 3ten Juli 1829.

Albrecht Friedrich Eichhorn.
Ludwig August v. Rebeur.
Carl August Friedrich Adolph von Fischern.

(Vorstehender Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige am 29sten August c. und von Seiner Herzoglichen Durchlaucht dem Herzoge von Sachsen-Meiningen am 14ten August c. ratifizirt worden).

22.

1829 *Traité entre la Prusse et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant les droits perçus sur la frontière du territoire prussien du commerce du baillage enclavé de Volkenrode, appartenant au duché de Saxe-Cobourg-Gotha, signé le 4 Juillet* 1829.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1829., No. 17. pag. 121).

Da die Gefälle, welche dem Königlich-Preufsischen Gesetze vom 26sten Mai 1818 gemäfs, auf den äufsern Grenzen des Staates erhoben werden, mehrere in denselben eingeschlossene souveraine Besitzungen Deutscher Bundesstaaten, namentlich auch das souverain Herzoglich-Sachsen-Gothaische Amt Volkenrode treffen, Seine Majestät der König von Preufsen aber geneigt sind, dasjenige Einkommen, welches Ihren Kassen, in Gefolge dieses besonderen Verhältnisses, zufliefst, den landesherrlichen Kassen gedachter Staaten für den Fall überweisen zu lassen, dafs eine gemeinschaftliche billige Uebereinkunft getroffen werden kann, so haben Seine Herzogliche Durchlaucht der regierende Herzog von Sachsen-Koburg und Gotha Sich zu einer solchen Uebereinkunft, in Rücksicht Ihrer obgedachten in dem äufsern Umfange der Preufsischen Staaten eingeschlossenen souverainen Amtes Volkenrode, unbeschadet Ihrer landesherrlichen Hoheitsrechte, bereit erklärt, und es ist darauf durch die von Seiten beider Theile ernannten Bevollmächtigten nämlich:

von Seiten Seiner Majestät des Königs von Preufsen durch Allerhöchst-Ihren Geheimen Legationsrath *Albrecht Friedrich Eichhorn*, Ritter des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weissen Bande, Ritter des Kaiserlich-Russischen St

Annen-Ordens 2ter Klasse und Kommandeur 2ter 1829
Klasse des Grofsherzoglich-Hessischen Haus-Ordens und

von Seiten Seiner Herzoglichen Durchlaucht zu Sachsen-Koburg und Gotha: durch Höchst-Ihren Minister-Residenten den General-Major *Ludwig Heinrich von L'Estocq*, Ritter des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens 2ter Klasse mit Eichenlaub und des Königlich-Preufsischen Militär-Verdienst-Ordens, Comthur des Grofsherzoglich Sächsischen Ordens vom weissen Falken;

nachstehender Vertrag unter Vorbehalt der beiderseitigen landesherrlichen Genehmigung abgeschlossen worden.

Art. I. Der Betrag des aus den Königlich-Preufsischen Kassen, als Verbrauchssteuer nach gegenwärtigem Vertrage an Seine Herzogliche Durchlaucht, den Herzog von Sachsen-Koburg und Gotha, zu überweisenden Einkommens, soll von Drei zu Drei Jahren in gemeinsamer Uebereinkunft festgesetzt werden. Zur Grundlage dieser Uebereinkunft soll der jedesmalige Königlich-Preufsischer Seits vorzulegende letzt dreijährige Reinertrag desselben bei den Königlichen Zoll- und Steuerämtern in den östlichen Provinzen des Preufsischen Staats dergestalt dienen, dafs der Antheil Seiner Herzoglichen Durchlaucht, des Herzogs zu Sachsen-Koburg und Gotha, davon nach dem Verhältnifs der Bevölkerung der gedachten Preufsischen Provinzen und der andern zu einem Zollverbande mit denselben gehörigen souverainen Besitzungen Deutscher Bundesstaaten zu der Bevölkerung des in den Zollverband aufgenommenen souverainen Herzoglichen Amtes Volkenrode berechnet wird.

Es wird dabei, um die Schwierigkeit der Sonderung der Zollgefälle von der Verbrauchssteuer zu beseitigen, welche letztere nach der dermahligen Erhebungs-Rolle vom 30sten Oktober 1827 unter den Eingangs-Abgaben mitbegriffen ist, für die Dauer des gegenwärtig in dieser Hinsicht bestehenden gesetzlichen Verhältnisses angenommen, dafs die Verbrauchssteuer fünf Achtel des Einkommens an Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben zusammen genommen betrage.

1829 Art. II. Mit Rücksicht auf die Bestimmungen ersten Artikel ist die Summe, welche Seine Herz liche Durchlaucht vom 1sten Januar 1829 an jähr erheben lassen werden, auf *Ein Tausend Ein H dert und Dreifsig* Thaler Preufsisches Kurant f gesetzt worden, welche in gleichen Quartal-Rate den Monaten März, Juni, September und Dezem jedesmahl mit Zweihundert Zwei und Achtzig Th Funfzehn Silbergroschen Preufsisch Kurant durch Königliche Provinzial-Steuerkasse in Magdeburg Verfügung Seiner Herzoglichen Durchlaucht zu S sen-Koburg und Gotha gestellt und soweit sie nach bei Auswechselung der Ratifikation des ge wärtigen Vertrags fällig sein wird, binnen vier Wo nach diesem Zeitpunkte berichtiget werden soll.

Art. III. Seine Majestät der König von Pre und Seine Durchlaucht der Herzog von Sachsen burg und Gotha, versichern ihren Unterthanen ge seitig den völlig freien und ungestörten Verkehr schen den innerhalb der Preufsischen Zoll-Lini der äufsern Grenze des Staats belegenen König Preufsischen Landen und dem Herzoglichen Volkenrode dergestalt, dafs die von den beidersei Unterthanen innerhalb des gedachten Bezirks zu führenden Waaren und Erzeugnisse aller Art üb den eigenen inländischen völlig gleich behandelt den sollen.

Art. IV. Wenn jedoch in Folge des vorst den Artikels auch solche inländische Erzeugnisse, che in dem Königlich-Preufsischen oder Herzog Sächsischen Gebiete innerhalb der Preufsischen Linie mit *besondern* Verbrauchssteuern belegt oder künftig belegt werden möchten, völlig freien lauf haben sollen, so ist dazu erforderlich, dafs besonderen Verbrauchssteuern im Herzoglichen Volkenrode auf völlig gleichen Fufs mit den Pr schen gesetzt, und mittelst gleich strenger Kon wirklich erhoben, zugleich auch in keinem Falle zugestandene Rückvergütungen bei der Ausfuhr sonst an ihrer Wirkung geschwächt werden.

Art. V. Für jetzt und in Berücksichtigung gegenwärtigen Industrie und sonstigen Verhältniss Amtes Volkenrode, versprechen Seine Herzogliche D

[illegible], der Herzog von Sachsen-Koburg-Gotha, 1829
[illegible]sichtlich der dortigen Branntwein-, Bier- und Essig-[illegible]brikation, so wie auch unter den im Xten Artikel [illegible]haltenen Modifikationen der Salzkonsumtion, die [illegible]tzgedachten drei Bestimmungen des vorstehenden [illegible]rtikels unmittelbar nach Auswechselung der Ratifika-[illegible]tions-Urkunden des gegenwärtigen Vertrags zur Aus-[illegible]führung bringen zu lassen.

Art. VI. Seine Herzogliche Durchlaucht, der Herzog von Sachsen-Koburg-Gotha, wollen gestatten, daſs die Königlichen Steuerbeamten durch Revision der in dem Amte Volkenrode befindlichen Branntweinbrennereien und Bier-, auch Essigbrauereien, so wie durch Einsicht der hierauf bezüglichen Hebe-Register und Kontrollen der Herzoglichen Hebe-Stellen, von der richtigen Ausführung der nach vorstehendem Artikel dort einzuführenden Preuſsischen Maisch- und Braumalzsteuer-Gesetze jederzeit persönlich nähere Ueberzeugung nehmen können. Die mit diesem Dienste in dem Amte Volkenrode beauftragten Steuerbeamten werden zwar von Seiner Majestät dem Könige von Preuſsen angestellt, besoldet und uniformirt; doch sollen sie für die Dauer ihrer Anstellung in dem Amte Volkenrode beiden Landesherren den erforderlichen Diensteid leisten, und das Königlich-Preuſsische und Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaische Wappen vereint auf der Kopfbedeckung tragen.

Art. VII. Der gesammte Ertrag der Maisch- und Braumalzsteuer in der Königlich-Preuſsischen Provinz Sachsen und dem Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Amte Volkenrode soll vermittelst einer nach der Seelenzahl jener Provinz und dieses Amtes aufzustellenden Antheilsberechnung zwischen beiden Regierungen in der Art zur Theilung kommen, daſs das Netto-Einkommen in beiden Gebietstheilen jährlich gegenseitig vorgelegt und nach der Volksmenge durch Vergütung der Minus in der einen oder der andern Klasse ausgeglichen werde.

Art. VIII. Die Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaische Regierung wird, ohne Zustimmung der Königlich-Preuſsischen Regierung, keine Vermehrung der Zahl der gegenwärtig im Amte Volkenrode bestehenden Branntweinbrennereien, so wie der Bier-, auch

1829 Essigbrauereien gestatten, es sei denn, dafs das (auf welchem eine solche angelegt werden soll, mi stens einen Grundwerth von Funfzehn Tausend T lern habe.

Art. IX. Von denjenigen Waaren, welche mit testen der Herzoglichen Schlofshauptmannschaft die Hofhaltung Seiner Durchlaucht des Herzogs Sachsen-Koburg-Gotha, eingehen, werden die fälle, so weit es durch die gedachten Atteste verl wird, nicht beim Eingange erhoben, sondern blofs tirt, und bei der nächsten Quartal-Erhebung des theils Seiner Herzoglichen Durchlaucht an den sammt-Einkünften, statt baaren Geldes, in Zahl angerechnet werden.

Art. X. Seine Herzogliche Durchlaucht, der H zog von Sachsen-Koburg-Gotha wollen eine Fa kation von Spielkarten in Volkenrode nicht verstat Dagegen erklärt sich die Königlich-Preufsische gierung bereit, eine dem Verbrauche von Volkenr angemessene Quantität Karten, welche mit dem H zoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Kartenstem versehen und mit den Herzoglich-Sachsen-Kobu Gothaischen Kammer-Attesten begleitet sind, aus d Herzogthume Gotha über das Haupt-Zollamt L gensalza, nach vorausgegangener gehöriger Dekla tion in den letzteren, frei nach Volkenrode einge zu lassen.

Auch will die Königlich-Preufsische Regier gestatten, dafs der Salzbedarf für das Amt Volk rode, wie solcher nach den Grundsätzen der Preu schen Verwaltung für den Kopf zu bestimmen ist, gabenfrei, jedoch unter angemessener Kontrolle, der neu angelegten Saline Buffleben bei Gotha in gedachte Amt eingeführt werde. Die Bestimmung Kontrolle bleibt einer besonderen Verabredung vor halten, wobei man darauf sehen wird, dafs das S auf einem bestimmten Wege, in plombirten Säc oder Tonnen, von gleichem Gewichte, nach dem A eingeführt werde.

Art. XI. Was die Befreiung des Ein- und A gangszolles auf diejenigen Fohlen betrifft, welche dem Amte Volkenrode auf die Herzoglichen Waldt ten und von da wieder zurückgebracht werden, bleibt es bei der bisherigen Einrichtung.

Art. XII. Beide Landesherren werden in den zur 1829
Sicherung Ihrer landesherrlichen Gefälle und Aufrechthaltung der Gewerbe Ihrer Unterthanen nothwendigen Maasregeln einander gegenseitig freundschaftlich unterstützen. Seine Durchlaucht, der Herzog von Sachsen-Koburg-Gotha, wollen namentlich gestatten, dafs die Königlichen Zollbeamten die Spur begangener Unterschleife auch in Ihr Gebiet verfolgen und, mit Zuziehung der Ortsobrigkeiten, sich des Thatbestandes versichern. In sofern zu dessen Feststellung oder zur Sicherung der Gefälle und Strafen, Visitationen, Beschlagnahmen und Vorkehrungen in Antrag gebracht werden, sollen diese, sobald sie sich von der Zulässigkeit, den Unständen nach, überzeugt haben, solche alsbald willig und zweckmäfsig veranstalten.

Seine Durchlaucht, der Herzog von Sachsen-Koburg-Gotha, wollen alle entweder durch die Königlichen Zoll- und Steuerbeamten in dem Amte Volkenrode entdeckte, oder sonst zur Kenntnifs der Herzoglichen Behörden gelangende Verletzungen der in der Königlichen Zoll- und Verbrauchssteuer-Ordnung vom 26sten Mai 1818, desgleichen in der Ordnung zum Gesetz wegen Versteurung des inländischen Branntweins, Braumalzes u. s. w. vom 8ten Februar 1819 oder der in den spätern diese Gegenstände betreffenden Gesetzen enthaltenen Vorschriften von Ihren Gerichten, sofern solche, nach allgemeinen Grundsätzen, dazu kompetent sein werden, untersuchen, und nach Vorschrift der erwähnten Gesetze, welche Ihren Gerichten deshalb zur Beachtung zugefertigt und bei den Unterthanen des Herzoglichen Amtes Volkenrode, als publizirt und bekannt vorausgesetzt werden sollen, bestrafen lassen. Die Geldstrafen, auf welche die Herzoglichen Gerichte in solchen Fällen erkennen möchten, fallen dem Herzoglichen Fiskus, nach Abzug des Denunzianten-Antheils, lediglich anheim.

Dagegen sichern Seine Majestät der König von Preufsen Seiner Herzoglichen Durchlaucht, dem Herzoge von Sachsen-Koburg-Gotha, für das Amt Volkenrode volle Erwiederung der im gegenwärtigen Artikel gemachten Zugestehungen in ähnlichen Fällen zu.

Art. XIII. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages soll bis zum Schlusse des Jahres 1834 währen, und derselbe, falls in diesem Jahre keine Aufkündi-

1829 gung von der einen oder der anderen Seite erfolgt, stillschweigend auf anderweite sechs Jahre verlängert angesehen werden.

Art. XIV. Dieser Vertrag soll unverzüglich zur Allerhöchsten und Höchsten Ratifikation vorgelegt und nach Auswechselung der Ratifikations-Urkunden zur Vollziehung gebracht werden.

Zu Urkund dessen ist dieser Vertrag von den beiderseitigen Bevollmächtigten, mit Beidrückung ihres Siegels, unterzeichnet worden.

So geschehen Berlin, den 4ten Juli 1829.

Albrecht Friedrich Eichhorn. Ludwig Heinrich v. L'Estocq.

(Gegenwärtiger Vertrag ist zu Berlin den 29sten August und zu Coburg den 12ten August 1829 ratifizirt worden).

23.

Traité entre la Prusse et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha pour faciliter réciproquement le commerce entre leurs sujets respectifs; signé le 4 Juillet 1829.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlich Preussischen Staaten* 1829. No. 15. pag. 111).

Seine Majetsät der König von Preufsen und Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Koburg-Gotha, haben in der Absicht, die Hindernisse möglichst zu beseitigen, welche vorzüglich durch örtliche Verhältnisse dem Handel und gewerblichen Verkehr zwischen Ihren Unterthanen entgegenstehen, Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preufsen:

Allerhöchst-Ihren Geheimen Legations-Rath, *Albrecht Friedrich Eichhorn*, Ritter des Königlich-

Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weissen Bande, Ritter des Kaiserlich Russischen St. Annen-Ordens 2ter Klasse und Kommandeur 2ter Klasse des Grofsherzoglich-Hessischen Haus-Ordens; 1829

und

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen Koburg-Gotha, Höchst-Ihren Flügel-Adjudanten und Major, Kammerherrn *Busso von Alvensleben*, Ritter des Königlich-Preufsischen St. Johanniter-Ordens und Inhaber der Herzoglich-Sachsen-Koburgischen Militair-Verdienst-Medaille; und

Höchst-Ihren Geheimen Legations-Rath, *Ernst Habermann*;

von welchen Bevollmächtigten, mit Vorbehalt der Ratifikation, nachstehender Vertrag verabredet worden ist.

Art. 1. Seine Majestät der König von Preufsen und Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen Koburg-Gotha, wollen eine Kunststrafse in der Richtung von Langensalza über Gotha, Ohrdruff, Zelle, von hier in einer zweifachen Richtung nach Benshausen und Suhl, von dem letztgenannten Orte über Schleusingen, Hildburghausen, Rodach, Koburg nach Lichtenfels, so weit solche durch Ihre Lande zu führen und nicht bereits vollendet ist, ein jeder kontrahirende Theil auf seinem Gebiete, in einen für Frachtfuhrwerke völlig brauchbaren Zustand herstellen und in solchem auch erhalten lassen.

Art. II. Wegen gleichförmiger Bestimmung der Chaussee-, Wege-, Brücken- und Pflastergelder auf den Strafsen, welche zur Unterhaltung des Verkehrs zwischen den Königlich-Preufsischen und Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Landen dienen, wird eine besondere Übereinkunft vorbehalten. In Absicht der Höhe des Chausseegeldes wird jetzo schon festgesetzt, dafs es auf keinen Fall die Sätze des Preufsischen Tarifs vom 28sten April 1828 übersteigen soll.

Art. III. Auf der im Art. I. bezeichneten Strafse soll das Chausseegeld nicht erhoben werden:

1. von Pferden und Maulthieren, welche den Hofhaltungen des Königlichen und des Herzoglichen Hauses, ingleichen den landesherrlichen Gestüten gehören;

2. von öffentlichen Beamten, ohne Unterschied, ob es Militair-, Civil-, oder kirchliche Beamten sind,

1829 auf Dienstreisen, wenn sie sich durch Freikarten ihr vorgesetzten Behörden legitimiren, ingleichen von O fiziers zu Pferde und in Dienst-Uniform;

3. von Transporten, welche unmittelbar für Rec nung des Hofes oder der Regierung der kontrahirend Theile geschehen.

Art. IV. Damit diese Kunststrafse auch für Ha del und Verkehr möglichst frei benutzt werden kön soll von allen von Langensalza und Lichtenfels, od umgekehrt von Lichtenfels nach Langensalza durchg henden Waaren ohne Unterschied, auf der ganzen Stre von der Preufsisch-Gothaischen bis zur Baierisch-K burgschen Grenze, vom 1sten Oktober. d. J. ab, ke Durchgangs-Abgabe, unter welchem Namen es au sei, erhoben werden.

Art. V. Zwischen folgenden Preufsischen La destheilen, als:

dem Landkreise Erfurt,
dem Kreise Schleusingen,
dem Kreise Ziegenrück

einerseits und sämmtlichen Koburg-Gothaischen La den andererseits, soll vom 1sten Oktober d. J. ab de gestalt ein freierer gegenseitiger Verkehr bestehe dafs die von den beiderseitigen Unterthanen innerhal jener Lande und Landestheile zu verführenden Waa ren aller Art, überall in Rücksicht auf Eingangs und Ausgangsabgaben den eigenen inländischen Wa ren völlig gleich behandelt werden, auch nirgend einen Binnenzoll, es mag dieser unter dem Name Geleit oder unter einem andern Namen bis dahin be standen haben, ferner unterliegen sollen.

Ausgenommen von dieser gegenseitigen Freihei des Verkehrs sind:

1. Salz und Spielkarten, indem der Verkehr mi diesen Waaren, den, in dem Lande eines jeden de kontrahirenden Theile hierüber bestehenden Anord nungen unterworfen bleiben.

2. alle Gegenstände, von welchen bei der Erzeu gung oder Bereitung im Inlande eine Abgabe erhobe wird. Das freie Verkehr mit diesen Gegenstände aus einem Gebiete in das andere, findet nur mit de Einschränkung Statt, dafs dieselben, wenn sie in da Gebiet des andern kontrahirenden Theils eingebrach werden, daselbst einer Abgabe unterliegen, welch

jenigen gleich kommt, womit die eigenen inländi- 1829
schen Erzeugnisse derselben Art belastet sind.

Art. VI. In Absicht des Verkehrs zwischen der Stadt Erfurt und den Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Landen, sowohl was den Eingang als die Durchfuhr anlangt, sollen vom 1sten Oktober d. J. an die beiderseitigen Unterthanen dergestalt gleich behandelt werden, dafs einerseits die Unterthanen der Herzoglichen Lande in der Stadt Erfurt dieselben Vortheile und Begünstigungen geniefsen, welche den einen Preufsischen Unterthanen des Landkreises Erfurt und der Kreise Schleusingen und Ziegenrück daselbst zustehen, andererseits aber auch den Einwohnern der Stadt Erfurt in den Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Landen alle die Vortheile und Begünstigungen zu Statten kommen, worauf die Einwohner der erwähnten Preufsischen Kreise nach Art. 4 und 5. in jenen Landen Anspruch machen können.

Art. VII. Zwischen den östlichen Preufsischen Provinzen, welche innerhalb einer geschlossenen Zollline liegen und den Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Landen soll das gegenseitige Verkehr vom 1sten Oktober d. J. an, in folgender Art erleichtert werden:

I. *Freien Eingang* in die östlichen Preufsischen Provinzen sollen haben, sofern es eigene Erzeugnisse des Koburg-Gothaischen Lande sind,

in *unbestimmter* Quantität, aufser denjenigen Gegenständen, welche nach der Preufsischen Verordnung wegen Erhebung der Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Abgaben vom 30sten Oktober 1827, etzo keiner Abgabe unterworfen sind,

1. Farbenerde aller Art (Preufsische Erhebungsrolle Nr. 4. litt. f.)
2. Flachs, Werg, Heede (Preufsische Erhebungsrolle Nr. 8.)
3. Sämereien und Beeren, mit Ausnahme von Anis und Kümmel,
   a. Oelsaat, als Hanfsaat, Leinsaat und Leindotter oder Döder, Mohnsaamen, Raps oder Rübsaat;
   b. Kleesaat und alle nicht namentlich im Tarif aufgeführten Sämereien (Preufsische Erhebungsrolle Nr. 9. b. 2 und 3.)

1829 4. Kalk und Gips, gebrannter (Preufsische E bungsrolle Nr. 16).
5. Thönerne Brunnenröhren.

b. In *bestimmter* Quantität für das Jahr:
1. grobe Siebmacherwaaren (Preufs. Erhebungs Nr. 4.) 100 Zentner.
2. gebleichtes Garn (Preufs. Erhebungsrolle 22. b.) 150 Zentner.
3. Waid und Wau (Preufs. Erhebungsrolle Nr. 5 600 Zentner.
4. Terpentin, Terpentinöl, Kiehnöl, auch Kieh (Preufs. Erhebungsrolle Nr. 5. p.) 600 Zentn
5. Anis (Preufs. Erhebungsrolle Nr. 9. b. 1.) 5
6. Grobe Böttcher- und Drechsler-Korbflech Tischler- und alle rohe oder blofs gehobelte E waaren, Wagner-Arbeiten und Maschinen Holz (Preufsische Erhebungsrolle Nr. 12. h. merkung) 600 Zentner.
7. kurze grobe Waaren (Preufs. Erhebungsrolle 20. a.) 300 Zentner.
8. Zwillich und Drillich (Preufs. Erhebungsrolle 22 d.) 150 Zentner.

Wenn der Fall der Einfuhr der vorstehend genan Waaren auch umgekehrt aus den östlichen Preufsisc Provinzen in die Herzoglich-Sachsen-Koburg- thaischen Lande vorkommen sollte, so sollen diesel in gleicher Art, wie oben bestimmt worden ist, von Abgaben eingelassen werden.

II. Was den Durchgang betrifft, so sollen Erze nisse der Koburg-Gothaischen Lande, welche entw nach der Verordnung vom 30sten Oktober 1827 malen keiner Eingangs-Abgabe unterliegen, jed mit Ausnahme von Wolle, rohen Häuten und L pen, oder für welche durch die vorangehende Bes mung des Art. (I) der Eingang frei gegeben ist, a frei von allen Land- und Wasser-Zöllen auf Strafse von Langensalza über Magdeburg ins Ausl durchgeführt werden können. Für Waaren, bei chen der freie Eingang nur auf eine bestim Quantität, zugelassen ist, findet die Befreiung Durchgangs-Abgaben auch nur auf eine gleiche Qu tität, wie der freie Eingang, statt.

Ferner wird den Herzoglichen Unterthanen allen Waaren ohne Unterschied, ausländischen wie

Elbischen, welche dieselben auf der Elbe über Magdeburg ausführen oder einführen, der Elbzoll eben so, wie dies dem inländischen Handel zugestanden ist, völlig erlassen. 1829

III. Wenn, aufser den unter I. und II. gemachten Zugeständnissen, wegen irgend eines Gegenstandes von einem der kontrahirenden Theile für die Unterthanen eines dritten Staates aufser dem Falle besonderer Handels-Verträge, günstigere Bestimmungen getroffen werden, als im allgemeinen Tarif sich vorfinden, so sollen dieselben auch den Unterthanen des andern kontrahirenden Theils zu Statten kommen. Dagegen wird keiner der kontrahirenden Theile irgend ein Erzeugnifs der Natur oder des Gewerbfleifses aus den Landen des andern kontrahirenden Theils mit einer höheren Abgabe belegen, als in dem allgemeinen Tarif dafür festgesetzt ist.

Art. VIII. Vom 1sten Oktober d. J. an soll, ohne Beschränkung auf besondere Landestheile und Provinzen, von Königlich Preufsischen und Herzoglich-Koburg-Gothaischen Unterthanen, welche in dem Gebiete des andern kontrahirenden Theils Handel und Gewerbe treiben, oder Arbeit suchen, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmäfsig die eigenen Unterthanen derselben Art unterworfen sind. Dies soll auch insbesondere von solchen Handels- und Gewerbtreibenden gelten, welche die Märkte des Handels wegen besuchen.

Art. IX. So weit es bei dem Inhalte der Art. IV.-VIII. für Erleichterung des Grenz-Verkehrs noch eigener Anordnungen bedarf, bleibt diese der besonderen Verabredung der betreffenden Verwaltungs-Behörden, innerhalb der gesetzlich bestehenden Grundsätze, vorbehalten.

Dies gilt auch wegen der Art und Weise der Ausstellung der Ursprungs-Zeugnisse, von welchen die Waaren-Sendungen begleitet sein müssen, wenn dafür die in vorstehenden Artikeln zugestandenen Begünstigungen in Anspruch genommen werden sollen.

Art. X. Zur Sicherung Ihrer landesherrlichen Gefälle an Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Abgaben, wollen sich beide kontrahirende Theile gegenseitig unterstützen. Insbesondere wollen Seine

1829 Herzogliche Durchlaucht, der Herzog von Sachs
Koburg-Gotha, gestatten, dafs die Preufsischen Z
beamten die Spur begangener Unterschleife in
Gothaische verfolgen und sich mit Zuziehung der O
obrigkeit des Thatbestandes versichern, wogegen h
sichtlich der Beeinträchtigung Gothaischer Gefälle
Gothaischen Beamten eine gleiche Befugnifs in d
Preufsischen Gebiete zugestanden wird. Nicht weni
sollen die beiderseitigen Behörden den für die Aufrec
haltung der beiderseitigen Zollgesetze ergehenden I
quisitionen unverzüglich nachkommen und auf desfal
gen Antrag die von Unterthanen des einen hohen k
trahirenden Theils gegen die Zollgesetze des and
Theils verübten Unterschleife eben so zur Unter
chung und Strafe ziehen, als wenn sie gegen
eigenen inländischen Gesetze begangen wären.

Art. XI. Die Dauer des gegenwärtigen Vert
ges wird bis zum 31sten Dezember 1834 festgese
und wenn derselbe in den drei Monathen des letz
Jahres von der einen oder der andern Seite nicht a
gekündigt werden sollte, so wird er auf fernere d
Jahre, und sofort stets auf drei Jahre, als verläng
angesehen.

Art. XII. Der gegenwärtige Vertrag soll unv
züglich zur Allerhöchsten und Höchsten Ratifikati
vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikations
kunden spätestens binnen sechs Wochen in Berlin
wirkt werden.

Zur Urkunde dessen haben die Bevollmächtig
denselben unterzeichnet und mit ihren Wappen verseh

So geschehen Berlin, den 4ten Juli 1829.

Albrecht Friedr. Eichho
Busso von Alvensleben.
Ernst Habermann.

(Vorstehender Vertrag ist von Seiner Majes
dem Könige am 29sten August c. und von Seiner H
zoglichen Durchlaucht dem Herzoge von Sachse
Koburg-Gotha am 28sten August c. ratifizirt worde

24.

Conventions conclues entre le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach d'une part et la Saxe royale, le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, le duché de Saxe-Altenbourg, la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt, et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, la principauté de Reuſs-Plauen et de Reuſs-Géra de l'autre part, concernant les délits forestiers et de chasse; publiées à Weimar le 9 Juillet 1829. 1829

(*Groſsherzoglich S. Weimar-Eisenachsches Regierungsblatt.* No 17. den 24. Juli 1829).

Auf Antrag des getreuen Landtages und mit gnädigster Genehmigung Sr. Königlichen Hoheit des Groſsherzogs, sind zwischen der unterzeichneten Groſsherzoglichen Landesregierung und mehreren Oberbehörden der benachbarten Lande, nämlich:

1. der Königlich Sächsischen Landesregierung zu Dresden,
2. dem Herzoglich Sächsischen Justizkollegium zu Koburg,
3. dem Herzoglich Sächsischen Justizkollegium zu Gotha,
4. der Herzoglich Sächsischen Landesregierung zu Altenburg,
5. der Fürstlich Schwarzburg'schen Regierung zu Rudolstadt,
6. der Fürstlich Schwarzburg'schen Regierung zu Arnstadt,
7. der Fürstlich Reuſs-Plauischen Regierung zu Greiz, und

1829 8. der Fürstlich Reuſs-Plauischen der jüngern Linie gemeinschaftlichen Regierung zu Gera,

wegen gegenseitiger Stellung der Forstverbrecher vor das Gericht der begangenen That, Konventionen abgeschlossen worden.

Die zwischen der Königlich Sächsischen Landesregierung zu Dresden und der unterzeichneten Groſsherzoglichen Landesregierung diesfalls getroffene Uebereinkunft lautet folgender Gestalt:

§. 1. Wenn sich der Fall ereignet, daſs ein Königlich Sächsischer Unterthan in dem zum Groſsherzogthume Weimar gehörigen Territorium, oder ein Groſsherzoglich Weimarscher Unterthan im Königlich Sächsischen Gebiete ein Jagdverbrechen, innerhalb oder auſserhalb des Waldes verüben, oder auf unstreitigem Wald-Grunde und Boden, es mag derselbe im landesherrlichen oder Privat-Eigenthume sich befinden, eines Vergehens durch Holzentwendung, Beschädigung der Hölzer, Grasen, Hüthen, Moosscharren und Streureiſsen sich schuldig machen sollte, so soll ein solcher es sey eine Pfändung erfolgt oder nicht, gehalten seyn, sich auf die an ihn ergehende Ladung, in welcher er, nach der bei der vorladenden Behörde geltenden gesetzlichen Vorschrift, mit Einräumung einer bloſs vierzehntägigen Frist zu citiren ist, vor dem Amte oder dem Gerichte, unter dessen Gerichtsbarkeit er sich des Verbrechens schuldig gemacht hat zu stellen, und es sollen daselbst die begangenen Jagd- und Waldfrevel sowohl, als die bei Gelegenheit derselben, und uno actu continuo mit diesen begangenen anderen Excesse, z. B. Widersetzlichkeit bei der Pfändung, untersucht und bestraft werden.

§. 2. Damit dergleichen Verbrechen, besonders Holzdeuben, desto leichter entdeckt werden können, so soll den Forstbedienten oder den bestohlenen Eigenthümern nachgelassen bleiben, lediglich auf Anmelden bei den Dorfgerichten, oder wenn der Verbrecher an dem Orte sich befindet, an welchem die Amts- oder Gerichts-Expedition wesentlich ist, und der Beamte oder Justitiar wohnt, auf Anmelden beim Amte oder Gerichtsverwalter, ohne besondere Requisition, jedoch unter Theilnahme wenigstens einer verpflichteten Gerichtsperson, Haussuchung zu thun.

§. 3. Die Insinuation der an den Verbrecher zu 1829
erlassenden Citation, soll ohne besondere Requisition, nur gegen Vorzeigung der schriftlichen offenen Ladung, bei demjenigen Amte oder Gerichte, unter dessen Gerichtsbarkeit der Verbrecher wohnt, und auf mündliche Meldung, dafs solche insinuirt werden solle, gestattet, und dieses auf der Citation angemerkt werden. Der stellende Richter des Wohnorts hat von etwa früher vorgekommener Bestrafung des zu Stellenden das Gericht der begangenen That zu benachrichtigen.

§. 4. Was die Bestrafung der Verbrecher betrifft, so sollen zwar die im Königreiche Sachsen sich vergehenden Grofsherzoglich Sächsischen Unterthanen, nach den Königlich Sächsischen Landesgesetzen, und die Königlich Sächsischen Unterthanen, welche im Grofsherzogthume Sachsen Forst- oder Jagdverbrechen begehen, nach den dortigen Gesetzen, in der Regel bestraft werden; es soll jedoch bei einer etwa Statt findenden bedeutenden Verschiedenheit der in beiden Landen auf demselben Vergehen stehenden Strafen, da, wo die härtere Strafe eintritt, ein angemessenes Verzeichnifs zu der gelindern Strafe, welche den Verbrecher bei gleichem Vergehen nach den Gesetzen seines Wohnortes getroffen hätte, beobachtet werden.

§. 5. Nach beendigter Untersuchung wider die Forst- und Jagdverbrecher und sofort nach Eingang der deshalb mit Beifügung des konstituirten Liquid zu erlassenden Requisition, resp. zu Einbringung der Strafe, in sofern solche in Geld besteht, des Ersatzes und der Kosten, soll mit schleunigster Execution verfahren und Strafe, Ersatz und Kostenbetrag an das forum delicti commissi abgegeben werden; die Verbrecher aber, welche mit anderen als Geldstrafen belegt werden, sollen gehalten seyn, zu deren Verbüfsung auf die unmittelbar, jedoch mit Beobachtung der §. 3. vorgeschriebenen Anzeige und Meldung, an sie erlassene Aufforderung des Richters, der die Untersuchung geführt hat, ad forum delicti commissi sich zu stellen.

§. 6. Es soll auch, wenn praevia causae cognitione sich ergiebt, dafs der Verbrecher etwas nicht im Vermögen habe, von dem requirirten Richter ein gewöhnliches Attestat deshalb ertheilt, und in Ansehung

1829 der Einbringung der Kosten von Unvermögenden überhaupt, eine gröfsere Strenge, als gegen die eigenen Unterthanen beobachtet zu werden pflegt, von der requirirenden auswärtigen Behörde nicht verlangt, auch sollen die Obrigkeiten der Forst- und Jagdverbrecher nicht durch Requisitionen um executivische Beitreibung ohne Noth behelliget, und dadurch die Kosten nicht fruchtlos gehäuft werden.

§. 7. Hiernächst soll den beiderseitigen Forstbedienten zur Pflicht gemacht werden, diejenigen Verbrecher, die sie bei Verrichtungen auf ihrem Reviere in dies- oder jenseitigen Waldungen über Begehung von Wald- oder Jagdfreveln betreten dürften, bei dem Richter, unter dessen Jurisdiktion die Waldung gelegen ist, anzuzeigen.

§. 8. Diese Uebereinkunft soll vom Tage der beiderseitigen Publikation an in Kraft treten, und auf die nächstfolgenden zehen Jahre mit stillschweigender Verlängerung bis zur erfolgenden Aufkündigung, welche sodann jedem der hohen kontrahirenden Theile ein Jahr voraus freisteht, gelten.

Die zwischen unterzeichneter Landesregierung und den oben unter 2 bis 8 aufgeführten Oberbehörden bezüglich auf die Bezirke derselben, zu Stande gekommenen Konventionen stimmen unter einander völlig überein, und sind mit Ausnahme einiger Zusätze und Modifikationen, gleichen Inhalts, wie die vorstehend abgedruckte Uebereinkunft mit der Landesregierung zu Dresden.

Diese Zusätze und Modifikationen sind folgende:

im §. 1. ist, nach den Worten: "und Streureissen", noch eingeschaltet:

"oder auf sonstige Weise, nach Maafsgabe der an dem Orte der begangenen That diesfalls bestehenden Gesetzgebung";

im §. 4 ist am Schlusse beigefügt:

"Uebrigens ist bei Untersuchungen von Forst- und Jagdvergehen möglichst summarisch zu verfahren und nach den, in jedem Lande bestehenden Vorschriften für Rügesachen zu sportuliren, nach den sonst gewöhnlichen Sportel-Normen für Untersuchungssachen aber erst dann zu liquidiren, wenn das vorliegende Vergehen ausnahmsweise mit Zuchthausstrafe zu ahnden ist";

im §. 5. heifst es noch am Schlusse: 1829
"Sobald sich jedoch eine Realcitation nöthig macht, so ist solche nicht anders, als durch die hierzu requirirte ordentliche Obrigkeit vorzunehmen";
im §. 7. fallen die Worte:
"bei dem Richter, unter dessen Jurisdiktion die Waldung gelegen ist,"
ıs und es heifst statt dessen:
"bei der betreffenden Behörde".

Auf höchsten Befehl Sr. Königlichen Hoheit, des rofsherzogs, wird der Inhalt dieser, auf das ganze rofsherzogthum sich erstreckenden Konventionen zu ıdermanns Nachricht und Nachachtung, insonderheit ır genauen Befolgung von Seiten der Justiz-Unterehörden, hiermit zur öffentlichen Kunde gebracht.

Weimar, den 9ten Juli 1829.

Grofsherzoglich Sächsische Landesregierung.

VON MÜLLER.

'onvention de cartel conclu entre Autriche et le grand-duché de Bâde le 30 Juillet 1829.

'rofsherzoglich-Badisches Staats- und Regierungs-Blatt. 1830. No 4. pag. 21).

)er Unterzeichnete, Seiner Königlichen Hoheit des rofsherzogs von Baden General-Lieutenant und Geeral-Adjutant, aufserordentlicher Gesandte und beollmächtigter Minister am Kaiserlich-Königlich-Oesterichischen Hofe, ist von dem Grofsherzoge, seinem lergnädigsten Herrn, ermächtigt, Seiner Durchucht dem Herrn Fürsten von Metternich-Winneburg, einer Kaiserlich-Königlich-Apostolischen Majestät irklichen Kämmerer, geheimen Rath, Staats- und onferenz-Minister, dann Haus-Hof- und Staatsıanzler, in Folge der zwischen beiden hohen Höfen ır Befestigung der zwischen Ihnen glücklich besteenden Freundschaftsverhältnisse, und zur Beförde-

1829 rung des Vortheils der respectiven Staaten verabrede ten gegenseitigen Auslieferung der Deserteurs, nach folgende Artikel unter der Bedingung einer ganz gleich mäfsigen Beobachtung von Seiten des Kaiserthum Österreich förmlich zuzugestehen, und hiemit als fest gesetzt zu bestätigen, und zwar:

Art. I. Alle Civil- und Militär-Behörden de hohen Kontrahenten, besonders aber die Kommandante der den Grenzen zunächst befindlichen Militairposten sol len angewiesen werden, mit der sorgfältigsten Aufmerk samkeit darüber zu wachen, dafs kein Deserteur vo den Truppen des einen kontrahirenden Theils die Gre zen der Staaten des andern Theiles überschreiten, nod in selben Schutz und Zuflucht finden könne.

Art. II. Diesem zufolge sollen alle und jede i der Kavallerie, Infanterie, Artillerie, dem Fuhrwese oder irgend einem andern Zweige der Truppen de einen kontrahirenden Theiles dienenden Militair-Perso nen, ingleichen die Fourierschützen der Offiziere, wel che das Gebiet des andern kontrahirenden Theiles be treten, oder sich auf demselben befinden würden, ohn mit einem Passe, oder einer militärischen Ordre i guter und gehöriger Form versehen zu sein, auf de Stelle angehalten werden, und soll deren Auslieferung mit Waffen, Pferden, Kleidung, Rüstungsstücken, ode was man sonst bei ihnen finden möchte, oder sie zu Zeit der Entweichung mit sich genommen und ander wärts in Verwahrung gegeben haben könnten, auc dann erfolgen, wenn ein solcher Deserteur nicht eigen reklamirt werden sollte.

Wäre ein solcher Deserteur früher von den Trup pen eines andern Souverains, oder eines andern Staa tes, zwischen welchem und einem der jetzt kontrahi renden Theile ein Cartel besteht, entwichen, so ist die ser Deserteur nichtsdestoweniger an diejenigen Trup pen zurückzustellen, von welchen er zuletzt entwiche ist. Alles dieses soll gleicher Gestalt in dem Fall Statt finden, wo die Desertion von den Truppen de einen kontrahirenden Theiles zu denen des andern wenn diese auch aufserhalb ihres Vaterlandes sich be fänden, erfolgen sollte.

Art. III. Sollte es ungeachtet aller Vorsichts maafsregeln einem Deserteur gelingen, sich in di Staaten eines der hohen Kontrahenten heimlich einzu

schleichen, oder die Wachsamkeit der Behörden durch 1829
Verkleidung, oder durch Vorweisung falscher Pässe zu hintergehen, so soll er, selbst wenn er sich an einem Orte, in einer Stadt, oder einem Dorfe dieses Staates ansäfsig gemacht hätte, nichtsdestoweniger zurückgegeben und ausgeliefert werden, sobald er anerkannt, oder durch die Behörden des Staates, aus welchem er entwichen ist, reklamirt wird.

Art. IV. Von dieser Zurückstellung sind ausgenommen die Deserteurs von den Truppen des einen Staates, welche geborne Unterthanen des andern sind, in sofern sie nicht früher in demjenigen Staate, aus dessen Diensten sie desertirt, auf gesetzliche Art Staatsbürger geworden wären, indem man sich gegenseitig dahin einverstanden hat, dafs kein Theil verbunden sein soll, die eigenen Unterthanen auszuliefern, welche, nachdem sie bei den Truppen des andern Staates gedient haben, durch Entweichung in das Gebiet ihres natürlichen Souverains zurückkehren würden.

Gleichwohl sind alle von dergleichen Derserteurs mitgenommenen Dienstpferde, Armatur- und Equipagenstücke gegen Vergütung der Fütterungskosten bei den Pferden, nach den Bestimmungen des Art. V. und des allenfallsigen Boten- oder Fuhrlohns bei den Equipage- und Armaturstücken, falls diese Kosten nicht aus dem eigenen Vermögen des Deserteurs ersetzt werden können, oder derjenige, welchem sie zu vergüten kommen, sich nicht der Verhehlung des Deserteurs schuldig gemacht hätte, zurükzugeben, in deren Ermanglung ist der Ersatz dafür nach dem wahren Werth gleichfalls aus dem bereitesten Vermögen des Deserteurs, in sofern er eines besitzt, zu leisten.

Art. V. Die Verpflegung der Deserteurs von dem Augenblicke ihrer Verhaftung an bis zu jenem der Zurückstellung, wird täglich auf 4 Kreuzer Konventions-Münze im 20 fl. Fufse, oder 4 $\frac{4}{5}$tel Kreuzer im 24 fl. Fufse und 1 $\frac{3}{4}$tel Pfund Brod österreichischen, oder 2 Pfund Frankfurter Gewichts, die Ration aber auf 6 Pfund Hafer österreichischen, oder 8 Pfund Frankfurter Gewichts, 8 Pfund Heu österreichischen, oder 10 Pfund Frankfurter Gewichts, und 3 Pfund Stroh österreichischen, oder 4 Pfund Frankfurter Gewichts, festgesetzt. Die Vergütung des diesfallsigen Kostenbetrags hat von der übernehmenden Behörde,

1829 bei der Uebergabe der Deserteurs und der Pferde in klingender Silber-Münze, und hinsichtlich der Naturalien mit Inbegriff des Brodes, nach den an dem Orte der Auslieferung laufenden Marktpreisen zu geschehen.

Der Tag der Ergreifung des Deserteurs als Termin, von welchem die Verpflegung zu berechnen kommt, soll durch das von der ergreifenden Behörde aufgenommene Konstitut, welches zugleich das Nationale des ergriffenen Deserteurs möglichst genau enthalten muß, ausgewiesen werden.

Die von einem Deserteur kontrahirten Schulden können in keinem Falle die Auslieferung verhindern oder verzögern, und kann von deren Bezahlung, oder Vergütung von Seiten des reklamirenden Staates nicht die Rede seyn: wogegen aber den etwaigen Gläubigern eines Deserteurs die Geltendmachung ihrer Forderungen gegen denselben, in soferne er ein Privat-Vermögen besitzt, im gehörigen Rechtswege vorbehalten bleibt.

Art. VI. Demjenigen, welcher einen Deserteur anzeigt, oder einbringt, wird gegenseitig eine Belohnung im Gelde (Taglia) zugestanden, nämlich für einen Mann zu Fuſs 8 fl. Konventions-Münze nach dem 20 fl. Fuſse, oder 9 fl. 36 kr. nach dem 24 fl. Fuſse, für einen Kavalleristen mit dem Pferde aber 12 fl. im 20fl. Fuſse, oder 14 fl. 24 kr. im 24 fl. Fuſse, wohlverstanden, daſs die Kosten des Bewachens und des Transports in diese Summe mit eingerechnet werden müssen. Doch soll die Belohnung für die bloſse Anzeige eines Deserteurs nur in dem Falle Statt finden, wenn sie die wirkliche Ergreifung desselben zur Folge gehabt hat; auch, wenn der Deserteur an dem durch die Parthei, von welcher er desertirt ist, angezeigten Orte arretirt, und nicht durch einen Unterthan des andern Staates eingebracht wird, die Belohnung im Gelde (Taglia) nicht Statt finden.

Auſser den Verpflegungskosten und der Taglia kann unter keinem Vorwande etwas verlangt werden, und in dem Falle, daſs der Deserteur aus Unwissenheit schon bei den Truppen der Regierung, die ihn zurückzustellen hat, in Dienst genommen worden wäre, sollen nur jene Kleidungsstücke zurückbehalten werden, welche man ihm gegeben hat. Alles übrige wird, so

ie der Deserteur dem Korps, dem er angehört, in 1829
emäfsheit des zweiten Artikels zurückgestellt.

Sollten sich über den genaueren Verhalt einer bei
r Requisition eines Deserteurs angegebenen Thatsache
weifel ergeben, so sollen diese keinesweges zum Vor-
ande dienen, um die Auslieferung des Deserteurs zu
erweigern; zur Verhinderung jedes Irrthums wird
on den Militair- und Civil-Behörden ein Protokoll
ufgenommen, und dieses sogleich mit dem Deserteur
ingeschickt, eine Abschrift davon aber derjenigen Re-
ierung, an welche die Auslieferung zu geschehen hat,
itgetheilt werden; mit der Bestrafung des Deserteurs
ird indessen bis zur vollständigen Aufklärung des
weifels inne gehalten.

Art. VII. In Ansehung derjenigen auszuliefern-
en Deserteurs, welche während ihrer Entweichung
in Verbrechen verübt, wird hiermit festgesetzt, dafs
lle von ihnen begangenen Verbrechen in demjenigen
ande, wo sie begangen wurden, zu untersuchen,
nd den dortigen Gesetzen gemäfs zu bestrafen seyen.

Hätte ein Deserteur in dem andern Lande ein
robes Verbrechen, z. B. Mord, Raub, oder jedes an-
ere begangen, worauf die Todes- oder ewige Ge-
ängnifsstrafe steht, so fällt die Auslieferung weg.

Hat derselbe ein minderes Verbrechen begangen,
o wird er nach überstandener Strafe ausgeliefert, und
ür die Zeit, da er in Untersuchung, oder im Gefäng-
ifs gewesen ist, werden keine Unterhaltskosten vergü-
et. Jedenfalls wird, wenn der Deserteur in Untersu-
hung befangen ist, davon gleich Nachricht ertheilt,
nd sollen, wenn in der Folge dessen Auslieferung
intritt, zugleich die denselben betreffenden Untersu-
chungs-Akten, entweder im Original, oder auszugs-
weise, und in beglaubigter Abschrift übergeben wer-
den, damit ermessen werden könne, ob ein dergglei-
chen Deserteur noch zum Militairdienste geeignet sey,
oder nicht.

Ein Pferd oder andere Effekten, welche ein sol-
cher Deserteur mitgenommen, werden in beiden Fällen
sogleich ausgeliefert.

Art. VIII. Für den Fall einer Auslieferung von
Deserteurs, so wie einer zugleich zu bewerkstelligen-
den Zurückgabe von Effekten und Pferden sollen von
Seiten Badens die Oesterreichischen Deserteurs in Bre-

1829 genz und Mainz abgeliefert, die Badischen Deserteu
aber in Konstanz und Mannheim übernommen werd

Der ausliefernde Kommandant stellt seinerseits d
übernehmenden Kommandanten eine Quittung über
erfolgte Bezahlung der oben in den Artikeln V.
VI. festgesetzten Kosten und Auslagen aus, wog
ihm dieser Letztere für den überlieferten Dese
eine Bescheinigung, welche im Falle der Zurück
von Effekten und Pferden auf dieselben auszud
ist, übergiebt.

Art. IX. Gleicherweise sollen die Dienstleute
Offiziere des einen Staates, welche nicht wie d
Art. II. benannten Fourierschützen, zum Militair
gehören, oder bei den Regimentern wirklich in
Listen geführt werden, wenn sie nach einem be
genen Verbrechen bei den Truppen des andern St
Dienste nehmen, oder auf dessen Gebiet entwich
nebst den etwa mitgenommenen Pferden und Eff
gegen Vergütung der im Art. V. bestimmten Ver
gungskosten, auf vorgängige Reklamation ausgeli
werden.

Art. X. Ein jeder Offizier der Truppen de
nen Staates, welcher sich beigehen lassen wü
durch List oder Gewalt ein zu dem Militairdienste
andern Staates gehöriges Individuum zur Desertion
verleiten, oder anzuwerben, oder einen Deserteur wi
sentlich anzunehmen, und beizubehalten, oder zu se
ner Verhehlung beizutragen, und seine Entweichung
zu befördern, oder ihn nach weiter rückwärts liegen-
den Provinzen zu schaffen, soll mit zweimonatlichen
Arreste bestraft, und jedes andere Individuum, wel-
ches sich der wissentlichen Verhehlung eines Deser-
teurs und der Beförderung der Flucht desselben
schuldig macht, nach seinem Stande zu einer körper-
lichen oder Geldstrafe verurtheilt werden.

Art. XI. Allen Unterthanen der kontrahirende
Theile soll untersagt werden, den Deserteurs von de
gegenseitigen Truppen irgend etwas von Kleidungs-
oder Rüstungstücken, Pferde, Waffen oder dergle-
chen abzukaufen.

Diese Effekten sind überall, wo man sie findet
als gestohlenes Gut wegzunehmen, und dem Regiment
oder Korps zurückzustellen, von welchem der Deser-
teur entwichen ist. Derjenige, welcher sie gekauft

, kann auf keine Entschädigung Anspruch machen, 1829
wenn sie nicht in Natura wieder gefunden werden,
hat der Käufer den Werth derselben in gangbarer
nze zu erstatten, auch wenn bewiesen wird, dafs er
entlich von einem Deserteur gekauft habe, noch
erdem wegen Uebertretung des Verbotes einer den
etzen gemäfsen Strafe zu unterliegen.

Art. XII. Alle, rücksichtlich der Auslieferung
Deserteurs festgesetzten Bestimmungen werden
it ausdrücklich auf die flüchtigen Militairpflichti-
ausgedehnt, und, soweit sie auf die Letzteren
dbar sind, vorkommenden Falls in Vollzug ge-
In dieser Beziehung werden die gesicherten
ngen getroffen werden, damit
an der Grenze des einen Staates ohne legale
ligung und vorschriftsmäfsigen Pafs erschei-
en, nicht zum Militair gehörigen männlichen
rthanen des andern Staates, ohne weiters zurück
r Vaterland gewiesen werden.
en die mit legalen Bewilligungen und vorschrifts-
igen Pässen in dem Gebiete des andern Staates
ndlichen Unterthanen, wenn sie zur Militairdienst-
tung in der Linie, Reserve, oder Landwehr
Bestimmung erhalten, auf die vorgängige Re-
mirung ihrer vorgesetzten Behörden in ihr Vater-
l zurückgeschickt, so wie
Unterthanen des einen Staates, welche sich dar-
nicht genügend ausweisen können, dafs sie in
n Vaterlande der Militärpflicht nicht mehr unter-
n, zu keiner Art der Militärdienstleistung in dem
rn Staate angeworben werden.

ich versprechen Seine Königliche Hoheit der
erzog ausdrücklich, allen Ihren Behörden, die
eht, deshalb die nöthigen Befehle zu ertheilen,
gangenen Reklamationen in solchen Fällen auf
leunigste zu entsprechen, und alle diejenigen
eiten, welche sich eine Nachlässigkeit zu Schul-
mmen lassen, so wie auch diejenigen Ihrer Un-
en, welche die Pafslosen oder Reklamirten bei
erbergen, oder ihre weitere Flucht befördern,
e ihrem Vergehen angemessene Art zu bestrafen.

rt. XIII. Gegenwärtige Uebereinkunft soll für
kunft immer von fünf zu fünf Jahren in so lange

1829 fortgesetzt angesehen werden, bis nicht vor jemahligem Ablauf dieser Frist von einem oder dem andern kontrahirenden Theile eine entgegengesetzte Aeufserung erfolgt.

Uebrigens versteht es sich von selbst, dafs in dem Falle, wenn in der Folge allgemeine Cartels-Vorschriften für sämmtliche Deutsche Bundes-Staaten zu Stande kommen sollten, diese auch statt der gegenwärtigen Uebereinkunft zu gelten haben, und dadurch deren Stipulationen als erloschen zu betrachten seyn werden, es wäre denn, dafs man sich über die Beobachtung einzelner, den allgemeinen Vorschriften nicht widersprechenden Stipulationen nachträglich vereinigt.

Art. XIV. Seine Königliche Hoheit der Grofherzog werden die in gegenwärtiger Erklärung enthaltenen Punkte förmlich ratificiren, damit diese Ratifikation binnen 8 Wochen vom Tage der Unterzeichnung, oder wo möglich noch früher, gegen jene Seiner Kaiserlich Königlich Apostolischen Majestät ausgewechselt werde. Nach erfolgter Ratifikationsauswechslung soll diese Uebereinkunft, damit Niemand sich diesfalls mit Unwissenheit entschuldigen könne, in den beiderseitigen Staaten auf die gewöhnliche Weise zur öffentlichen Kenntnifs gebracht, und zugleich auch allen Unterthanen, insbesondere aber allen Militär- und Civilbeamten und andern Vorgesetzten befohlen werden, darauf zu halten, dafs dieselbe nach ihrem vollen Umfange und Inhalte vollzogen werde.

Urkund dessen ist gegenwärtige Erklärung von mir dem Grofsherzoglich Badischen General-Lieutenant, aufserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister eigenhändig unterschrieben, und mit meinem Siegel bekräftigt worden, um gegen eine ganz gleichförmige Erklärung Seiner Durchlaucht des Kaiserlich Königlichen Herrn Haus-, Hof-, und Staats-Kanzlers, Fürsten von Metternich, Namens seines Hofes, ausgewechselt zu werden.

So geschehen Wien den 30ten Juli 1829.

(L. S.) *Freiherr* von Tettenborn.

(Cette convention a été ratifiée et les ratifications ont été échangées le 6 Décembre 1829.)

26.

Traité de paix entre la Russie et Porte Ottomane signé à Andrinople le 2/14 Septembre 1829.

1829

(*Journal de Francfort* 1829. No. 293).

Au nom du Tout-Puissant.

Sa Majesté Impériale le très-haut et très-puissant Empereur et Autocrate de toutes les Russies et Sa Hautesse le très-haut et très-puissant Empereur des Ottomans, animés d'un égal désir de mettre un terme aux calamités de la guerre et de rétablir sur des bases solides et immuables la paix, l'amitié et la bonne harmonie entre leurs empires, ont résolu d'un commun accord de confier cette oeuvre salutaire aux soins et à la direction de leurs plénipotentiaires respectifs, c'est-à-dire S. M. I. de toutes les Russies au très-illustre et très-excellent comte Diebitsch etc. etc. lequel, en vertu des pleins-pouvoirs suprêmes, dont il est muni, a délégué et nommé comme plénipotentiaire de la part de la cour impériale de Russie, les très-excellens et très-honorables comte Alexis Orloff etc., et comte Frédéric Pahlen, et S. M. l'Empereur des Ottomans, les très-excellens et très-honorables Méhemmed Sadick-Effendi, actuel Grand-Defterdar de la S. Porte Ottomane, et Abdul Kadir-Bey, Cazi Asker d'Anatolie, lesquels s'étant assemblés en la ville d'Andrinople, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, sont convenus des articles suivans:

Art. Ier. Toute inimitié et tout différend, qui ont subsisté jusqu'à présent entre les deux empires cesseront à dater de ce jour, tant sur terre que sur mer, et il y aura à perpétuité paix, amitié et bonne intelligence entre S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies et S. H. l'Empereur et Padischah des Ottomans, leurs héritiers et successeurs au trône, ainsi qu'entre leurs empires. Les deux hautes parties contractantes apporteront une attention particulière à prévenir tout ce qui pourroit faire renaître la mésintelligence entre leurs sujets respectifs. Elles rempliront

1829 scrupuleusement toutes les conditions du présent t de paix, et veilleront de même à ce qu'il n'y soit trevenu d'aucune manière directe ou indirecte.

Art. II. S. M. l'Empereur et Padischah de les Russies, voulant donner à S. H. l'Empere Padischah des Ottomans un témoignage de la rité de ses dispositions amicales, restitue à la S. principauté de Moldavie avec les limites qu'elle avant le commencement de la guerre, à laque présent traité vient de mettre un terme. S. M. stitue également la principauté de Valachie, le de Crajova sans exception quelconque, la Bulgar le pays de Dobridgé depuis le Danube jusqu'à la avec Silistrie, Hirsova, Matchin, Isaktscha, Toulta Babadag, Bazardschick, Varna, Pravody et a villes, bourgs et villages qu'il renferme, toute l'é due du Balkan depuis Eminé-Bournou jusqu'à Ka et tout le pays depuis les Balkans jusqu'à la mer No avec Slimna, Tschamboly, Aida, Karnabat, Miss ria, Okhioly, Burgas, Sizépolis, Kirk-Klissi, la d'Andrinople, Lulé-Burgas et enfin toutes les v bourgs et villages, et en général tous les endroits les troupes russes ont occupés en Romélie.

Art. III. Le Pruth continuera à former la li des deux empires, du point où cette rivière touch e territoire de la Moldavie jusqu'à son confluent avec Danube. De cet endroit la ligne des frontières suiv le cours du Danube jusqu'à l'embouchure de St.-Geo ges, de sorte qu'en laissant toutes les isles formé par les différens bras de ce fleuve en possession de Russie, la rive droite en restera comme par le pas à la Porte Ottomane. Il est convenu néanmoins q cette rive droite, à partir du point où le bras de St Georges se sépare de celui de Souliméh, demeure inhabitée à la distance de deux heures de ce fleu et qu'il n'y sera formé d'établissement d'aucune espè et que de même sur les isles qui resteront en posse sion de la cour de Russie, à l'exception des quara taines qui y seront établies, il ne sera permis d'y fai aucun autre établissement, ni fortification. Les bâ mens marchands des deux puissances auront la facul de naviguer sur le Danube, dans tout son cours, ceux portant le pavillon Ottoman pourront entrer libr ment dans les embouchures de Vili et de Souliné, cel

de Saint-Georges demeurera commune aux pavillons 1829
de guerre et marchands des deux puissances contractantes. Mais les vaisseaux de guerre russes ne pourront, en remontant le Danube, dépasser l'endroit de la jonction avec le Pruth.

Art. IV. La Géorgie, l'Imériti, la Mingrélie, le Gouriel et plusieurs autres provinces du Caucase se trouvant réunies depuis de longues années et à perpétuité à l'Empire de Russie, et cet Empire ayant en outre par le traité conclu avec la Perse à Touramantchai, le 10 février 1828, acquis les Khanats d'Erivan et de Nakhitchévan, les deux hautes puissances contractantes ont reconnu la nécessité d'établir entre leurs états respectifs, sur toute cette ligne, une frontière bien déterminée et propre à prévenir toute discussion future. Elles ont pris également en considération les moyens propres à opposer des obstacles insurmontables aux incursions et aux brigandages qu'avoient exercés jusqu'à ces peuplades limitrophes, et qui ont si souvent troublé les rapports d'amitié et de bon voisinage entre les deux Empires. En conséquence il a été convenu de reconnoître désormais pour frontière entre les possessions de la cour impériale de Russie et ceux de la Sublime Porte Ottomane en Asie, la ligne qui, en suivant la limite actuelle du Gouriel, depuis la mer Noire, jusqu'à la limite de l'Imériti et de là dans la direction la plus droite jusqu'au point de réunion des frontières des pachaliks d'Akhaltzik et de Kars avec celles de la Géorgie, laissant de cette manière au Nord et en deçà de cette ligne, la ville d'Akhaltzik et le fort d'Akhalkalaki, à une distance qui ne seroit pas moindre de deux heures. Tous les pays situés au sud et à l'ouest de cette ligne de démarcation vers les pachaliks de Kars et de Trébisonde, avec la majeure partie du pachalik d'Akhaltzik, resteront à perpétuité sous la domination de la Sublime Porte, tandis que ceux qui sont situés au Nord et à l'Est de la dite ligne vers la Géorgie, l'Imériti et le Gouriel, aussi bien que tout le littoral de la mer Noire, depuis l'embouchure du Kouban jusqu'au port de St.-Nicolas inclusivement, demeureront à perpétuité sous la domination de l'Empire de Russie. En conséquence la cour impériale de Russie rend et restitue à la Sublime Porte le restant du pachalik d'Akhaltzik, la ville et le pachalik de Kars,

1829 la ville et le pachalik de Bayazid, la ville et le pa
lik d'Erzerum, ainsi que tous les endroits occupé
les troupes russes, et qui se trouvent hors de la
ci-dessus indiquée.

Art. V. Les principautés de Moldavie et d
lachie s'étant, par suite d'une capitulation, p
sous la suzéraineté de la Sublime Porte, et la
sie ayant garanti leur prospérité, il est entendu
les conserveront tous les privilèges et immunit
leur ont été accordés, soit par leurs capitulation
par les traités conclus entre les deux Empires,
les hatti-chérifs émanés en divers tems. En
quence elles jouiront du libre exercice de leur
d'une sûreté parfaite, d'une administration na
indépendante et d'une pleine liberté de commerc
clauses additionnelles aux stipulations antécédent
gées nécessaires pour assurer à ces deux pr
la jouissance de leurs droits, sont consignées
l'acte séparé ci-joint, qui est et sera considéré c
faisant partie intégrante du présent traité.

Art. VI. Les circonstances survenues dep
conclusion de la convention d'Ackerman, n'aya
permis à la Sublime Porte de s'occuper imm
ment de la mise à exécution des clauses de l'ac
paré, relatif à la Servie et annexé à l'article V
dite convention, elle s'engage de la manière l
solennelle à les remplir sans le moindre délai e
la plus scrupuleuse exactitude, et à procéder no
ment à la restitution immédiate des six districts dé
de la Servie, de manière à assurer pour touj
tranquillité et le bien-être de cette nation fidèle e
mise. Le Firman revêtu du hatti-chérif qui ordo
l'exécution des susdites clauses, sera délivré et o
lement communiqué à la cour impériale de R
dans le terme d'un mois, à dater de la signatu
présent traité de paix.

Art. VII. Les sujets russes jouiront dans
l'étendue de l'empire ottoman, tant sur terre qu
mer, de la pleine et entière liberté de commerce que
assurent les traités, conclus antérieurement ent
deux hautes puissances contractantes. Il ne sera
aucune atteinte à cette liberté de commerce, e
ne pourra être gênée dans aucun cas, ni sous a
prétexte, par une prohibition ou restriction quelco

r suite d'aucun règlement ou mesure soit d'admi- 1829
tion soit de législation intérieure. Les sujets,
ens et marchandises russes seront à l'abri de
violence et de toute chicane: les premiers de-
eront sous la juridiction et police exclusive du
re et des consuls de Russie, les bâtimens rus-
e seront jamais soumis à aucune visite de bord
nque de la part des autorités ottomanes, ni en
mer, ni dans aucun des ports ou rades sou-
la domination de la S. Porte, et toute mar-
se ou denrée appartenant à un sujet russe,
avoir acquitté les droits de douane réglés par
ifs, pourra être librement vendue, déposée à
dans les magasins du propriétaire ou consigna-
ou bien transportée sur un autre bâtiment, de
ie nation que ce puisse être, sans que le sujet
ait besoin dans ce cas d'en donner avis aux au-
locales et encore moins de leur en demander
mission. Il est expressément convenu que les
rovenant de Russie jouiront de ces mêmes privi-
et que leur libre transit ne souffrira jamais et
ucun prétexte la moindre difficulté ou empêche-
La S. Porte s'engage en outre à veiller soig-
nent à ce que le commerce et la navigation de
Noire en particulier, ne puissent éprouver au-
entrave de quelque nature que ce soit. A cet
elle reconnoit et déclare le passage du canal
nstantinople et du détroit des Dardanelles entiè-
libre et ouvert aux bâtimens russes sous pavil-
archand, chargés ou sur lest, soit qu'ils vien-
le la mer Noire pour entrer dans la Méditerra-
oit que venant de la Méditerranée ils veuillent
dans la mer Noire. Ces navires, pourvû pu'ils
des bâtimens marchands, de quelque grandeur
quelque portée qu'ils puissent être, ne seront
à aucun empêchement, ou vexation quelcon-
si qu'il a été réglé ci-dessus. Les deux cours
lront sur les moyens les plus propres à préve-
it retard dans la délivrance des expéditions né-
es. En vertu du même principe le passage du
e Constantinople et du détroit des Dardanelles est
libre et ouvert à tous les bâtimens marchands des
ces qui se trouvent en état de paix avecla Su-
Porte, soit qu'ils aillent dans les ports russes de

1829 la mer Noire, ou qu'ils en viennent chargés ou sur
aux mêmes conditions qui sont stipulées pour les n
sous pavillon russe.

Enfin la Sublime Porte reconnoissant à la
impériale de Russie le droit de s'assurer des g
ties de cette pleine liberté de commerce et de na
tion dans la mer Noire, déclare solennellement
n'y sera jamais, et sous aucun prétexte quelco
apporté de sa part le moindre obstacle. Elle pr
surtout de ne jamais se permettre dorénavant d'a
ou de retenir les bâtimens chargés ou sur lest
russes, soit appartenant à des nations avec lesq
l'empire ottoman ne seroit pas en état de guerre
clarée, et passant par le canal de Constantinop
le détroit des Dardanelles pour se rendre de la
Noire dans la Méditerranée, ou de la Méditer
dans les ports russes de la mer Noire. Et si, ce
Dieu ne plaise, quelqu'une des stipulations conte
dans le présent article venoit à être enfreinte,
que les réclamations du ministre de Russie à ce
obtinssent une pleine et prompte satisfaction, la S
me Porte reconnoit d'avance à la cour impériale
Russie, le droit de considérer une pareille infra
comme un acte d'hostilité et d'user immédiatemen
représailles envers l'empire ottoman.

Art. VIII. Les arrangemens précédemment
pulés par l'art. VI de la convention d'Ackerman, à
fet de régler et de liquider les réclamations des s
et négocians respectifs, relativement à l'indemnité
pertes essuyées à diverses époques de la guerre
1806, n'ayant pas reçu leur accomplissement,
commerce russe ayant, depuis la conclusion
convention précitée d'Ackerman, éprouvé de
veaux dommages considérables par suite des
sures adoptées touchant la navigation du Bosp
il est convenu et arrêté que la Porte Ottomane
réparation de ces dommages et pertes, payera
cour impériale de Russie, dans le courant de
huit mois, à des termes qui seront réglés ultéri
ment, la somme d'un million cinq-cent mille d
d'Hollande, en sorte que l'acquittement de cette so
mettra fin à toute réclamation ou prétention réc
que des deux puissances contractantes du chef
circonstances mentionnées ci-dessus.

Art. IX. La prolongation de la guerre, à laquelle 1829
le présent traité de paix met heureusement fin, ayant occasionné à la cour impériale de Russie des dépenses considérables, la S. P. reconnoît la nécessité de lui offrir une indemnité convenable. C'est pourquoi, indépendamment de la cession d'une petite portion de territoire en Asie, stipulée dans l'art. IV, que la cour de Russie consent à recevoir à compte de la dite indemnité, la S. P. s'engage à lui payer une somme d'argent dont la quotité sera réglée d'un commun accord.

Art. X. La Sublime Porte en déclarant son entière adhésion aux stipulations du traité conclu à Londres le 21 juin (6 juillet) 1827 entre la Russie, la Grande-Bretagne et la France, accède également à l'acte arrêté le 10 (22) mars 1829, d'un commun accord entre ces mêmes puissances, sur la base du dit traité contenant les arrangemens de détails relatifs à son exécution définitive. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité de paix, la Sublime Porte nommera des plénipotentiaires pour convenir avec ceux de la cour impériale de Russie et des cours d'Angleterre et de France, de la mise à exécution des dites stipulations et arrangemens.

Art. XI. Immédiatement après la signature du présent traité de paix entre les deux empires et l'échange des ratifications des deux souverains, la Sublime Porte prendra les mesures nécessaires pour la prompte et scrupuleuse exécution des stipulations qu'il renferme, et nommément des articles III et IV, relatifs aux limites qui doivent séparer les deux empires, tant en Europe qu'en Asie, des articles V et VI concernant les principautés de Moldavie et de Valachie, ainsi que la Servie, et du moment où ces différens articles pourront être considérés comme ayant été exécutés, la cour impériale de Russie procédera à l'évacuation du territoire de l'empire ottoman, conformément aux bases établies par un acte séparé, qui fait partie intégrante du présent traité de paix. Jusqu'à entière évacuation des pays occupés, l'administration et l'ordre de choses qui y sont établis actuellement, sous l'influence de la cour impériale de Russie, seront maintenues et la Sublime Porte Ottomane ne pourra y intervenir d'aucune manière.

1829 Art. XII. Aussitôt après la signature du présent traité de paix, il sera donné des ordres aux commandans des troupes respectives, tant sur terre que sur mer, pour faire cesser les hostilités. Celles qui auront été commises après la signature du présent traité seront considérées comme non avenues, et n'apporteront aucun changement aux stipulations qu'il renferme. De même tout ce qui dans cet intervalle aura été conquis par les troupes de l'une ou de l'autre des hautes puissances contractantes, sera restitué sans le moindre délai.

Art. XIII. Les hautes puissances contractantes, en rétablissant entre elles les rapports d'une amitié sincère, accordent un pardon général et une amnistie pleine et entière à tous ceux de leurs sujets, de quelque condition qu'ils puissent être, qui pendant le cours de la guerre heureusement terminée aujourd'hui auroient pris part aux opérations militaires, ou manifesté soit par leur conduite, soit par leurs opinions, leur attachement à l'une ou l'autre des deux puissances contractantes.

En conséquence, aucun de ces individus ne sera inquiété ou poursuivi, ni pour sa personne, ni dans ses biens à cause de sa conduite passée, et chacune d'eux recouvrant les propriétés qu'il possédoit auparavant, en aura la paisible jouissance sous la protection des lois, ou bien sera libre de s'en défaire dans l'espace de 18 mois pour se transporter avec sa famille et ses biens meubles dans tels pays qu'il lui plaira de choisir, sans essuyer de vexations ni d'entraves quelconques.

Il sera en outre accordé aux sujets respectifs établis dans les pays restitués à la Sublime Porte ou cédés à la cour impériale de Russie, le même terme de dix-huit mois, à compter de l'échange des ratifications du présent traité de paix, pour disposer, s'ils le jugent convenable, de leurs propriétés acquises, soit avant, soit depuis la guerre, et se retirer avec leurs capitaux et leurs biens meubles des états de l'une des puissances contractantes dans ceux de l'autre et réciproquement.

Art. XIV. Tous les prisonniers de guerre, de quelque nation, condition et sexe qu'ils soient, qui se trouvent dans les deux empires, doivent aussitôt après

l'échange des ratifications du présent traité de paix, 1829
être délivrés et rendus sans la moindre rançon ou paiement. Sont exceptés les chrétiens qui ont embrassé de leur plein gré la religion mahométane, dans les états de la Sublime Porte et les mahométans, qui également de leur plein gré ont embrassé la religion chrétienne dans les états de l'empire de Russie.

On en agira de même à l'égard des sujets russes qui, après la signature du présent traité de paix, seroient d'une manière quelconque tombés en captivité et se trouveroient dans les états de la Sublime Porte. La cour impériale de Russie promet de son côté d'en user de la même manière, envers les sujets de la Sublime Porte.

Il ne sera point exigé de remboursement des sommes qui ont été employées par les deux hautes parties contractantes à l'entretien des prisonniers. Chacune d'elles les pourvoira de tout ce qui leur sera nécessaire pour leur voyage jusqu'à la frontière où ils seront échangés par des commissaires nommés de part et d'autre.

Art. XV. Tous les traités, conventions et stipulations arrêtés et conclus à différentes époques entre la cour impériale de Russie et la Sublime Porte Ottomane, sauf les articles auxquels il a été dérogé par le présent traité de paix, sont confirmés dans toute leur force et valeur, et les deux hautes parties contractantes s'engagent à les observer religieusement et inviolablement.

Art. XVI. Le présent traité de paix sera ratifié par les deux hautes cours contractantes, et l'échange des ratifications entre les plénipotentiaires respectifs aura lieu dans l'espace de six semaines ou plus tôt si faire se pourra.

Le présent instrument de paix, contenant seize articles et auquel il sera mis la dernière main par l'échange des ratifications respectives dans le terme stipulé, a été en vertu de nos pleins pouvoirs, signé et scellé par nous et échangé contre un autre pareil, signé par les plénipotentiaires susmentionnés de la Sublime Porte Ottomane et muni de leurs sceaux.

Fait à Andrinople, le 2 septembre 1829.

(Signés à l'original remis aux plénipotentiaires turcs,)

Le Comte Alexis Orloff.

Le Comte F. de Pahlen.

27.

1829 *Traité séparé entre la Russie et la Porte relatif aux principautés de Moldavie et de Valachie, signé à Andrinople le $\frac{2}{14}$ Septembre* 1829.

(*Journal de Francfort* 1829 No. 295).

Au Nom de Dieu Tout-Puissant.

Les deux hautes puissances contractantes, en confirmant tout ce qui a été stipulé par l'acte séparé de la convention d'Ackerman, relativement au mode d'élection des Hospodars de Moldavie et de Valachie, ont reconnu la nécessité de donner à l'administration de ces provinces une base plus stable et plus conforme aux véritables intérêts des deux pays. A cet, il a effet été convenu et réglé définitivement que la durée du gouvernement des Hospodars ne seroit plus bornée à sept ans, comme par le passé, mais qu'ils seroient dorénavant investis de cette dignité *à vie*, sauf les cas d'abdication volontaire ou de destitution pour cause de délits, prévus par le dit acte séparé.

Les Hospodars régleront librement toutes les affaires intérieures de leurs provinces en consultant leurs Divans respectifs, sans pouvoir porter néanmoins aucune atteinte aux droits garantis aux deux pays par les hatti-schérifs, et ne seront troublés dans leur administration intérieure par aucun ordre contraire à ces droits.

La Sublime Porte promet et s'engage de veiller scrupuleusement à ce que les privilèges accordés à la Moldavie et à la Valachie ne soient d'aucune manière enfreints par ses commandans limitrophes, de ne souffrir aucune ingérence de leur part dans les affaires des deux provinces et d'empêcher toute incursion des riverains de la rive droite du Danube sur le territoire Valaque ou Moldave. Seront considérées comme faisant partie intégrante de ce territoire, toutes les isles attenantes à la rive gauche du Danube, et le chenal (*Thalweg*) de ce fleuve formera la limite des deux

ncipautés, depuis son entrée dans les états otto- 1829
ıns jusqu'à son confluent avec le Pruth.

Pour mieux assurer l'inviolabilité du territoire Mol-
ve et Valaque, la S. P. s'engage à ne conserver
cun point fortifié, à ne tolérer aucun établissement
elconque de ses sujets Musulmans sur la rive gau-
e du Danube. En conséquence, il est invariable-
ent arrêté, que sur toute cette rive dans la grande
petite Valachie comme aussi en Moldavie, aucun
ahométan ne pourra jamais avoir son domicile et que
n y admettra les seuls marchands, munis de firmans,
i viendront acheter pour leur propre compte dans
s principautés les denrées nécessaires pour la con-
mmation de Constantinople, ou d'autres objets.

Les villes turques situées sur la rive gauche du
anube seront, ainsi que leurs territoires (*rajahs*),
stituées à la Valachie pour être désormais réunies à
tte principauté, et les fortifications existantes auparа-
nt sur cette rive ne pourront jamais être rétablies.
s Musulmans qui possèdent des biens-fonds non
urpés sur des particuliers, soit dans ces mêmes vil-
s, soit sur tout autre point de la rive gauche du
anube, seront tenus de les vendre aux indigènes
ns l'espace de dix-huit mois.

Le gouvernement des deux principautés jouissant
tous les privilèges d'une administration intérieure
lépendente, pourra librement établir des cordons
nitaires et des quarantaines le long du Danube et
leurs dans le pays, où il en sera besoin, sans que
s étrangers qui y arrivent, tant Musulmans que Chré-
ns, puissent se dispenser de l'exacte observation
s règlemens sanitaires. Pour le service des quaran-
ines, aussi bien que pour veiller à la sûreté des fron-
ères, au maintien du bon ordre dans les villes et
mpagnes et à l'exécution des lois et règlemens, le
ouvernement de chaque principauté pourra entretenir
nombre de gardes armés, strictement nécessaire
our ces diverses fonctions. Le nombre et l'entre-
en de cette milice seront réglés par les Hospodars
e concert avec leurs Divans respectifs, en se basant
ur les anciens exemples.

La S. P. animée du désir sincère de procurer aux
eux principautés tout le bien-être dont elles peuvent
ouir, et informée des abus et des vexations qui s'y

1829 commettent à l'occasion des diverses fournitures exigées pour la consommation de Constantinople, l'approvisionnement des forteresses situées sur le Danube et les besoins de l'arsenal, leur fait un abandon plein et entier de son droit à cet égard. En conséquence, la Valachie et la Moldavie seront pour toujours dispensées de fournir les grains et autres denrées, les moutons et les bois de construction qu'elles étoient tenues de livrer précédemment.

Il ne sera de même requis de ces provinces en aucun cas, des ouvriers pour les travaux des forteresses, ni aucune autre corvée de quelque nature que ce soit. Mais afin de dédommager le trésor impérial des pertes que cet abandon total de ses droits pourroit lui faire éprouver, indépendamment du tribut annuel que les deux principautés doivent payer à la S. P. sous les dénominations de Karatsch, de Idiyé et de Bekiabyé (selon la teneur des hatti-schérifs de 1802), la Moldavie et la Valachie paieront chacune annuellement à la S. P., par forme de compensation une somme d'argent dont la quotité sera déterminée ultérieurement d'un commun accord. En outre à chaque renouvellement des hospodars, par le décès, l'abdication ou la destitution légale des titulaires, la principauté où le cas viendroit à écheoir, sera tenue de payer à la S. P. une somme équivalente au tribut annuel de la province établi par les hatti-scherifs. Ces sommes exceptées, il ne sera jamais exigé du pays ni des hospodars aucun autre tribut, redevance ou cadeau, sous quelque prétexte que ce puisse être.

En vertu de l'abolissement des fournitures ci-dessus spécifiées, les habitans des principautés jouiront de la pleine liberté de commeree pour toutes les productions de leur sol et de leur industrie (stipulées par l'acte séparé de la convention d'Ackerman) sans aucunes restrictions, hormis celles que les hospodars, de concert avec leurs divans respectifs, jugeront indispensable d'établir afin d'assurer l'approvisionnement du pays. Ils pourront naviguer librement sur le Danube avec leurs propres bâtimens, munis de passeports de leur gouvernement, et aller commercer dans les autres villes ou ports de la S. P., sans être molestés par les percepteurs du Karatsch, ni exposés à aucune autre vexation.

De plus la S. P., considérant toutes les calami- 1829
s que la Moldavie et la Valachie ont eu à supporter,
t mue par un sentiment d'humanité tout particulier,
onsent à exempter les habitans de ces provinces, pour
espace de deux ans, à compter du jour où les prin-
ipautés auront été entièrement évacuées par les trou-
es russes, du paiement des impôts annuels versés
lans son trésor.

Enfin la S. P. désirant assurer de toutes les ma-
ières le bien-être futur des deux principautés, s'en-
age solennement à confirmer les règlemens admini-
tratifs, qui, durant l'occupation de ces deux provin-
es par les armées de la cour impériale, ont été faits
l'après le voeu exprimé par les assemblées des plus no-
ables habitans du pays, et qui devront à l'avenir ser-
ir de bases pour régime intérieur des deux provinces,
n tant bien entendu que les dits règlemens ne porte-
oient aucune atteinte aux droits de souveraineté de
a S. P.

C'est pourquoi, nous soussignés plénipotentiaires
le S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Rus-
sies, de concert avec les plénipotentiaires de la S. P.
ottomane, avons arrêté et réglé à l'égard de la Molda-
vie et de la Valachie les points ci-dessus, lesquels sont
la conséquence de l'article V du traité de paix conclu
à Andrinople entre nous et les plénipotentiaires otto-
mans. En conséquence, le présent acte séparé a été
rédigé, muni de nos cachets et de nos signatures et
délivré entre les mains des plénipotentiaires de la S. P.

Fait à Andrinople, le 2 (14) septembre 1829.

(*Signés à l'original remis aux plénipotentiaires turcs,*)

Le Comte Alexis Orloff.
Le Comte F. de Pahlen.

Confirmé à l'original par le comte Diebitsch Zabalkansky, général en chef de la 2e armée.

28.

1829 *Convention entre la Hesse électorale et le duché de Nassau concernant le commerce entre les baillages de Dorheim et de Reichelsheim, publiée à Cassel le 25 Septembre 1829.*

(*Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen.* 1829. No. VII. p. 69. *Verordnungsblatt des Herzogthums Nassau* 1829. No. II. pag. 69.)

Nachdem Seine Königliche Hoheit der Kurfürst und Seine Durchlaucht der Herzog von Nassau geruhet haben, den Einwohnern des Amtes Dorheim und des Amtes Reichelsheim gegenseitig vorerst bis zum Schlusse des Jahres 1834 gewisse Erleichterungen des Verkehrs zu Theil werden zu lassen; so werden die deshalbigen Verabredungen hierdurch zur öffentlichen Kunde gebracht, wie folgt:

1. Die beiderseitigen Regierungen gestatten in besagten beiden Aemtern den zollfreien Durchgang der Gegenstände und Waaren jeder Art, welche entweder zum Verbrauch eines Amts durch das andere eingeführt, oder aus einem derselben durch das andere in das Ausland ausgeführt werden.
2. Zwischen den genannten beiden Aemtern findet ein freier Verkehr in der Art Statt, dafs Gegenstände und Waaren jeder Art, in so weit deren Vertrieb gesetzlich frei ist, aus einem Amt in das andere ungehindert übergehen und irgend Lizent- oder Zoll-Abgaben davon nicht erhoben werden. Die etwa nöthig scheinenden näheren Bestimmungen wegen der Legitimazion und der Ursprungs-Bescheinigungen bei dem Uebergange der Waaren aus einem Amte in das andere bleiben den beiderseitigen vollziehenden Behörden überlassen, welche sich darüber benehmen werden.
3. Die gegenseitig ertheilte Zusicherung der lizent- und zollfreien Einführung der Gegenstände und

Waaren aller Art erstreckt sich nicht auf die in beiden Aemtern gesetzlich bestehenden Verbrauchsteuern. Vielmehr sind alle Gegenstände, welche aus einem Amte in das andere zur Konsumzion übergehen, denjenigen Abgaben und Kontrolen unterworfen, welche für die Unterthanen des Gebiets, wohin die Einfuhr erfolgt, und für deren Erzeugnisse gesetzlich vorgeschrieben sind. 1829

Cassel am 25sten September 1829.

Kurfürstliches Staatsministerium.

Für den Minister des Innern:

WITZLEBEN. SCHMINKE. MEYER. RIESS.

VT. EGGENA.

29.

Convention de commerce entre l'Hanovre, la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brême, signée à Cassel le 11 Octobre 1829.

(*Oldenburgische Anzeigen* 1830. No. 83.)

Nachdem die unterzeichneten Bevollmächtigten der durch den Casseler Haupt-Vertrag vom 24. September 1828. zur Beförderung eines möglichst freien Verkehrs und ausgebreiteten Handels im Sinne des Artikels XIX. der deutschen Bundes-Akte vereinigten Staaten zufolge der im 3ten Artikel desselben enthal-

1829 tenen Bestimmung zusammengetreten sind, so l
dieselben zunächst sowohl die zur Erreichung de
dachten Absicht ihrer Vereinigung führenden M
geln, als auch die geeignetsten Mittel und V
um Unterhandlungen und Verträge zu gleichem Zv
mit andern zum Verein nicht gehörenden Staaten
zuleiten, in Berathung gezogen und dem gemäl
Vorbehalt der Genehmigung ihrer höchsten und l
Kommittenten zuvörderst über die nachfolgender
hin gehörigen Bestimmungen Vereinbarung getr

Art. I. Die gedachten Vereinsstaaten erk
gemeinsam ihre Bereitwilligkeit, sich mit andern
schen Staaten über gewisse gegenseitige Erlei
rungen des Handels und Verkehrs, namentlich
über Sicherstellung des Transits freundlich zu
ständigen, und haben daher beschlossen, zur Ve
fachung der dazu erforderlichen Verhandlungen s
eintretenden Falles durch gemeinschaftliche Bevollm
tigte und in Gemäfsheit zu treffender näherer Ve
barung betreiben zu lassen.

Art. II. Zur Beförderung des gemeinsamen
ckes, insonderheit um mit andern Staaten und
ten - Vereinen Handels - Verträge auf längere
schliefsen zu können, sind die kontrahirenden
ten übereingekommen, den Vertrag vom 24
tember 1828 vorläufig bis zum Ende des Jahrs
unter sich zu verlängern, welche Zeitfrist auch
die Dauer der gegenwärtigen Uebereinkunft fe
setzt ist.

Art. III. Um jede Ungewifsheit über die B
tzung derjenigen das Gebiet der kontrahirenden
ten durchziehenden Strafsen, auf welchen das R
zu anderweiter Regulirung und Bestimmung der Du
gangs-Abgaben in Gemäfsheit des Casseler Ha
vertrags den betheiligten Regierungen vorbehalten
so wie jede Besorgnifs einer einseitig zum speci
Vortheil oder Nachtheil des einen oder andern di
Staaten gereichenden Ausübung solcher Befugnifse
die Folge zu entfernen, und vielmehr durch gem
schaftliche Regulirung der hierbei in Betracht k
menden Interessen das Vertrauen unter den Vere
staaten immer mehr zu befestigen, sind diejeni
derselben, welche sich im ausschliefslichen oder

meinsamen Besitze von konkurrirenden, das Ausland 1829
mit dem Auslande verbindenden Handelsstrafsen befinden, im Einverständnifse mit sämmtlichen übrigen kontrahirenden Vereinsstaaten übereingekommen:

a. die Durchgangs-Abgaben auf gewissen genau bezeichneten Strafsen künftighin nicht anders, als nach gemeinschaftlicher Rücksprache unter den betreffenden, bei den mit einander konkurrirenden Strafsen unmittelbar betheiligten Staaten zu bestimmen, und

b. hierbei in der Weise zu verfahren, dafs entweder unter Aufhebung oder unter Beibehaltung der bisherigen Transito-Abgaben auf allen solchen mit einander konkurrirenden Strafsen ein gleichmäfsiger Durchgangszoll durch Stimmen-Mehrheit oder nach einem sonstigen, unter den betreffenden Staaten selbst zu vereinbarenden Verhältnifse festgesetzt und nach gemeinschaftlich verabredeten Grundsätzen erhoben werde.

Art. IV. Zur Beförderung des Handels und Verkehrs unter den Vereinsstaaten selbst sichern sich diejenigen derselben, welche ein System zur Erhebung von Eingangs-Abgaben entweder bereits eingeführt haben oder noch einführen und dadurch in den Stand gesetzt werden, das Reciprocum zu gewähren, in sofern nicht eine gröfsere Freiheit des Handels und Verkehrs unter ihnen schon besteht, eine in der Folge möglichst zu erhöhende Erleichterung von 25 Procent Nachlafs an den jedesmaligen tarifmäfsigen Eingangs-Abgabensätzen für die wichtigsten eigenen Erzeugnifse der Natur, des Gewerbfleifses und der Kunst gegenseitig zu. Die nähere Vereinbarung über diejenigen Erzeugnisse, welche diese gegenseitige Erleichterung geniefsen sollen, so wie über die Festsetzung der erforderlichen Kontrole-Mafsregeln soll sofort bewirkt werden.

Wenn jedoch diese in den andern Staat übergehenden Erzeugnifse in so geringen Quantitäten versendet werden, dafs die tarifmäfsige Eingangs-Abgabe von der ganzen aus einem Artikel oder mehrern bestehenden Sendung überhaupt den Betrag von Drei Thalern nicht erreicht, soll die volle tarifmäfsige Abgabe davon entrichtet werden.

1829 Art. V. In Ansehung der im Artikel IV. erwähnten eigenen Erzeugnifse derjenigen der kontrahirenden Staaten, welche

a. entweder dem Handelsbedürfnifse der übrigen Vereinsländer auf eine sonstige Weise entsprechen, indem sie die gedachten Erzeugnifse derselben gar nicht oder nur mit unbedeutenden Eingangs-Abgaben belasten, und ihnen dadurch, so wie durch eine im Allgemeinen gleiche Behandlung des Verkehrs auf ihren Handelsplätzen den Vortheil eines den Absatz solcher Erzeugnifse in das Ausland befördernden grofsen Markts gewähren, oder aber

b. durch besondere Verträge oder sonstige Verhältnifse an der Einführung eines Eingangs-Steuer-Systems und dadurch an der vollständigen Gewährung des Reciprocum behindert sind, sollen für selbige gleichwohl ähnliche Erleichterungen, wie solche im vorhergehenden Artikel stipulirt worden, und zwar im Wege besonderer Uebereinkunft und nach Mafsgabe desfallsiger, sofort näher zu verabredender Modalitäten ausgemittelt und eingeräumt werden.

Die in den Artikeln IV. und V. zugesicherten Erleichterungen sollen im Laufe der drei ersten Monate des Jahres 1830 ihren Anfang nehmen.

Art. VI. Die kontrahirenden Staaten behalten sich das Recht vor, ähnliche Erleichterungen, wie solche nach den Artikeln IV und V. unter den Vereinsstaaten selbst Statt finden werden, im Wege des Vertrages auch andern nicht zum Verein gehörenden Staaten zu bewilligen.

Gleichergestalt bleibt es denjenigen derselben, welche ein Eingangs-Abgaben-System eingerichtet haben, oder einzuführen beabsichtigen, überlassen, sich wegen Annahme gleicher Normen und Abgabensätze, so wie wegen der in diesem Falle wünschenswerthen Verbindung zu einem und demselben Bezirke unter gemeinschaftlicher Verwaltung und gegenseitiger Aufhebung der Steuer- und Zolllinien mit einander zu vereinbaren.

Art. VII. Die gegenwärtige in einer Original-Urkunde ausgefertigte Uebereinkunft soll sofort zur höchsten und hohen Genehmigung eingesendet und die Auswechslung der Ratifikationen spätestens binnen 6 Wochen zu Cassel bewirkt werden.

Urkundlich ist diese Uebereinkunft von den Bevollmächtigten unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt worden. 1829

So geschehen Cassel am eilften Oktober Eintausend Achthundert Neun und Zwanzig.

AUGUST LUDWIG OTTO *Freiherr* VON GROTE, *für das Königreich Hannover.*

CARL FRIEDRICH VON KOPP.

FRIEDRICH MEISTERLIN, *für Kurhessen.*

HANS GEORG VON CARLOWITZ, *für das Königreich Sachsen.*

CARL FRIEDRICH FERDINAND SUDEN, *für das Grofsherzogthum Oldenburg.*

CARL FRIEDRICH ANTON VON CONTA, *für das Grofsherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach.*

AUGUST VON ROENTGEN, *für das Herzogthum Nassau.*

AUGUST PHILIPP CHRISTIAN THEODOR VON AMSBERG, *für das Herzogthum Braunschweig Lüneburg.*

JOHANN SMIDT, *für die freie Hansestadt Bremen.*

30.

Ordonnance de S. A. R. le Grand-duc de Hesse concernant la publication des bulles papales: "Provida solersque" et: "Ad dominici gregis custodiam", datée du 12 Octobre 1829.

Ludewig, von Gottes Gnaden Grofsherzog von Hessen und bei Rhein etc. etc.

Da die päbstliche Bulle vom 16 August 1821, welche mit den Worten „Provida solersque" und diejenige vom 11 April 1827, welche mit den Worten "Ad dominici gregis custodiam" beginnt, in so weit welche die Bildung der oberrheinischen Kirchenprovinz, die Begränzung, Ausstattung und Einrichtung der

1829 dazu gehörigen fünf Bisthümer mit ihren Dom
teln, so wie die Besetzung des erzbischöflichen
der bischöflichen Stühle und der domstiftischen
benden, zum Gegenstande haben, von Uns an
nommen werden und Unsere Landesherrliche Sta
genehmigung erhalten, ohne dafs jedoch aus den
ben auf irgend eine Weise etwas abgeleitet, o
begründet werden kann, was Unseren Hoheitsrec
schaden, oder ihnen Eintrag thun könnte, oder
Landesgesetzen und Regierungs-Verordnungen,
erzbischöflichen und bischöflichen Rechten, oder
Rechten der evangelischen Konfession und Kirche
gegen wäre, so wird solches hiermit, unter dem
behalte, dafs wegen der Vollziehung weitere An
nungen werden getroffen werden, zur Nachacht
bekannt gemacht. etc.

Urkundlich Unserer eigenhändigen Unterzei
und des beigedrückten Staatssiegels.

Darmstadt am 12ten Oktober 1829.

LUDEWIG.

DU THIL

31.

Convention définitive entre la Prus et la France conclue à Sarrebru le 23 Octobre 1829, pour régler l limites des deux états respecti conformément aux stipulations d traités de Paris du 30 Mai 1814 du 20 Novembre 1815, et ensuite la déclaration signée à Paris, 11 Juin 1827.

(*Le Moniteur universel* 1829 No. 310. *Gesetzsam lung für die Preufsischen Staaten* 1830 No. pag. 26).

Les commissaires nommés en vertu du paragrap 6 de l'art. 1er du traité de Paris, du 20 Novem 1815, savoir: De la part de S. M. le Roi de Prus le Sieur *Henri Delius*, président en chef du cons

u régence de Cologne, chevalier de l'ordre de l'aigle 1829
nge de Prusse, troisième classe, et de la part de
M. le roi de France et de Navarre: le Sieur
Etienne-Nicolas Rousseau, colonel au corps royal
des ingénieurs-géographes, officier de l'ordre royal
de la légion d'honneur, chevalier de l'ordre royal et
militaire de St. Louis, chevalier de l'ordre militaire
de Guillaume des Pays-Bas, et de l'ordre du mérite
civil de la couronne de Bavière;

Après s'être respectivement et en due forme communiqué leurs pleins-pouvoirs, après avoir reconnu ne la déclaration signée et échangée le 11 juin 1827, ar laquelle leurs gouvernemens respectifs sont convenus e terminer le différend, qui s'étoit élevé relativement u district de la Leyen, avoit reçu son exécution en e qui concerne l'exécution de l'article III de cette éclaration: après avoir aussi reconnu que le procès-erbal dressé à Sarrebruck le 20 février 1821 par eurs délégués, dans le but de fixer la position géométrique des endroits ayant banlieue, par rapport à ı ligne, qui en exécution du traité du 20 Novembre 815 doit être tirée de Perle à Houve, devoit servir e base pour régler le tracé de la limite le long de ette ligne, les commissaires adoptant les arrangemens t projets d'échanges arrêtés par les mêmes délégués t insérés à la suite dudit procès-verbal, sont convenus des articles suivans:

Art. I. La limite entre les deux états commencera au milieu du cours d'eau de la Moselle, sur le halweg de cette rivière, au point qui sert de contact ntre le royaume de France, celui de Prusse et le rand-duché de Luxembourg, sous la souveraineté u roi des Pays-Bas; point situé vis-à-vis de celui (sur la rive droite de la même rivière) sur la ligne formant la séparation des banlieues des villages d'Apach (France) et de Perle (Prusse); elle suivra de là la ligne qui désormais formera la démarcation entre les territoires de toutes les communes situées de part et d'autre, le long de la frontière, jusqu' au point où, entre Guidingen et Sarre-Bubingen, l'une et l'autre à la Prusse, elle atteint la rivière de la Sarre, dont le thalweg ou fil d'eau servira de limite dans cette partie de son cours, jusqu'au confluent de cette rivière avec la Blièse, sous Sarreguemines, pour remon-

1829 ter ensuite le thalweg de cette dernière et arriv
point de séparation près d'Urichsmuhl, entre le
toire de la commune prussienne de Bliès-Ran
celui de la commune bavaroise de Bliès-Men
Bliés-Bolgen, avec celui de la commune fra
de Bliés-Schweyen, et qui forme en même tem
tact entre la France, la Prusse et la Bavière
ne. Le tout ainsi que cela se trouve déterminé e
qué au plan général annexé à la présente conv
et que cela est indiqué par un double liséré, (b
côté de la Prusse et rouge du côté de la Franc
ce plan, lequel a été arrêté et signé par MM. le
missaires et leurs délégués, et les ingénieurs q
été chargés du levé.

Par suite de cette détermination des limites
les deux royaumes, l'article III. de la déclarati
11 juillet 1827, se trouvant exécuté, la France a
de la Prusse les villages et territoires en dépen
de Flatten, Gongelfangen, Merten et Bibling
compensation des prétentions que la première puiss
avoit formées sur le district de la Leyen, d'a
le sens littéral du traité du 20 Novembre 1815, a
quelles elle renonce formellement, ainsi que le p
la déclaration du 11 Juin ci-dessus citée. Pour éta
d'une manière sûre et stable l'état de possession
chaque royaume, ainsi que le prescrit la détermi
tion du tracé des limites entre les deux états,
été reconnu et convenu que d'une part la Prusse
mettroit à la France,

1° le village et le territoire de Manderen;

2° le hameau de Scheurwald avec la partie de
territoire située au sud du chemin, qui sortant
bois de Saint-Martin, au point qui sépare la comm
de Manderen (France) de celle de Bustroff (Pru
et passe près et au nord de la petite maison dit
Château, jusqu'au point où il joint le chemin de
xembourg à Sarrelouis, qui forme ensuite la li
entre les deux états, jusqu'à la croix dite *Kol*
Kreutz

3° le hameau de Remelsdorf et son territoire

4° la partie d'Ihn ou Lognon:

5° le hameau de Heyning et son territoire;

6° la partie du territoire de Leyding: Ces t
derniers endroits et lieux, en tant qu'ils se trouv

ıd -Est du chemin qui conduit de Guerstting à 1829
ckling;
le village et le territoire de Schreckling;
le village et le territoire de Willing.
t que d'une autre part, la France feroit remise
Prusse:
Des petites portions du territoire de Launsdorf,
rd du chemin de Luxemburg et de Sarrelouis;
du petit pays, appelé *Molwingergrund*, de la
ıne de Waldwise, situé au nord-est de cette
ıne, et placé au-delà des bois de Kirschhof et
esserwald;
de la petite portion du territoire de Heining, si-
au Nord-Est du chemin qui va de Guerstting à
ckling,
du moulin de Gersweiler avec ses dépendances, situé
a rive droite de la Blies, en conservant aux habi-
du village Gersweiler la faculté d'y faire moudre
s grains comme par le passé.
La Prusse en outre, continuera de posséder le
neau et le territoire de Diesdorf, ancienne dépen-
ıce de Schwerdorf, ainsi que le Warentwald (fo-
de Warent), et la ferme de Warenthoff, enclavée
s ces bois, de manière que la lisière du bois sera
ontière. Pour ne rien laisser d'incertain, il sera an-
à cette convention définitive un état de tous les
toires qui toucheront de chaque côté la nou-
ligne entre les deux royaumes. Cet état sera signé
les commissaires, après qu'il aura été reconnu
orme au plan général de cette limite.
A cet effet, et aussitôt après l'approbation de la
ente convention, MM. les délégués des commissai-
savoir, de la part du commissaire de Sa Maje-
Prussienne: le sieur *Guillaume Henry Dern*,
iller provincial, et chevalier de l'aigle rouge de
sse, de troisième classe, et de la part du com-
aire de Sa Majesté Très-Chrétienne: le Sieur
ard *Réné Riollay*, chef de bataillon au corps
du génie, chevalier de l'ordre royal et militaire
St. Louis et de l'ordre royal de la légion d'hon-
; feront, dans le plus bref délai, établir des
ıux par les soins des ingénieurs attachés à la
mission sur tous les points principaux et les plus
arquables, afin que la nouvelle limite puisse être

1829 connue sur tous les points, où elle reçoit des modifications; ils procéderont ensuite, étant assistés des agens de l'autorité civile des deux gouvernemens, aux remises et prises de possession des territoires et portions de territoire échus ou échéant en partage à chaque état, ainsi que cela a été stipulé et indiqué ci-dessus.

Ces remises et prises de possession seront constatées par des procès-verbaux faits en autant d'expéditions qu'il y aura de parties intéressées à les connoître et dont une de ces expéditions sera jointe à la présente convention pour y rester annexée, afin de montrer qu'à cet égard elle a reçu son exécution. MM. les délégués des commissaires, après cette opération, procéderont aussi à l'abornement de la frontière et à la rédaction des procès-verbaux de délimitation, ainsi que cela sera expliqué article XVII.

Art. II. Il est entendu que les deux états doivent entrer en possession des territoires cédés de part et d'autre, ainsi que cela a été spécifié à l'art. 1er, sans pouvoir prétendre jusqu'au 1er janvier 1830 exclusivement, à aucune indemnité pécuniaire à raison de leur occupation antérieure, tant pour ce qui concerne la perception des impôts que pour les revenus des propriétés royales et domaniales.

Il est entendu aussi que chaque état jouira sur les territoires ou portions de territoire cédés de part et d'autre, de tous les droits de souveraineté et de propriétés royales et domaniales, sans préjudice pourtant des droits que chaque commune des deux royaumes peut faire valoir, lesquels droits seront constatés lors de l'abornement de la frontière et de la rédaction des procès-verbaux de délimitation, ainsi que cela sera expliqué ci-après, Art. XI, sauf la faculté des intéressés de recourir aux tribunaux ordinaires de chaque pays pour provoquer la décision des contestations qui pourroient survenir entre eux.

Art. III. Sur toutes les portions de frontière où le territoire des deux royaumes sera séparé par des rivières et ruisseaux, et notamment sur la Sarre et la Blies, le thalweg ou milieu des eaux desdites rivières et ruisseaux, formera la limite entre les deux états; l'on ne pourra faire aucune construction ou bâtisse quelconque qui puisse en déranger le cours actuel, à moins que les constructions n'aient un but d'u-

tité commun aux deux états, et ne soient consen- 1829
ties par eux d'un commun accord. A l'égard des constructions riveraines et des ponts et passages, on s'en tiendra aux observances actuelles, aussi bien que pour la libre navigation de la Sarre, en tant qu'elle pourra être praticable dans son cours depuis Sarreguemines jusqu'à Guidingen.

Art. IV. Il est entendu que sur toutes les parties de frontières où des chemins servent à indiquer la limite, ces chemins ou toutes celles de leurs parties qui suivront cette frontière, seront mitoyens, c'est-à-dire, communs aux deux états, sans que, pour cela, il soit attenté en rien aux droits de propriété des particuliers, à qui ces chemins pourroient appartenir.

Aucun des deux états ne pourra exercer sur ces chemins ou portions de chemins d'acte de souveraineté, si ce n'est ceux nécessaires pour prévenir ou arrêter les délits ou crimes qui nuiroient à la liberté et à la sûreté du passage.

En tant que propriété foncière, ces chemins ou portions de chemins seront soumis, pour ce qui concerne les impôts, à l'état sur lequel réside le propriétaire.

Art. V. A l'avenir et dans l'intérêt des deux états, aucun édifice, bâtiment ou habitation quelconque ne pourra être élevé le long de la frontière, qu'autant que ces constructions seront établies à dix mètres ou trente pieds de Prusse, de la ligne qui forme la limite.

Toutefois lorsqu'un chemin ou ruisseau formera la limite, cette distance sera réduite à cinq mètres ou quinze pieds de Prusse, à partir du bord le plus voisin.

Art. VI. Si par l'effet des cessions réciproques contenues dans la présente convention de limites, quelques propriétés se trouvoient morcelées, les propriétaires ou fermiers de celles-ci jouiront de la faculté d'y transporter les engrais et amendemens nécessaires, et d'en importer librement, en exemption de tous droits et sans qu'il y soit mis obstacle, les récoltes de quelque nature qu'elles soient, provenant de ces propriétés morcelées. Cependant, les propriétaires seront tenus de déclarer, une fois pour toutes, s'ils veulent jouir de la faculté qui leur est accordée par le

1829 présent article, d'importer leur récolte, laquelle ils
pourront introduire en tout état de chose, que brute
telle que le terrain sur lequel elle aura cru l'aura produi

Il sera donné avis de cette disposition aux co
munes limitrophes lors de l'abornement de la front
re et de la rédaction des procès-verbaux de délimi
tion, et il leur sera accordé un délai de trois n
pour faire et recevoir les déclarations à dater du j
où lesdits procès-verbaux de délimitation seront p
tés à la connoissance de chaque commune délimité

Art. VII. Pareille faculté sera accordée p
retirer le produit brut des récoltes aux propriéta
des deux états qui se trouveroient possesseurs des
res dans l'autre, si celles-ci se trouvent placées
distance qui ne dépassera pas cinq kilométres ou c
ze cents perches de Prusse, de la ligne forman
limite entre les deux royaumes.

Ils auront toutefois à se conformer aux lois
règlemens des douanes de chaque pays, pour ce
concerne le transit des récoltes et denrées et ils se
tenus, une fois pour toutes, à une déclaration
reille à celle dont il a été fait mention dans l'art
précédent et dans le délai qui y est indiqué.

Art. VIII. Les biens, les droits réels, les r
tes et capitaux qui peuvent appartenir aux commu
et établissemens publics de l'un des deux états d
le territoire de l'autre, sont maintenus et conser
Ils sont regardés comme propriété privée, dont l'ad
nistration est réservée aux dits établissemens ou c
munes, en se conformant aux lois communales
leurs gouvernemens respectifs.

Art. IX. Lorsque des endroits réunis jusc
ce jour sous l'administration d'une même mairie,
ront divisés, ils auront l'obligation de solder les fi
de l'administration communale jusqu'au 1 Janvier 18
soit que la prise de possessi on ait eu lieu par suite d
rangemens antérieurs soit qu'elle se fasse en vertu d
présente convention. Lorsque le décompte sera établi,
xcédant de la caisse, les biens communaux et les dettes
ront répartis proportionnellement. Pour établir cette p
portion, on prendra pour base le montant de la contri
tion foncière.

Art. X. Quant aux villages, hameaux, fer
et portions de territoires limitrophes, dont l'état

ssession changera afin d'accomplir les stipulations 1829
la présente convention, conformément à l'art. IX.
traité du 20 Novembre 1815, il est expressé-
ent déclaré que la possession sous laquelle ils se sont
ouvés jusqu'ici, est réputée légale et que par con-
équent, tout acte administratif et judiciaire, émané
s autorités compétentes sera respecté.

Les transactions, contrats de bail et de vente,
oncessions et aliénations quelconques sur des objets
nt domaniaux que communaux, seront maintenus dans
ur validité, et cela, sans qu'il puisse y être question
liquidation ou équivalent entre les deux gouver-
emens.

Art. XI. L'intention des gouvernemens des deux
tats étant, que les communes limitrophes puissent
uir, sans aucun trouble ni empêchement, de tous
s droits, dont elles sont légalement en possession,
it qu'ils soient fondés sur des titres, ou qu'à défaut
s titres, il y ait possession immémoriale et non-inter-
mpue jusqu'à présent; ces droits seront constatés
r les délégués des commissaires, et si leur validité,
accord avec les parties intéressées, est reconnue
r l'examen contradictoire qui en sera fait par lesdits
élégués en leur présence, ils seront spécifiés dans
s procès-verbaux de délimitation, en conservant tou-
fois aux intéressés la même faculté de recourir, s'il
a lieu, aux tribunaux, dont il a été parlé dans
rt. II. La mention qui en sera faite dans ces pro-
ès-verbaux de délimitation produira le même effet
ue si l'insertion en avoit été textuellement faite dans
présente convention.

Art. XII. Jusqu'à l'expiration des baux existans
our la pêche de la Sarre et de la Blies, le revenu
era partagé entre les deux gouvernemens. A partir
e l'expiration de ces baux, la pêche dans la Sarre,
epuis Guidingen jusqu'à moitié chemin de Sarre-
uemines, appartiendra à la Prusse, et l'autre moi-
é à la France.

Depuis le triple confin jusqu'à moitié chemin du
onfluent dans la Sarre, la pêche dans la Blies ap-
artiendra à la Prusse, et l'autre moitié appartiendra
la France, auxquels points de séparation il sera
lanté des bornes d'une forme particulière qui indique-
ont les limites de la pêche.

1829 Quant aux revenus des passages sur ce
rivières, ils seront réglés par MM. les délégué
avoir pris connoissance du produit annuel
passages.

Art. XIII. Les délégués sont autorisés à
der, pour l'utilité des communes limitrophes, l
cessions du passage qu'ils jugeront nécessair
pour ce qui regarde les exploitations rurales, q
ce qui a rapport à l'extraction et au transp
des forêts des bois coupés et abattus, ou mèn
faciliter les communications d'une commune à
lorsque ces communications seront reconnues
qu'elles se trouveront compensées par des a
réciproques. Pour tous ces cas, il sera stipu
les procès-verbaux de délimitation, que l'
prussien ou françois, usant des passages a
ne pourra pas dévier de son chemin ni s'y
pour pouvoir charger et décharger, sous pe
courir confiscation de marchandises et de se
fliger les punitions et amendes voulus par le
mens des douanes et les lois du royaume qu'il t
à moins qu'il n'ait fait à son entrée une dé
des objets transportés et pour lors il demeure
mis aux lois et ordonnances des douanes en
qui concerne l'entrée et la sortie des marc
dans le royaume qu'il traverse. Dans le cas
ple passage, aucune déclaration ne pourra être
et il ne sera fait aucune opposition pour us
faculté accordée pour passer. Il est bien ente
la liberté de passage dont il est ici question,
tendra en aucune manière aux militaires armé
équipages de guerre d'aucune espèce.

Art. XIV. La remise de tous actes,
documens relatifs aux territoires cédés de part
tre, s'effectuera au moment de la rédaction
cès-verbaux de délimitation par les soins de
délégués des commissaires qui feront à cette
le partage des papiers, titres et autres docum
chacune des communes intéressées devra poss

Art. XV. Il est accordé un délai de t
à dater du jour où il sera donné connoissance
que commune du procès-verbal de la délimit
tous les habitans des pays cédés de part et
pour, s'ils le jugent convenable, pendant cet i

à tems, disposer de leurs propriétés, comme ils 1829
entendront, et se retirer dans tel pays qu'il leur plaira de choisir.

Art. XVI. Aussitôt après l'échange des ratifications de la présente convention, et après que les remises et prises de possession des territoires cédés de part et d'autre auront été effectuées, les militaires qui pourroient se trouver faire partie des familles dont les habitations ont été cédées, seront réciproquement rendus.

Art. XVII. Aussitôt après qu'il aura été procédé, par les soins des délégués des commissaires, ainsi que cela a été dit à l'article I, aux actes de remises et prises de possession des territoires cédés de part et d'autre, les mêmes délégués s'occuperont, sans délai, de la rédaction des procès-verbaux de limitation, commune par commune, après avoir préalablement fait procéder à l'abornement de la frontière sur toute son étendue.

Les procès-verbaux de délimitation seront accompagnés de plans figuratifs de la frontière, qui seront signés par lesdits délégués et par les ingénieurs géomètres qui assisteront à l'opération, ainsi que par les maires et bourguemestres des communes intéressées. Ils relateront, ainsi que le porte l'art. XI, tous les droits dont les communes et leurs habitans sont en possession, et qu'ils ont à exercer sur les communes limitrophes, quelle que soit la nature de ces droits.

Pour cette opération MM. les délégués suivront exactement les instructions qui leur seront données à cet effet par MM. les commissaires.

La réunion de tous ces procès-verbaux de délimitation, dont il sera remis, par les soins desdits délégués, une expédition à chacun des maires et bourguemestres des communes que cela concerne, et seconde expédition sera déposée aux archives de la régence royale de Trèves (pour la Prusse) et aux archives du département de la Moselle (pour la France), formera suite à la présente convention et montrera qu'elle a eu son entière exécution; et, à cet effet, deux autres expéditions originales desdits procès-verbaux de délimitation, ainsi que des plans de limites qui les accompagnent, seront jointes à la présente

1829 convention, pour qu'une d'elles soit échangée au moment où les commissaires vérifieront et approuveront les travaux de leurs délégués, et dans le but de faire posséder aux archives de chaque gouvernement, outre le mode de rédaction qu'il a du suivre, le mode de rédaction suivi par l'autre.

Lesdits procès-verbaux, vérifiés et approuvés par MM. les commissaires, auront même force et valeur, que si leur contenu étoit textuellement inséré dans la présente convention.

Art. XVIII. Lors de la rédaction des procès-verbaux de délimitation, si les délégués reconnoissoient utile de changer quelque portion de terrain, soit afin de redresser la ligne de limite, soit pour faciliter les communications de village à village, ils sont autorisés à proposer ces échanges à leurs commissaires respectifs, toujours avec réciprocité d'avantage et égalité de superficie et de valeur, autant que possible.

Art. XIX. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le terme de six semaines, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les commissaires susdénommés ont signé la présente.

Fait à Sarrebruck, le 23 Octobre 1829.

Henri Delius,

Commissaire de Sa Majesté le roi de Prusse.

Rousseau,

Commissaire de Sa Majesté Très-Chrétienne.

Etat et noms des villages, hameaux ou dépendances, dont les territoires toucheront la nouvelle limite fixée par la convention définitive du 23 Octobre 1829, entre la Prusse et la France.

Du côté de la Prusse.
Perl et Ober Perl.
Pellingen.
Bourg.
Efft.
Buschdorf.
Scheuerwald, partie Nord de son territoire.
Wehingen.
Wellingen.

Biedingen et la portion cédée de Waldwise. 1829
Silwingen.
Bieringen.
Oberesch.
Diesdorf.
Fuhrweiler.
Groshemmersdorf.
Koerperich-Hemmersdorf.
Nied-Altdorf.
Ihn ou Lognon et la partie Nord de son territoire.
La petite portion cédée d'Heining.
Leiding et la partie Nord de son territoire.
Bedersdorf.
Ittersdorf.
Berus et Saint-Oraine.
Ueberherrn.
La ferme de Warent et le Warentwald.
Les bois triages de Lauterbach.
Lauterbach.
Carlsbrunn.
Saint-Nicolas.
Nassweiler.
Emersweiler et le moulin de Guersbach.
Grand ou Grosrosseln.
Ludweiler.
Geislautern.
Fürstenhausen.
Clarenthal.
Krughütte.
Ziegelhoff.
Gersweiler.
La ville et le territoire de Sarrebruck.
Saint-Arneval.
Guidingen.
Sarre-Bubingen.
Kleinblittersdorf
Auersmachern
Roelchingen
Hansweiler
La ferme de Winterling
} ci-devant district de la Leyen.
Le moulin de Gersweiler.
Ransbach.
Le moulin Ulrichsmühle (dernier).

1829 Du côté de la France.
Appach, annexe de Kirsch-lès-Sierck.
Merschweiler, avec ses annexes de Belmacher, zing et Nauendorf.
Manderen.
Tinting et Mensberg.
Scheuerwald et la partie Sud de son territoire.
Ritzing, annexe de Launsdorf.
Launsdorf.
Flatten, annexe de Launsdorf.
Gongelfangen, annexe de Waldwise.
Waldwise.
Zeurange, annexe de Grindorf.
Bourg-Esch, annexe de Schwerdorf.
Cottendorf, *idem.*
Otzweiler, *idem.*
Schwerdorf.
Neunkirchen, annexe de Schwerdorf.
Remelsdorf.
Niedwelling et Gerstling.
La portion cédée d'Ihn ou Lognon.
Heining.
La portion cédée de Leiding.
Schreckling.
Willing.
Berweiler.
Merten et Biblingen.
La Houve et la ferme de Wendelhof } Creutzwald.
La Croix } Creutzwald.
Wilhelmsbronn } Creutzwald.
L'hôpital de Carling.
Freimingen et Sainte-Fontaine.
Merlebach.
Cocheren et Ditschweiler.
Rosbruck.
Morsbach et Guersbach.
Forbach, côté à l'Ouest.
Petite Roselle et vieille Verrerie.
Forbach, avec Schveneck.
La verrerie Sophie, la ferme de Styring et de dances.
Spicheren.
Altzing et Zinzing.

Grosbliedersdorf et le moulin de Simbach. 1829
Welferding.
Sarreguemines.
Neunkirchen.
Blies - Guerschweiler.
Blies - Schweien (dernier).

Cet état des villages, hameaux et territoires qui uchent de chaque côté la ligne des limites entre la russe et la France, étant conforme aux noms écrits r le plan général, sera annexé et fera suite à la nvention définitive signée à Sarrebruck, aujourdhui Octobre 1829.

HENRI DELIUS,
Commissaire de Sa Majesté le Roi de Prusse.

ROUSSEAU,
Commissaire de Sa Majesté Très-Chrétienne.

(La présente convention définitive de limites a é ratifiée par Sa Majesté Prussienne, le 14 Novembre 29, et par Sa Majesté Très-Chrétienne, le 15 du mê- mois. Les ratifications ont été échangées à Metz, 2 Décembre 1829, entre le délégué du commissaire ssien et le commissaire françois.)

32.

éclaration du ministère Prussien u 30 Octobre 1829 concernant un rangement pris avec la Hesse élec- rale pour la défense des droits des uteurs et des libraires contre la contrefaçon.

esetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten 1829 No. 17. pag. 127.)

as Königlich-Preufsische Ministerium der auswär- en Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäfs- it der von Seiner Königlichen Majestät ihm ertheil- Ermächtigung:

1829 nachdem von der Kurfürstlich-Hessischen Regierung die Zusicherung ertheilt worden ist, dafs durch die den Büchernachdruck betreffende Kurfürstliche Verordnung vom 16ten Mai d. J. unter den darin enthaltenen näheren Bestimmungen auch denjenigen Schriftstellern und Verlegern, welche in den nicht zum Deutschen Bunde gehörenden Provinzen der Preufsischen Monarchie Druckschriften erscheinen lassen, Schutz gegen den Nachdruck dieser Schriften in Kurhessen gewährt sei und die Kurfürstliche Regierung sich daher in der Lage befinde, in ihrem Gebiete sämmtliche Schriftsteller und Verleger der Preufsischen Monarchie gegen jeden Eingriff in ihr literärisches Eigenthum sichern zu können, ohne dafs dieselben wegen Erlangung eines desfallsigen Privilegiums Mühe und Kosten aufzuwenden haben, dafs das Verbot wider den Büchernachdruck, so wie solches bereits in dem ganzen Bereiche der Preufsischen Monarchie zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger in dem Kurfürstenthum Hessen Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen Letztere nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden soll, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preufsischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten unverzüglich Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 30sten Oktober 1829.

Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten

v. Schönberg.

Vorstehende Erklärung wird, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro 1827 No. 17. Seite 123.) hierdurch zur öffentlichen Kenntnifs gebracht.

Berlin, den 30sten Oktober 1829.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten

v. Schönberg.

33.

Traité entre la Prusse et les principautés de Reuss-Schleitz, de Reuss-Lobenstein et de Reuss-Ebersdorf, concernant leur accession au système des douanes prussiennes, signé le 9 Décembre 1829. 1829

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1830 No. 13. pag. 105.)

Zwischen Seiner Majestät dem Könige von Preufsen und Ihren Durchlauchten den Fürsten von Reufs-Schleitz und Reufs-Lobenstein und Ebersdorf ist zur Erleichterung des Verkehrs der beiderseitigen Unterthanen durch die unterzeichneten Bevollmächtigten nachstehende Uebereinkunft verabredet und abgeschlossen worden.

Art. I. Ihre Durchlauchten die Fürsten von Reufs-Schleitz und Reufs-Lobenstein und Ebersdorf erklären Sich bereit, mit Ihren Landen dem Zollverbande der östlichen Preufsischen Provinzen oder dem Bairisch-Würtembergischen Zollvereine beizutreten, wie es dem gemeinsamen Interesse der betheiligten Staaten am angemessensten befunden werden wird.

Diese Zollvereinigung soll nach vorhergegangener näherer Vereinbarung über die Bedingungen und Modalitäten sowohl in Absicht der Theilnahme an den Zolleinkünften, als auch der Einrichtung der Zollverwaltung in Ausführung gebracht werden, sobald derselben die früher von Ihren Fürstlichen Durchlauchten mit andern Staaten in Beziehung auf Zoll- und Handelsverhältnisse getroffenen Verordnungen nicht mehr entgegenstehen.

Bis dahin, spätestens bis zum 1sten Januar 1835, ist man über nachstehende gegenseitige Erleichterungen des Verkehrs und Gewerbbetriebes übereingekommen:

1829 Art. II. Zwischen folgenden Preufsischen Landestheilen, als

a. dem Landkreise Erfurt,
b. dem Kreise Schleusingen,
c. dem Kreise Ziegenrück

einerseits und den Landen Ihrer Durchlauchten der Fürsten von Reufs-Schleitz und Reufs-Lobenstein und Ebersdorf andererseits, soll vom 1sten März künftigen Jahres an dergestalt ein freier gegenseitiger Verkehr bestehen, dafs die von den beiderseitigen Unterthanen innerhalb jener Lande und Landestheile zu verführenden Waaren aller Art überall den eigenen inländischen Waaren völlig gleich behandelt werden, auch nirgends einem Binnenzolle, es mag dieser unter dem Namen Geleit oder einem andern Namen bis dahin bestanden haben, ferner unterliegen sollen.

Ausgenommen von dieser gegenseitigen Freiheit des Verkehrs sind:

a. Salz und Spielkarten, indem der Verkehr mit diesen Gegenständen den in den Landen eines jeden der kontrahirenden Theile hierüber bestehenden Anordnungen unterworfen bleibt;

b. alle Gegenstände, von welchen bei der Erzeugung oder Bereitung im Inlande eine Abgabe erhoben wird. Der freie Verkehr mit diesen Gegenständen aus einem Gebiete in das andere, findet nur mit der Einschränkung Statt, dafs dieselben, wenn sie in das Gebiet des andern kontrahirenden Theils eingebracht werden, daselbst einer Abgabe unterliegen, welche derjenigen gleichkommt, womit die eigenen inländischen Erzeugnisse derselben Art belastet sind.

Art. III. In Absicht des Verkehrs zwischen der Stadt Erfurt und den gedachten Fürstlich-Reufsischen Landen, sowohl was den Eingang als die Durchfuhr anbelangt, sollen vom 1sten März künftigen Jahres an die beiderseitigen Unterthanen dergestalt gleich behandelt werden, dafs einerseits die Fürstlichen Unterthanen in der Stadt Erfurt dieselben Vortheile und Begünstigungen geniefsen, welche den eigenen Preussischen Unterthanen des Landkreises Erfurt und der Kreise Schleusingen und Ziegenrück daselbst zustehen, andrerseits aber auch den Einwohnern der Stadt Erfurt in den Fürstlich-Reufsischen Landen alle die Vor-

theile und Begünstigungen zu Statten kommen, worauf die Einwohner der gedachten Kreise nach Artikel II. in den Fürstlich-Reuſsischen Landen Anspruch machen können.

Art. IV. Vom 1sten März k. Jahres an soll, ohne Beschränkung auf besondere Landestheile und Provinzen, von Königlich-Preuſsischen und Fürstlich-Reuſsischen Unterthanen, welche in dem Gebiete des andern kontrahirenden Theils Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, keine Abgaben entrichtet werden, welcher nicht gleichmäſsig die eigenen Unterthanen derselben Art unterworfen sind. Dies soll auch insbesondere von solchen Handels- und Gewerbsleuten gelten, welche die Märkte des Handels wegen besuchen.

Art. V. Die Art und Weise der Ausstellung der Ursprungs-Zeugnisse, von welchen die Waarensendungen begleitet sein müssen, wenn dafür die zugestandenen Begünstigungen in Anspruch genommen werden sollen, bleibt besonderer Verabredung vorbehalten.

Art. VI. Zur Sicherung Ihrer landesherrlichen Gefälle wollen sich beide kontrahirende Theile gegenseitig unterstützen. Daher wollen auch Ihre Durchlauchten die Fürsten von Reuſs-Schleitz und Reuſs-Lobenstein und Ebersdorf gestatten, daſs die Preuſsischen Zollbeamten die Spur begangener Unterschleife in das Fürstliche Gebiet verfolgen, und sich mit Zuziehung der Orts-Obrigkeit des Thatbestandes versichern, wogegen hinsichtlich der Beeinträchtigung der Fürstlich-Reuſsischen Gefälle den Fürstlichen Beamten eine gleiche Befugniſs in dem Preuſsischen Gebiete zugestanden wird. Nicht weniger sollen die Behörden den für die Aufrechthaltung der beiderseitigen Zollgesetze ergehenden Requisitionen gegenseitig unverzüglich nachkommen, und auf desfallsigen Antrag die von Unterthanen des einen Theils verübten Unterschleife eben so zur Untersuchung und Strafe ziehen, als wenn sie gegen die eigenen inländischen Gesetze begangen worden wären.

Gegenwärtige Uebereinkunft soll unverzüglich zur Ratifikation vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden spätestens binnen vier Wochen in Berlin bewirkt werden.

9 Zu Urkund dessen ist dieselbe von den beiderseitigen Bevollmächtigten unter Beidrückung ihres Siegels unterzeichnet worden.

Berlin den 9ten Dezember 1829.

Albrecht Friedrich Eichhorn, *Königl. Preuſs. Geh. Legationsrath.*	Gustav Adolph von Strauch, *Fürstl. Reuſsischer Kanzler, Regierungs- und Konsistorial-Präsident.*

(Der vorstehende Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige am 7ten April 1830 und von Ihren Durchlauchten den Fürsten von Reuſs-Schleitz und Reuſs-Lobenstein und Ebersdorf resp. am 5ten und 8ten März 1830, ratifizirt worden).

34.

Convention de douanes en exécution du traité de commerce et de douanes conclu le 27 Mai 1829 entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et la Hesse grand-ducale de l'autre part, publiée à Stouttgart le 26 Décembre 1829.

(*Regierungsblatt für das Königreich Würtemberg* 1829 No. 62. pag. 593. fgd.)

Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Würtemberg. Nachdem Wir bei dem Abschlusse des Vertrags vom 27sten Mai 1829 über Feststellung der beiderseitigen Handels-Verhältnisse zwischen dem Würtembergisch-Baierischen und dem Preuſsisch-Hessischen Zoll-Vereine Uns vorbehalten haben, weitere Uebereinkunft in Beziehung auf den Vollzug des Vertrags überhaupt, und einzelner Bestimmungen insbesondere zu treffen, und nachdem nunmehro die erforderlichen

Verhandlungen hierüber Statt gefunden haben, so 18
verordnen Wir hiedurch, dafs die — gegenwärtiger Verordnung angehängten Bestimmungen, welche zunächst auf den Vollzug des Vertrags Beziehung haben, zur Nachachtung für Unsere sämmtlichen Behörden und Unterthanen öffentlich bekannt gemacht werden.

Stuttgart den 26. Dezember 1829.

WILHELM.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten
BEROLDINGEN.

Auf Befehl des Königs:
Der Staats-Secretair
VELLNAGEL.

Der Finanz-Minister
VARNBÜLER.

Haupt-Beilage.

Bestimmungen zum Vollzug des Vertrags vom 27sten Mai 1829 über Feststellung der gegenseitigen Handels-Verhältnifse zwischen dem Würtembergisch-Baierischen und Preufsich-Hessischen Zoll-Vereine.

§. 1. Vom 1ten Januar 1830 an können, bis auf die im Artikel II des Vertrags vom 27sten Mai 1829 bestimmten Ausnahmen, alle inländischen Erzeugnifse der Natur, des Gewerbsfleifses und der Kunst aus dem Königreich Preufsen und dem Grofsherzogthum Hessen in die Staaten des Würtembergisch-Baierischen Zoll-Vereins, und ebenso aus diesen Staaten in das Königreich Preufsen und in das Grofsherzogthum Hessen frei von den auf dem Eingange, und, mit Ausnahme von Holz, Getreide und Mehl, welches aus Würtemberg und Baiern ausgeht, auch frei von den auf dem Ausgange ruhenden Abgaben, unter Beobachtung der hiernach vorgeschriebenen Förmlichkeiten, sowohl eingeführt und zum Verbrauche in den Verkehr gebracht, als nach dem Auslande durchgeführt werden.

Nur in Ansehung der aus Preufsen und Hessen nach Würtemberg und Baiern gehenden Wolle ist die Befreiung vom Ausgangszoll an die Führung des Nachweises gebunden, dafs diese Gegenstände von Fabrikanten des andern Vereinsgebiets für ihr Gewerbe angekauft worden sind.

829 §. 2. Die Abgaben, welche bei dem Uebergange der im Artikel 2 I. c bis e und II. a bis auf f. des Vertrags genannten Ausnahme - Gegenstände aus einem der Vereins - Gebiete in das andere, um darin zu bleiben, an der Grenze noch ferner erhoben werden, sind folgende:

I. Von Bier, Branntwein, Liqueur, Essig und geschrotetem Malz.

A) Beim Eingang in das Würtembergisch - Baierische Vereins - Gebiet, mit Ausschluſs des Baierischen Rhein - Kreises:

1. von Bier, für den Baierischen Eimer 1 fl. — kr.
2. von Branntwein und Liqueuren, für den Baierischen Eimer 3 fl. 20 kr.
3. von Essig, für den Baierischen Eimer 30 kr.
4. von geschrotetem Malze, für den Baierischen Mezen. 50 kr.

In den Baierischen Rheinkreis gehen diese Gegenstände 1 bis 4 zur Zeit frei ein.

B) Beim Eingang in das Königreich Preuſsen:

1. von Bier und Essig, für den Preuſsischen Zentner $7\frac{1}{2}$ Silbergroschen.
2. von Branntwein, für den Zentner 2 Rthlr. Bei gröſserer Stärke als 50 Grad nach dem Alkoholometer von Tralles werden für $2\frac{1}{2}$ Grad an Alkohol-Gehalt jedesmal 3 Silbergroschen mehr erhoben.
3. von versetzten Branntweinen und Liqueuren, für den Zentner 2 Rthlr. ohne Unterschied der Stärke.

Die Zahlung geschieht ganz in Silbergeld.

C) Beim Eingang in das Groſsherzogthum Hessen:

1. von Bier, als Surrogat für die Fabrikations - Gebühr, eine Abgabe von 40 kr. für die Hessische Ohm, welche bei dem Uebergange über die Grenze von dem vertragsmäſsig zur Eingangs - Abfertigung ermächtigten Grenz - Zoll - Amte erhoben wird;
2. von Branntwein und Obst - Wein (Obst - Most) findet bei dem Eingang die Erhebung einer Abgabe nicht Statt; es wird aber auf den Grund von Abfuhr - Scheinen, welche das zur Eingangs - Abfertigung ermächtigte Grenz - Zoll - Amt ertheilt, bei der Einlage, die gesetzliche Trank - Steuer
   a. von Branntwein mit 5 fl. 20 kr. pr. Ohm,
   b. von Obst - Most mit 2 fl. pr. Ohm erhoben.

II. Von inländischem Tabak, Wein und Most, 1829
Zucker und Syrup, baumwollenen, seidenen und wollenen Waaren, Leder und Leder-Waaren, Kupfer- und Messing-Waaren, geschmiedetem Eisen und groben Eisen-Waaren.

A) Beim Eingang in das Würtembergisch-Baierische Vereins-Gebiet:

der Betrag des in diesem Falle zu entrichtenden ermäfsigten Eingangs-Zolls ist in dem beigefügten Verzeichnisse (Beilage A) enthalten.

B) Beim Eingang in das Königreich Preufsen:

die in diesem Falle zu zahlenden ermäfsigten Eingangs-Abgaben weiset das anliegende Verzeichnifs (Beil. Lit. B. 1) nach.

C) Bei dem Eingange in das Grofsherzogthum Hessen:

die in dem angeschlossenen Verzeichnisse (Lit. B. 2) enthaltenen Gebühren.

Die in den Verzeichnissen A und B, 1 und 2 bemerkten Abgabensätze gelten für das Jahr 1830; späterhin eintretende Veränderungen sollen seiner Zeit besonders bekannt gemacht werden.

§. 3. Zur Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs wird das Verhältnifs zwischen den Würtembergischen, Baierischen, Preufsischen und Hessischen Maafsen und Gewichten durch die Anlage C zur öffentlichen Kunde gebracht.

§. 4. Der Aus- und Eingang aller, aus einem Vereins-Gebiet in das andere übergehenden Gegenstände, mit Ausnahme derjenigen, welche nach den allgemeinen Tarifen beider Zoll-Vereine überhaupt aus dem Auslande frei eingeführt werden dürfen, ist an die Einhaltung bestimmter Strafsen und Aemter gebunden.

Diese Aemter sind

A) in Würtemberg:

a. das Ober-Zoll- und Hall-Amt Heilbronn,
b. das Zoll-Amt Knittlingen;

B. in Baiern:

a. das Ober-Zoll-Amt Hof,
b. — — — Kronach,
c. — — — Lichtenfels,
d. — — — Königshofen,
e. — — — Melrichstadt,

1829 f. das Ober-Zoll-Amt Aschaffenburg,
g. — — — Frankenthal,
h. — — — Kirchheim-Boland,
i. — — — St. Ingbert, und
k. das Zoll-Amt Hochstetten;

C) in Preufsen:
1. in den östlichen Provinzen:
a. das Haupt-Zoll-Amt Langensalza,
b. das Haupt-Zoll-Amt Zeitz.
2. in den westlichen Provinzen:
a. das Haupt-Zoll-Amt Saarbrücken,
b. das Haupt-Steuer-Amt Kreuznach;

D) im Grofsherzogthum Hessen:
a. das Haupt-Zoll-Amt Heppenheim,
b. — — — Worms,
c. das Neben-Zoll-Amt I. Hirschhorn,
d. — — — I. Alzey,
e. — — — I. Seligenstadt.

§. 5. Wegen der bei Waaren-Versendung aus einem Vereins-Gebiete in das andere beizubri genden Beweise über die inländische Abstammung c Waaren und wegen der sonst von den Versendern u Waarenführern zu beobachtenden Förmlichkeiten, w auf den Inhalt des beiliegenden Reglements (Anlage verwiesen.

§. 6. Vom 1ten Januar 1830 an wird die Kön Preufsische Regierung von allen ausländischen Waar welche auf der Weser und Elbe mit der Bestimmu zum Eingang nach Würtemberg und Baiern ü Münden und Magdeburg bezogen werden, den V ser- und Elbe-Zoll nicht erheben lassen, woge der Land-Transit-Zoll vorbehalten bleibt.

Beilage A.

Verzeichniſs

Zollsätze von denjenigen Preuſsich-Hessischen ugnissen und Fabrikaten, welche nach Artikel 2. e. und II. des Vertrags vom 27. Mai 1829. bei Eingange in das Würtembergisch-Baierische Ver- - Gebiet keine völlige Abgaben-Freiheit, sondern nur eine Zoll-Erleichterung genieſsen.

Würtemisch — rischen Vereinstarifs		Benennung der Gegenstände.	Maſsstab der Verzollung nach Baierischem Gewicht etc.	Betrag des zu entrichtenden Zolls.	
o.	Lit.			fl.	kr.
		1. Taback:			
0	a.	a. Blätter und Geitz, ungeschnitten, ungebeitzt, ungesponnen, auch Rippen und Stängel	Brutto-Ctr.	2	—
—	b.	b. Tabacks-Fabrikate aller Art und ohne Unterschied, auch Karotten und Taback-Mehl	—	10	—
78	a. u. c.	2. Weine und Most, alle rothe und weiſse . . .	—	4	—
99	a.	3. Zucker, Brode- oder Hut-Kandis-Bruch- oder Lumpen- und weiſser gestoſsener Zucker aus Preuſsischen und Hessischen Siedereien mit gewöhnlicher Verpackung in Kisten und Fässern	—	9	52
	b.	dergleichen, nicht in Fässern oder Kisten verpackt .	—	12	—
38	—	4. Syrup, aus Preuſsischen und Hessischen Siedereien.	—	4	—

mmerk. Ueber die bei den Artikeln 3 und 4 vertragsmäſsig vorbehaltenen Modalitäten und Bedingungen wird das Nähere noch nachträglich bekannt gemacht werden.

		5. Baumwollene Tücher und Waaren:			
38	d 1.	a. rohe, ungebleichte, ungemusterte und ohne Desseins	Netto-Ctr.	15	—

Des Würtembergisch-Baierischen Zoll-Vereins-Tarifs. Nr.	Lit.	Bennennung der Gegenstände.	Maſsstab der Verzollung nach Baierischem Gewicht etc.	de r
38	d. 2.	b. alle weiſsen, glatten Hamans, Mousselins etc. .	Netto-Ctr.	4
—	d. 3.	c. baumwollene Waaren, brochirte, festonirte, gestickte, gefärbte, gedruckte, gestreifte, mit Ausnahme der mit Leinen vermengten .	—	4
—	d. 4.	d. alle gestrickten	—	4
		6. Seidene Waaren:		
408	e. 1.	a. mit Gold und Silber vermengt	Brutto-Pf.	-
—	e. 2.	b. unvermengt oder mit Baumwolle vermengt . .	Brutto-Ctr.	4
		c. Spitzen, seidene . .	Br.-Pf.	-
473	—	7. Wollene Waaren, mit Ausnahme von Teppichen aus Wolle oder andern Thier-Haaren, mit Leinen gemischt, und mit Ausnahme der Hutmacher-Arbeit (gefilzter)		
456	—	a. Tücher von Wolle, alle Ganz- und Halbtücher auch Azors, Biber, Molton, etc., einschlüssig der Enden und Leisten . . .	Netto-Ctr.	4
489	f.	b. Tuch- und Wollen-Waaren, alle mit andern Stoffen vermengte und unvermengte	—	4
		8. Leder- und Leder-Waaren:		
254	a.	a. alles Roth- und Weiſsgerber-Leder, ganz oder nur lohroth gearbeitete Häute	Brutto-Ctr.	1
—	b.	b. Corduan-, Saffian-, auch Brüssler-, dann alles gefärbte und lakirte Leder	—	1

Benennung der Gegenstände.	Maſsstab der Verzollung nach Baierischem Gewicht etc.	Betrag des zu entrichtenden Zolls. fl.	kr.
Waaren, nicht eigens bewegte	Brutto-Ctr.	22	30
Riemer-Arbeiten . .	—	15	—
Sattler-Arbeiten, alle .	—	15	—
Wagen, zum Stadt-Dienste, Chaisen, Kaleschen, neue	Stück.	37	30
Taschner-Arbeiten . .	Br.-Ctr.	22	30
Säckler-Arbeiten, mit Ausschluſs der Fabrikate von Wachstuch und Wachstaffent	—	22	30
Pergament	—	11	15
Juchten	—	7	30
Schumacher-Arbeiten:			
1. von gemeinem Leder und Tuchenden	—	15	—
2. von feinem, gegerbten Leder, Corduan, Saffian, Taffent etc.	—	30	—
Kupfer- und Messing-Waaren:			
verarbeitetes Kupfer, d. h. alle verzinnte und unverzinnte Kupferschmiede-Arbeiten	—	11	15
Messing-Waaren, alle nicht vergoldete und versilberte	—	11	15
Glockengieſser-Arbeiten:			
1. im Groſsen, mit Ausnahme der Feuerspritzen	—	7	30
2. im Kleinen, als Gegenstände des Kramhandels	—	11	15
Ausnahmen: Ausgenommen sind alle diejenigen Artikel, welche nach dem Preuſsisch-Hessischen Tarif zu den kur-			

Des Würtembergisch-Baierischen Zoll-Vereins Tarifs. Nro.	Lit.	Benennung der Gegenstände.	Maſsstab der Verzollung nach Baierischem Gewicht etc.	
		zen Waaren gerechnet werden.		
		10. Geschmiedetes Eisen und grobe Eisen-Waaren:		
123	c.	a. geschmiedetes, gestrecktes, mithin alle Schien- und Stab-Knoppern- Zain- und Nagelschmied-Eisen . .	Br. Ctr.	1
		Ausnahme: in Rheinbaiern auf der Linie von Breitenbach bis Expositur St. Ingbert	f r	
123	e.	b. alle schwarze und weiſse Eisenbleche, unverarbeitet	Br. Ctr.	
—	g.	c. Draht von Eisen . .	—	
		d. Fabrikate, alle gemeine:		
—	i. 1.	1. Huf- und Nagelschmied-Arbeiten, auch Sensen, Sicheln, Ketten . . .	—	
—	i. 2.	2. Feilenhauer- und Waffenschmied-Arbeiten, als Aexte, Hämmer, Klingen, Pfannen, Sägblätter u. s. w., zum Betrieb der Landwirthschaft	—	
		e. Guſswaaren:		
—	l. 1.	1. in Kesseln, Oefen, Platten, Gewichten . . .	—	
—	l. 2.	2. feinere, geschliffene Guſswaaren, mit Ausnahme der feinern Werkzeuge . .	—	
387	—	f. Schlosser-Arbeiten, mit Ausnahme der feineren .	—	1
424	—	g. Sporer-Arbeiten, mit Ausnahme der feineren . .	—	1
		h. Stahl		
427	a.	1. roher unverarbeiteter	—	
		Ausnahme: in Rheinbaiern auf der Linie von Breiten-		

Benennung der Gegenstände.	Maſsstab der Verzollung nach Baierischem Gewicht etc.	Betrag des zu entrichtenden Zolles.	
		fl.	kr.
ach bis Expositur St. Ingert	f r e i		
verarbeitet, Stahlwaaren, gemeine	—	11	15
Draht von Stahl . .	—	5	—

Zoll wird der Zoll-Beischlag erhoben, der nach oderirten Zollsätze berechnet wird.

vorstehenden zur Anwendung kommenden Zoll- Zoll-Beischlage wird von jedem Gulden des nach entrichtenden Zoll-Betrags, desgleichen von jedem bezahlenden Weggeldes, eine Stempel-Gebühr von jene Beträge unter 1 fl. bleiben, von 1 kr. er-

. 1.

Verzeichniſs

s - Abgaben von denjenigen Würtemberschen Erzeugnissen und Fabrikaten, weltikel 2. I. d. e und II. des Vertrags vom beim Eingange in den Preuſsisch-Hes- Verband keine völlige Abgaben-Freiheit, eine Ermäſsigung der Eingangs-Abgabe wenn solche in Preuſsen und Hessen eingehen.

Benennung der Gegenstände.	Gewicht (Preuſsisch)	Abgaben-Satz beim Eingange.	
		Rthlr.	s. Gr.
Taback:			
Tabacks-Blätter (unbearbeitete) und Stängel . . .	1 Ctr.	1	18
Tabacks-Fabrikate, als: auchtaback in Rollen oder eschnitten, Cigarren, chnupftaback in Carotten der Stangen und gerieben, uch Tabacks-Mehl . . .	—	5	—

Der Erhebungs-Rolle vom 30. Okt. 1827. Nr.	Lit	Benennung der Gegenstände.	Gewicht (Preufsisch)	S I Rt
		Leder- oder Polster-Arbeiten	1 Ctr.	
21	d.	d. feine Leder-Waaren von Korduan, Saffian, Marokin, Erlanger-, Brüfsler- und Dänischem Leder, von sämisch- und weifsgahrem Leder und Pergament, Sattel- und Reitzeuge und Geschirre mit Schnallen und Ringen, ganz oder theilweise von feinen Metallen und Metallgemischen, Handschuhe von Leder und feine Schuhe aller Art . .	—	15
19	c.	9. Kupfer- und Messing-Waaren: Kessel, Pfannen und dergleichen, auch alle sonstigen Waaren aus Kupfer und Messing, mit Ausschlufs derjenigen Artikel, welche zu den kurzen Waaren gerechnet werden . . .	—	
		10. Geschmiedetes Eisen und grobe Eisen-Waaren:		
6	c.	a. geschmiedetes Eisen, als: Stab- oder Stangen- Reife- Schlösser- Reck- Kneip- Band- Zain- Kraus- Bolzen- Wellen-Eisen, desgleichen Rohstahl, Gufs- und raffinirter Stahl .	—	—
		Ausnahmen:		
		1. Links der Elbe, landwärts eingehend, auf der Linie von der Elbe bis Heiligenstadt und in den westlichen Provinzen von Warburg bis Sobernheim		

Der bungs- e vom st. 1827. Lit.	Benennung der Gegenstände.	Gewicht (Preufsisch)	Abgaben-Satz beim Eingange. Rthlr.	s. Gr.
	wird nur die allgemeine Eingangs-Abgabe erhoben.			
	2. In den westlichen Provinzen, von Sobernheim bis Rentrisch, frei.			
d.	b. Eisenblech aller Art, desgleichen Eisendraht, Stahldraht und Anker . .	1 Ctr.	2	7½
	c. Eisen-Waaren:			
e. 1.	1. grobe Gufswaaren, in Oefen, Platten, Gittern etc.	—	—	22½
e. 2.	2. grobe, die aus geschmiedetem Eisen, Eisenblech, Stahl und Eisendraht gefertigt sind, als: Aexte, Degen-Klingen, Feilen, Hämmer, Hecheln, Hespen, Holzschrauben, Kaffeetrommeln und Kaffeemühlen, Ketten, Maschinen von Eisen, Nägel, Pfannen, Platteisen, Schaufeln, Schlösser, grobe Schnallen und Ringe (ohne Politur), Schraubstöcke, Sensen, Sicheln, Stemmeisen, Striegeln, Thurmuhren, Tuchmacher- und Schneider-Scheeren, grobe Waagebalken, Zangen etc. .	—	4	15

Für Tara wird der in der Erhebungs-Rolle vom 30sten Oktober 1827 den betreffenden, vorstehend in der ersten Spalte bezeichneten, Positionen ausgeworfene Satz vom Zentner Brutto-Gewicht, vergütet. Uebrigens verbleibt es auch bei den vorstehend aufgeführten Erzeugnissen und Fabrikaten bei der allgemeinen Bestimmung der Erhebungs-Rolle vom 30sten Oktober 1827, Abtheilung V., No. 8, dafs die Zahlung der Eingangs-Abgabe, wenn fünf Thaler und mehr in einer Post zu zahlen sind, halb in Gold (den Friedrichsd'or zu 5 Rthlr. gerechnet), halb in Silbergeld entrichtet werden mufs, mit der Mafsgabe jedoch, dafs Zwischensummen unter fünf Thaler nicht zur Berechnung des Gold-Antheils gezogen werden.

Beilage B. 2.

Verzeichnifs

der Sätze, nach welchen bei den Grofsherzoglich-Hessischen Grenz-Zoll-Aemtern die Eingangs-Abgaben von denjenigen Würtembergisch-Baierischen Erzeugnissen und Fabrikaten zu erheben sind, welche nach Art. 2 I. d. e. und II. des Vertrags vom 27. Mai d. J. bei dem Eingange in den Preufsisch-Hessischen Zoll-Verband keine völlige Abgaben-Freiheit, sondern nur Ermäfsigung der Eingangs-Abgaben geniefsen.

Des Zoll-Tarifs vom 23. Juni 1828.		Ordn. Nummer.	Benennung der Gegenstände.	Grofsherzogl. Hessisches Gewicht, Maafs und Geld.			Preufsisches Gewicht, Maafs und Geld		
				Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang.		Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang.	
Nr	Lit				fl.	kr.		Rthl	s. Gr.
		1	Taback:						
25	w. 1.		a. Tabacks-Blätter, unverarbeitete und Stengel	1 Ctr.	2	42½	1 Ctr.	1	18
—	w. 2.		b. Tabacks-Fabrikate, als: Rauchtaback in Rollen oder geschnitten, Cigarren, Schnupftaback in Carotten oder Stangen und gerieben, auch Tabacksmehl	—	8	30	—	5	—
25	f.	2	Wein und Most . . .	—	5	25	—	3	6
25	y. i.	3	Zucker, Brodt-, oder Hut-, Candis-Bruch- oder Lumpen- und weifser gestofsener Zucker aus Würtembergischen u. Baierischen Siedereien . .	—	13	32½	—	8	—
25	v.	4	Syrup	—	5	25	—	3	6

Anmerk. Ueber die bei den Artikeln 3 und 4 vertragsmäfsig vorbehaltenen Modalitäten und Bedingungen wird das Nähere nachträglich bekannt gemacht werden.

2	c.	5	Baumwollen-Waaren, Stuhl- und gestrickte, auch baumwollene Posamentier-Waaren	—	63	45	—	37	15
		6	Seiden-Waaren:						
31	c.		a. seidene Stuhl- und Strumpf-Waaren, Blonden, Borten, Che-						

	Ordn. Nummer	Benennung der Gegenstände.	Grofsherzogl. Hessisches Gewicht, Maafs und Geld. Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang Rthl.	s. Gr.	Preufsisches Gewicht, Maafs und Geld. Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang. Rthl.	s. Gr.
		nille, Crepinen, Franzen u. Schnüre, auch Gold- und Silber-Stoffe	1 Ctr.	127	30	1 Ctr.	75	—
d.		(Seiden-Waaren.) b. halbseidene Waaren, nämlich Waaren aus Floret-Seide (bourre de soie) aus Seide und Floret-Seide, aus Seide (oder Floret-Seide) und Baumwolle; desgl. Gespinnste u. Tressen aus Seide oder Floret-Seide	—	63	45	—	37	15
	7	Wollene Waaren, mit Ausnahme von Teppichen aus Wolle oder andern Thierhaaren mit Leinen gemischt und mit Ausnahme der Hutmacher-Arbeit (gefilzter)						
c.		a. Wollene Stuhl- u. Strumpf-Waaren, desgl. Borten, Chenille, Franzen, Schnüre; ferner dergleichen Waaren aus andern Thierhaaren, wie auch halbwollene Waaren obiger Art aus Wolle oder andern Thierhaaren mit Baumwolle, Leinen, Seide, Floret-Seide, theilweise oder mit allen diesen Stoffen gemischt	—	38	20	—	22	15
e.		b. Flanelle und Moltons (weifse oder weifse mit Streifen. rein von Wolle ge-						

Des Zoll-Tarifs vom 23. Juni 1828. Nr.	Lit.	Ordn. Nummer.	Benennung der Gegenstände.	Grofsherzogl. Hessisches Gewicht, Maafs und Geld. Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang Rthl	s. Gr.	Preufsisches Gewicht, Maafs und Geld. Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang Rthl	s. Gr.
			webte) grobe Friefsdecken, Tuchleisten, Warp oder Bauerzeug aus Wolle und Leinen	1 Ctr.	12	$42\frac{1}{2}$	1 Ctr.	7	15
		8	Leder und Leder-Waaren:						
21	a.		a. gelohetes Fahlleder, Sohlleder, Kalbleder, Sattlerleder, Stiefelschäfte, desgl. Juchten . . .	—	7	$42\frac{1}{2}$	—	4	15
	b.		b. sämischgahres, weifsgahres Leder, Erlanger, Brüfsler, u. Dänisches Handschuhleder, auch Corduan, Marokin, Saffian, Pergament	—	10	$12\frac{1}{2}$	—	6	—
			Ausnahme: Halbgahre Ziegenfelle für inländische Saffian-Fabrikanten werden, unter Kontrole, für die allgemeine Eingangs-Abgabe eingelassen.						
	c.		c. Grobe Schuhmacher- und Sattler-Waaren, Blasebälge, auch Wagen, woran Leder- oder Polster-Arbeiten . . .	—	12	$42\frac{1}{2}$	—	7	15
	d.		d. Feine Leder-Waaren von Korduan, Saffian, Marokin, Erlanger- Brüfsler- und Dänischem Leder, von sämisch und weifsgahrem Leder und Pergament, Sattel- und Reit-Zeuge, und Geschirre mit Schnallen und Ringen, ganz oder theilweise von feinen Me-						

Des Zoll-Tarifs vom 1 Juni 1828. Lit.	Ordn. Nummer.	Benennung der Gegenstände.	Grofsherzogl. Hessisches Gewicht, Maafs und Geld. Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang. fl.	kr.	Preufsisches Gewicht, Maafs und Geld. Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang. Rthl.	s Gr.
		tallen und Metall-Gemischen, Handschuhe von Leder und feine Schuhe aller Art . . .	1 Ctr.	25	$31\frac{1}{2}$	1 Ctr.	15	—
c.	9	Kupfer- und Messing-Waaren: Kessel, Pfannen und dergleichen, auch alle sonstigen Waaren aus Kupfer und Messing, mit Ausschlufs derjenigen Artikel, welche zu den kurzen Waaren gerechnet werden .	—	12	$42\frac{1}{2}$	—	7	15
	10	Geschmiedetes Eisen und grobe Eisen-Waaren:						
ge-ner atz		a. Geschmiedetes, als Stab- oder Stangen-Reifen- Schlösser-Reck- Kneip- Band-Zain- Kraus- Bolzen-Wellen- Eisen, desgl. Rohstahl, Gufs- und raffinirter Stahl .	—	—	$37\frac{1}{2}$	—	—	$11\frac{1}{4}$
b.		b. Eisenblech aller Art, desgleich. Eisendraht, Stahldraht und Anker	—	3	$51\frac{1}{4}$	—	2	$7\frac{1}{2}$
c. 1.		c. Eisen-Waaren: 1. grobe Gufswaaren in Oefen, Platten, Gittern etc. . .	—	1	15	—	—	$22\frac{1}{2}$
		2. grobe, die aus geschmiedetem Eisen, Eisenblech, Stahl- und Eisendraht gefertigt sind, als: Aexte, Degen-Klingen, Feilen, Hämmer, Hecheln, Hespen, Holzschrauben, Kaf-						

Rheinbaierisch.	Zur Berechnung.	Fuſs.	Zoll.	Linien.	Zur Berechnung.	Fuſs.	Zoll.	Linien.	Zur Berechnung.	Fuſs.	Zoll.	Linien.	Zur Berechnung.	Fuſs.	Zoll.	Linien.
1 Fuſs =	1,1635	1	1	11,54	1,1421	1	1	8,46	1,0620	1	—	8,93	1,3333	1	4	0,00
2 — =		2	3	11,08		2	3	4,92		2	1	5,87		2	8	0,00
1 Metre =	3,4905	3	5	10,63	3,4263	3	5	1,38	3,1861	3	2	2,81	4,0000	4	—	0,00
25 — =		87	3	1,87		85	7	10,71		79	7	10,31		100	—	0,00
50 — =		174	6	3,73		171	3	9,42		159	3	8,63		200	—	0,00
75 — =		261	9	5,60		256	11	8,14		238	11	6,94		300	—	0,00
100 — =	349,0518	349	—	7,47	342,6309	342	7	6,85	318,6199	318	7	5,26	400,0000	400	—	0,00
Preuſsisch.	Würtembergisch.				Altbaierisch.				Rheinbaierisch.				Groſsherzogl. Hessisch.			
1 Fuſs =	1,0955	1	1	1,75	1,0753	1	—	10,85	0,3138	— Metre.	— Fuſs.	11 Zoll.	3,58 Linien.	1,2554	1	3	0,77
25 — =		27	4	7,84		26	10	7,29		7	2	6	5,61		31	4	7,49
50 — =		54	9	3,68		53	9	2,58		15	2	—	11,23		62	9	2,98
75 — =		82	1	11,53		80	7	9,87		23	1	7	4,85		94	1	10,47
100 — =	109,5511	109	6	7,37	107,5359	107	6	5,17	31,3853	31	1	1	10,47	125,5413	125	6	5,96
Groſsh. Hess.	Würtembergisch.				Altbaierisch.				Rheinbaierisch.				Preuſsisch.			
1 Fuſs =	0,8726	—	10	5,65	0,8565	—	10	3,34	0,2500	—	—	9	0,00	0,7965	—	9	6,70
25 — =		21	9	9,46		21	4	11,67		6	—	9	0,00		19	10	11,57
50 — =		43	7	6,93		42	9	11,35		12	1	6	0,00		39	9	11,15
75 — =		65	5	4,40		64	2	11,03		18	2	3	0,00		59	8	10,73
100 — =	87,2629	87	3	1,87	85,6577	85	7	10,71	25,0000	25	—	—	0,00	79,6549	79	7	10,31

Vergleichung
der *Würtembergischen*, *Altbaierischen*, *Rheinbaierischen*, *Preufsischen* und *Grofsherzogl. Hessischen*
Holz - Maafse.

Eine Würtembergische Klafter enthält	. . . .	144	Würtembergische	Cubik-Fufs.
Eine Altbaierische — —	. . . . .	126	Altbaierische	— —
Eine Rheinbaierische — —	. . . . .	144	Altbaierische	— —
Eine Preufsische — —	. . . . .	108	Preufsische	— —
Eine Grofsherzogl. Hessische Stecken enthält	. .	100	Grofsh. Hessische	— —

Würtembergisch.	Altbaierisch.				Rheinbaierisch.				Preufsisch.				Grofsherzogl. Hessisch.			
	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch			Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.			Zur Berechnung.	Zum Gebrauch			Zur Berechnung.	Zum Gebrauch		
		Klafter.	8tel.	16tel.		Klafter.	8tel.	16tel.		Klafter.	8tel.	16tel.		Stecken.	8tel.	16tel.
1 Klftr. =	1,1218	1	—	1,94	0,9816	—	7	1,70	1,2170	1	1	1,47	1,6501	1	5	0,40
25 — =		28	—	0,73		24	4	0,64		30	3	0,83		41	2	0,07
50 — =		56	—	1,46		49	—	1,28		60	6	1,66		82	4	0,14
75 — =		84	1	0,20		73	4	1,92		91	2	0,49		123	6	0,22
100 — =	112,1833	112	1	0,93	98,1604	98	1	0,56	121,7087	121	5	1,33	165,0183	165	—	0,29

Altbaierisch.	Württembergisch.				Rheinbaierisch.				Preufsisch.				Grofsherzogl. Hessisch.			
1 Klftr. =	0,8913	—	7	0,26	0,8750	—	7	0,00	1,0849	1	—	1,35	1,4709	1	3	1,53
25 — =		22	2	0,56		21	7	0,00		27	—	1,96		36	6	0,38
50 — =		44	4	1,11		43	6	0,00		54	1	1,92		73	4	0,77
[illegible]		66	6	1,67		65	5	0,00		81	2	1,89		110	2	1,16

baierisch.	Berechnung.	Klafter.	8tel.	16tel.	Berechnung.	Klafter.	8tel.	16tel.	Berechnung.	Klafter.	8tel.	16tel.	Berechnung.	Stecken.	8tel.	16tel.
1 Kiltr. =	1,0187	1	—	0,29	1,1428	1	1	0,28	1,2398	1	1	1,83	1,6811	1	5	0,89
25 — =		25	3	1,49		28	4	1,14		30	7	1,96		42	—	0,44
50 — =		50	7	0,99		57	1	0,28		61	7	1,91		84	—	0,88
75 — =		76	3	0,48		85	5	1,43		92	7	1,87		126	—	1,33
100 — =	101,8740	101	6	1,98	114,2857	114	2	0,57	123,9894	123	7	1,83	168,1107	168	—	1,77
Preufsisch.	**Würtembergisch.**				**Altbaierisch**				**Rheinbaierisch.**				**Grofsherzogl Hessisch.**			
1 Kiltr. =	0,8216	—	6	1,14	0,9217	—	7	0,74	0,8065	—	6	0,90	1,3558	1	2	1,69
25 — =		20	4	0,65		23	—	0,69		20	1	0,61		33	7	0,33
50 — =		41	—	1,30		46	—	1,38		44	2	1,21		67	6	0,67
75 — =		61	4	1,96		69	1	0,08		60	3	1,82		101	5	1,01
100 — =	82,1688	82	1	0,61	92,1736	92	1	0,77	80,6519	80	5	0,43	135,5846	135	4	1,35
Grofsh. Hess.	**Würtembergisch.**				**Altbaierisch.**				**Rheinbaierisch.**				**Preufsisch.**			
1 Stecken =	0,6059	—	4	1,69	0,6798	—	5	0,87	0,5948	—	4	1,51	0,7375	Klafter. —	5	1,80
25 — =		15	1	0,39		16	7	1,92		14	6	1,93		18	3	1,01
50 — =		30	2	0,79		33	7	1,85		29	5	1,87		36	7	0,03
75 — =		45	3	1,19		50	7	1,78		44	4	1,81		55	2	1,05
100 — =	60,5902	60	4	1,58	67,9823	67	7	1,71	59,4835	59	3	1,75	73,7545	73	6	0,07

Vergleichung
der Würtembergischen, Altbaierischen, Rheinbaierischen, Preufsischen und Grofsherzogl. Hessischen
Ellen - Mafse.

Eine Würtembergische Elle ist gleich . . . . . 272,288 Pariser Linien.
Eine Altbaierische — — — . . . . . 369,27 — —
Eine Rheinbaierische Aune — — . . . . . 531,95512 — —
Eine Preufsische Elle — — . . . . . 295,65 — —
Eine Hessische — — — . . . . . 265,98 — —

Würtembergisch.	Altbaierisch. Zur Berechnung.	Altbaierisch. Zum Gebrauch Elle.	8tel.	16tel.	Rheinbaierisch. Zur Berechnung.	Rheinbaierisch. Zum Gebrauch Aune.	8tel.	16tel.	Preufsisch. Zur Berechnung.	Preufsisch. Zum Gebrauch Elle.	8tel.	16tel.	Grofsherzogl. Hessisch. Zur Berechnung.	Grofsherzogl. Hessisch. Zum Gebrauch Elle.	8tel.	16tel.
1 Elle =	0,7373	—	5	1,78	0,5118	—	4	0,18	0,9209	—	7	0,73	1,0237	1	—	0,37
25 — =		18	3	0,91		12	6	0,74		23	—	0,39		25	4	1,48
50 — =		36	6	1,89		25	4	1,49		46	—	0,78		51	1	0,97
75 — =		55	2	0,84		38	3	0,23		69	—	1,17		76	6	0,45
100 — =	73,7368	73	5	1,78	51,1862	51	1	0,98	92,0980	92	—	1,56	102,3716	102	2	1,94

Altbaierisch	Würtembergisch.				Rheinbaierisch.				Preufsisch.				Grofsherzogl. Hessisch.			
1 Elle =	1,3561	1	2	1,69	0,6941	—	5	1,10	1,2490	1	1	1,98	1,3883	1	3	0,21
25 — =		33	7	0,46		17	2	1,67		31	1	1,60		34	5	1,33
50 — =		67	6	0,93		34	5	1,34		62	3	1,20		69	3	0,66

baierisch.	Zur Berechnung.	Elle.	8tel.	16tel.	Zur Berechnung.	Elle.	8tel.	16tel.	Zur Berechnung.	Elle.	8tel.	16tel.	Zur Berechnung.	Elle.	8tel.	16tel.
1 Aune =	1,9536	1	7	1,25	1,4405	1	3	1,04	1,7992	1	6	0,78	2,0000	2	—	0,00
25 — =		48	6	1,46		36	—	0,22		44	7	1,71		50	—	0,00
50 — =		97	5	0,91		72	—	0,44		89	7	1,41		100	—	0,00
75 — =		146	4	0,37		108	—	0,67		134	7	1,12		150	—	0,00
100 — =	195,3648	195	2	1,83	144,0558	144	—	0,89	179,9273	179	7	0,83	200,0000	200	—	0,00
Preufsisch.	**Würtembergisch.**				**Altbaierisch.**				**Rheinbaierisch.**				**Grofsherzogl. Hessisch.**			
										Aune.						
1 Elle =	1,0857	1	—	1,37	0,8006	—	6	0,81	0,5557	—	4	0,89	1,1115	1	—	1,78
25 Ellen =		27	1	0,31		20	—	0,25		13	7	0,31		27	6	0,61
50 — =		54	2	0,63		40	—	0,50		27	6	0,62		55	4	1,23
75 — =		81	3	0,95		60	—	0,76		41	5	0,93		83	2	1,85
100 — =	108,5798	108	4	1,27	80,0633	80	—	1,01	55,5779	55	4	1,24	111,1549	111	1	0,47
Grofs. Hess	**Würtembergisch.**				**Altbaierisch.**				**Rheinbaierisch.**				**Preufsisch.**			
1 Elle =	0,9768	—	7	1,62	0,7202	—	5	1,52	0,5000	—	4	0,00	0,8996	—	7	0,39
25 Ellen =		24	3	0,73		18	—	0,11		12	4	0,00		22	3	1,85
50 — =		48	6	1,46		36	—	0,22		25	—	0,00		44	7	1,71
75 — =		73	2	0,20		54	—	0,34		37	4	0,00		67	3	1,57
100 — =	97,6833	97	5	0,93	72,0285	72	—	0,45	50,0000	50	—	0,00	89,9644	89	7	1,43

Vergleichung
der Würtemb., Altbaierischen, Rheinbaierischen, Preufsischen und Gr. Hessischen
Flüssigkeits-Maafse.

Eine Würtembergische Helleich-Maafs ist gleich . . .	92,6099	Pariser	Cubikzollen.
Eine Altbaierische Maafs — —	53,8923	—	—
Eine Rheinbaierische Litre — —	50,4124	—	—
Eine Preufsische Quart — —	57,723	—	—
Eine Hessische grofse Maafs — —	100,825	—	—
Ein Würtembergischer Eimer enthält — —	16 Imi, 160 Maafs, 640 Schoppen.		
Ein Altbaierischer Eimer —	64 Maafs. 256 Quart.		
Ein Rheinbaierischer Hectolitre —	10 Decalitres, 100 Litres.		
Ein Preufsischer Eimer —	60 Quart, 120 Oesel.		
Eine Hessische Ohm —	80 Maafs, 320 Quart.		

Württembergisch.	Altbaierisch.				Rheinbaierisch.				Preufsisch.				Grofsherzogl. Hessisch.			
	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch			Zur Berechnung.	Zum Gebrauch			Zur Berechnung.	Zum Gebrauch			Zur Berechnung.	Zum Gebrauch		
		Eimer.	Maafs.	Quart.		Hecto-	Deca.	Litre.		Eimer.	Quart.	Oesel.		Ohm.	Maafs.	Quart.
	Maafs.				Litre.				Quart.				Maafs.			
1 Maafs =	1,7184	—	1	2,87	1,8370	—	—	1.83	1,6043	—	1	1,20	0,9185	—	—	3.67
5 — =		—	8	2,36		—	—	9,18		—	8	0 04		—	4	2.37
1 Imi =		—	17	0,73		—	1	8,37		—	16	0,08		—	9	0,74
10 — =		2	43	3.37		1	8	3,70		2	40	0.87		1	11	3,40
15 — =		4	1	3,05		2	7	5,55		4	—	1,30		1	57	3,10
	Eimer.				Hectolitre				Eimer.				Ohm.			
1 Eimer =	4,2960	4	18	3,79	2,9392		9	3,92	4,2783	4	16	1,40	1,8370	1	66	3.85
25 — =		107	25	2,80		73	4	8,18		106	57	1,07		45	74	0.33
50 — =		214	51	1,16		146	9	6,36		213	55	0,15		91	68	0.67

Altbaierisch.	Würtembergisch. Zur Berechnung.	Würtembergisch. Zum Gebrauch				Rheinbaierisch. Zur Berechnung.	Rheinbaierisch. Zum Gebrauch			Preufsisch. Zur Berechnung.	Preufsisch. Zum Gebrauch			Grofsherzogl. Hessisch. Zur Berechnung.	Grofsherzogl. Hessisch. Zum Gebrauch		
	Helleich-Maafs.	Eimer.	Imi.	Maafs.	Schopp.	Litre.	Hecto-	Deca-	Litre.	Quart.	Eimer.	Quart.	Oesel.	Maafs.	Ohm.	Maafs.	Quart.
1 Maafs =	0,5819	—	—	—	2,32	1,0690	—	—	1,06	0,9336	—	—	1,86	0,5345	—	—	2,13
25 — =		—	1	4	2,19		—	2	6,72		—	23	0,68		—	13	1,45
50 — =		—	2	9	0,38		—	5	3,45		—	46	1,36		—	26	2,90
	Eimer.					Hectolitre				Eimer.				Ohm.			
1 Eimer =	0,2327	—	3	7	0,97	1,6841	—	6	8,41	0,9958	—	59	1,50	0,4276	—	34	0,83
25 — =		5	13	1	0,33		17	1	0,44		24	53	1,63		10	55	0,88
50 — =		11	10	2	0,67		34	2	0,89		49	47	1,27		21	30	1,76
75 — =		17	7	3	1,01		51	3	1,33		74	41	0,91		32	5	2,65
100 — =	23,2771	23	4	4	1,35	68,4178	68	4	1,78	99,5878	99	35	0,54	42,7610	42	60	3,53

Rheinbaierisch.	Würtembergisch.					Altbaierisch.				Preufsisch.				Grofsherzogl. Hessisch.			
							Eimer.	Maafs.	Quart.								
	Maafs.					Maafs.				Quart.				Maafs.			
1 Litre =	0,5443	—	—	—	2,17	0,9354	—	—	3,74	0,8733	—	—	1,74	0,5000	—	—	00
1 Decal. =		—	—	5	1,77		—	9	1,41		—	8	1,46		—	5	0,00
5 — =		—	2	7	0,87		—	46	3,08		—	43	1,33		—	25	0,00
	Eimer.					Eimer.				Eimer.				Ohm.			
1 Hectol. =	0,3402	—	5	4	1,74	1,4616	1	29	2,17	1,4555	1	27	0,67	0,6250	—	50	0,00
25 — =		8	8	—	3,52		36	34	2,28		36	23	0,75		15	50	0,00
50 — =		17	—	1	3,04		73	5	0,57		72	46	1,50		31	20	0,00
75 — =		25	8	2	2,57		109	39	2,86		109	10	0,25		46	70	0,00
100 — =	34,0220	34	—	3	2,09	146,1607	146	10	1,15	145,5583	145	33	1,00	62,5000	62	40	0,00

Preufsisch.	Würtembergisch. Zur Berechnung.	Würtembergisch. Zum Gebrauch. Eimer.	Lmi.	Maafs.	Schopp.	Altbaierisch. Zur Berechnung.	Altbaierisch. Zum Gebrauch Eimer.	Maafs.	Quart.	Rheinbaierisch. Zur Berechnung.	Rheinbaierisch. Zum Gebrauch Hecto-	Deca-	Litre.	Grofsherzogl. Hessisch. Zur Berechnung.	Grofsherzogl. Hessisch. Zum Gebrauch Ohm.	Maafs.	Quart.
	Maafs.					Maafs.				Litre.				Maafs.			
1 Quart =	0,6232	—	—	—	2,49	1,0710	—	1	0,28	1,1450	—	—	1,14	0,5720	—	—	2,29
25 — =		—	1	5	2 32		—	26	3,10		—	2	8 62		—	14	1,25
50 — =		—	3	1	0,65		—	53	2,21		—	5	7,25		—	28	2,50
	Eimer.					Eimer.				Hectolitre				Ohm.			
1 Eimer =	0,2337	—	3	7	1,59	1,0041	1	—	1·25	0,6870	—	6	8,70	0,4293	—	34	1,40
25 — =		5	13	4	3·75		25	6	2,48		17	1	7,52		10	58	3,04
50 — =		11	10	9	3·50		50	13	0,96		34	3	5,04		21	37	2,08
75 — =		17	8	4	3,25		75	19	3,45		51	5	2,57		32	16	1,12
100 — =	23.3734	23	5	9	3,00	100,4138	100	26	1·93	68,7009	68	7	0·09	42.9380	42	75	0,16

Grofsh. Hess.	Würtembergisch.					Altbaierisch.				Rheinbaierisch.				Preufsisch.			
	Maafs.					Maafs.				Litre.				Quart.	Eimer.	Quart.	Oesel.
1 Maafs =	1,0888	—	—	1	0,35	1,8707	—	1	3,48	2,0000	—	—	2,00	1,7467	—	1	1,49
25 — =		—	2	7	0·87		—	46	3,08		—	5	0,00		—	43	1,33
50 — =		—	5	4	1,74		1	29	2,17		1	—	0,00		1	27	0·67
	Eimer.					Eimer.				Hectolitre				Eimer.			
1 Ohm =	0,5443	—	8	7	0,38	2,3385	2	21	2,67	1,6000	1	6	0,00	2,3289	2	19	1,47
25 — =		13	9	7	1·65		58	29	2,88		40	—	0,00		58	13	0,81
50 — =		27	3	4	3·30		116	59	1,77		80	—	0,00		116	26	1,63
		40	13	2	0·95		175	25	0,66		120	—	0,00		174	40	0·45

Vergleichung
der Würtembergisch, Altbaierischen, Rheinbaierischen, Preufsischen und Gr. Hessischen Getreide-Maafse.

Ein Würtembergisches Simri ist gleich . . . . 1116,8 Pariser Cubik-Zoll.
— Altbaierischer Metzen — — . . . . . 1868,2664 — — —
— Rheinbaierischer Viern el — — . . . . . 1260,31 — — —
— Preufsisches Viersel — — . . . . . 692,694 — — —
— Hessischer Aichsimer — — . . . . . 1613,25 — — —
— Würtembergischer Scheffel enthält . . . . 8 Simri, 32 Vierling, 256 Ecklen.
— Altbaierischer Scheffel — . . . . 6 Metzen, 24 Vierling, 96 Sechszehntel.
— Rheinbaierischer Hectolitre — . . . . . 4 Viernsel, 8 Simer, 32 Vierling.
— Preufsischer Scheffel — . . . . . 4 Vierling, 16 Metzen, 64 Mäfsel.
— Hessisches Malter — . . . . . 4 Simer, 16 Kumpf, 64 Gescheid.

Würtembergisch.	Altbaierisch.					Rheinbaierisch.					Preufsisch.					Grofsherzogl. Hessisch.				
	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.				Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.				Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.				Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.			
		Schfl.	Mtz.	Viertel.	16tel.		Hect.	V.	S.	Vrl.		Schfl.	V.	Mtz.	Mäfsl.		Malter.	S.	K.	Gschd.
	Metzen.					Viernsel.					Viertel					Simer.				
1 Simri =	0,5977	—	—	2	1.56	0,8861	—	—	1	3.08	1,6122	—	1	2	1,79	0.6922	—	—	2	3.07
2 — =		—	1	—	3.12		—	1	1	2,18		—	3	—	3.59		—	1	1	2,15
4 — =		—	2	1	2.25		—	3	1	3.35		1	2	1	3,18			2	3	0,30
6 — =		—	3	2	1.38		1	—	—	2,53		2	1	2	2,77		1	—	—	2,45
	Scheffel.					Hectolitre					Scheffel.					Malter.				
1 Schfl. =	0.7970	—	4	3	0.51	1,7722	1	3	—	0.71	3.2245	3	—	3	2.37	1,3845	1	1	2	0.61
25 — =		19	5	2	0.87		44	1	—	1.81		80	2	1	3.29		39	2	1	3.25
50 — =		39	5	—	1.74		88	2	—	3.61		161	—	3	2.58		69	—	3	2.50
75 — =		59	4	2	2.62		132	3	1	1,42		241	3	1	1,87		103	3	1	1,76
100 — =	79.7031	79	4	—	3.49	177.2261	177	—	1	3.23	322.4558	322	1	3	1.17	138.4534	138	1	3	1.01

Altbaierisch.	Würtembergisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Schfl.	S.	Vrl.	Eckl.	Rheinbaierisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Hect.	V.	S.	Vrl.	Preufsisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Schfl.	V.	Mtz.	Mäfsl	Grofsherzogl. Hessisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Malter.	S.	K.	Gehd.
	Simri.					Viernsel.					Viertl.					Aichsimer				
1 Metz. =	1,6728	—	1	2	5,53	1,4823	—	1	—	3,85	2,6971	—	2	2	3,15	1,1580	—	1	—	2,52
2 — =		—	3	1	3,06		—	2	1	3,71		1	1	1	2,30		—	2	1	1,05
4 — =		—	6	2	6,12		1	1	1	3,43		2	2	3	0,61		1	—	2	2,11
	Scheffel.					Hectolitre					Scheffel.					Malter.				
1 Schfl. =	1,2546	1	2	—	1,19	2,2235	2	—	1	3,15	4,0457	4	—	—	2,92	1,7371	1	2	3	3,17
25 — =		31	2	3	5,79		55	2	—	2,86		101	—	2	1,13		45	1	2	3,38
50 — =		62	5	3	3,59		111	—	1	1,72		202	1	—	2,27		86	3	1	2,76
75 — =		94	—	3	1,39		166	3	—	0,59		303	1	2	3,41		130	1	—	2,14
100 — =	125,4655	125	3	2	7,19	222,3578	222	1	—	3,45	404,5711	404	2	1	0,55	173,7114	173	2	3	1,53

Rheinbaier.	Würtembergisch.					Altbaierisch.	Schfl.	Mtz.	Vrl.	16tel.	Preufsisch.					Grofsherzogl. Hessisch.				
	Simri.					Metzen.					Viertel.					Simer.				
1 Vierns. =	1,1285	—	1	—	4,11	0,6745	—	—	2	2,79	1,8194	—	1	3	1,11	0,7812	—	—	3	0,49
2 — =		—	2	1	0,22		—	1	1	1,58		—	3	2	2,22		—	1	2	0,99
3 — =		—	3	1	4,33		—	1	—	0,38		1	1	1	3,33		—	2	1	1,49
	Scheffel.					Scheffel.					Scheffel.					Malter.				
1 Hect. =	0,5642	—	4	2	0,44	0,4497	—	2	2	3,17	1,8194	1	3	1	0,44	0,7812	—	3	—	1,99
25 — =		14	—	3	3,20		11	1	1	3,34		45	1	3	3,13		19	2	—	1,96
50 — =		28	1	2	6,40		22	2	3	2,68		90	3	3	2,27		39	—	—	3,91

Preufsisch.	Zur Berechnung.	Schfl.	Sri.	Vrl.	Eckl.	Zur Berechnung.	Schfl.	Mtz.	Vrl.	16tel.	Zur Berechnung.	Hect.	V.	S.	Vrlg.	Zur Berechnung.	Mltr.	S.	K.	Gschd.
	Simri.					Metzen.					Viernsel.					Simer.				
1 Vrtl. =	0,6202	—	—	2	3,84	0,3707	—	—	1	1,93	0,5496	—	—	1	0,39	0,4293	—	—	1	2,86
2 — =		—	1	—	7,69		—	—	2	3,86		—	1	—	0,79		—	—	3	1,73
3 — =		—	1	3	3,54		—	1	—	1,79		—	1	1	1,18		—	1	1	0,60
	Scheffel.					Scheffel.					Hectolitre					Malter.				
1 Schfl. =	0,3104	—	2	1	7,39	0,2471	—	1	1	3,72	0,5496	—	2	—	1,58	0,4293	—	1	2	3,47
25 — =		7	6	—	0,76		6	1	—	1,22		13	2	1	3,69		10	2	3	2,99
50 — =		15	4	—	1,53		12	2	—	2,44		27	1	1	3,38		21	1	3	1,98
75 — =		23	2	—	2,30		18	3	—	3,66		41	—	1	3,07		32	—	3	0,98
100 — =	31,0119	31	—	—	3,07	24,7175	24	4	1	0,88	54,9613	54	3	1	2,76	42,9371	42	3	2	3,97

Grofsh. Hess.	Würtembergisch.					Altbaierisch.					Rheinbaierisch.					Preufsisch.				
										S.							Schfl.	V.	Mtz.	Mlfl.
	Simri.					Metzen.					Viernsel.					Viertel.				
1 Simer =	1,4445	—	1	1	6,22	0,8635	—	—	3	1,81	1,2800	—	1	—	2,24	2,3288	—	2	1	1,26
2 — =		—	2	3	4,44		—	1	2	3,63		1	2	1	0,48		1	—	2	2,52
3 — =		—	4	1	2,67		—	2	2	1,44		—	3	—	2,72		1	2	3	3,78
	Scheffel.					Scheffel.					Hectolitre					Scheffel.				
1 Mltr. =	0,7222	—	5	3	0,89	0,5756	—	3	1	3,26	1,2800	1	1	—	0,96	2,3289	2	1	1	1,05
25 — =		18	—	1	6,49		14	2	1	1,60		32	—	—	0,00		58	—	3	2,37
50 — =		36	—	3	4,98		28	4	2	3,20		64	—	—	0,00		116	1	3	0,74
75 — =		54	1	1	3,47		43	1	—	0,80		96	—	—	0,00		174	2	2	3,12
100 — =	72,2264	72	1	3	1,97	57,5667	57	3	1	2,40	128,0000	128	—	—	0,00	232,8984	232	3	2	1,49

Vergleichung
der *Würtembergischen*, *Altbaierischen*, *Rheinbaierischen*, *Preufsischen u. Grh. Hessischen* Gewichte.

Ein Würtembergisches Pfund ist gleich					467,7	Französischen	Grammen.	
— Altbaierisches Pfund — —					560	—	—	
— Rheinbaierischer Kilogramm ist gleich					1000,00	—	—	
— Preufsisches Pfund ist gleich					467,41	—	—	
— Hessisches Pfund — —					5000,00	—	—	
— Würtembergischer Centner enthält . .	104 Pfund,	3328 Loth,	13312 Quentchen,	53,248	Richtpfennige.			
— Altbaierischer Centner — . .	100 —	3200 —	12,800 —	51,200	—			
— Rheinbaierischer Quintal — . .	100 Kilogr.	1000 Hecto-	10,000 Deca-	100,000	Grammen.			
— Preufsischer Centner — . .	110 Pfund,	3520 Loth,	14,080 Quentchen,	56,320	Richtpfennige.			
— Hessischer Centner — . .	100 —	3200 —	12,800 —	51,200	—			

Würtembergisch.	Altbaierisch. Zur Berechnung.	Altbaierisch. Zum Gebrauch. Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R. Pf.	Rheinbaierisch. Zur Berechnung.	Rheinbaierisch. Zum Gebrauch. Kil.	Hect.	Dec.	Gramm.	Preufsisch. Zur Berechnung.	Preufsisch. Zum Gebrauch. Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R. Pf.	Grofsherzogl. Hessisch. Zur Berechnung.	Grofsherzogl. Hessisch. Zum Gebrauch. Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R. Pf.
	Pfund.						Kilogr.					Pfund.						Pfund.					
1 Pfd. =	0,8351	—	—	26	2	3,61	0,4677	—	4	6	7,70	1,0006	—	1	—	—	0,31	0,9354	—	—	29	3	2,92
25 — =		—	20	28	—	2,28		11	6	9	2,50		—	25	—	1	3,94		—	23	12	1	1,12
50 — =		—	41	24	1	0,57		23	3	8	5,00		—	50	—	3	3,88		—	46	24	2	2,24
75 — =		—	62	20	1	2,85		35	—	7	7,50		—	75	1	1	3,82		—	70	4	3	3,36
100 — =	83,5178	—	83	16	2	1,14	46,7770	46	7	7	0,00	100,0620	—	100	1	3	,376	93,5400	—	93	17	1	0,48
	Centner						Quintal					Centner.						Centner.					
			[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	6	[illegible]	[illegible]	0,9460	—	1041	21	—	1,03	0,9728	—	97	9	—	10,17

	...ung.	Gr	Pf.	Lo	Q	R. P	...ung.	Kilo	Hec	Dec	Gra	...ung.	Gr	Pf.	Lo	Q	R. P	...ung.	Gr	Pf.	Lo	Q	R. P
	Pfund.						Kilogr.					Pfund.						Pfund.					
1 Pfd. =	1,1973	—	1	6	1	1,04	0,5600	—	5	6	0,00	1,1980	—	1	6	1	1,42	1,1200	—	1	3	3	1,44
25 — =		—	29	29	3	2,06		14	—	—	0,00		—	29	30	1	3,57		—	28	—	—	0,00
50 — =		—	59	27	3	0,12		28	—	—	0,00		—	59	28	3	3,14		—	56	—	—	0,00
75 — =		—	89	25	2	2,19		42	—	—	0,00		—	89	27	1	2,71		—	84	—	—	0,00
	Centner.						Quintal.					Centner.						Centner.					
1 Ctr. =	1,1512	1	15	23	2	0,25	0,5600	56	—	—	0,00	1,0891	1	9	25	3	2,29	1,1200	1	12	—	—	0,00
25 — =		28	81	11	3	2,37		14,00	—	—	0,00		27	25	7	1	1,26		28	—	—	—	0,00
50 — =		57	58	23	3	0,74		28,00	—	—	0,00		54	50	14	2	2,52		56	—	—	—	0,00
75 — =		86	36	3	2	3,11		42,00	—	—	0,00		81	75	21	3	3,78		84	—	—	—	0,00
100 — =	115,1296	115	13	15	2	1,48	56,0000	56,00	—	—	0,00	108,9174	108	100	29	1	1,04	112,0000	112	—	—	—	0,00

Rheinbr.	Würtembergisch.						Altbaierisch.						Preufsisch.						Grofsherzogl. Hessisch.				
	Pfund.						Pfund.	Ctr.	Pf.	Lth.	Q.	R.Pf.	Pfund.						Pfund.				
1 Kil. =	2,1381	—	2	4	1	2,71	1,7857	—	1	25	—	2,28	2,1394	—	2	4	1	3,39	2,0000	—	2	—	—	0,00
10 — =		—	21	12	—	3,18		—	17	27	1	2,85		—	21	12	2	1,98		—	20	—	—	0,00
50 — =		1	2	28	3	3,94		—	89	9	—	2,28		—	106	31	—	1,90		1	—	—	—	0,00
	Centner.						Centner.						Centner.						Centner.				
100 — = (1Quint.)	2,0558	2	5	25	3	3,88	1,7857	1	78	18	1	0,57	1,9449	1	103	30	—	3,80	2,0000	2	—	—	—	0,00
25,00 =		51	41	9	3	10,9		44	64	9	—	2,31		48	68	19	3	3,11		50	—	—	—	0,00
50,00 =		102	82	19	2	2,18		89	28	18	1	0,61		97	27	7	3	2,22		100	—	—	—	0,00
75,00 =		154	19	29	1	3,27		133	92	27	1	2,92		145	95	27	3	1,33		150	—	—	—	0,00
100,00 = (100 Q.)	205,5887	205	61	7	1	0,36	178,5714	178	57	4	2	1,23	194,4953	194	54	15	3	0,44	200,0000	200	—	—	—	0,00

Preussisch.	Würtembergisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R. Pf.	Altbaierisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Ctr.	Pf.	Loth	Q.	R. Pf.	Rheinbaierisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Kil.	Hect.	Dcca.	Gramm.	Grofsherzogl. Hessisch. Zur Berechnung.	Zum Gebrauch. Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R. Pf.
	Pfund.						Pfund.						Kilogr.					Pfund.					
1 Pfd. =	0,9993	—	—	31	3	3.68	0,8346	—	—	26	2	3,34	0,4674	—	4	6	7,41	0,9348	—	—	29	3	2.62
25 — =		—	24	31	2	0.06		—	20	27	2	3,65		11	6	8	5.25		—	23	11	3	1,69
50 — =		—	49	31	—	0,12		—	41	23	1	3,31		23	3	7	0.50		—	46	23	2	3.39
75 — =		—	74	30	2	0.18		—	62	19	—	2,97		35	—	5	5.75		—	70	3	2	1,08
100 — =	99,9379	—	99	30	—	0,25	83,4660	—	83	14	3	2,62	46,7410	46	7	4	1.03	93,4820	—	93	15	1	2,78
	Centner.						Centner.						Quintal.										
1 Ctr. =	1,0570	1	5	29	3	1,07	0,9181	—	91	26	—	0.09	0,5141	51	4	1	5,10	1,0283	1	2	26	2	1,06
25 — =		26	44	9	1	2,96		22	95	10	—	2,28		12,85	3	7	7.50		25	70	24	—	2,56
50 — =		52	78	88	3	1,92		45	90	20	1	0,57		25,70	7	5	5.00		51	41	16	1	1,12
75 — =		79	28	28	1	0.88		68	85	30	1	2,85		38,56	1	3	2,50		77	12	8	1	3,68
100 — =	105,7036	105	73	5	2	3,84	91,8129	91	81	8	2	1,14	51,4151	51,41	5	1	0.00	102,8302	102	83	—	2	2,24

Gr. Hess.	Würtembergisch.						Altbaierisch.						Rheinbaierisch.					Preufsisch.					
	Pfund.						Pfund.						Kilogr.					Pfund.					
1 Pfd. =		—	1	2	—	3,35	0,8928	—	—	28	2	1,14	0,5000	—	5	—	0,00	1,0697	—	1	2	—	3,69
25 — =		—	26	23	—	3,98		—	22	10	1	0,57		12	5	—	0,00		—	26	23	3	0,47
50 — =		—	53	14	1	3.97		—	44	20	2	1,14		25	—	—	0,00		—	53	15	2	0,95
75 — =		—	80	5	2	3,95		—	66	30	3	1,71		37	5	—	0,00		—	80	7	1	1,42
	Centner.						Centner.						Quintal.					Centner.					
1 Ctr. =	1,0279	1	2	28	3	3,94	0,8928	—	89	9	—	2,28	0,5000	50	—	—	0,00	0,9724	—	106	31	—	1,90
25 — =		25	72	20	3	2,65		22	32	4	2	1,14		12,50	—	—	0,00		24	34	9	3	3,55

1829 **Beilage D.**

Reglement

über das Verfahren bei Versendung inlän Erzeugnisse und Fabrikate aus einem Ver Gebiete in das andere.

§. 1. Bei Versendungen inländischer Erz und Fabrikate aus einem Vereins-Gebiete in d dere, bei welchen der vertragsmäſsige freie od leichterte Eingang in Anspruch genommen wird, der inländische Ursprung nachgewiesen werden.

§. 2. Geschehen dergleichen Versendungen d die zweite Hand, so muſs sich der Versender den inländischen Ursprung der Gegenstände d beglaubigte Bescheinigungen des Produzenten Fabrikanten, durch Vorlegung seiner Bücher andere Beweise, überhaupt durch die zur Au gung der Ursprungs- und Versendungs-Cert erforderlichen Belege, gegen die mit dieser A tigung beauftragten Behörden genügend ausweis

§. 3. Soll demnach eine Versendung er so legt der Versender der zuständigen Behörd Absendungs-Ortes, oder der diesem Ort zu gelegenen, eine nach dem beiliegenden Muster N zum Ursprungs-Zeugniſs schriftlich abgefaſste A dung vor.

Diese Anmeldung muſs enthalten:

a. die Gattung und Menge der Gegenstände nach Maſsstabe, welchen der Tarif des Landes, welchem die Versendung erfolgt, angiebt, die ge nach dem Brutto- und Netto-Gewicht in staben ausgedrückt.

Kann wegen mangelnder Waage-Geräthsch bei Gegenständen, die dem Maſsstab des Tari Folge, nach dem Gewichte anzugeben sind, Gewicht nicht angegeben werden, so genügt dieser Angabe die Anmeldung des Gegenst nach den landesüblichen und gewerblichen Maſ ben, z. B. Ohm, Eimer, Quart, Stück und E zahl, Schock, Zahl und dergleichen;

a. Die Zahl der Kolli und deren Zeichen und Nummern; 1829

b. die Art der Waare und zwar nicht nur die Bezeichnung der Tarif-Kategorie, wozu sie gehört, sondern auch die besondere Eigenthümlichkeit ihrer speciellen Unterscheidungs-Merkmale, z. B. bei Zeuchen die im gewerblichen Verkehr übliche Benennung derselben mit Rücksicht auf die Stoffe, aus denen sie bestehen; ferner, ob sie weiſs oder farbig und von welcher Farbe, glatt oder gestreift, oder auf andere Weise gemustert sind etc.; ferner die etwaige Bezeichnung der Waare durch die Fabrik-Siegel oder durch andere Merkmale.

Von Siegeln und Stempeln ist auf der Anmeldung ein Abdruck zu machen.

d. Bei Versendungen von Produzenten und Fabrikanten die Versicherung an Eides Statt, daſs die zu versendenden Gegenstände ihr eigenes Produkt oder Fabrikat sind, bei Versendungen aus der zweiten Hand aber von Seite des Versenders gleichfalls an Eidesstatt die Versicherung der Identität der Waaren mit jenen, welche in den nach §. 2 beizubringenden Beweisen über ihre inländische Abstammung bezeichnet sind;

e. das vertragsmäſsige Zoll-Amt des Ausgangs und das Zoll-Amt des Wieder-Eingangs in den andern Vereins-Staat;

f. den Namen des Waarenführers, die Frist für den Transport bis zum Ausgangs-Amte und den Stand, Namen und Wohnort des Empfängers; endlich

g. den Ort der Absendung und den Namen und Stand des Versenders.

§. 4. Zuständige Behörden sind:

A) Im Würtembergisch-Baierischen Vereins-Gebiete:

a. in Würtemberg,
die Ober-Zoll- und Hall-Aemter, so wie die Zoll-Aemter, und in jenen Orten, wo solche nicht bestehen, die Ober-Aemter des Bezirks;

b. in Baiern,
die Zoll- und Hall-Aemter; in jenen Orten, wo dergleichen nicht bestehen, in den sieben ältern

1829 Kreisen: die Distrikts-Polizei-Behörden, si lich Land-Gerichte, Herrschafts-Gerichte u Magistrate, welche den Kreis-Regierungen u mittelbar untergeordnet sind, und im Rheinkre die Bürgermeister und deren Adjunkten.

B) Im Preufsisch-Hessischen Vereins-Gebiete:

a. in Preufsen,

sämmtliche Zoll- und Steuer-Stellen;

b. in Hessen,

aufser sämmtlichen Zoll-Aemtern, in den Pr zen Starkenburg und Ober-Hessen die Lan the, und in Rhein-Hessen die besonders zu beauftragenden Bürgermeister.

§. 5. Die zuständige Behörde prüft die Rich keit der Anmeldung, und zwar bei Produzenten Fabrikanten nach der ihr beiwohnenden Kenntnifs dem Stande und Gewerbe des Versenders, von Beschaffenheit seiner Erzeugnifse, und von dem fange und Betriebe der Produktion und Fabrik desselben mit sorgfältiger Benützung aller ihr au rem Amts-Verhältnifs zu Gebote stehenden E Mittel; bei Versendungen aus der zweiten Hand nach den über den Ursprung der Gegenstände zubringenden Beweisen.

Entstehen bei der Prüfung Zweifel über Glaubwürdigkeit der beigebrachten Bescheinigu oder in Bezug auf Identität und Ursprung der ren, so sind, um dieselben zu heben, drei Sac ständige beizuziehen, von deren Urtheil die Ents dung abhängt. Bis diese erfolgt ist, unterbleib Absendung.

Findet dieselbe bei Prüfung der Anmeldung zu erinnern, so fertigt sie die Bescheinigung dem Muster I. B) 1. auf dem Ursprungs-Zeu aus, und mit derselben erfolgt der Transport Gegenstände zum bestimmten Ausgangs-Amte.

§. 6. Der Waarenführer übergiebt dem Ausg Amte das bescheinigte Certifikat, das Amt re nach demselben die Waare, bescheinigt, wenn dabei nichts zu erinnern findet, den Revisions fund, unter Anwendung der tarifsmäfsigen Benen

alls die Anmeldung auf dem Certifikat solche nicht 1829
schon übereinstimmend mit dem Revisions-Erfund enthält; bestimmt darauf die Dauer seiner Gültigkeit für das vertragsmäfsige Eingangs-Amt nach Mafsgabe der Entfernung zwischen beiden Orten, der Beschaffenheit der Ladung, der Transport-Mittel und des Weges, und mit Rücksicht auf Jahres-Zeit, Witterung und andere auf den Transport etwa einwirkende Ursachen; setzt die Gegenstände, so weit sie verschlufsfähig sind, unter Verschlufs, oder beschreibt dieselben andernfalls speziell auf dem Certifikat, bescheinigt die erfolgte Ausfuhr nach dabei genommener Ueberzeugung auf demselben, giebt das solchergestalt bescheinigte Certifikat, nach dessen Eintrag in ein nach dem anliegenden Muster No. II. zu führendes Certifikat-Register, dem Waarenführer zum weitern Ausweis bei dem Eingangs-Amte zurück.

§. 7. Hat eine zu den in Rede stehenden Abfertigungen befugte, und mit Verschlufs-Mitteln versehene Behörde (ein Ober-Zoll-, Hall- oder Zoll-Amt) am Versendungs-Ort, oder in der Nähe desselben ihren Sitz, so kann mit der Prüfung der Anmeldung zugleich die spezielle Revision der Gegenstände verbunden, und solche auf dem Certifikat nach dem Muster I. B) 2. bescheinigt werden.

Gegenstände, die nicht verschlufsfähig sind, werden auf dem Certifikat nach Gattung, Art und Menge speziell bezeichnet, verschlufsfähige aber kolliweise unter sichern Verschlufs genommen.

Beim Ausgangs-Amte bedarf es dann nur der Rekognition des Verschlusses, und wenn dabei nichts zu erinnern ist, können die verschlossenen Gegenstände dort, ohne nochmalige Special-Revision, gegen Bescheinigung des Ausgangs auf dem Certifikat zum Wieder-Eingang in das andere Vereins-Gebiet über das bestimmte vertragsmäfsige Eingangs-Amt, wie im vorhergehenden §. vorgeschrieben, abgeschickt werden.

Der zur Sicherung angelegte Verschulfs kann demnach gegenseitig erst von derjenigen Behörde, von welcher die letzte definitive Behandlung vorzunehmen ist, abgenommen werden.

1829 §. 8. Beim Eingangs-Amte werden die Gegenstände angemeldet, das Certifikat wird abgegeben, jene werden, so weit sie zum Verbleiben im Lande bestimmt sind, nach diesem revidirt und nach richtigem Befund gegen Erlegung der vertragsmäfsigen Abgaben, so weit dergleichen vorbehalten sind, in freien Verkehr gesetzt.

Sind dergleichen Gegenstände aber zur Durchfuhr bestimmt, so findet, Fälle eines begründeten Verdachts ausgenommen, eine Revision mittelst Eröffnung der Kolli in der Regel nicht Statt, sondern die Waaren werden unter den nämlichen Verschlüssen, mit welchem sie angelangt sind, insofern derselbe unverletzt und völlig sichernd befunden wird, mit Begleit-Scheinen (Zoll-Pässen) auf dasjenige Zoll- oder Hall-Amt abgefertigt, an dessen Einhaltung der Durchgang geknüpft ist.

Die Gegenstände werden in das Certifikat-Register (§. 6.) eingetragen, und die Eintragung wird mit dem Certifikat belegt.

Der Verkehr mit inländischen Erzeugnissen und Fabrikaten zwischen den Vereins-Staaten durch die fahrenden Posten, ist ebenfalls an Begleitung durch die vorgeschriebenen Certifikate gebunden, ohne jedoch die vertragsmäfsigen Eingangs-Punkte einhalten zu müssen.

§. 10. Die Ausstellung der Ursprungs-Zeugnisse und was darauf Bezug hat, soll, mit alleiniger Ausnahme der im §. 5. vorgeschriebenen Beiziehung dreier Sachverständigen, welche in diesem Falle auf die landesüblichen Tag-Gelder oder Gebühren Anspruch haben, ohne Entrichtung von Taxen und Sporteln Statt finden.

Zur Beilage D. 1821

No. I.

Ursprungs- und Versendungs-Certifikat.

A) Anmeldung

nachfolgender inländischer Gegenstände,
(etc. etc. etc.)

welche Endes Unterzeichneter von hier mit (Fuhrmann N. N.) binnen (2) Tagen über das (Königl. Ober-Zoll- und Hall-) Amt zu (Heilbronn) auszuführen beabsichtigt, um sie über das (Grofsherzogl.-Hessische Zoll-) Amt zu (N.N.) an den (Kaufmann N.N.) zu (. . . . . .) einzuführen.

Die Richtigkeit dieser Anmeldung, und dafs die vorstehend aufgeführten Gegenstände (mein eigenes inländisches Fabrikat [Erzeugnifs]
oder: inländisches Erzeugnifs [oder Fabrikat] des Fabrikanten N.N. zu N.N. nach den beigebrachten beglaubigten Bescheinigungen sind)
versichere ich hiedurch an Eides Statt

(. . . . . .) den (8. Januar) 18(30.)

(N.N. Fabrikant.)

B) Ursprungs-Certifikat.

1. Der inländische Ursprung vorstehend angemeldeter Gegenstände wird hiedurch nach gewissenhafter Prüfung der Anmeldung pflichtmäfsig bescheint.

. . . . . den (8. Januar 1830.)

[(L. S.) Königl. Würtemb. Oberamt.]

(oder)

2. Vorstehend angemeldete Gegenstände, deren inländischer Ursprung nach gewissenhafter Prüfung pflichtmäfsig bescheint wird, sind hier revidirt und (beispielsweise werden hier folgende Bemerkungen beigefügt:

a. mit der Anmeldung übereinstimmend befunden;

1829 b. obige Anmeldung wird in Betreff der Menge und Art der Gegenstände noch über folgende Posten, wie folgt, näher erklärt:

c. die Gegenstände gehen {unter / ohne} Verschlufs, und derselbe ist, wie folgt, angelegt,)

(. . . . . den 8. Januar 1830.)

[(L. S.) . . , ... Amt N.N.)

(Nachrichtlich:
das Certifikat
No. 1. wird ausgestellt, wenn das Oberamt des Bezirks dasselbe ausfertigt (§. 5);
No. 2. wenn eine Zoll-Behörde die Ausfertigung besorgt, welche zugleich die Revision vornimmt (§. 7)].

C. Certifikat des Ausgangs-Amtes.

Nummer des Certifikats-Registers (-87.-)

Den richtigen Ausgang oben verzeichneter Gegenstände bescheinigt das unterzeichnete (Ober-Zoll- und Hall-) Amt mit folgenden Bemerkungen: (beispielsweise werden hier folgende Bemerkungen angeführt:

a. die Gegenstände sind hier unter richtigen Verschlufs des . . . . . eingetroffen;

b. die Gegenstände sind hier revidirt, und mit der Anmeldung und dem Ursprungs-Certifikat übereinstimmend befunden worden;
oder auch

c. auf den Grund der Revision wird die Anmeldung in Betreff der Menge und Art der Gegenstände noch über nachstehende Posten, wie folgt, näher erklärt:

etc. etc. etc.

d. die Gegenstände gehen 1829
{unter / ohne} Verschlufs und derselbe ist vom ..... Amte ....., wie folgt, angelegt: etc. etc. etc.)

Dieses Ausgangs-Certifikat ist nur in sofern gültig, als die darin bezeichneten Gegenstände mit demselben bis zum (20.) (Januar) 18(30) bei dem (Grofsherzogl. Hessischen .... Zoll-) Amte zu ..... eintreffen.

(Heilbronn) den (10.) (Januar) 18(30.)

(L. S.) Königl. Würtemberg. Ober-Zoll- und Hall-) Amt (N. N.)

D) Eingangs-Bescheinigung.

Die oben verzeichneten Gegenstände sind den (20. Januar) 18(30) hier eingegangen, bei der Revision richtig befunden, und in dem Certifikat-Register unter Nummer (96) eingetragen.

..... den (21.) (Januar) 18(30.)

(Grofsherzogl. Hessisches ..... Zoll-) Amt (N. N.)

Zur Beilage D.
Nr. II.

C e r t i f i c

über den vertragsmäſsig erleichterter
f ü
geführt v

Datum der Abfertigung.	Ordnungs-Nummer.	Namen des Waarenführers.	Namen und Wohnorte des Versenders und Empfängers.	Verzeichniſs der Gegens den Maaſsstäben des T Gewicht nach Brutto- Gewicht, Zahl der Col ren Zeichen und Nu
1.	2.	3.	4.	5.

e g i s t e r *).

nländischen Gegenständen zwischen . . . . .

h r 18 —

Amte zu

pt.		Ausgehende Gegenstände.		Eingehende Gegenstände.				
...te- e ...ns- ...rt- ...ist.	Bemerkungen über den Beschluſs.	Bezeichnung des Eingangs-Amtes.	Bemerkungen wegen Sicherheits-Bestellung.	des mitgekommenen Ursprungs-Certificats.			Der Depositenschein ist bescheinigt zurückgekommen an:	Bemerkungen.
				Nummer.	Datum.	Ausstellungsamt.		
6.	7.	8.	9.	10.	11.	12.	13.	14.

Für die Richtigkeit sämmtlicher Beilagen:

Der *Canzlei-Director des K. Finanz-Ministerium.*

SCHMIDLIN.

*) Dieses Register wird nach Jahres-Abschnitten geführt, aber vierteljährig abgeschlossen.

35.

1829 *Traité entre S. M. le Roi de Prus et S. A. S. le Landgrave souverai de Hesse concernant l'accession ce dernier par rapport au baillag de Meisenheim au système des dou nes et des impôts indirects des pr vinces occidentales de la monarch Prussienne, signé le 31 Décembr* 1829.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1830. No. 7. pag. 49.)

Seine Majestät der König von Preufsen und Sei Durchlaucht der souveraine Landgraf zu Hessen, ha ben in der Absicht, die wechselseitigen Vortheile ein freien Verkehrs, dessen Herstellung den neuerli zwischen Preufsen und andern deutschen Staaten ab geschlossenen Verträgen zum Grunde liegt, auf da Verhältnifs des Landgräflich-Hessischen Ober-Am Meisenheim, sowohl zu den Provinzen der Preufsischen Monarchie, als auch in dessen Folge zu den dami durch Zollvereine und Handelsverträge verbundenen deutschen Staaten auszudehnen, Unterhandlungen ein leiten lassen, und hierzu als Bevollmächtigte ernann

Seine Majestät der König von Preufsen:

Allerhöchst-Ihren Geheimen Legationsrath *Albrech Friedrich Eichhorn*, Ritter des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber de eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weifsen Bande etc.,

Seine Durchlaucht der souveraine Landgraf zu Hessen:

Höchst-Ihren dirigirenden wirklichen Geheimen Rath und Präsidenten aller Landes-Kollegien, *Carl Friedrich Ibell*, des Königlich-Preufsichen rothen Adler-Ordens 2ter Klasse Ritter und des Königlich-Hannoverschen Guelphen-Ordens Kommandeur,

welchen, nach gepflogener Unterhandlung, mit 1829
ehalt der Ratifikation, nachstehender Vertrag
schlossen worden ist.

Art. I. Vom ersten Januar künftigen Jahres an,
n Seine Durchlaucht der souveraine Landgraf zu
sen, unbeschadet Ihrer landesherrlichen Hoheits-
ıte, mit Ihrem Ober-Amte Meisenheim dem Ver-
de der westlichen Preufsischen Provinzen zu einem
l-Systeme beitreten, wie solches in den gedachten
ufsischen Provinzen durch das Gesetz vom 26sten
. 1818 und die seitdem erlassenen Bestimmungen
Erhebungsrollen festgesetzt worden ist, oder künf-
noch durch gesetzliche Deklarationen weiter be-
amt werden wird.

Seine Durchlaucht der souveraine Landgraf wer-
ı zugleich in Ansehung des Salz-Verkaufs und der
gaben von der Fabrikation des Branntweins und
ı Braumalze, so wie auch von inländischem Ta-
k und Wein, in Uebereinstimmung mit den des-
ı in den westlichen Preufsischen Provinzen beste-
den Gesetzen und Einrichtungen, solche Verfügun-
ergehen lassen, als erforderlich sind, um auch
Ansehung dieser Erzeugnisse eine völlige Gleich-
lung zwischen diesen Provinzen und dem Ober-
te Meisenheim in Ansehung des inneren Verkehrs
l der Verhältnisse zu den östlichen Provinzen der
ufsischen Monarchie, desgleichen zum Auslande
treten zu lassen.

Art. II. Die Art und Weise der Verkündigung
diesfälligen Gesetze in dem Ober-Amte Meisen-
m, die mit derselben übereinstimmende Einrich-
g der Verwaltung, insbesondere die Bildung des
bewachenden Grenzbezirks gegen das Ausland, die
timmung und Errichtung eines Neben-Zoll-Amtes
der Stadt Meisenheim, die Einführung der Kö-
lich-Preufsischer Seits zu übernehmenden Salz-
gie und die Anordnungen wegen Erhebung der
gaben von Branntwein, Bier, Essig, Wein und
ack, sollen in gegenseitigem Einvernehmen, mit
fe der von beiden Seiten zu diesem Behuf zu er-
nenden Kommissarien, festgesetzt und in Ausfüh-
g gebracht werden.

Art. III. Die Zoll- und Steuer-Beamten im
er-Amte Meisenheim, namentlich die Einnehmer

1829 und Grenzaufseher, sollen von dem Königlich-Preu
sichen Provinzial-Steuerdirektor in Kölln ernan
für beide Landesherrn vor dem Justiz-Ober-Am
Meisenheim verpflichtet und mit Anstellungs-Zeugni
sen versehen werden.

Bei seinen Ernennungen wird der Provinzi
Steuer-Direktor besonders auf solche Subjekte Rü
sicht nehmen, welche ihm von der Landgräflich
Regierung nahmhaft gemacht und bei der von i
veranlafsten Prüfung tüchtig befunden worden sind.

Die auf diese Weise angestellten Beamten wer
gleich den ausschliefslich Preufsischen Beamten den
ben Kathegorie besoldet, die Grenzaufseher sind
uniformirt und bewaffnet.

Die Beamten beziehen ihren Gehalt aus den Preu-
sischen Kassen, und stehen in allen Dienstangelegen-
heiten, insbesondere auch in Absicht der ganzen
Dienstdisziplin unter den Preufsischen Ober-Beamten,
welche die Leitung des Zoll- und Steuerdienstes be-
sorgen.

In allen Privat- oder bürgerlichen Angelegenhei-
ten, ferner bei allen sogenannten gemeinen Vergehen
ingleichen bei Dienstvergehen, wegen welcher gegen
ausschliefslich Preufsische Beamte derselben Kathego-
rie eine förmliche gerichtliche Untersuchung nöthig
sein würde, sind die Zoll- und Steuer-Beamten im
Ober-Amte Meisenheim den Landgräflichen Gerichten
unterworfen. Doch steht auch im Fall solcher ge-
setzlichen Untersuchungen dem Preufsichen Provinzial
Steuerdirektor das Recht zu, jene Zoll- und Steuer
Beamten vom Amte zu suspendiren.

Art. IV. Die von den Landgräflichen Unterthan
in dem Ober-Amte Meisenheim verübten Zoll- un
Steuer-Vergehen sollen, insofern gegen die nach vo
gängiger summarischer Untersuchung erfolgte Ent
scheidung des Haupt-Zollamtes oder der betreffe
den Steuer-Behörde auf förmliches gerichtliches Ve
fahren provozirt wird, von dem Landgräflichen Ju
tiz-Ober-Amte zu Meisenheim zur Untersuchung u
Strafe gezogen werden.

In Absicht der gegen die Erkenntnisse dies
Gerichtsstelle zuläfsigen Rechtsmittel ist man vorläu
übereingekommen, dafs die Verhandlung derselb
bei der Landgräflichen Landes-Regierung 1ster I

ation zu Homburg, als der angeordneten, derma- 1829
bestehenden Appellations-Instanz des Ober-Amts
senheim, Statt finden soll.

Art. V. Die Königlich-Preufsische Regierung
spricht dasjenige Einkommen von Zollgefällen und
dern Erträgnissen, welches durch die in vorstehen-
Art zu bewirkende Vereinigung des Ober-Amtes
senheim mit den westlichen Preufsichen Provinzen
einem Systeme der Zölle, ingleichen der vom Sal-
und von den in diesem Vertrage bestimmten inlän-
chen Erzeugnissen zu erhebenden Abgaben den
reufsischen Kassen zufliefsen wird, den Landgräf-
ch-Hessischen Kassen überweisen zu lassen und
war dergestalt, dafs von denjenigen in den westlichen
Preufsischen Provinzen und in dem Ober-Amte Mei-
senheim einkommenden Gefällen, bei welchen die Land-
gräfliche Regierung, wegen der aus ihrem Beitritt
erfolgenden Vermehrung der bisherigen Einnahme der
Preufsischen Kassen auf einen Mitgenufs Anspruch
machen kann, der Antheil derselben nach dem Verhält-
fs der Seelenzahl des Ober-Amtes zu der der Preu-
schen Provinzen und der andern in Absicht dergglei-
en Gefälle zu einem Verbande mit denselben gehö-
gen souverainen Besitzungen Deutscher Bundesstaa-
n berechnet und baar gewährt werden wird.

Art. VI. Von allen für Seine Durchlaucht den
souverainen Landgrafen und Höchst-Dero Hofhaltung
mit Landgräflichen Hofmarschalls-Attesten über das
gemeinschaftliche Neben-Zoll-Amt eingehende Waa-
n, werden die Gefälle nicht beim Eingange erhoben,
ndern blos notirt und bei der nächsten Erhebung
Antheils Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht an
m Sammteinkommen in baarem Gelde angerechnet
rden.

Art. VII. Alle in Folge überwiesener Zoll- und
uer-Vergehen in dem Ober-Amte Meisenheim an-
allene Geldstrafen und Konfiskate verbleiben, nach
zug des Denunzianten-Antheils, dem landgräfli-
n Fiskus und bilden keinen Gegenstand der ge-
nschaftlichen Einnahmen. Die Ausübung des Be-
digungs- und Strafverwandlungs-Rechts über die
den Landgräflichen Gerichten verurtheilten Per-
en, ist Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht überlas-

1829 sen. Der Straf-Erlafs kann jedoch nicht auf d
nunzianten-Antheil ausgedehnt werden.

Art. VIII. Von dem Tage der Ausführu
genwärtiger Uebereinkunft an, findet gegenseit
völlig freier Verkehr zwischen dem Ober-Amt
senheim und den westlichen Preufsischen Pro
Statt, mit folgenden Ausnahmen:

A. In den Preufsischen Städten, wo Mahl
Schlacht-Steuer für Rechnung des Staats er
wird, ist diese Abgabe auch von den aus M
heim eingebrachten Gegenständen, wie von den g
artigen Preufsischen Erzeugnissen zu entricht

B. Den Abgaben, welche von gewissen inländi
Erzeugnissen für Rechnung einer Stadt ode
meine beim Einbringen in dieselbe erhoben w
unterliegen auch Gegenstände derselben Art, w
aus dem Ober-Amt Meisenheim in eine zu jene
hebung befugte Preufsische Gemeine und umge
aus den westlichen Provinzen in eine gleichn
befugte Gemeine des Ober-Amts Meisenheim
geführt werden.

Art. IX. Die für Landgräfliche Untert
des Ober-Amts Meisenheim mit der Post ankor
den Waaren, sollen gleichen Begünstigungen un
schränkungen mit denen unterliegen; welche f
Königlichen Unterthanen bestimmt sind.

Art. X. Was hier oben (Art. VIII.) in A
der völligen Freiheit des gegenseitigen Verke
Allgemeinen festgesetzt worden, findet insbes
auch seine Anwendung auf Handels- und Gewe
te, welche in dem Gebiete des anderen kontr
den Theils Handel und Gewerbe treiben, Märk
Handels wegen besuchen, oder Arbeit suchen
gestalt dafs dieselben keine Abgaben zu entricht
ben, welcher nicht gleichmäfsig die eigenen
thanen in derselben Art unterworfen sind.

Art. XI. In Absicht des Verkehrs und G
betriebes zwischen dem Ober-Amte Meisenhei
den östlichen Preufsischen Provinzen kommen
seitig in allen und jeden Beziehungen, namen
Ansehung der aus dem Amte Meisenheim in
dachten östlichen Provinzen eingehenden Natu
dukte und Fabrikate, völlig dieselben Gru

endung, welche zwischen diesen und den west- 1829
Preufsischen Provinzen gelten.
e völlige Gleichstellung mit den Unterthanen der
ien Preufsischen Provinzen, rücksichtlich des
rs und Gewerbbetriebes, wird den Einwohnern
er-Amts Meisenheim gegenseitig in Beziehung zu
it der Preufsischen Monarchie durch Zoll- oder
isverträge verbundenen Deutschen Bundesstaa-
Statten kommen, insbesondere in allen Bezie-
i zu dem Grofsherzogthum Hessen, zu den
eichen Baiern und Würtemberg, in Gemäfs-
er zwischen Preufsen und diesen Staaten ge-
enen Zoll- und Handels-Verträge.

rt. XII. Die Dauer des gegenwärtigen Ver-
wird bis zum letzten Dezember 1835 fest-
. Erfolgt ein Jahr vor dem Ablaufe dieses Zeit-
keine Aufkündigung von der einen oder der
Seite, so wird derselbe als stillschweigend bis
nde des Jahres 1840 verlängert angenommen.

rt. XIII. Vom 1sten Januar 1835 an soll das
äfliche Amt Homburg mit dem Zollverbande,
zwischen den westlichen Preufsischen Provin-
d dem Grofsherzogthum Hessen besteht, in
vereinigt werden, dafs das gedachte Amt in
der Einrichtung und Verwaltung des Zollwe-
das Verhältnifs zu dem Grofsherzogthum Hes-
en wird, über welches man dermalen in Ab-
es Ober-Amts Meisenheim zu den westlichen
schen Provinzen übereingekommen ist.
e näheren Bestimmungen jener Vereinigung
in gegenseitigem Einvernehmen zwischen den
rzoglichen und Landgräflichen Hessischen
Regierungen durch die dazu von beiden Sei-
ernennenden Kommissarien unter Theilnahme
twirkung eines Königlich-Preufsischen Kom-
bei den hierüber zu pflegenden Verhandlungen,
genug vor dem Eintreten des erwähnten Ter-
i Laufe des Jahres 1834 festgesetzt werden.

llten jedoch die Verpflichtungen, welche die
äflich-Hessische Regierung in Folge des Cas-
traktates vom 24sten September 1828 für das
omburg übernommen hat, aus irgend einem
oder Veranlassung noch vor dem ersten Ja-

1829 nuar 1835 aufhören für dieselbe verbindlich zu s
so wird von diesem früher eintretenden Zeitpunkte
die Vereinigung des Amtes Homburg mit dem Pr
ſsich-Hessischen Zoll-Verbande auf die hier über
gekommene Weise Statt finden.

Der gegenwärtige Vertrag soll unverzüglich
Allerhöchsten und Höchsten Ratifikation vorge
und die Auswechselung der Ratifikations-Urku
spätestens binnen vier Wochen bewirkt werden.

Zu Urkund dessen ist dieser Vertrag von
beiderseitigen Bevollmächtigten mit Beidrückung
Siegels, unterzeichnet worden.

So geschehen Berlin, den 31sten Dezember 1

ALBRECHT FRIEDRICH EICHHORN. CARL FRIEDRICH IBELL.

(Vorstehender Vertrag ist von Seiner Majestät
dem Könige von Preuſsen unterm 2ten März d. J. und
von Seiner Durchlaucht dem souverainen Landgrafen
von Hessen unterm 9ten Januar d. J. ratifizirt und die
diesfälligen Urkunden sind am 31sten März d. J. a
Frankfurt am Main gegenseitig ausgewechselt worden.

36.

Convention entre les grand-duchı de Hesse et de Bade, concernai l'exécution reciproque des jugemei rendus dans les deux états, sign le $\frac{19\ Mars}{24\ Avril}$ 1829.

(*Auszug aus dem Groſsherzoglich Hessischen E gierungsblatt*, No. 72. vom 2. Dezember 1830.)

Nach einer im Jahre 1813 zwischen dem Groſsh zogthum Hessen und dem Groſsherzogthum Bad getroffenen Uebereinkunft, soll den in einem dieser St ten erlassenen Urtheilen im anderen Staate alle je Vollziehbarkeit zustehen, welche den eigenen inlän

ı Urtheilen zusteht, so, dafs keine Einreden im 1829
:utionsverfahren (sive processu executionis) dage-
angenommen werden sollen, als jene, welche auch
:n inländische Urtheile nach den Landesgesetzen
t finden.

Da nun neuerdings, namentlich in Berücksichti-
g des §. 15. der allerhöchsten Verordnung vom
n Juni 1817, Zweifel darüber enstanden sind, ob
inwiefern diese Uebereinkunft gegenwärtig auch
Rheinhessen zu beziehen sey, so ist die Anwend-
:eit derselben auf Rheinhessen durch eine nach-
liche Uebereinkunft zwischen beiden Staaten vom
:n März und 24ten April 1829 ausdrücklich festge-
:t und bestätigt, und es ist dadurch insbesondere
timmt worden:

„dafs die betreffenden Urtheile Grofsherzoglich-
adischer Gerichte, auf amtliches Ersuchen der-
lben, von dem Staatsprocurator am Kreisgerichte
ı Mainz diesem Gerichte, nachdem sie vorher ge-
empelt und einregistrirt worden, vorgelegt und
ırch dasselbe, ohne Zulassung weiterer Discussio-
n und ohne Ladung der Gegenparthei, für voll-
:hbar erklärt werden, sofort im Vollzug keinerlei
ormalitäten und Kosten unterworfen seyn sollen,
; welchen die Urtheile Rheinhessischer Gerichte
lbst unterworfen sind, so, dafs es nur noch
r Aufforderung der Vollziehungsbeamten bedarf,
n den wirklichen Vollzug eines für executorisch
klärten Badischen Urtheils zu bewirken, in so-
n nicht gesetzliche Einreden vorhanden sind we-
n deren gegen die Execution selbst Opposition
bildet wird."

Dieses wird, unter Beziehung auf den Art. 2123.
in Rheinhessen geltenden Civilgesetzbuchs und auf
Art. 546. der Civilprozefsordnung, zur Wissen-
:t und Nachachtung aller deren die es angeht,
nit förmlich bekannt gemacht.

Darmstadt am 17ten November 1830.

*ſsherzoglich Hessiches Ministerium der aus-
wärtigen Angelegenheiten.*

DU THIL.

VON YICOUR.

37.

1830 *Convention entre la Prusse et la He grand ducale d'un côté et la Bavièr le Wurtemberg de l'autre côté, con nant le commerce sur les frontiè respectives, publiée à Darmstad 7 Janvier* 1830.

(*Grofsherzoglich Hessisches Regierungsbl* 1830. No. 3.)

Nach dem Art. XII. des unterm 27. Mai 1829 schen dem Grofsherzogthum Hessen und König Preufsen einerseits und den Königreichen Baiern Würtemberg andererseits abgeschlossenen Vertrag der kleine Grenzverkehr der Unterthanen an den zen, wo der Preufsisch-Hessische und der Baie Würtembergische Zollverband sich berühren, eine eigene Uebereinkunft zu erleichtern ge werden.

Zur Vollziehung dieser Vertragsbestimmun Nachstehendes festgesetzt worden:

§. 1. Als Grenzbewohner, auf deren Verk dem einen oder dem anderen Vereinsgebiete di leichterungen des Grenzverkehrs Anwendung f sollen diejenigen angesehen werden, welche g seitig nicht über 4 Stunden von der Vereinsg entfernt wohnen.

§. 2. Als Gegenstände des Grenzverkehrs anzusehen:

1. Die rohen Erzeugnisse aus eigenthümlichen G besitzungen an Gärten, Feldern, Wiesen; e die rohen Erzeugnisse (Trauben) aus eigen lichen Weinbergen, diese jedoch mit der Bes kung auf die unmitttelbar an den Wohnort d sitzers anstofsende Markung;
2. die Aussaat für die eben genannten Grundst
3. die Naturalgülten und Zehnten, sowie die rechtsbezüge;

Getreide, Holz, Lohrinden und Oelsaamen der 1830
Grenzbewohner zum Mahlen, Schneiden und Stampfen auf Mühlen in einem andern Vereinsgebiete;
die Naturalunterstützungen für die durch Brand oder andere Elementenereignisse Verunglückten;
die zur Verarbeitung, Veredlung oder Reparatur ein- und ausgehenden Gegenstände;
das zur Weide und Fütterung und auf Probe ein- und ausgehende Vieh und die von demselben gewonnenen Producte;
inländische Erzeugnisse und Fabrikate jeder Art, wenn sie für den eigenen Hausbedarf der Grenzbewohner aus einem anderen Vereinsgebiete in Quantitäten bezogen werden, von welchen im Falle der Verzollung nach dem allgemeinen Tarif oder nach den konventionellen Zollsätzen der Eingangs- und Ausgangs-Zoll den Betrag von 35 kr. oder 10 Silbergr. nicht übersteigen würde.

§. 3. Die im vorhergehenden Paragraphen von
– 8 aufgeführten Artikel geniefsen im Grenzverkehr
gende Erleichterung:
Sie können, ohne an ein vertragsmäfsiges Ein- oder Ausgangsamt gebunden zu sein, bei jeder zuständigen Zollerhebungsstelle im Grenzbezirke ein- und ausgeführt werden;
es werden darüber keine Ursprungsbescheinigungen gefordert;
abgabefreie Gegenstände, deren Abfuhr von einem Orte erfolgt, welcher zwischen der Zollstelle und der Grenze liegt, oder die nach einem Orte bestimmt sind, welcher die nämliche Lage hat, bleiben resp. beim Ausgange oder beim Eingange von der Zollabfertigung befreit und unterliegen blos der Zollaufsicht.

Aufserdem wird noch in Ansehung der von 1 — 7
fgezählten Gegenstände bestimmt, dafs, wenn darter solche vorkommen sollten, die nicht schon durch
n Handelsvertrag vom 27ten Mai 1829 unter die
freiten Artikel aufgenommen waren, solche im
renzverkehr frei seyn sollen.

§. 4. Bei dem Grenverkehr finden nur folgende
örmlichkeiten statt:
Der Waarenführer mufs als Grenzbewohner im Sinne

1830 des §. 1. notorisch bekannt seyn oder sich als solcher legitimiren;

b. Naturalgülten und Zehnten, sowie die Holzrechtsbezüge und die Naturalunterstützungen für die durch Brand oder andere Elementenereignisse Verunglückten, müssen mit obrigkeitlichen Bescheinigungen begleitet seyn;

c. Getreide, Holz, Lohrinden und Oelsaamen zum Mahlen, Schneiden und Stampfen,

d. die zur Verarbeitung, Veredlung oder Reparatur bestimmten Gegenstände,

e. das zur Weide und Fütterung und auf Probe ein- und ausgehende Vieh

müssen über die nämlichen Zollstellen ein- und ausgehen und innerhalb der beim Eingange zu bestimmenden in jedem einzelnen Falle nach den Verhältnissen abzumessenden Frist zurückgeführt werden.

§. 5. Um die Abfertigungsbefugnisse der Hessischen und Preufsischen Zollämter in Bezug auf Gegenstände, welche zur Verarbeitung, Veredlung oder Reparatur ein- und ausgehen, mit den diesfälligen Abfertigungsbefugnissen der Baierischen Zollstellen in Uebereinstimmung zu bringen, wird die Hessische und Preufsische Regierung Folgendes festsetzen:

1. Die Hauptzollämter und die Nebenzollämter 1ster Klasse können die in Rede stehenden Gegenstände ohne Rücksicht auf Art und Menge abfertigen;

2. die Befugnisse der Nebenzollämter 2ter Klasse werden dagegen auf nachbenannte Gegenstände und Mengen beschränkt:

   a. bei Flachs, Hanf, Werg, Wolle und Baumwolle zum Spinnen, Garn zum Sieden, Bleichen, Weben und Färben auf Quantitäten zu 50 Pfund einschliefslich,

   b. bei Leinewand zum Bleichen, Färben und Drucken auf Quantitäten bis 25 Pfund einschliefslich und

   c. bei Häuten zum Gerben, Fellen zum Färben und Gegenständen zur Reparatur auf einzelne Stücke.

§. 6. Zur Erleichterung des Marktverkehrs im Grenzbezirke wird festgesetzt, dafs, wenn an einem Orte des Grenzbezirks ein Jahrmarkt gehalten wird, welchem keine zur Zollerhebung von Marktwaaren

ständige Zollstelle vorliegt, ein hiefür geeigneter 1830
Zollbeamter dahin abgeordnet werden soll, um die Abfertigung inländischer Erzeugnisse und Fabrikate, insofern sie Gegenstände des Marktverkehrs sind und der Ort der Herkunft nicht weiter als 4 Stunden von der Vereinsgränze entfernt ist, auf den Grund von Ursprungsbescheinigungen zum vertragsmäfsigen freien oder begünstigten Uebergange aus dem einen in das andere Gebiet vorzunehmen.

Die näheren Anordnungen zur Ausführung dieser Bestimmungen sollen von den beiderseitigen oberen Verwaltungsbehörden in gemeinschaftlichem Einverständnisse nach dem Bedürfnifs getroffen werden.

Darmstadt am 7ten Januar 1830.

Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

DU THIL.

VON RABENAU.

38.

Convention concernant l'exécution du traité de commerce conclu le 27. Mai 1829 entre la Prusse et la Hesse grand ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté, publiée à Darmstadt le 21. Janvier 1830.

Nach dem Art. V. des unterm 27sten Mai 1829 zwischen dem Grofsherzogthum Hessen und dem Königreich Preufsen einerseits und den Königreichen Baiern und Würtemberg andrerseits abgeschlossenen Handelsvertrag, sollen diejenigen Handelsreisenden, welche nicht Waaren, sondern nur Muster bei sich führen oder für inländische Etablissements bei Gewerbtreibenden Bestellungen suchen, in keinem der Staaten der hohen kontrahirenden Theile besonderen Abgaben oder Steuern unterliegen.

1830 Zur Vollziehung dieser Vertragsbestimmungen sind nachstehende nähere Anordnungen vereinbart und festgesetzt worden:

§. 1. Fabrikanten und Händler oder die Handlungsreisenden derselben, welche auf Abgabenbefreiung in dem anderen Vereinsgebiete Anspruch machen, müssen sich

a. mit einem Reisepafse und

b. mit einem von der einschlägigen Regierungsbehörde ausgestellten Gewerbszeugnisse legitimiren.

§. 2. Der Reisepafs wird nach den in jedem Staate bestehenden Förmlichkeiten ausgefertigt, und es mufs in demselben auf das im §. 1. bemerkte Gewerbszeugnifs ausdrücklich hingewiesen werden.

§. 3. Das Gewerbszeugnifs (§. 1. b.) welches in dem Grofsherzogthum Hessen nach dem Formular A. in dem Königreich Preufsen nach dem Formular B., in den Königreichen Baiern und Würtemberg aber nach dem Formular C., ausgefertigt wird, mufs die Bescheinigung enthalten, dafs der Inhaber befugt sey, im ganzen Umfange des eigenen Landes auf Waaren, von welchen er nur Muster bei sich führe, Bestellungen zu suchen.

§. 4. Im Grofsherzogthum Hessen und im Königreich Preufsen haben sich die Reisenden mit den Urkunden (§§. 2 und 3.) an die betreffende Provinzial-Regierung zu wenden, von welcher ihnen sodann die Ermächtigung zur abgabenfreien Ausübung ihrer Geschäfte auf die in dem Gewerbszeugnissen (§. 3.) bemerkte Dauer, frei von jeder Entrichtung, ausgestellt wird.

§. 5. Im Gebiete des Baierisch-Würtembergischen Zollvereins legitimiren sich dagegen die Handelsreisenden aus dem Grofsherzogthum Hessen und dem Königreich Preufsen mit den Urkunden (§§. 2. u. 3.) bei dem ersten Oberzollamte, welches sie betreten. Von demselben wird die geschehene Anmeldung auf dem Gewerbszeugnisse (§. 3.) bemerkt. Durch diese Beurkundung erlangt der Reisende auf die in dem Gewerbszeugnisse bemerkte Dauer die abgabenfreie Ausübung seiner Geschäfte.

Darmstadt dem 21sten Januar 1830.

Grofsherzoglich Hessisches Geheimes Staatsministerium.

DU THIL.

VON SCHENCK.

39.

'onvention entre la Hesse électorale 1830
: le duché de Saxe-Cobourg-Go-
ıa concernant la repression des dé-
'ts forestiers dans les forêts limi-
'ophes, signée le $\frac{10}{22}$ Février 1830.

'ammlung von Gesetzen für Kurhessen. Jahr 1830 Nr. IV. März p. 18.)

ı Gemäfsheit der von Seiner Königlichen Hoheit dem ırfürsten und von Seiner Herzoglichen Durchlaucht m Herzoge von Sachsen-Koburg-Gotha ertheilten mächtigung, ist zwischen den beiderseitigen Ministe- n hierselbst und in Koburg am 10ten und 22sten rigen Monats eine Uebereinkunft wegen der Unter- chung und Bestrafung der Forst- und Jagd-Frevel den gegenseitigen Waldungen abgeschlossen worden, d zwar mit denselben Bestimmungen, welche bereits t dem Fürstenthume Waldeck verabredet und im esetzblatte vom Jahre 1828, S. 21. fg., abgedruckt ırden sind, blos

unter Weglassung der darin auf die Feld- und Fischerei-Frevel sich beziehenden Stellen, und

unter Festsetzung der Dauer dieser Vereinbarung vorerst auf drei Jahre, vom 1sten April laufenden Jahres an.

Die Gerichts-, Polizei- und anderen Behörden ıben auf die genaueste Befolgung dieser Uebereinıft mit gebührender Strenge zu halten.

Cassel am 30sten März 1830.

Kurfürstliches Staatsministerium.

	Für den Minister des Innern:	Für den Minister der Finanzen:
Schminke.	Riess.	Schotten.

Vt. Eggena.

40.

1830 *Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Duc de Saxe-Cobourg-Gotha concernant l'accession de la principauté de Lichtenberg au système de douanes des provinces occidentales de la monarchie prussienne; signé le 6 Mars 1830.*

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten.* 1830. No. 8. pag. 57).

Seine Majestät der König von Preufsen und Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Coburg-Gotha, haben in der Absicht, die Wohlthat eines freien Verkehrs, dessen Herstellung den neuerlich zwischen Preufsen und anderen deutschen Staaten abgeschlossenen Verträgen zum Grunde liegt, auch auf das Verhältnifs des Fürstenthums Lichtenberg zu den westlichen Preufsischen Provinzen auszudehnen, Unterhandlungen einleiten lassen und hierzu als Bevollmächtigte ernannt:

Seine Majestät der König von Preufsen,
Allerhöchst-Ihren Geheimen Legations-Rath *Albrecht Friedrich Eichhorn*, Ritter des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weifsen Bande u. s. w.

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Coburg-Gotha
Höchst-Ihren Geheimen Legations-Rath *Ernst Habermann*, Ritter des Königlich-Preufsischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse,

von welchen in Folge jener Unterhandlungen, mit Vorbehalt der Ratification, nachstehender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. I. Vom Tage der Publikation gegenwärtiger Uebereinkunft an, soll unbeschadet der landesherrlichen Hoheitsrechte Seiner Herzoglichen Durchlaucht

s Herzogs von Sachsen-Koburg-Gotha, ein Ver- 1830
ı des Fürstenthums Lichtenberg mit den westlichen
'euſsischen Provinzen zu einem Zollsysteme Statt
den, wie solches in den gedachten Preuſsischen Pro-
ızen durch das Gesetz vom 26sten Mai 1818, dessen
rundsätze ohne besondere Uebereinkunft nicht abge-
dert werden sollen, und die seitdem erlassenen Be-
ımmungen und Erhebungsrollen festgesetzt worden
t, oder künftig noch durch gesetzliche Deklarationen
d Erhebungsrollen weiter bestimmt werden wird.

Seine Herzogliche Durchlaucht werden zugleich
Ansehung der Abgaben von der Fabrikation des
anteweins und vom Braumalze, in Uebereinstimmung
t den desfalls in den westlichen Preuſsischen Pro-
ırzen bestehenden Gesetzen und Einrichtungen, solche
rfügungen ergehen lassen, als erforderlich ist, um
:h in Ansehung dieser Erzeugnisse eine völlige Gleich-
llung zwischen diesen Provinzen und dem Fürsten-
m Lichtenberg, in Ansehung des innern Verkehrs
l der Verhältnisse zu den östlichen Provinzen der
euſsischen Monarchie, desgleichen zum Auslande,
treten zu lassen.

Art. II. Die Art und Weise der Abfassung und
rkündigung der diesfälligen Gesetze in dem Fürsten-
ım Lichtenberg, die mit demselben übereinstimmen-
Einrichtung der Verwaltung, insbesondere die Bil-
ng des zu bewachenden Grenzbezirks gegen das
ısland, und die Bestimmung, Einrichtung und amt-
:he Befugniſs der erforderlichen Zoll- und Steuerämr,
soll, in gegenseitigem Einvernehmen, mit Hülfe
r von beiden Seiten zu diesem Behufe zu ernennen-
n Kommissarien angeordnet werden.

Art. III. Die Herzogliche Regierung hat für die
dnungsmäſsige Besetzung der in dem Fürstenthume
chtenberg zu errichtenden Herzoglichen Zoll- und
euerämter und der erforderlichen Grenzaufseherstel-
ı Sorge zu tragen. Die von derselben hiezu designir-
ı Personen haben sich bei dem Königlich-Preuſsi-
hen Provinzial-Steuerdirektor zu Cölln einer Prü-
ıg zu unterwerfen, und wenn sie in solcher tüchtig
funden werden, ihre Anstellung und Verpflichtung
gewärtigen.

Die auf diese Weise angestellten Beamten werden
ich den ausschlieſslich Preuſsischen Beamten dersel-

1830 ben Kathegorie besoldet, die Grenzaufseher auch u
formirt und bewaffnet, und beziehen ihren Gehalt a
der betreffenden Haupt-Zollamts-Kasse.

In allen Dienstangelegenheiten, insbesondere au
in Absicht der Dienstdisziplin, stehen die in dem Fü
stenthum Lichtenberg angestellten Zoll- und Steu
Beamten und Grenzaufseher unter dem Preufsische
Ober-Kontrolleur und denjenigen Preufsischen Bea
den, welche sonst noch die Leitung des Zoll- u
Steuerdienstes besorgen.

Dagegen sind dieselben in allen Privat- oder bü
gerlichen Angelegenheiten, ferner bei allen sogenan
ten gemeinen Vergehen, imgleichen bei Dienstve
hen, wegen welchen gegen ausschliefslich Preufsische
Beamte derselben Kathegorie, eine förmliche gerich
liche Untersuchung nöthig sein würde, den Herzogli
chen Gerichten unterworfen.

Art. IV. Die Herzogliche Regierung ist befugt,
bei den Zoll- und Steuerämtern in dem Fürstenthum
Lichtenberg aufserordentliche Kassenvisitationen durch
einen ihrer Beamten vornehmen, von den dabei aufzu
nehmenden Verhandlungen dem Preufsischen Provin
zialsteuer-Direktor Abschrift mittheilen zu lassen un
auf die Abstellung der Unordnungen, welche etwa b
einer solchen Gelegenheit entdeckt werden, in geeig
neter Art einzuwirken.

Art. V. Die von den Herzoglichen Unterthan
in dem Fürstenthume Lichtenberg verübten Zoll- od
Steuervergehen, sollen, insoferne gegen die, nach ve
gängiger summarischer Untersuchung erfolgte adm
nistrative Entscheidung, auf förmliches gerichtlich
Verfahren provozirt wird, von dem Herzoglichen Lan
gerichte zu St. Wendel zur Untersuchung und Stra
gezogen werden. Alle gegen die Erkenntnisse die
Gerichts zulässigen Rechtsmittel, werden nach Ma
gabe der Rechtsbeschwerde, bei dem Herzoglich
Appellationsgerichte zu St. Wendel oder dem Herz
lichen Revisionsgerichte zu Coburg, verhandelt u
entschieden werden.

Seine Herzogliche Durchlaucht wollen die Ano
nung treffen, dafs in den gerichtlichen Untersuch
gen das Interesse der gemeinschaftlichen Verwaltu
durch einen besonderen Beamten gehörig wahrgeno
men werde.

Art. VI. Die Königlich Preufsische Regierung 1830
pricht dasjenige Einkommen an Zollgefällen, wel-
s durch die in vorstehender Art zu bewirkende
einigung des Fürstenthums Lichtenberg mit den
tlichen Preufsischen Provinzen zu einem Zollsysteme,
leichen von den, von vorgedachten inländischen Er-
gnissen zu erhebenden Abgaben, den Preufsischen
ssen zufliefsen wird, den Herzoglich Sachsen-Co-
rg-Gothaischen Kassen überweisen zu lassen, und
ir dergestalt, dafs von denjenigen in den westlichen
reufsischen Provinzen und in dem Fürstenthume Lich-
nberg einkommenden Gefällen, bei welchen die Her-
glichen Regierung wegen der aus ihrem Beitritte erfol-
nden Vermehrung der bisherigen Einnahmen der
reufsischen Kassen auf einen Mitgenufs Anspruch
chen kann, der Antheil derselben, nach dem Ver-
ältnisse der Seelenzahl des Fürstenthums zu der der
stlichen Preufsischen Provinzen, berechnet und baar
ährt wird.

Art. VII. Von allen für Seine Herzogliche Durch-
cht und Hochdero Hofhaltung mit Herzoglichen
er-Marschallamts-Attesten in das Fürstenthum Lich-
berg eingehenden Waaren werden die Gefälle nicht
dem Eingange erhoben, sondern nur notirt und
der nächsten Erhebung des Antheils Seiner Her-
glichen Durchlaucht an den Sammt-Einkünften in
ren Gelde angerechnet werden.

Art. VIII. Die Ausübung des Begnadigungs-
d Strafverwandlungs-Rechts über die wegen ver-
ndeter Zoll- und Steuervergehen in dem Fürsten-
me Lichtenberg verurtheilten Personen, ist Seiner
zoglichen Durchlaucht überlassen. Der gesetzmä-
e Antheil des Denunzianten ist kein Gegenstand des
nferlasses.

Art. IX. Von dem Tage der Ausführung gegen-
iger Uebereinkunft an, findet zwischen den westli-
n Preufsischen Provinzen und dem Fürstenthume
ıtenberg ein völlig freier Verkehr, unter folgenden
nahmen Statt:
lie Einfuhr des Salzes aus dem Fürstenthume Lich-
nberg in die westlichen Preufsischen Provinzen
nd aus diesen in jenes, ist verboten. Jedoch wird
e Königlich-Preufsische Regierung den freien Ein-

1830 gang derjenigen Salz-Quantitäten gestatten, welc in Folge eines, zwischen der Herzoglichen Re rung zu St. Wendel und der dortigen Herzoglic Salzfaktorei bestehenden Pachtvertrages in das F stenthum Lichtenberg, dem Bedarfe angemes eingeführt werden.

B. Das Einbringen der Spielkarten ist in dersel Weise verboten. Da indessen in dem Fürstenth Lichtenberg Spielkarten nicht angefertigt werden, wird die Königlich-Preufsische Regierung eine, d Bedürfnisse der Einwohner entsprechende Quan Spielkarten abgabenfrei in das Fürstenthum ei hen lassen, deren nähere Bestimmung, so wie a die desfalls anzuordnende Kontrole, besondere Ve abredungen vorbehalten bleibt.

C. Bei dem Eingange von Mehl, Getreide und Schlach vieh aus dem Fürstenthume Lichtenberg in eine d Preufsischen Städte, wo Mahl- und Schlacht-Steu für Rechnung des Staats erhoben wird, ist die Abgabe eben so, wie von den gleichartigen Preuf schen Erzeugnissen zu entrichten.

D. Dergleichen Abgaben, welche von gewissen inl dischen Erzeugnissen für Rechnung einer Stadt, o Kommune bei dem Einbringen in dieselbe erhob werden, unterliegen auch Waaren derselben A welche aus dem Fürstenthume Lichtenberg in ei zu jener Erhebung befugte Preufsische Kommu oder umgekehrt aus den westlichen Preufsischen P vinzen in eine gleichmäfsig befugte Kommune Fürstenthums Lichtenberg eingeführt werden.

Art. X. Die für die Herzoglichen Unterth in dem Fürstenthume Lichtenberg mit der Post kommenden Waaren, sollen gleichen Begünstigun und Beschränkungen mit denen unterliegen, wel für die Königlichen Unterthanen bestimmt sind.

Art. XI. Sogleich nach Publikation des ge wärtigen Vertrages soll von Unterthanen der westli Preufsischen Provinzen und des Fürstenthums Lich berg, welche in dem Gebiete des andern kontrahi den Theils Handel und Gewerbe treiben, oder A suchen, keine Abgabe entrichtet werden, welcher n gleichmäfsig die eigenen Unterthanen derselben unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und Händler, wel- 1830
blos zum Aufkaufe von Waaren, oder Handlungs-
ende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur
ter derselben bei sich führen, um Bestellungen zu
ren, berechtigt sind, auch sich als Inländer diese
echtigung in dem einen Staate durch Entrichtung
gesetzlichen Abgaben erworben haben, in dem an-
n Staate deshalb keine weiteren Abgaben entrichten.

Endlich sollen, aufser den in dem vorhergehenden
IX. erwähnten Beschränkungen, die Unterthan
in den beiderseitigen Landestheilen ihre Waaren,
von Abgaben, auf die Märkte bringen können und
zu einer besondern Konzession oder Legitimation,
er eines Gewerbscheins für diesen Theil des Han-
- und Gewerbe-Verkehrs nicht bedürfen.

Art. XII. In Absicht des Verkehrs und Gewer-
betriebes zwischen dem Fürstenthume Lichtenberg
den östlichen Preufsischen Provinzen, kommen ge-
seitig in allen und jeden Beziehungen, namentlich
Ansehung der aus dem Fürstenthume Lichtenberg
die gedachten östlichen Provinzen eingehenden Na-
produkte und Fabrikate, völlig dieselben Grundsätze
Anwendung, welche zwischen diesen und den west-
en Provinzen gelten.

Die völlige Gleichstellung mit den Preufsischen
terthanen rücksichtlich des Verkehrs und Gewerbe-
triebs, wird den Einwohnern des Fürstenthums Lich-
berg auch gegenseitig in Beziehung zu allen mit
r Preufsischen Monarchie durch Zoll- oder Han-
verträge verbundenen deutschen Bundesstaaten, ins-
ondere auch in allen Beziehungen zu dem Grofs-
ogthume Hessen, imgleichen zu den Königreichen
rn und Würtemberg, in Gemäfsheit der zwischen
ufsen und diesen Staaten geschlossenen Zoll- und
delsverträgen, zu Statten kommen.

Art. XIII. Die Dauer des gegenwärtigen Ver-
s wird vorläufig auf zwölf Jahre, nämlich bis zum
lusse des Jahres 1841 festgesetzt. Erfolgt im Jahre
dem Ablaufe dieses Zeitraumes von der einen, oder
andern Seite keine Aufkündigung, so soll er aber-
ls auf zwölf Jahre und sofort von zwölf zu zwölf
en verlängert angesehen werden.

Dieser Vertrag soll unverzüglich zur Allerhöchsten
Höchsten Ratifikation vorgelegt und die Auswech-

1830 selung der Ratifikations-Urkunden spätestens binn vier Wochen bewirkt werden.

So geschehen zu Berlin, am 6ten März 1830.

ALBRECHT FRIEDRICH EICHHORN. ERNST HABERMANN.

(Vorstehender Vertrag ist von Seiner Majestät d Könige am 7ten April 1830 und von Seiner Herzo chen Durchlaucht dem Herzoge von Sachsen-Cobu Gotha am 13ten März 1830 ratifizirt worden).

41.

Convention de cartel entre la Prusse et la Russie et la Pologne, signée le $\frac{17}{29}$ Mars 1830.

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preuß schen Staaten* 1830. No. 12. pag. 85.)

Au nom de la Très-Sainte et indivisible Trini

La convention de cartel conclue le $\frac{13}{25}$ Mai 18 entre Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Maje l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Polog venant d'expirer, quelques-unes de ses dispoſit ayant été reconnues susceptibles de recevoir plu développemens et de précision et d'autres ayant c d'être applicables aux rapports existans, Leurs Maje tés ont jugé utile et convenable de conclure une n velle convention de cartel et ont à cet effet nom des plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur *Chreti Gonthier* Comte de *Bernstorff*, son ministre d'ét du cabinet et des affaires étrangères, chevalier d grands ordres de l'aigle noire et de l'aigle rouge d Prusse, de ceux de St. André, de St. Alexandr Nevsky et de Ste Anne de la première classe d Russie, et de celui de l'aigle blanche de Pologne, grand-croix de l'ordre royal de St. Etienne d

Hongrie, grand-cordon de la légion d'honneur de France, grand-collier de l'ordre de la toison d'or et grand-croix de l'ordre de Charles III. d'Espagne, chevalier de l'ordre de l'éléphant et grand-croix de l'ordre de Dannebrog de Danemarc, grand-croix de l'ordre de St. Ferdinand et du mérite de Sicile, chevalier de l'ordre suprême de l'annonciade de Sardaigne, grand-croix des ordres de Guelphe d'Hannovre, de la couronne de Wurtemberg, du Lion d'or de la Hesse électorale et du mérite de la Hesse grand-ducale, de ceux de la fidélité et de Zaehringue de Bade et du faucon blanc de Saxe-Weimar, 1830

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne le Sieur *David* comte *d'Alopeus*, Son conseiller privé actuel, et chambellan actuel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse, chevalier des ordres de St. Alexandre-Nevsky, de St. Vladimir de la première et de Ste. Anne de la première classe, de celui de l'aigle blanche de Pologne, et grand-croix de la légion d'honneur de France;
quels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, uvés en bonne et due forme, ont conclu et signé convention de cartel, dont la teneur suit ici mot mot.

Art. I. La présente convention, qui sera mise exécution à dater du jour de sa ratification, s'appliquera:

à tous les individus qui déserteront le service actif les armées respectives, ainsi qu'aux effets militaires qu'ils auront emportés, comme chevaux, harnois, armes, habillemens;

aux individus, qui n'ont obtenu de congé qu'à condition de se présenter au premier appel pour rentrer au service actif, et qui en conséquence appartiennent à la réserve;

à tous les individus qui, selon les lois de l'état qu'ils ont quitté avec ou sans l'intention d'y rentrer, sont sujets, ne fut-ce que dans la suite, au service militaire;

aux individus qui, ayant commis des crimes dans l'un des deux états, se sont enfuis sur le territoire

1830 de l'autre, pour se soustraire aux poursuites
justice et à la peine qu'ils ont encourue.

Art. II. Si les individus mentionnés à l
précédent sous la lettre a, sont saisis en unifor
l'on trouve sur eux d'autres objets appartenant
quipement militaire, ou, en général, s'il est h
doute qu'ils ont déserté le service actif de l'autr
ils seront sur le champ et sans réquisition pré
de cet état, arrêtés et conduits avec les effets m
res trouvés sur eux, à la frontière qui sépare les
états, pour y être remis à l'autorité respective
gée de les recevoir. Quant aux individus, d
désertion n'est pas manifeste, mais devient pro
par suite de leur propre déclaration ou de circon
ces particulières, les autorités militaires ou c
qui auront eu connoissance du séjour d'un pareil
vidu, prendront aussitôt les mesures nécessaires
empêcher son évasion. Elles feront ensuite dres
procès-verbal à ce sujet et le communiqueront à
torité militaire provinciale de l'autre état, qui
déclarera si le prévenu a effectivement déserté o
sur quoi, dans le cas de l'affirmative, le dé
lui sera délivré de la manière sus-indiquée.

Les individus mentionnés à l'article précéd
tres b. et c., ne seront arrêtés et restitués qu'à l
d'une réquisition expresse, qui, dans chaque c
cial, sera faite par l'autorité compétente de l'é
quel ils appartiennent.

Art. III. L'extradition des individus, a
nant aux classes a., b. et c. de l'article I., n'a
pendant pas lieu si avant de s'être rendus dan
qu'ils ont quitté en dernier lieu ou avant d'y av
service, ils ont été sujets de l'état où ils se s
tirés lors de leur désertion, et que les rappo
proviennent pour eux de cette qualité, n'ont
annullés suivant les formes prescrites par les
cet état. Mais même dans ce cas on rendra l
vaux et effets militaires, que ces individus a
emmenés avec eux en désertant.

De même, si un individu appartenant à c
classes s'est rendu coupable de quelque déli
l'état où il s'est retiré, son extradition pourra ê
fusée jusqu'à ce qu'il ait subi la peine, que l
gent les lois de cet état.

Enfin, dans le cas, où, suivant la teneur de 1830
ticle II., l'arrestation et l'extradition d'un individu
iront lieu qu'à la suite d'une réquisition, si, depuis
oque de la désertion ou de l'évasion de cet indi-
u, il s'est écoulé l'espace de cinq ans, celui des
ux états, auquel seroit adressé une réquisition pour
réclamer, ne sera pas tenu d'y satisfaire.

Art. IV. Les communications qui, d'après l'ar-
cle II. auront lieu par rapport aux individus soup-
onnés d'avoir déserté le service de l'une des Hautes
arties contractantes, seront adressées de la part de
Prusse au commandant en chef et aux officiers
réposés à l'extradition des déserteurs, et de la part
e la Russie et de la Pologne au général comman-
ant la province prussienne la plus proche; les ré-
uisitions relatives aux individus mentionnés à l'article
sous les lettres b. et c. s'adresseront de la part de
Prusse aux autorités militaires et civiles de Russie
de Pologne les plus à proximité, et de la part de
Russie et de la Pologne, à la régence provinciale
ussienne la plus à portée.

Art. V. Comme il pourroit arriver qu'un indivi-
, avant sa désertion du service de l'une ou de
tre des Hautes Parties contractantes, eût déserté
troupes d'un autre souverain, ou d'un autre état,
c lequel l'une des Hautes Parties contractantes au-
t conclu une convention de cartel, le déserteur
n sera pas moins rendu à l'armée, qu'il aura dé-
tée en dernier lieu.

Art. VI. Il est expressément défendu aux auto-
s militaires et civiles respectives d'engager au ser-
e militaire ou civil de leur souverain un individu,
nt la désertion du service actif de l'autre état n'est
douteuse ou ne seroit même que probable. Elles
laisseront passer aux frontières ni aucun sous-offi-
r ni aucun soldat de l'armée de l'état limitrophe,
moins qu'il ne soit muni d'un passeport ou d'une
touche du chef ou du commandant du corps au-
el il prétend appartenir.

Tout individu qui, sans pouvoir se légitimer au
yen d'un pareil passeport ou d'une cartouche, sera
couvert par ces autorités ou leur sera dénoncé par
rs subalternes, et que des signes extérieurs ou

1830 d'autres circonstances rendront suspect d'appartenir aux troupes de l'autre état, sera sur le champ arrêté, avec tous les effets qu'on trouvera sur lui; on le fera subir un interrogatoire et il sera procédé ensuite conformément aux dispositions de l'article II.

Art. VII. Les Hautes Parties contractantes feront tenir la main à ce qu'il soit satisfait promptement et loyalement aux réquisitions qui devront être adressées à leurs autorités, concernant les individus des classes b. et c. de l'article I. Si ces individus devoient avoir été engagés au service de l'état sur le territoire duquel ils se trouvent, cette circonstance n'influera en rien sur les obligations mutuelles résultant du présent article.

Art. VIII. S'il s'élevoit des doutes sur l'exactitude de telle ou telle circonstance, rapportée dans le réquisitoire, ces doutes ne pourront, les cas mentionnés à l'article III. exceptés, motiver un refus d'extradition.

Art. IX. Non seulement l'extradition d'un déserteur ou d'un individu sujet au service militaire devra toujours et sans exception être accompagnée d'un procès-verbal, qui aura été dressé relativement aux causes et aux circonstances de son arrestation, mais encore, s'il appartient à la catégorie de ceux qui d'après l'article II. doivent être livrés d'office, les effets militaires qui auront servi à faire découvrir sa désertion, seront de suite restitués avec lui. Que si, au contraire, l'individu appartient à la classe de ceux, qui ne sont livrés qu'à la suite d'une communication préalable entre les autorités militaires respectives, ou d'un réquisitoire spécial, alors, afin de lever toute espèce de doute que son extradition ne soit conforme aux principes établis dans la présente convention, le réquisitoire qui le concerne sera toujours produit en original lors de l'extradition.

Art. X. Les places frontières fixées jusqu'ici pour l'extradition régulière des deserteurs et autres individus, continueront à servir pour le même objet aussi longtems que les autorités respectives ne conviendront pas d'un changement à cet égard. Les fonctionnaires chargés dans ces endroits de recevoir les individus qui devront être livrés, seront suivant que

les fonctionnaires appartiennent à l'état militaire ou à 1830
l'état civil, denommés par l'autorité militaire ou civile compétente, à celle de l'autre état.

Art. XI. Pour tout déserteur ou individu sujet au service militaire, les frais d'entretien seront acquittés à raison de deux gros courant de Prusse ou de quinze gros de Pologne par jour, à compter du jour où il aura été arrêté pour être livré soit d'office, soit par suite d'une réquisition. Si le déserteur a pris avec lui un cheval de service, il sera bonifié pour ce dernier par jour et à compter de l'époque susindiquée, deux metzes d'avoine et huit livres de foin avec la paille nécessaire et ces fourrages seront payés chaque fois selon le prix courant du marché de la ville la plus proche.

La restitution du déserteur se fera au plus tard huit jours après son arrestation, laquelle aura lieu dès qu'on l'aura découvert; les frais de son entretien ne seront rétribués de part et d'autre que pour le même terme de huit jours, à moins que l'éloignement du lieu où le déserteur aura été arrêté ou d'autres circonstances bien constatées, ne retardent nécessairement au delà de ce terme son extradition aux autorités compétentes. Si par suite de maladie du transfuge, il auroit été reçu dans un hôpital, les frais qui en resulteront seront acquittés par le gouvernement réclamant à raison de vingt et un gros de Pologne par jour pour tout le tems pendant lequel son état de santé l'aura retenu dans l'hôpital.

Art. XII. Celui qui découvrira un déserteur quelle que soit l'espèce de troupes dont celui-ci fasse partie, ou bien un individu sujet au service militaire et réclamé, de sorte que ce déserteur ou cet individu puisse sur le champ être arrêté, obtiendra comme récompense de la part de l'état, auquel se fera l'extradition, la somme de vingt-sept florins de Pologne. Si l'on découvre en même tems le cheval de service emmené par lui et que le cheval est rendu à l'état auquel il appartient, cette recompense sera portée à à quarante-cinq florins de Pologne.

Art. XIII. Afin de pouvoir acquitter sans délai cette récompense ainsi que les frais d'entretien mentionnés à l'article XI. lesquels dans aucun cas ne pour-

1830 ront être augmentés, les Hautes Parties contra-
tes feront déposer chez les fonctionnaires, ch
dans les places frontières, désignées pour cet
de la réception des déserteurs, une certaine so
d'argent, au moyen de laquelle ils payeront, lo
l'extradition faite à eux du déserteur ou de l'ind
sujet au service militaire, ainsi que du cheval,
récompense susmentionné, et les frais d'entretien.
une spécification présentée aux susdits fonctionn
de la part de l'autorité de l'autre état charg
l'extradition. Si l'on trouvoit cette spécification
fectueuse, ce qui toutefois pourra difficilement a
lieu, vû la détermination précise du taux de la ré
nération et des frais d'entretien, elle n'en devra
moins être soldée et ce ne sera que plus tard,
une réclamation à ce sujet sera prise en considérati
le seul cas excepté où il n'auroit pas été satisfai
la disposition de l'article IX. concernant la restitu
simultanée des effets militaires trouvés sur le dé
teur ou l'exhibition de l'original du réquisitoire, d
lequel cas il ne sera payé ni récompense ni fr
d'entretien.

Art. XIV. Les déserteurs et les individus suj
au service militaire, ne pouvant contracter des dett
que l'état auquel ils appartiennent eût l'obligation
gale d'acquitter, ces dettes ne feront jamais lors
l'extradition un objet de discussion entre les autori
des deux états. Si un individu, durant son séj
dans l'état qui le délivre, a contracté envèrs
particuliers des obligations, que son extradition l'
pêche de remplir, il ne reste à la partie lésée
de faire valoir ses droits par devant l'autorité com
tente de l'état auquel appartient son débiteur.

Pareillement si un déserteur, ou un individu
jet au service militaire se trouvoit, au moment o
est réclamé, en état d'arrestation pour des enga
mens qu'il auroit contractés envèrs des particuli
l'état, auquel s'adresse la réquisition, ne sera
pour cela libéré de l'obligation de le délivrer s
rétard.

Art. XV. Ceux qui dans le pays de l'un des d
souverains commettent un délit criminel, ou qui s
accusés ou prévenus d'en avoir commis un, et

ısuite prennent la fuite et se rendent dans le pays 1830
e l'autre souverain, seront réstitués de part et d'autre
la première réquisition, laquelle aura lieu de la ma-
ière indiquée ci-dessus à l'article XVI.

L'état ou la condition du coupable, accusé ou
révenu, ne changera rien à cette disposition, et il
en restitué de quel état ou de quelle condition qu'il
oit, noble, habitant d'une ville ou de la campagne,
bre, serf, militaire ou civil.

Mais si ledit criminel ou prévenu est sujet du sou-
rain dans le pays duquel il s'est rendu par sa fuite,
rès avoir commis un délit criminel dans le pays de
utre souverain, sa restitution n'aura pas lieu, mais
souverain dont il est sujet fera administrer contre
i bonne et promte justice. Si cependant un individu
nelconque a été arrêté dans le pays où il a commis
n délit criminel ou un excés quelconque, et ce pour
voir commis ledit délit criminel ou excès, le souve-
rain du pays où l'arrestation s'est faite, fera admini-
strer justice contre lui et lui fera infliger la peine
qu'il a encourue, quand même un tel individu seroit
sujet de l'autre souverain.

Art. XVI. Dans les cas prévus par l'article pré-
cédent, le tribunal supérieur de la province, où le cri-
minel doit être, ou a été soumis à une information et
où il subira sa peine, fera la réquisition nécessaire à
cet égard, laquelle sera adressée au tribunal supérieur
de la province, ou le criminel sera présumé avoir cher-
ché un asile.

Si toutefois il ne s'agissoit d'abord que de décou-
rir un individu et de s'assurer de sa personne par la
oie de la police, les réquisitions à cet effet pourront
tre réciproquement adressées aux autorités provincia-
es de police des Hautes Parties contractantes.

Mais dans tous les cas où il est question de l'ex-
radition effective d'un criminel, le réquisitoire émané
son égard devra entrer dans le détail des circons-
ances du crime, afin que l'on puisse se convaincre
que le délit, dont le criminel est accusé, est tel, que
uivant les lois de l'état même auquel s'adresse la ré-
lamation le coupable se trouveroit aussi soumis à une
nquête criminelle. Quand ces conditions seront rem-
plies et que par suite de l'interrogatoire qu'on fera
ubir au prevenu, l'identité de sa personne aura été

1830 reconnue, il devra être livré. A cet effet il sera escorté jusqu'à la frontière et remis, contre le remboursement des frais aux autorités compétentes de la partie requérante.

Art. XVII. A compter du jour de l'arrestation d'un criminel qui est poursuivi, il sera payé quinze gros de Pologne par jour pour son entretien et vingt-deux et un demi gros de Pologne par jour pour frais de détention.

Art. XVIII. Ni les déserteurs, ni les individus sujets au service militaire, ni les criminels ne pourront, de la part du souverain qui les réclame, être poursuivis dans le pays de l'autre souverain, soit par quelque acte de violence ou d'autorité propre, soit clandestinement. Il est en consequence défendu qu'un détachement militaire ou civil, quel qu'il soit, ou quelque emissaire secret, passe dans ce but la frontière des deux états.

Si de la part de la puissance réclamante la poursuite d'un ou de plusieurs déserteurs, d'individus sujets au service militaire, ou de criminels qui se sont sauvés, a été ordonnée au moyen d'un détachement militaire ou civil, ou de toute autre manière, cette poursuite ne devra s'étendre que jusqu'à la frontière qui sépare les deux états. C'est à ce point qu'il faut que le détachement s'arrête et un seul homme passera la frontière. Celui-ci s'abstiendra de tout acte de violence ou d'autorité privée et s'adressera à l'autorité militaire ou civile compétente pour faire la demande de l'extradition, en lui exhibant les lettres réquisitoires de ses supérieurs. Ce délégué sera reçu avec les égards, que les deux gouvernemens se doivent mutuellement, et l'on procèdera ensuite conformément aux termes de la présente convention.

Art. XIX. Tout individu arrêté dans le pays même où il aura commis une violation de territoire, sera traduit devant le tribunal le plus proche de ce pays, chargé de l'information des délits militaires.

Le dit tribunal examinera le fait, entendra les témoins et amènera les actes au point que la sentence puisse être prononcée. Ces actes seront transmis ensuite au général en chef des troupes dont dépend le coupable, aux fins de faire prononcer la sentence conformément aux lois de chaque pays. La sentence sera

communiquée au tribunal chargée de l'information, qui 1830
a publiera au prévenu, retenu par lui aux arrêts jusqu'à cette époque. Selon la teneur de cette sentence le prévenu sera de suite mis en liberté ou délivré à l'autorité de l'autre état la plus voisine, pour lui faire subir la peine infligée.

L'information du procès aura lieu sans interruption et devra être accélerée le plus que possible. Si le tribunal, chargé de prononcer la sentence, demande auparavant des éclaircissemens ultérieurs, ces éclaircissemens seront fournis à la réquisition du dit tribunal par l'autorité chargée de l'information du délit.

S'il s'élève de doutes sur cette violation du territoire, ou sur les circonstances particulières du fait, il sera établi une commission mixte, présidée par les commissaires de la partie lésée. Aussitôt que les décisions portées par cette commission appelée seulement à déclarer si la violation de territoire a eu lieu ou non, auront été confirmées par les deux souverains, la punition du coupable aura lieu aussi promptement que possible selon les lois et par le ministère des autorités du gouvernement dont il se trouvera être sujet.

Art. XX. Il est défendu aux autorités et sujets des Hautes Parties contractantes de récéler un déserteur, un individu soumis au service militaire et déjà réclamé, ou un criminel propre à être livré, ou de les aider à se rendre dans d'autres contrées plus éloignées, afin de les soustraire par là à l'extradition.

Les gouvernemens respectifs procèderont d'après les lois du pays contre les personnes qui commettroient un délit de cette nature, et les autorités des deux états se donneront mutuellement, pour leur propre satisfaction, des renseignemens sur la manière dont les contrevenans auront été recherchés et punis.

Art. XXI. Il sera rigoureusement défendu aux sujets des Hautes Parties contractantes d'acheter, de quelque individu que ce soit, ne fut-il pas encore reconnu pour déserteur ou réclamé comme tel, des effets qui portent indubitablement le caractère d'une propriété de l'état.

Ils seront avertis surtout, de ne pas acheter le cheval qu'un déserteur aura emmené avec lui. Il leur sera de plus sévèrement enjoint de se donner de garde de faire l'achat d'objets, qu'un criminel a emportés en

1830 se sauvant et dont il est possesseur illégitime. Les deux gouvernemens emploieront tous les moyens que leur offrent les lois du pays, pour faire gratuitement rentrer l'un l'autre en possession de ces objets, ainsi que des effets militaires sus-mentionnés.

Art. XXII. Si l'extradition d'un déserteur, d'un individu sujet au service militaire ou d'un criminel de la catégorie plus haut mentionnée, n'a pas été faite dans un cas, où, d'après cette convention, elle auroit dû avoir lieu, et que le dit individu par une nouvelle fuite retourne dans le pays, auquel il auroit dû être délivré, le souverain de ce pays ne sera pas tenu de le rendre.

Art. XXIII. Aucun individu, tombant à charge à l'un des deux états, lors même qu'il n'y seroit pas né ou domicilié suivant les lois du pays, ne pourra être transféré dans l'autre état sans le consentement préalable et exprès de ce dernier, même dans le cas où cet individu ou ses parens y seroient nés, ou qu'il eut existé précédemment entre lui et cet etat des rapports de sujétion. Si donc l'un des deux états avoit l'intention de transférer dans l'autre un individu qui lui seroit à charge, les autorités provinciales de ce dernier état les plus proches devront auparavant s'être déclarées prêtes à le recevoir. Sans un concert préalable à cet égard, les autorités frontières n'auront ni le droit ni l'obligation de recevoir un pareil individu.

Ce concert toutefois ne sera pas nécessaire, lorsque l'un des deux états jugera à propos de faire sortir de son territoire un individu, muni de la part de l'autre état d'un passeport, expédié pour un tems déterminé; bien plus les Hautes Parties contractantes s'engagent à le recevoir sans difficulté non seulement jusqu'à l'expiration du terme fixé dans le passeport, mais encore si ce passeport n'a pas été renouvelé ou prolongé pendant la moitié de sa durée primitive, pourvu que cette durée ne dépasse pas le terme de six mois. Mais si les deux parties s'accordent sur la réception d'un individu, l'état qui veut s'en défaire, doit à ses propres frais le faire conduire à la frontière de son territoire. Si toutefois le gouvernement de Russie ou celui de Pologne vouloit se défaire d'un individu, dont le transport dans sa patrie ne pourroit être effectué qu'à tra-

rs le territoire prussien, le gouvernement de Prusse 1830
refusera jamais son consentement à l'exécution d'un reil transport, pourvuque, lors de l'extradition de cet lividu aux autorités frontières prussiennes, il leur t remis en même tems:

1. une déclaration certifiée du gouvernement auquel partient cet individu, portant son consentement à le :evoir;

2. le montant complet des frais de transport et ntretien de l'individu en question, pour toute la nte jusque dans sa patrie.

Si ces deux conditions ne sont pas complètement nplies, le gouvernement prussien, vû les conventions i existent à cet égard entre lui et d'autres états, ne urra pas se prêter à recevoir un individu qui devra e adressé à un état tiers.

Art. XXIV. La durée de la présente convention, nt toutes les dispositions sont également applicables royaume de Pologne, est fixé à douze années.

Art. XXV. La présente convention sera ratifiée les ratifications en seront échangées à Berlin dans space de six semaines ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, nous, les plénipotentiaires re- ectifs, l'avons signée et y avons apposé le sceau de s armes.

Fait à Berlin le dix sept (vingt neuf) Mars de an de grace Mil-huit-cent-trente.

Le Comte de Bernstorff.
Le Comte d'Alopeus.

(Cette convention de cartel a été ratifiée par Sa Majesté le Roi de Prusse le 8 Avril et par Sa Majesté empereur de Russie le 19 Août (V. S.) 1830).

42.

1830 *Traité entre la Prusse et l'Hanov concernant les liquidations et l compensations réciproques, signé Berlin le 23 Mars 1830.*

(*Hannoversche Gesetz-Sammlung.* 1. Abtheil No. 8. pag. 59).

Nachdem die Vollziehung der zwischen Seiner M stät dem Könige von Hannover und Seiner Maje dem Könige von Preufsen zu Wien unter dem 29 Mai 1815 und zu Paris unter dem 23sten Septem desselben Jahres abgeschlossenen Verträge, soweit sich auf die gegenseitige Abtretung verschiedener P vinzen und Landestheile beziehen, mit alleiniger A nahme zweier Punkte — die Vervollständigung Entschädigung wegen des nicht abgetretenen Kurh sischen Theils der Grafschaft Schaumburg, worü am heutigen Tage eine besondere Uebereinkunft troffen worden, und die Ueberweisung der Hanno wegen der Niedergrafschaft Lingen, noch gebühr den 1654 Seelen, worüber noch eine Einigung w bewirkt werden, welche dieselbe Kraft und Gültigk haben soll, als wenn sie einen Theil des gegenwä gen Vertrages bildete — bereits vor Jahren Statt habt hat;

die mit diesen Territorial-Cessionen vertragsm fsig verbundene gegenseitige Uebernahme und Tl lung der auf den abgetretenen Provinzen und Land theilen haftenden öffentlichen verbrieften Schulden a noch nicht vollständig hat zur Ausführung gebra werden können;

und man sich ebensowenig bis jetzt rücksichtl der übrigen gegenseitigen Ansprüche vereinigt h welche beide Regierungen wegen der abgetreten Territorien an einander zu haben behaupten;

beide auch im Interesse ihrer neuen Unterthan sowohl, als um Weitläuftigkeiten und mancherlei l konvenienzen vorzubeugen, nothwendig haben erac ten müssen, die zwischen ihnen noch vorzunehmen

Einigung auf die Ansprüche und Forderungen auszu- 1830
lehnen, welche jene an die abtretende Staats-Regie-
rung machen zu können glauben, und demgemäſs in
vorkommenden Fällen die reklamirenden Unterthanen
in diese Auseinandersetzung bereits verwiesen sind;

und da endlich beide Regierungen den Entschluſs
gefaſst haben, die gegenwärtige Gelegenheit zu be-
nutzen, um in gleicher Maſse wegen der gesammten
Staats- und Privat-Forderungen, welche sich auf
die Alt-Hannoverschen Provinzen beziehen, eine lange
gewünschte Vereinigung zu treffen, ohne Unterschied,
ob diese Forderungen aus älteren Verhältnissen oder
aus der Zeit herrühren, wo zwischen beiden Kronen
Irrungen entstanden waren, die längst in ihren gegen-
seitigen freundnachbarlichen Gesinnungen ihr Ende
gefunden haben;

gegenwärtig aber die zu einer Auseinandersetzung
dem ganzen angegebenen Umfange erforderlichen
Vorarbeiten soweit beendigt sind, als es bei den man-
nigfaltigen entgegenstehenden Schwierigkeiten hat ge-
schehen können:

so haben beide Regierungen, gleichmäſsig von
dem lebhaften Wunsche beseelt, der Ungewiſsheit ein
Ende zu machen, welche bis jetzt rücksichtlich der
mannigfaltigen Interessen ihrer Kassen und Unterthanen
vorgewaltet, und überhaupt einen Zustand der Dinge
nicht länger fortdauern zu lassen, der denen zwischen
ihnen bestehenden glücklichen Verhältnissen nicht ent-
spricht, über eine allgemeine Auseinandersetzung in
allen oben angegebenen Beziehungen sich zu einigen
geschlossen und zu dem Ende besondere Bevollmäch-
tigte ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Groſsbritannien und
Hannover,

Allerhöchst Ihren Staats- und Kabinets-Minister
Ludwig Conrad Georg von Ompteda, Groſs-
kreuz des Königlich Hannoverschen Guelphen- und
Ritter des Königlich Preuſsischen rothen Adler-
Ordens erster Klasse; und,

Seine Majestät der König von Preuſsen,

Allerhöchst Ihren Staats-, Kabinets- und der
auswärtigen Angelegenheiten Minister *Christian
Günther Graf von Bernstorff*, Ritter des Preu-
ſsischen groſsen schwarzen und rothen Adler-Or-

1830 dens; des Russischen St. Andreas-, St. Alex der-Newsky- und St. Annen-Ordens erster Kl se; wie auch des Polnischen weifsen Adler-O dens; Grofskreuz des Königl. Ungarischen St. S phans-Ordens und der Französischen Ehre gion; Ritter des Ordens vom goldenen Vlies u Grofskreuz des Spanischen Ordens Carls I Ritter des Dänischen Elephanten-Ordens u Grofskreuz des Dänischen Dannebrog-Orde wie auch des Sizilianischen St. Ferdinands- u Verdienst-Ordens; Ritter des Sardinischen hohe Annunciaden-Ordens; Grofskreuz des Hanno schen Guelphen-Ordens; des Ordens der Wü tembergischen Krone; des Kurfürstlich Hessischen goldenen Löwen-Ordens und des Grofsherzoglich Hessischen Verdienst-Ordens; der Badenschen Orden der Treue und des Zähringer Löwen, und des Sachsen Waimarschen weifsen Falken;

die, nachdem sie ihre Vollmachten gegenseitig in gu ter gehöriger Form befunden und gegen einander ausgewechselt haben, unter Vorbehalt der Ratifica tionen ihrer Allerhöchsten Höfe, über folgende Arti kel übereingekommen sind:

Art. I. Da eine Erörterung aller Rechtsfragen wozu die seit dem Jahre 1806 Statt gefundenen po tischen Ereignisse Veranlassung geben könnten, n der Absicht der hohen kontrahirenden Theile, un schadet der gegenseitig aufgestellten Ansichten behaupteten Meinungen, umgangen werden soll ist die Auseinandersetzung, wie die nachstehen Artikel solche bestimmen, im Allgemeinen als ein gleich zu betrachten, wodurch alle in den Kreis selben aufgenommene Staats- und Privat-Forde gen nach Grundsätzen der Billigkeit, und wie sol den zwischen beiden Kronen bestehenden freundsch lichen Verhältnissen gemäfs ist, erledigt werden,

Indem hiebei in Absicht der Privat-Forderun die hohen kontrahirenden Theile von dem Gesich punkte haben ausgehen müssen, dafs im Allgemei rücksichtlich deren Feststellung nur die Anwendu derjenigen Grundsätze von Seiten einer jeden Sta Regierung gefordert werden könne, nach welch würde verfahren worden sey, wenn die Interessen unmittelbar und einzeln ihre Ansprüche gegen die

Staats-Regierung angemeldet und verfolgt 1830
und dafs daher hauptsächlich der Zustand der
sse zum Grunde zu legen sey, unter welchen
tede stehenden Ansprüche entstanden sind;
er in Beziehung auf diejenigen Forderungen,
ntstehung in eine Zeit vor dem Pariser Frie-
sse vom 30sten Mai 1814 fällt und bei wel-
er diesem Friedensschlusse vorausgegangenen
n Ereignisse in Betracht zu ziehen sind, eine
che Erörterung nicht Platz greife, so ist es
nderer Zweck des Vergleichs zu Gunsten der
Forderungen im Ganzen solche Rücksichten
gkeit eintreten zu lassen, auf welche die In-
en bei einer unmittelbaren Verfolgung ihrer
ie sich keine Rechnung machen konnten.

den folgenden Bestimmungen und Festset-
des gegenwärtigen Vertrages sollen daher
ne Folgerungen auf Anerkennung bestimmter
Grundsätze von einer oder der andern Seite
werden können.

. II. Alle bei den Statt gefundenen Unter-
gen zur Sprache gekommenen Staats- und
Forderungen sollen, so weit sie nicht aus-
ise einer besondern Verhandlung vorbehalten
s einem andern Grunde von dieser Auseinan-
ng ausgeschieden werden, (Art. III.—VII.)
gegenwärtigen Vertrag oder dessen Anlagen
nmen und zu einem bestimmten Betrage fest-
werden.

Absicht dieser Feststellung soll es keinen Un-
l machen, ob sich die Forderungen auf die
ie Staats-Verträge vom 29sten Mai und 23sten
er 1815 geschehenen Territorial-Cessionen
f die Alt-Hannoverschen Provinzen beziehen,
dere auch in Absicht der Privat-Forderun-
b diese in Vertretung öffentlicher Institute,
tionen, Gemeinden oder Privat-Personen
ache gekommen sind.

r. III. Einer besonderen Regulirung bleiben aus-
eise vorbehalten, oder scheiden doch von der
ärtigen Auseinandersetzung aus:

nigen aus dem Fürstenthume Hildesheim her-
nden Forderungen Hannoverscher Unterthanen,
e in dem No. I. anliegenden Verzeichnisse

1830 aufgeführt sind, und in den Kreis der Verhan lungen wegen der Ansprüche an das ehemalige K nigreich Westphalen gehören;

2. alle Forderungen, welche sich auf das Alt-M stersche Schuldenwesen beziehen und deren Re lirung der dieserhalb bereits bestehenden gem schaftlichen Kommission überlassen bleibt;

3. das Schuldenwesen der Kolonie Friedrichsdorf Amte Reckenberg, mit dessen Auseinanderset die beiderseitigen betreffenden inneren Behörd beauftragt werden sollen;

4. diejenigen Forderungen, welche man Hannoven Seits gegen die Krone Preufsen geltend zu m versucht hat, von denen sich aber im Laufe Unterhandlungen ergeben hat, dafs sie nicht m Hannoverschen Unterthanen zustehen, und die da sub No. 2. anliegende Verzeichnifs nachweist;

5. die Verhältnisse wegen des vormaligen Hebammen-Instituts zu Hildesheim, welche einer besonder Einigung zwischen den beiden Regierungen vorb halten bleiben;

6. die Ansprüche an solche für Pfarreien, Schul und andere milde Zwecke, wie sie Namen hab mögen, gemachte Stiftungen, welche für den ga zen Umfang einer durch die geschehenen Terri rial-Cessionen zwischen beiden Staats-Regierung getheilten Provinz, z. B. die Grafschaft Lingen u das Fürstenthum Eichsfeld, ursprünglich bestim waren. In Absicht dieser Stiftungen wird Folgen verabredet:

Art. IV. Dieselben sollen zwischen den beid seitigen Antheilen der betreffenden Provinz verhältn mäfsig getheilt werden.

Art. V. Diese Theilung nach allen dabei in l wägung kommenden Verhältnissen zu bewirken, s wie dies bei der Waisen- und Geistlichen Kasse Grafschaft Lingen bereits früher geschehen, den l treffenden beiderseitigen Provinzial-Behörden übert gen werden, welche sich damit ohne Zeit-Verlust beschäftigen haben.

Art. VI. Bis eine solche Theilung vollzogen s wird, haben sich die beiderseitigen Behörden je einseitigen Disposition über die solchen gemeinschaf chen Stiftungen zustehenden Kapitalien, Gefälle u

andere Fonds zu enthalten, dieselben viel- 1830
thigenfalls möglichst sicher zu stellen, und
diesem Ende, nach ihrer besten pflichtmäfsi-
erzeugung, die Einziehung der Kapitalien
orderlich werden sollte, diese als ein gemein-
ies Depositum zu behandeln.

VII. Die zum General-Armenfonds zu Hei-
t eingezogenen Kapital-Beträge des Armen-
Königlich Hannoverschen Amts Lindau — nebst
n Zinsen, wird die Preufsische Staats-Regie-
Königlich Hannoverschen Land-Drostei zu
m erstatten und zugleich die Obligationen
noch nicht erhobenen Kapital-Beträge aus-
auch alle Nachrichten mittheilen lassen, welche
Interesse des gedachten Fonds von Nutzen
ıten.

die dringlichen Umstände des Instituts es
swerth machen, dafs obige Bestimmungen
l zur Ausführung kommen mögen, so ist zu-
stgesetzt worden, dafs dies binnen sechs
nach erfolgter Auswechselung der Ratifika-
schehen solle.

VIII. Die Forderungen aus den Territo-
etungen des Jahrs 1815, auf deren Feststel-
ınkommt, betreffen:

Staats-Forderungen, und zwar:

ir Zeit der Abtretung vorgefundenen für landes-
cheRechnung verwahrtenBestände undVorräthe
eichen, die zu jener Zeit vorhanden gewese-
Domainen-Aktiv-Kapitalien,
verbrieften öffentlichen Schulden,
Abrechnung wegen der Revenüen an Do-
en-Gefällen und Steuern aller Art, imglei-
an Sporteln, insofern diese Revenüen für
frühere Zeit noch ausstehen, oder von dem
ı Landesherrn erhoben worden sind, als
ıch den geschlossenen Uebergabe-Rezessen
ren Genufs treten sollte,
Abrechnung über mehrere mit dem Revenüen-
ge im Zusammenhange stehende Gegenstände;

Privat-Forderungen, und zwar solche An-
, welche als rückständig gebliebene Verwal-
Ausgaben zu betrachten sind, oder doch in
ıng auf den früheren Besitz und die Verwal-

1830 tung der abgetretenen Provinzen und Landesth
aus irgend einem besonderen Titel erhoben wor
ohne zu den verbrieften Landesschulden zu gehö

Art. IX. Auf eine Abrechnung wegen der in
gegenseitig abgetretenen Provinzen und Landesth
zur Zeit deren Uebergabe vorhanden gewesenen
stände aller Art, namentlich an Stempelpapier und S
karten, wird von Seiten der beiden Staats-Regier
gen Verzicht geleistet.

Art. X. Preufsen entsagt zu Gunsten der Kö
lich Hannoverschen General-Domainen-Casse
Ansprüchen an die von der vormaligen Domainen-
waltung in Ostfriesland oder einzelnen vormaligen
teien daselbst bei der Ostfriesischen Landschaft be
ten Capitale, sofern dieselben von ihm noch nicht
gezogen seyn werden, nebst Zinsen.

Art. XI. Einen gleichen Verzicht leistet Preufse
auf die in dieselbe Cathegorie gehörenden Capital
welche bei einzelnen Ostfriesischen vormaligen Amt
Cassen oder jetzt Hannoverschen Cassen in Ostfri
land belegt sind, und noch ausstehen.

Art. XII. Dagegen verzichtet Hannover auf d
jenigen Ostfriesischen Domainen-Activ-Capitalien, w
che bei Preufsisch gebliebenen Cassen, z. B. der v
maligen Mindenschen Haupt-Chaussee-Bau-Casse
legt oder sonst von Preufsen bereits eingezogen s

Art. XIII. Gleichergestalt entsagt Hannover a
Ansprüchen, welche es als Besitzer der Niedergrafsc
Lingen auf dergleichen Domainen-Activ-Capitale
macht hat, namentlich auch den Recognitionsgel
für die Scharfrichterei zu Lingen; wie auch Pre
seiner Seits allen Ansprüchen entsagt, welche es in
zug auf diese Lingenschen Domainen-Activ-Cap
gegen Hannover möchte erheben wollen.

Art. XIV. Es verbleibt Hannover und Preufsen
freie Disposition über diejenigen Activ-Capitalien,
che sich beide Staats-Regierungen in dem Ueberg
Recefs, die Eichsfelder Aemter betreffend d. d.
Januar 1816 gegenseitig vorbehalten haben.

Art. XV. Preufsen verbleiben gleichergestalt
Activ-Capitale des vormaligen Collegiat-Stifts zu
denbrück, Amts Reckenberg, welche als solche
Zeit seines Ueberganges an Preufsen, am 24sten
lius 1815. noch ausstanden.

Art. XVI. Dagegen wird Hannover von Preufsen 1830
Betrag der unter der Fremd-Herrschaft bereits
gezogenen, in die Hannoverschen Cassen aber noch
nt abgelieferten Activorum zu der Summe von 581
hlr. 18 Ggr. in Golde und 2262 Rthlr. 12 Ggr. 4 Pf.
nventions-Münze oder überhaupt 2970 Rthlr. 7 Ggr.
Pf. Preufsisch-Courant vergütet, welche bei dem
it der Einziehung beauftragt gewesenen vormaligen
laire Brüning zu Wiedenbrück beruhten und festge-
ellt waren. Hannover tritt Preufsen dagegen alle die
chte ab, welche ihm gegen den Brüning und dessen
rben zustehen.

Art. XVII. Wegen der verbrieften öffentlichen
hulden derjenigen Provinzen, welche ungetheilt ab-
treten sind, findet eine Abrechnung zwischen den
iden Staats-Regierungen nicht Statt.

Art. XVIII. Dieselbe tritt daher nicht ein und
rbleiben diese Schulden dem neuen Landesherrn bei
genden auf die Krone Hannover übergangenen Pro-
zen:

dem Fürstenthume Hildesheim,

dem Fürstenthume Ostfriesland nebst dem Harlin-
gerlande, und

der Stadt Goslar, sofern dieselbe als vormalige
leutsche freie Reichsstadt dergleichen Schulden ge-
abt haben sollte, im Gegensatze von Communal-
chulden, welche der Stadt zur Last bleiben.

Art. XIX. Die in dem sub No. 3. anliegenden
zeichnisse ausgeführten Ostfriesischen Capitale, wel-
die Preufsische Staats-Regierung, theils für sich,
ls in Vertretung der Haupt-Bank in Berlin gegen
nover liquidirt hat, waren bis jetzt von den allge-
nen Ständen des Königreichs Hannover als Lan-
schuld noch nicht anerkannt.

Da indefs mit dem Abschlufs des gegenwärtigen
trages die Veranlassung wegfällt, aus welcher man
iglich Hannoverscher Seits diese Suspension hat
reten lassen, so sollen dieselben als anerkannt be-
htet werden.

Es übernimmt daher Hannover deren Betrag, wie
her nach dem vorgedachten Verzeichnisse zu einer
nme von 644,700 Rthlr. 15 Ggr. 2 Pf. Preufsisch-
urant von dem Königlich Hannoverschen Schatz-
llegium, als der verfassungsmäfsig zuständigen Be-

1830 hörde, nach denjenigen Evalvations-Verhältnissen a
gemittelt ist, welche bei allen Ostfriesischen Lan
schulden zur Anwendung gebracht werden.

Art. XX. Gleichergestalt erkennt sich Hann
verpflichtet, die Zinsen dieser Capital-Forderungen
dem 23sten Julius 1815 an, als dem termino a quo
nes Revenüen-Bezugs in Ostfriesland bis Ende 1
zu berichtigen.

Art. XXI. Dagegen erkennt Preufsen vergleich
weise die Verpflichtung an, den für die Monate N
vember und Dezember 1813 unbezahlt geblieb
Theil der Zinsen der Ostfriesischen Landesschuld, w
den Gläubigern mit Ausschlufs der obigen, theils
Preufsischen Staats-Regierung, theils der Ha
Bank in Berlin zustehenden Capitale, gebühren, n
1678 Rthlr. 1 Ggr. 10 Pf. in Golde und 3970 Rth
1 Ggr. 1 Pf. Preufsisch-Courant oder überhaupt 581
Rthlr. 8 Ggr. 5 Pf. Preufsisch-Courant abzutragen.

Art. XXII. Von der Landesschuld der Grafsch
Lingen übernimmt Hannover vergleichsweise diejeni
in der Anlage No. 4. verzeichneten Capitale, wo
Hannoversche Unterthanen Gläubiger sind, zu
Betrage von 4458 Fl. 8 Stbr. 4 Pf. Holl. nebst ri
ständigen Zinsen vom 1sten Januar 1816 an, bis
hin deren Zahlung aus den Lingenschen Revenüen
reits Statt gehabt hat.

Art. XXIII. Die von Preufsen an Hannover
getretenen Eichsfeldischen Aemter machen einen
des Aequivalents aus, welches letzterem wegen
Churhessischen Theils der Grafschaft Schaum
dessen Abtretung nicht zu erlangen gewesen ist,
Preufsen dem Staats-Vertrage vom 23sten Septe
1815 gemäfs, zu gewähren war.

Rücksichtlich dieser Aequivalents-Distrikte
überall keine Abrechnung wegen der verbrieften ö
lichen Schulden eintreten. Es hat daher Han
wegen dieser Aemter weder an den Landessch
des Fürstenthums Eichsfeld Theil zu nehmen,
eine Verbindlichkeit zu einer Concurrenz derselbe
gen Vertretung der Schulden des Königreichs
phalen auzuerkennen.

Art. XXIV. Preufsen hat wegen des ihm
tretenen Hannoverschen Amts Reckenberg von

kschen Provinzialschulden eine verhältniſs- 1830
Quote zu übernehmen. Da indeſs darüber Dif-
entstanden sind, theils was zu jenen Provin-
ulden gerechnet, theils welcher Maſsstab der
ng angenommen werden müsse, so ist man
ekommen, diese Schwierigkeiten vergleichs-
beseitigen.
gemäſs erkennt Preuſsen sich verpflichtet, we-
Amts Reckenberg eine Summe von 50,000
reuſsisch-Courant zu übernehmen, Hannover
t aber auf alle und jede desfallsige Zinsenver-

. XXV. Da ähnliche Schwierigkeiten auch
ittelung der von Preuſsen wegen des ihm ab-
en vormals Hannoverschen Amts Clötze zu
enden Quote der Lüneburgischen Provinzial-
so wie der dabei in Frage kommenden Cam-
den entstanden sind: so erkennt Preuſsen zur
ng derselben vergleichsweise sich verpflichtet,
ersional-Summe von 32,000 Rthlr. auf jene
mit der Maſsgabe zu übernehmen, daſs da-
Königlich Hannoverschen General-Domainen-
n Betrag von 5000 Rthlr. zufliesen solle. Auch
istet Hannover auf eine Vergütung der Zinsen

. XXVI. Wegen der an Preuſsen abgetrete-
noverschen Dorfschaften Rüdigershagen und
ch entsagt Hannover vergleichsweise einer
-Abrechnung.
. XXVII. Da rücksichtlich der Schulden des
hums Lauenburg bereits eine Einigung zwischen
nen Hannover und Dänemark Statt gefunden:
s dabei sein Bewenden und ist hier nichts dar-
bestimmen.
. XXVIII. Da nach den Resultaten der früher
er Revenüen Statt gehabten commissarischen
dersetzungen und Abrechnungen, welche in
ge No. 5. zusammengestellt sind, Preuſsen eine
von 24,811 Rthlr. 17 Ggr. 3 Pf. Preuſsisch-
mehr erhoben hat, als ihm gebührte, so er-
seine Verbindlichkeit an, diese Summe an die
Hannover zu ersetzen.
. XXIX. Wo eine gleiche Ausmittelung der
its erhobenen Revenüen entweder gar nicht,

1830 oder doch nicht vollständig Statt gefunden hat, soll dieselbe nicht weiter veranlaſst werden.

Die Bestände, die in den Cassen vielleicht noch vorhanden seyn möchten, welche mit Erhebung und Berechnung der beiden Staats-Regierungen gemeinschaftlichen Rest-Einnahmen beauftragt waren, sollen derjenigen Regierung überlassen werden, in deren Territorium sich diese Cassen befinden.

In Betreff der noch ausstehenden Revenüen-Reste aller Art, findet eine Abrechnung zwischen den beiden Staats-Regierungen nicht weiter Statt. Dieselben werden vielmehr derjenigen Regierung zur völlig freien Disposition gegenseitig abgetreten, für deren Territorium sie ausstehen.

Art. XXX. Preuſsen leistet Verzicht auf eine Vergütung der Gefälle, welche Hannoverscher Seits auf den sonst dem Hildesheimschen Kloster Granhof gehörigen, dem Preuſsischen Amtshause Gröningen zugelegten und auch künftig der Krone Preuſsen verbleibenden Erbzins aus dem Halberstädtschen Dorfe Schwanebeck für das Jahr 1815 mit 187 Rthlr. 16 Ggr. 3 Pf. bezogen worden sind.

Art. XXXI. In Absicht der Gefälle der Pöhlder Hofs-Receptur des Königlich Hannoverschen Amts Duderstadt für den Zeitraum von 1816 bis incl. 1823, von wo ab die Erhebung durch das gedachte Amt nachträglich bewirkt und auch künftig fortgesetzt werden wird, ist man übereingekommen, daſs Preuſsen auf den für jenen Zeitraum berechneten Rückstand zu 3319 Rthlr. 2 Ggr. 1 Pf. Preuſsisch-Courant die aus den Hannoversch-Eichsfeldschen Aemtern bei dem Königlich Preuſsischen Rentamte zu Heiligenstadt rückständig gebliebenen Prästationen mit 414 Rthlr. 19 Ggr. 3 Pf. und Zehntpachtgelder mit 1120 Rthlr. 2 Ggr. 8 Pf. in Abzug bringt und daher zu Gunsten Hannovers nur noch eine Summe von 1784 Rthlr. 4 Ggr. 2 Pf. zu erstatten verpflichtet sey.

Art. XXXII. Beide Regierungen haben mittelst einer im Jahre 1817 abgeschlossenen besonderen Uebereinkunft gegenseitig allen Ansprüchen wegen der feudorum extra curtem entsagt. Daher tritt auch ein Anspruch auf etwanige rückständige Lehns-Einkünfte, welche aus den abgetretenen Territorien gegenseitig

zu beziehen wären, nicht ein. Insbesondere gilt jene 1830
Entsagung von Seiten Preufsens in Beziehung auf die aus den jetzt Hannoversch-Eichsfeldschen Aemtern etwa noch rückständigen Allodifications-Renten.

Art. XXXIII. Alle in den gegenseitig abgetretenen Provinzen und Landestheilen noch ausstehende Gerichts- und etwanige Sporteln, werden gleich den Einnahme-Resten an Steuern und Domainen-Gefällen ohne weitere Abrechnung der neuen Staats-Regierung, welcher die betreffenden Behörden jetzt untergeben sind, zur Verfügung überlassen und damit auch im Uebrigen verfahren, wie im Art. XXIX. bestimmt worden ist.

Art. XXXIV. Von Seite Preufsens wird daneben im Wege des Vergleichs auf einen Ersatz der Zuschüsse Verzicht geleistet, welche den Sporteln-Cassen der vormaligen Oberlandes-Gerichts-Commission zu Aurich und des Gerichts zu Lingen für das Jahr 1815, mit resp. 14,150 Rthlr. 17 Ggr. 1 Pf. und 824 Rthlr. 10 Ggr. gemacht worden sind.

Art. XXXV. Zugleich läfst Preufsen die Ansprüche fallen, welche es auf folgende in älterer Zeit aus der vormaligen General-Justiz-Salarien-Casse zu Berlin geleisteten Vorschüsse gemacht hat, als:

1. der Regierungs-Deputation zu Hildesheim im Jahre 1803 mit 2000 Rthlr Preufsisch-Courant,
2. dem Stadt-Gerichte daselbst in demselben Jahre mit 2000 Rthlr. Preufsisch-Courant, und
3. dem Stadt-Gerichte zu Duderstadt in den Jahren 1805 und 1806 mit 1400 Rthlr. Preufsisch-Courant.

Art. XXXVI. Dagegen entsagt die Krone Hannover allen Ansprüchen an die der gedachten Königlich Preufsischen General-Justiz-Salarien-Casse noch gehörigen, auf Obligationen bei Privat-Personen in den ihm abgetretenen Provinzen ausstehenden Capitale und verspricht die darauf noch rückständigen Zinsen nicht einzuziehen.

Wegen der etwa bereits erhobenen Zinsen soll keine Abrechnung Statt finden.

Art. XXXVII. Bei Gelegenheit der Verhandlungen behufs Auseinandersetzung wegen der Revenüen aus den gegenseitig abgetretenen Landestheilen sind auch Ansprüche der beiden Kronen an einander zur

1830 Sprache gekommen, welche mit jener Ausmittelung insofern im Zusammenhange stehen, als sie sich auf irrthümlich berechnete Ausgaben oder Einnahmen, auf Vorschüsse und Auslagen für Bedürfnisse besonderer Zweige der Verwaltung, auf eine Vergütung für überlassene Bestände und Inventarienstücke etc. beziehen. Von solchen mit der gegenseitigen Revenüen-Abrechnung nahe zusammenhängenden Ansprüchen der beiden Staats-Regierungen, welche bei der im Art. XXVIII. erwähnten commissarischen Untersuchung und Abrechnung noch nicht berücksichtigt oder später angeregt worden sind, werden diejenigen zugelassen, welche die Anl. No. 6. enthält. Demgemäfs erkennt Hannover sich zu einer Vergütung einer Summe von 6215 Rthlr. 13 Ggr. 7 Pf. Preufs. Cour. an Preufsen verpflichtet.

Dagegen wollen beide Staats-Regierungen diejenigen Forderungen, welche in dem sub No. 7. anliegenden Verzeichnifse zusammengestellt sind, gegenseitig vergleichsweise fallen lassen, so dafs dafür von keiner Seite eine Vergütung zu gewähren ist.

Art. XXXVIII. In Beziehung auf die Feststellung der Ansprüche, welche als rückständig gebliebene Verwaltungs-Ausgaben zu betrachten sind, oder doch in Beziehung auf den frühern Besitz und die Verwaltung der abgetretenen Provinzen und Landestheile aus irgend einem besonderen Titel erhoben worden sind, und die den Unterthanen, öffentlichen Anstalten, Korporationen, Gemeinden oder Privat-Personen zustehen, sind die hohen kontrahirenden Theile zunächst über folgende allgemeine Bestimmungen übereingekommen:

1. Wenn wegen Unstatthaftigkeit einer Forderung aus den von Preufsen an Hannover abgetretenen Provinzen und Landestheilen vor dem Tilsiter Frieden oder auch nach der Wiederbesitznahme im Jahre 1813 bis zur Abtretung an Hannover von einer zuständigen Preufsischen Behörde, oder während der Fremdherrschaft von einer zuständigen fremdherrlichen Behörde, bereits eine Entscheidung erfolgt ist, so hat es dabei sein Bewenden.

   Dasselbe gilt auch in Absicht der Forderungen aus den von Hannover an Preufsen abgetretenen Landestheilen von den Entscheidungen derjenigen

Behörden, welche von der Königlich Hannoverschen Regierung als zuständig betrachtet werden. 1830

2. Wegen Kriegesschäden, wohin Kontributionen, Plünderungen durch feindliche Truppen, Wegnahme von Geld und Effekten auf der Post durch feindliche Gewalt etc. zu rechnen sind, wird gegenseitig kein Anspruch auf Vergütung von einer der beiden Staats-Regierungen anerkannt.

3. Wo bei einer im Laufe der früheren Verhandlungen zur Sprache gekommenen Forderung späterhin die Zahlung oder sonstige Befriedigung nachgewiesen worden ist, hat es dabei sein Bewenden.

4. In Beziehung auf die Feststellung aller noch übrigen Ansprüche soll nach dem im Art. I. angegebenen Gesichtspunkte verfahren werden.

5. Da mit der Feststellung durch die gegenwärtige Uebereinkunft die einzelnen Forderungen an die eine oder die andere Staats-Regierung erst liquide werden, so findet ein Anspruch auf Verzugszinsen nicht Statt.

6. Um die Berechnung zu erleichtern, sollen alle Forderungen auf eine und dieselbe Münzsorte, nämlich auf Preufsich-Kourant reduzirt werden. Dabei ist man übereingekommen, das Reduktions-Verhältnifs von Gold zu 10 pro Cent und das der Konventions-Münze zu 3 pro Cent Agio gegen Preufs. Kourant anzunehmen.

Art. XXXIX. Demgemäfs werden die im Laufe der bisherigen Verhandlungen zur Sprache gekommennen Forderungen theils anerkannt und festgesetzt, theils verworfen, so wie die anliegenden Verzeichnisse solches näher nachweisen.

Darnach erkennen sich verpflichtet

a. Preufsen

1. für Lieferungen und Leistungen an das Militair eine Summe von 240,384 Rthlr. 20 Ggr. 9 Pf. (Anl. No. 8.)

2. auf andere Ansprüche öffentlicher Anstalten, Korporationen, Gemeinden und Privatpersonen, die Summe von 31,325 Rthlr. 17 Ggr. 6 Pf. (Anl. No. 9.)

b. Hannover auf dergleichen Ansprüche die Summe von 3,621 Rthlr. 3 Ggr. 6 Pf.

zu vergüten.

Art. XL. Sofern noch Unterthanen in den E feld-Hannoverschen Aemtern und in der Stadt G aus Verwaltungs-Rückständen, die während der B des Königreichs Westphalen entstanden sind, An che haben, so wird Preufsen die Berichtigung d ben nach den Grundsätzen übernehmen, wonach haupt dergleichen Ansprüche aus anderen Preufsi zum Königreiche Westphalen gehörig gewesenen vinzen festgesetzt worden sind.

Art. XL. Da Rufsland und Schweden w der im Jahre 1813 aus den erst wieder eroberten vinzen jenseits der Elbe an Russische und Schwe Truppen gemachten Lieferungen, die Verpflic zu einer Vergütung überhaupt nicht anerkannt ha und daher auch später bei den mit jenen Staaten haltenen Abrechnungen, nichts für diese Lieferung in Preufsische Kassen geflossen ist, so kann au den Unterthanen in den an Hannover abgetrete Provinzen und Landestheilen, namentlich in dem F stenthume Ostfriesland, der Grafschaft Lingen, Kreisen Meppen, Emsbüren und auf dem Eichsfe welche zu den Lieferungen beigetragen haben, k Entschädigung von Preufsen zugestanden werden.

Art. XLII. Bei den Ansprüchen und Forde gen, welche sich auf die Alt-Hannoverschen Pro zen beziehen, soll im Allgemeinen von dem faktis Zustande ausgegangen werden, unter dem sie standen sind und daher ihre Beurtheilung und F stellung nach den Grundsätzen erfolgen, welche w rend dieses Zustandes zur Anwendung kommen.

Dabei sind jedoch auch alle die Bestimmunge berücksichtigen, welche Art. XXXVIII. für die sprüche aus den Territorial-Cessionen enthält, u welchen vorzüglich die Bestimmung No. 4. hier wendung findet.

Art. XLIII. Diese Feststellung soll verglei weise auch in Absicht solcher Ansprüche und Fo rungen eintreten, auf welche, obgleich Preufsen und jede Verbindlichkeit dazu, den angedeuteten Gr sätzen folgend, abgelehnt hat, eine Vergütung den durch die gegenwärtige Auseinandersetzung erw senden Fonds für billig erkannt worden ist.

XLIV. Die aus der zwischen beiden hohen 1830
nden Theilen im Jahre 1790 abgeschlossenen
und Durchmarsch - Konvention herrührenden
gen, werden Preufsischer Seits anerkannt.
fs ist Preufsen verpflichtet, eine Summe von
Rthlr. 18Ggr. 10 Pf. in Golde oder 56,661 Rthlr.
) Pf. Preufsisch - Kourant an Hannover zu

XLV. Aus der Zeit der Association der
schen Reichsstände, zum Behuf eines, Nord-
ıd sichernden Neutralitäts - Kordons (1sten
796 bis 30sten April 1801) hat die Königlich
sche Regierung mehrere noch nicht festste-
rderungen an verschiedene, durch den Lüne-
eden als Entschädigungs - Länder mit der
ıen Monarchie vereinigte Provinzen, wegen
hnen aufzubringen gewesenen aber unberich-
ssenen Beiträge zur Verpflegung des bei der
ions - Armee gestandenen Hannoverschen Trup-
ps gegen Preufsen liquidirt.

ndessen die Feststellung dieser Forderungen
deraufnahme und einen förmlichen Abschlufs
en Verpflegungs - Werks der Demarkations-
ithig machen würde, indem Preufsen noch
ıere Forderungen, wenn gleich meist gegen
Theilnehmer jener vormaligen Norddeutschen
ın zu haben behauptet, mit jenem Abschlusse
h allen Verhältnissen grofse, fast unüberwind-
ıwierigkeiten verknüpft sind, und Hannover,
ı ihm liegt, den Abschlufs der gegenwärtigen
lersetzung zu beschleunigen wünscht, so lei-
ıiemit auf die gedachten Forderungen, bis
Summe von 2200 Rthlr. Preufs. Kourant für
lige Forderungen, einzelner Unterthanen, die
Preufsischer Seits zur Anerkennung gelangen,

XLVI. Auf gleiche Weise verzichtet Preu-
diejenigen Forderungen derselben Art, welche
Hannover etwa zustehen möchten.

XLVII. Auch erkennt Preufsen zu Gunsten
rs die Verbindlichkeit zur Vergütung einer
von 4000 Rthlr. in Golde oder 4400 Rthlr.
Kourant Kapital an, welche auf die von dem

1830 vormaligen Stifte Corvey unter dem 5ten Julius 1802 ausgestellte Obligation über 6000 Rthlr. in Golde, als den Betrag seines an Hannover zu berichtigenden Rückstandes zu den Kosten der Demarkations-Linie unbezahlt geblieben sind.

In Betreff der auf diese Kapitalsumme rückständigen Zinsen à 3 pro Cent ist man vergleichsweise übereingekommen, dafs Preufsen dieselben vom 1sten Julius 1815 bis Ende 1829 mit 1914 Rthlr. Kourant zu berichtigen habe.

Art. XLVIII. Die aus der Zeit vom 1sten Mai bis 6ten November 1801 herrührenden Hannoverschen Forderungen wegen Verpflegung des damals in den Alt-Hannoverschen Provinzen gestandenen Preufsischen Armee-Korps ad 15,213 Rthlr. 15 Ggr. 5 Pf. in Golde oder 16,731 Rthlr. 17 Ggr. Preufsisch-Kourant, werden den desfallsigen früher Statt gefundenen Verabredungen im Allgemeinen gemäfs, von der Krone Preufsen nicht übernommen. Doch wird nach der im Artikel XLIII. getroffenen Bestimmung, die Summe, welche dafür den betreffenden Unterthanen noch zu vergüten seyn möchte, hiemit auf 10,000 Rthlr. Preufsisch-Kourant festgestellt.

Art. XLIX. Aus dem Jahre 1805 erkennt Preufsen an Forderungen wegen Militair-Lieferungen vergleichsweise unter Beziehung auf das sub No. 11. anliegende Verzeichnifs die Summe von 1181 Rthlr. 7 Ggr. 6 Pf. Preufsisch-Kourant an.

Art. L. Wegen der aus den Alt-Hannoverschen Provinzen, während des im Jahre 1806 Statt gehabten Preufsischen Besitzes derselben, bezogenen oder zu beziehen gewesenen Staats-Revenüen aller Art tritt überall keine Reklamation oder Abrechnung ein.

Art. LI. In Gefolge des Artikels XLII. würde zu untersuchen seyn, welche von den aus dieser Periode herrührenden, Hannoverscher Seits zur Sprache gebrachten Forderungen, den Preufsischen Central-Fonds zur Last fallen müfsten oder nicht?

Desgleichen, wie die Zuschüsse an Naturalien etc., welche den Hannoverschen Landen aus Preufsischen Central-Fonds in jener Zeit geleistet sind, sich zu den Forderungen verhielten, die von diesen Central-Fonds zu übernehmen wären,

und ob diese Ausmittlung nicht ergäbe, daſs Preu- 1830
ſsen, wie es die Ueberzeugung hegt, nicht vielmehr ein Ersatz von Seiten Hannovers gebühren würde, als ein solcher von ihm an Hannover zu gewähren sey?

Um den mit diesen Untersuchungen verknüpften, fast unüberwindlichen Schwierigkeiten zu entgehen, und den Zweck des gegenwärtigen Vertrages vollständig zu erreichen, haben sich die hohen kontrahirenden Theile, unbeschadet der von ihnen aufgestellten Ansichten und behaupteten Meinungen, im Wege des Vergleichs, über folgende Bestimmungen vereinigt:

Art. LII. Preuſsen entsagt:

a. einer Vergütung wegen der Lieferungen aller Art, welche aus seinen Mitteln an die Französische Okkupations-Armee in den Alt-Hannoverschen Provinzen geschehen seyn können, so wie wegen der Transportmittel und anderer Lieferungen, welche Preuſsische Gemeinden den aus den Hannoverschen Provinzen nach Frankreich zurückkehrenden Französischen Truppen etwa geleistet haben;

b. allen Ansprüchen ohne Ausnahme, welche aus dem Grunde, an die Alt-Hannoverschen Provinzen und einzelnen Hannoverschen Gemeinden und Privat-Personen von ihm möchten gemacht werden, daſs diese Provinzen cet. nicht alle die Lieferungen geleistet, — welche ihnen nach den damals in Anwendung gebrachten Preuſsischen Verwaltungs-Grundsätzen obgelegen hätten, oder ihnen darnach vielleicht ohne Verbindlickeit, vergütet worden wären, so wie allen etwanigen Ansprüchen wegen der diesen Provinzen oder Gemeinden cet. unter Annahme jener Grundsätze, geleisteten Vor- und Zuschüsse aller Art;

c. einem Ersatze oder einer Vergütung wegen der beim Abzuge der Preuſsischen Armee, sey es in öffentlichen Magazinen, einzelnen Gemeinden oder sonst zurückgelassenen Magazin- und anderer Vorräthe und Gegenstände.

Hiebei überläſst Preuſsen der Königlich Hannoverschen Regierung ganz nach Gutdünken über diejenigen Forderungen zu verfügen, von denen es sich ergeben möchte, daſs sie Preuſsen noch

1830 an einzelne Hannoversche Gemeinden etc. zugestanden.

Art. LIII. Um einen Beweis zu geben, wie sehr sie die gegenwärtige Auseinandersetzung zwischen beiden Staaten beendigt zu sehen und zu befördern wünscht, willigt die Krone Preufsen ein, dafs diejenige Eine Million Franks und Sechshundert Stück Friedrichs-d'or, über welche vier zu dem Ende bevollmächtigt gewesene Mitglieder des vormaligen Landes-Deputations-Kollegii zu Hannover, als über einen den Alt-Hannoverschen Provinzen aus Königlich Preufsischen Kassen geleisteten und demnächst von jenen zu erstattenden Vorschufs unter dem 21sten März 1806 eine Quitung ausgestellt haben, und die den desfalls Statt gefundenen damaligen Verhandlungen gemäfs, dazu verwendet sind, um die Ansprüche zu befriedigen, welche das in der derzeitigen Hannoverschen Festung Hameln noch zurückgebliebene Französische Militair-Gouvernement wegen Sold- und anderer Rückstände der Französischen Okkupations-Armee an die Hannoverschen Lande machte, von der Krone Hannover jetzt nur mit einem an Preufsen zu vergütenden Betrage von 215,000 Rthlr. Preufsisch-Kourant, wie hiemit geschieht, anerkannt werden.

Art. LIV. Für die von der damaligen General-Verpflegungs-Kommission in Hannover beschaffte Verpflegung der Preufsischen Truppen sind Hannoverscher Seits 162,650 Rthlr. 18 Ggr. 7 Pf. Preufsisch-Kourant berechnet worden. Da jedoch nach Preufsischen Grundsätzen für die in dieser Summe mit enthaltene Vergütung der gelieferten Fourage zu 115,698 Rthlr. 7 Ggr. 8 Pf. Preufsisch-Kourant den Hannoverschen Provinzen aus landesherrlichen Fonds kein Ersatz zu leisten war, dieselbe vielmehr auf den bei weitem höheren Betrag angerechnet werden sollte, welchen jene Provinzen wegen der bedeutenden Vorräthe von Mehl und Hafer zu ersetzen gehabt hätten, die aus den in der Preufsischen Monarchie befindlichen Magazinen dorthin dirigirt wurden, und auch die damalige Hannoversche Regierung zur Lieferung der für das Preufsische Okkupations-Korps erforderlichen rauhen Fourage sich verstanden hatte, so wird mit Bezugnahme auf Artikel XLII. und XLIII. von der obigen Summe ad

162,650 Rthlr. 18 Ggr. 7 Pf. Preufsich-Kourant ein Betrag von 50,000 Rthlr. festgestellt, um überhaupt zur Befriedigung der unter jener Summe begriffenen Ansprüche Hannoverscher Unterthanen verwendet zu werden. 1830

Art. LV. Die Forderungen Hannoverscher Unterthanen aus dieser Periode, welche sich sonst noch auf die Militair-Verwaltung beziehen, werden, wie die Anlage No. 12. nachweift, die nicht die Militair-Verwaltung betreffenden Forderungen aber laut der Anlage No. 13., beiderlei Forderungen unter Bezugnahme auf Artikel XLII. und XLIII., theils in dem Betrage worin sie liquidirt worden sind, festgestellt oder verworfen, theils zu einem geringeren Betrage festgesetzt.

Demgemäfs soll auf die erste Kathegorie von Forderungen die Summe von 74,307 Rthlr. 10 Ggr. 8 Pf. Preufsisch-Kourant und auf die zweite Kathegorie die Summe von 50,025 Rthlr. Preufsisch-Kourant verwendet werden.

Art. LVI. Um mit Rücksicht auf die in vorstehenden Artikeln erfolgte Feststellung von Forderungen, die Ausgleichung zwischen den beiden hohen kontrahirenden Theilen in Ausführung zu bringen, ist Folgendes vereinbart worden:

Beide Theile leisten Verzicht auf alle Geld-Ansprüche, welche sie als Staaten gegen einander haben, aus welchem Titel es immer seyn möge, und ohne Unterschied, ob diese Ansprüche auf die mittelst der Staats-Verträge vom 29sten Mai und 23sten September 1815 geschehenen Territorial-Cessionen oder auf die Alt-Hannoverschen Provinzen sich beziehen, und ob sie bei den Statt gehabten Verhandlungen ausdrücklich erwähnt und in dem gegenwärtigen Vertrage oder dessen Anlagen besonders aufgeführt worden sind oder nicht.

In gleicher Art entsagen sie allen Forderungen, welche sie in Vertretung ihrer Unterthanen, seyen es öffentliche Institute, Korporationen, Gemeinden oder Privat-Personen, im Laufe der bisherigen Unterhandlungen gegenseitig geltend zu machen gesucht haben.

Art. LVII. Insbesondere entsagt Preufsen für sich und in Vertretung seiner Unterthanen zu Gunsten

1830 Hannovers und cedirt an dieses alle Forderungen, zu deren Berichtigung theils an die Krone Preufsen, theils an Preufsische Unterthanen, Hannover durch den gegenwärtigen Vertrag sich verpflichtet erkannt hat, namentlich auf die Bank-Kapitale und Zinsen (Art. XIX. XX.), unter Bezugnahme auf die heute abgeschlossene besondere Uebereinkunft, die Entschädigung wegen des nicht abgetretenen Kurhessischen Antheils der Grafschaft Schaumburg betreffend, ferner auf den erhobenen Schwanebecker Erbzins (Art. XXX.), auf den Ersatz aus der Abrechnung über die mit dem Revenüen-Bezug im Zusammenhange stehenden Gegenstände (Art. XXXVII.), auf Ersatz der Forderungen aus den Territorial-Cessionen (Art. XXXIX.), auf Ersatz des an die Hannoverschen Stände gemachten Vorschusses (Art. LIII.).

Art. LVIII. Dagegen entsagt Hannover für sich und in Vertretung seiner Unterthanen zu Gunsten Preufsens und cedirt an dieses alle Forderungen, zu deren Berichtigung theils an die Krone Hannover, theils an Hannoversche Unterthanen, Preufsen durch die gegenwärtige Uebereinkunft sich verpflichtet erkannt hat, namentlich auf Ersatz der von dem Maire Brüning eingezogenen Activa (Art. XVI.), auf die Zinsen der Ostfriesischen Landesschuld (Art. XXI.), auf den Beitrag zu der verbrieften Landesschuld für Reckenberg (Art. XXIV.), auf den Beitrag zu der verbrieften Landesschuld für Clötze (Art. XXV.), auf den Ersatz aus der Abrechnung über die Revenüen (Art. XXVIII.), auf die erhobenen Gefälle der Pöhlder Hofsreceptur (Art. XXXI.), auf Vergütung der Forderungen, welche theils die Militair-Verwaltung angehen, theils auf verschiedene andere Gegenstände sich beziehen (Art. XXXIX.), auf den Ersatz der Forderungen aus der Etappen-Konvention (Art. XLIV.), auf den Ersatz der Forderungen aus den Jahren 1801, 1805 und 1806 (Art. XLV, XLIX, LIV und LV.), auf Kapital und Zinsen aus der Obligation des vormaligen Stifts Korvey (Art. XLVII.).

Es wird hiebei bemerkt, dafs die von der Krone Preufsen im vorangehenden Artikel erfolgte Verzichtleistung und Cession, wodurch die betreffenden Hannoverschen Kassen von Bezahlung derjenigen Forde-

rungen befreit werden, welche sie ohne diese Maſsre- 1830
geln an Preuſsische Kassen oder Unterthanen hätten leisten müssen, nur unter der Bedingung geschehen ist, daſs sie dadurch der Verpflichtung überhoben werde, behuf Berichtigung der von ihr anerkannten und resp. festgestellten Hannoverschen Forderungen, noch eine Vergütung irgend einer Art eintreten zu lassen.

Art. LIX. Diese Cessionen (Art. LVII und LVIII.) sollen mit der Wirkung geschehen, daſs einerseits der Totalbetrag der von Hannover anerkannten Preuſsischen Forderungen nicht den einzelnen Hannoverschen Kassen, welchen nach den bei ihnen eintretenden Verhältnissen die Berichtigung jener Forderungen zur Last fallen würde, sondern der Krone Hannover, als solcher, zur Disposition gestellt werden, und eben so auch andererseits der von Preuſsen anerkannten Hannoverschen Forderungen, der Krone Preuſsen.

Art. LX. Alle, die gegenseitigen Forderungen, auf welche die in den Art. LVII und LVIII. erfolgte Entsagungen und Cessionen sich beziehen, betreffenden Urkunden, sollen gegenseitig ausgeliefert werden. Insbesondere wird Preuſsen an Hannover die Obligationen über die im Art. XIX. erwähnten Kapitale, imgleichen das im Art. LIII. erwähnte Dokument nebst den dazu gehörigen Verhandlungen, und Hannover an Preuſsen die Obligation des Stifts Korvey (Art. 47.), die auf die von dem Brüning eingezogenen Activa sich beziehenden Dokumente (Art. XVI.), und die Obligationen der General-Justiz-Salarien-Kasse (Art. XXXVI.), sofern es sich in deren Besitze befindet, gleich nach Auswechselung der Ratifikation ausliefern lassen.

Art. LXI, In Folge der durch die Art. LVII. und LVIII. geschehenen Entsagung und Cession erklären sich beide Staats-Regierungen Namens der von ihnen vertretenen Unterthanen für völlig befriedigt, und machen sich verbindlich, diese Forderungen, die eine Regierung an die Stelle der anderen, mit denselben Beträgen zu befriedigen, wie solche durch diesen Vertrag anerkannt worden sind, sofern nicht etwa, wie hinsichtlich der Forderungen von Instituten und öffentlichen Kassen, Verwaltungs-Grundsätze der einen

1830 oder der anderen Staats-Regierung oder Ansprüche, welche ihnen gegen hier in Frage kommende Interessenten zustehen möchten, eine Abweichung davon veranlassen werden,

Art. LXII. In dieser Art übernimmt auch die Krone Hannover aus den durch Entsagung und Cession an sie gediehenen Forderungen diejenigen Ansprüche zu befriedigen, welche, ohne dafs Preufsen eine Verbindlichkeit seinerseits deshalb anerkannt hat, gleichwohl zu einem bestimmten Betrage durch die gegenwärtige Uebereinkunft festgestellt worden sind, namentlich die Befriedigung der in den Art. XLVIII, LIV und LV. festgestellten Ansprüche.

Art. LXIII. Obwohl sich nicht annehmen läfst, dafs noch unbekannte Privat-Forderungen aus den durch die Staats-Verträge vom 29. Mai und 23. September 1815 erfolgten Territorial-Cessionen und aus den Alt-Hannoverschen Provinzen, beiderlei Ansprüche von der Natur derjenigen, welche im Laufe der bisherigen Unterhandlungen zur Sprache gekommen sind, existiren, so ist man dennoch für den Fall, dafs solche künftig noch angemeldet werden sollten, übereingekommen, dafs in Absicht ihrer Beurtheilung und Festsetzung, desgleichen in Absicht der Entsagung auf dieselben und deren Uebernahme im Verhältnifs der einen Staats-Regierung zu der andern, alles dasjenige in Anwendung kommen soll, was hierbei in Absicht der bekannten Forderungen derselben Kathegorie durch den gegenwärtigen Vertrag verabredet worden ist.

Art. LXIV. Da bei den über die gegenseitige Ausgleichung Statt gehabten Unterhandlungen sich ergeben, dafs die Krone Preufsen durch die geschehene Abrechnung keine genügende Entschädigung für ihre der Krone Hannover cedirten Forderungen erhalten würde, so hat man sich im Wege des Vergleichs dahin geeinigt, dafs die Krone Hannover der Krone Preufsen behuf der noch erforderlichen Ausgleichung eine Aversional-Summe von Drei Hundert Fünf und Siebenzig Tausend Rthlr. Preufs. Kourant baar bezahle, wodurch diese ganze Angelegenheit ein für allemal abgemacht seyn soll.

Art. LXV. Die Krone Hannover übernimmt diese 1830
Summe in zwei Terminen zu berichtigen, nämlich 250,000 Rthlr. vierzehn Tage nach erfolgter Auswechselung der Ratifikationen des gegenwärtigen Vertrages oder früher, und 125,000 Rthlr. vier Monate nach Zahlung des ersten Termins.

Art. LXVI. Zu gleicher Zeit hat sich die Krone Hannover verpflichtet, obige Aversional-Summe der 375,000 Rthlr. Preufs. Kour. vom 1sten Januar 1830 ab, der Krone Preufsen mit Vier vom Hundert zu verzinsen.

Art. LXVII. Sobald die Ratifikationen des gegenwärtigen Traktats ausgewechselt seyn werden, soll jede, nicht durch privatrechtlich zu begründende Ansprüche gegen einen Gläubiger von der einen oder der anderen Seite etwa verfügte Vorenthaltung von Zinsen, mag die Zahlung derselben aus den Kassen des Staats oder eines seiner Institute erfolgen, zum Vortheil des dadurch getroffenen Gläubigers aufhören und demgemäfs ungesäumt die erforderliche Verfügung erlassen werden,

Art. LXVIII. Die Erhebung der Domainen-Gefälle aller Art, welche den beiden Regierungen aus den gegenseitigen Territorien zustehen, soll so lange ihren ungehinderten Fortgang haben, als nicht, unter gemeinschaftlicher Uebereinstimmung, ein Austausch derselben bewirkt worden, worauf beide Staats-Regierungen möglichst Bedacht nehmen werden.

Art. LXIX. Demgemäfs hören, sofort nach Auswechselung der Ratifikationen des gegenwärtigen Vertrages, alle Inhibitionen auf, welche beide Staats-Regierungen in einzelnen hieher gehörigen Fällen gegen einander haben eintreten lassen. Die desfalls erforderlichen Verfügungen sollen gegenseitig ungesäumt erlassen werden.

Art. LXX. Auch in Betreff der für eine abgetretene Provinz oder Landestheil allein gehörigen und daher mit dieser auf die neue Staats-Regierung übergangenen Stiftungen und öffentlichen Anstalten, hat es bei dem ungestörten Fortbezuge der Gefälle, welche etwa aus dem Territorium der abtretenden Regierung erfolgen müssen, so lange sein Bewenden, als nicht

1830 ein Austausch solcher Gafälle oder eine sonstige desfallsige Einigung bewirkt seyn wird.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratifizirt und die Ratifikation binnen sechs Wochen oder eher, wenn es seyn kann, ausgewechselt werden.

Zu Urkunde dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten ihn unterzeichnet und mit ihren Wappen untersiegelt.

So geschehen Berlin, den 23sten März 1830.

LUDWIG CONRAD GEORG VON OMPTEDA.

CHRISTIAN GÜNTHER *Graf* VON BERNSTORFF.

e I.

Verzeichniſs

:m Fürstenthume Hildesheim herrührenden For- welche nach Artikel 3. No. 1. des Tractats vom rz 1830 zu den Verhandlungen wegen der An- e an das ehemalige Königreich Westphalen verwiesen sind.

ımen und Wohnort der quidanten.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung. Rthl.	Ggr.	Pf.	Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
Aus dem Fürstenthume Hildesheim.								
)ie von den Reclamanten an- ıeldeten Forderungen bestehen ı Theil in gröſseren Beträgen, hier aufgeführt sind, da man Allgemeinen nur versucht hatte, gegen Preuſsen so weit gel- l zu machen, als dieſs nach zwischen Preuſsen und West- len im Jahre 1811 abgeschlos- en Convention schien gesche- zu können.								
iland Ma- zin - Ren- nt Gieseke Bokenem.	Vorschuſs bei Verwaltung des Königl. Preuſsischen Fourage - Magazins vom October 1805 bis dahin 1807	522	7	6	Pr. Courant.	522	7	6
ker Strube Peine.	Kosten weg. Brodtbackens für die Invaliden - Compagnie zu Peine im Jahre 1807 .	42	11	9	dito.	42	11	9
ller Maas- rg daselbst.	Mahlgeld für den im Jahre 1807 für die Königl. Preuſsischen Invalieden gemahlenen Rocken	152	17	9	dito.	152	17	9
	Latus 1. . . .	—	—	—		717	13	—

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung. Rthl.	Ggr.	Pf.	Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant Rthl.	Ggr.
4	229	Pastor Pieper zu Winzenburg.	Vorgeschossene Baukosten behuf der Pfarrwohnung zu Winzenburg im Jahre 1806 . .	516	23	3	Pr. Courant.	516	23
5	230	Generalpächter Lüntzel zu Hildesheim.	Vorgeschoss. Bau-Reparatur-Kosten behuf des Vorwerks Himmelsthür und behuf der Landmühle im Jahre 1806 . . .	999	5	11	dito.	999	5
6	231	Weinhändl. u. Zoll-Einnehmer Multhaupt zu Vienenburg.	Vorgeschoss. Reparatur-Kosten behuf der Zollbrücke über die Radau bis Vinenburg vom 9. Nov. 1806 und 9. Jan. 1807	31	18	6	dito.	31	18
7	232	Die Erben weiland Zimmermeist. Steckhahn z. Schladen.	Bauarbeiten auf verschieden. Hildesheimisch. Ämtern nach Abzug von 381 Rthl. 11 Ggr. 1 Pf., welche in einer andern Liquidation enthalten sind	189	7	4	dito.	189	7
8	233	Amtmanninn Gufsmufs in Lamspringe.	Vorgeschoss. Baukosten behuf der Amtshaushalts-Gebäude zu Lamspringe in den Jahr. 1806 u. 1807	561	16	—	dito.	561	16
9	234	Fuhrm. Lücke in Hildesheim.	Angefahrene Steine behuf der Amtsgebäude z. Steuerwald im Aug. 1806	6	—	—	dito.	6	—
10	235	Mauerm. Wagemann zu Vienenburg und Consort.	Bauarbeiten auf verschiedenen Domainen im J. 1806	293	22	1	dito.	293	22
			Latus 2. . .	—	—	—	—	2598	21

General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung. Rthl.	Ggr.	Pf.	Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
236	Wehmeyer u. Wolters zu Gr. Düngen.	Brechen und Anfahren der Steine zum Chausseebau im Jahre 1806.	192	12	—	Pr. Courant.	192	12	—
237	Der Districts-Ingen. Thieler zu Hildesheim, Namens mehrerer Einwohner im Hildesheimschen.	Lieferungen, Fuhren und Arbeiten behuf des Chausseebaues im Jahre 1806	394	23	—	dito.	394	23	—
238	Stadt Bockenem.	Entschädigung für die aufgehobene Weggelds - Einnahme vom 1sten August 1806. bis 12ten Julius 1807	23	18	—	dito.	23	18	—
239	Vormaliger Districts - Notar Pelizäus in Hildesheim.	Gebühren für Fiscal - Processe von den Jahren 1806 u. 1807 und zwar aus der Periode vor dem 12. Julius 1807	1009	7	3	dito.	1009	7	3
241	Vormaliger Fürstlich Hildesheimscher Hof-Bau-Inspector Kerstein zu Hildesheim.	Rückständige Pension vom März bis 12ten Julius 1807	43	16	—	Gold	47	7	4
242	Vormal. Hof-Trompeter Kather in Hildesheim.	Rückständige Pension vom April bis 12ten Julius 1807	33	16	—	Pr. Courant.	33	16	—
243	Schatzrath von Rheden zu Rheden.	Desgleichen vom März bis 12ten Julius 1807	223	16	10	dito.	223	16	10
244	Die Erben weil. Försters Altenthal zu Everode.	Rüskständige Pension vom 1. März bis 12. Jul. 1807	37	22	—	dito.	37	22	—
		Latus 3. . .	—	—	—		1963	2	5

Fortlaufende No.	No des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung. Rthl.	Ggr.	Pf.	Münzsorte.	I Fo Pr. (Rthl.
19	245	Vormal. Karten-Fabricant I. A. Grenz-Meyer in Hildesheim.	Rückständige Pension vom 1sten Junius bis 12ten Julius 1807	17	2	—	Pr. Courant.	17
20	246	Die Wwe. weil. Amtsschreib. de la Tour zu Peine.	Pension ihres verstorbenen Ehemannes vom Junius bis 12ten Julius 1807	28	11	4	dito.	28
21	247	Des weiland Gränzschütz. Stolten zu Peine Erbinn, Marie Odilie Stolten.	Rückständige Pension vom October bis 12ten Julius 1807	34	13	4	dito.	3
22	248	Vorm. Kloster-Schlächter Eylers in Hildesh.	Desgleichen vom April bis 12. Julius 1807	10	12	5	dito.	1
23	249	Die Witwe des Först. Fischer zu Wertfeld.	Desgleichen vom 1. März bis 12. Julius 1807	5	5	2	dito.	5
24	250	Vormal. Procur. Lüdgers zu Hildesh.	Desgleichen vom 1. März bis 12. Julius 1807	54	14	—	dito.	5
25	251	Vormal. Land-Tromp. Grofs zu Hildesheim.	Desgleichen vom 1sten April bis 12ten Julius 1807	47	7	4	dito.	4
26	252	Procur. Matthaei zu Hildesheim.	Desgleichen vom 1sten März bis 12ten Julius 1807	36	9	4	dito.	3
27	253	Vormal. Kloster-Jäger Bartels zu Derneburg.	Desgleichen vom 1sten März bis 12ten Julius 1807	36	9	4	dito.	3
28	254	Julian Fromm, vormals Haushälterin im Kloster Derneburg, wohnhaft zu Wendhausen.	Desgleichen vom 1sten Mai bis 12ten Julius 1807 . . .	7	2	5	dito.	7
			Latus 4. . .	—	—	—		21

	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung. Rthl.	Ggr.	Pf.	Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
55	Verwitwete Ober-Förster-inn Büttger.	Rückständige Pension vom 1sten April bis 12ten Julius 1807 . . .	23	13	7	Pr. Courant.	23	13	7
6	Die Erben des Abts Arnoldi zu Vienenburg in specie der Gastwirth u. Weinhändler Multhaupt zu Vienenburg.	Desgl. des etc. Arnoldi als vormaliger Abt des Klosters Ringelheim vom April bis 12. Julius 1807 . . .	336	16	—	dito.	336	16	—
	Der vormalige Conventual d. Klosters Ringelheim, Revig zu Vienenburg.	Desgleichen vom 12ten März bis 12ten Julius 1807	59	3	4	dito.	59	3	4
8	Der vormalige Conventual dieses Klosters, Kuhn zu Gehrden.	Desgleichen vom 15ten April bis 12ten Jnlius 1807	59	17	4	dito.	59	17	4
9	Tribunals-Pr. Dietrichs in Goslar, als Executor des Nachlasses d. Conv. Chaplin	Desgl. des vormaligen Conventualen des Klosters Lamspringe, Chaplin, vom 1sten März bis 12ten Jul. 1807	86	14	—	dito.	86	14	—
0	Vormal. Conventual des Klosters Riechenberg, Fr. de la Tour zu Peine.	Leibrente vom 1. Januar bis 12. Julius 1807	10	14	8	dito.	10	14	8
1	Sämmtliche vormals Fürstlich Hildesheimische Militärs	Rückständige Pension vom April bis 12ten Julius 1807	1040	3	4	dito.	1040	3	—
		Latus 5. . .	—	—	—		1316	9	11

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung. Rthl.	Ggr.	Pf	Münzsorte.	I Fo Pr. Rthl.
36	262	Vormal. Feuerwerker bei d. Hildesheimschen Stadt-Miliz J. A. L. Schmalz zu Hildesheim.	Rückständige Pension vom 1sten April bis 12ten Julius 1807	12	15	—	Pr. Courant.	12
37	263	Sämmtl. Soldaten d. vormaligen Hildesheimschen Stadt-Miliz.	Desgleichen vom 1sten Mai bis 12ten Julius 1807 . . .	596	9	7	dito.	59
38	264	Die vormalig. Fürstbischöflichen Gardisten Distelmann u. Consorten zu Hildesheim.	Desgleichen vom April bis 12ten Julius 1807	269	8	—	dito.	26
39	265	Friedensrichter Dröge zu Lamspringe.	Vorgeschofsene Kosten behuf Berichtigung u. Regulirung d. Territorial-Gränzen	105	8	—	dito.	105
40	266	Vormal. HussierBergmann zu Gronau.	Rückständiger Gehalt als Untervoigt u. Schliefser beim AmteGronau vom Jahre 1806 . . .	12	9	—	dito.	12
41	267	Vormal. Friedensr. Wippern zuSchladen.	Rückständige Pension des vormaligen Conventualen des KlostersGrauhof, W. Soechting zuHeiningen, vom Januar bis 9ten Julius 1807	131	1	—	dito.	13
42	268	Primissarius Müller zu Schladen.	Rückständige Pension als vormaliger Conventual des Klosters St.					
			Latus 6. . .	—	—	—		112

Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung,	Betrag der Forderung. Rthl.	Ggr.	Pf.	Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
	Michaelis zu Hildesheim vom 1. März bis 9. Juli 1807	107	10	—	Pr. Courant.	107	10	—
nduct. Ba- er zu Sil- um.	Vermessungskosten von 1806 - 1807	172	8	—	dito.	172	8	—
erst v. Ben- ingsen.	Pension als vormaligen Ritterschaftlichen Deputirten des Fürstenthums Hildesheim aus den Jahren 1806 u. 1807.	335	6	6	dito.	335	6	6
	Latus 7. . .	—	—	—		615	24	6

Recapitulation.

atus 1. —	— — — —	—	—	—	—	717	13	—
- 2. —	— — — —	—	—	—	—	2598	21	1
- 3. —	— — — —	—	—	—	—	1963	2	5
- 4. —	— — — —	—	—	—	—	277	14	8
- 5. —	— — — —	—	—	—	—	1316	9	11
- 6. —	— — — —	—	—	—	—	1127	2	7
- 7. —	— — — —	—	—	—	—	615	24	6
	Summa. —	—	—	—	—	8915	16	2

Verzeichniſs

der von der Krone Hannover gegen die Krone Preu liquidirten verschiedenen Forderungen, welche nach Artikel III. No. 4. des Tractats vom 23sten März nicht in die gegenwärtige Liquidation gehören.

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung. Rthl.	Ggr.	Pf.	Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant Rthl.	Ggr.
		Aus dem Fürstenthume Ostfriesland.							
1	89	Kaufleute Frye und Comp. in Meppen.	Einladungs-, Transports- und Entladungs-Kosten wegen der ersten Hafer-Lieferung im Jahre 1805 die Ems herauf bis Graeven.	1608	9	4	Gold	1769	[illegible]
2	96	Kaufmann Frd. Frye zu Meppen, ex cessione Bern. Többen zu Herzlake.	Unkosten bei Empfang des in Herzlake aufgespeichert gewesenen Ostfriesis. Hafers im Jahre 1806.	732	16	—	P.Ct.	732	16
3	97	Derselbe.	Desgleichen . . .	407	16	—	P.Ct.	407	16
4	117	Kaufmann Frd. Frye zu Meppen.	Branntwein-Transport im Jahre 1815	203	9	9	P.Ct.	203	9
5	147	Königl. Justiz-Canzlei zu Aurich.	Strafgelder des Kaufmanns Lud. Garrels, Depositum	1230	—	—	P.Ct.	1230	—
			Summa . . .	—	—	—		4342	2[illegible]

Anlage 3.

Verzeichniſs

licher der Königlichen Haupt-Bank in Berlin, und resp. noch zustehenden, bei der Ostfriesischen Landschaft belegten Capitale.

Bezeichnung der Obligationen.		Preuſsisch Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
einer Obligation der Ostfriesischen :haft vom 1. Junius 1776	200,000 Rthl.			
iner Obligation der Ostfriesischen dschaft vom 1. Oktober 1776 . . .	240,000 —			
iner Obligation der Ostfriesischen dschaft vom 1. April 1776	60,000 —			
		500000	—	—
13 verschiedenen Obligationen der Ostfriesischen :haft überhaupt 1000 Rthl. in Golde und 60,950 Courant, mithin zusammen in Preuſs. Courant, ıld mit 10 % Agio in Courant berechnet		62050	—	—
205 Obligationen der Ostfriesischen Landschaft, rivat-Personen der Bank cedirt, wie solche vom -Collegio in Hannover festgesetzt worden sind:				
Rthl. 6 Ggr. in Golde mit 10 % Agio in Preuſs. ·ant	16,449 Rthl. 16 Ggr. 2 Pf.			
hl. in N. 2/3 Stücken oder ı wie 9=10 auf Conv.-ze und diese mit 3 % auf ſsisch-Courant reducirt	457 — 18 — 8 —			
Rthl. 6 Ggr. 6 Pf. Convent. ze oder zu 3 % Agio in ſs. Courant	21,611 — 17 — 9 —			
Rthl. 10 Ggr. 7 Pf. Preuſs. ant	42,131 — 10 — 7 —			
		80650	15	2
iner Obligation der Stadt Esens, welche von der haft übernommen und der Bank cedirt worden		2000	—	—
	Summa . . .	644700	15	2

Anlage 4.

Verzeichniſs
der von der Krone Hannover zu übernehmenden Capi der Lingenschen Landes-Schuld.

Nr	Namen der Gläubiger.	Capital-Betrag in holländ. Gelde Gulden	St.	Pf.	Zins
1	Lingensche geistliche Casse	2197	4	4	4
2	Lingensche reformirte Armen-Casse	1000	—	—	4
3	Reformirte Armen-Casse zu Freren	125	—	—	4
4	Desgleichen zu Thuine	1000	—	—	4
5	Dieselbe	136	4	—	4
	Summa	4458	8	4	

Anlage 5.

Zusammenstellung

Resultate der commissarischen Revenüen-Abrechnungen in den 1815 geschehenen Territorial-Cessionen.

No. des Hannover. General-Etats.	Hannover erhält:	In Preufsischem Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
74	Antheil an den Revenüen von Ostfriesland aus dem gemeinschaftl. Jahre 1815 nach der darüber gezogenen Abrechnung	48169	21	2
152	Antheil an den Ostfriesisch-Lingenschen Post-Revenüen des gemeinschaftlichen Jahrs 1815	2610	7	10
158	Antheil an den Revenüen der Niedergrafschaft Lingen und der Münsterschen Absplissen aus dem gemeinschaftlichen Jahre 1815	7975	21	6
159	Desgl. an den unter vorstehender Summe nicht mitbegriffenen Lingenschen Zoll-Revenüen pro 1815	2356	2	—
194	Reckenbergscher Revenüen-Antheil an den baar eingegangenen Resten pro 1815 et retro . . .	2309	7	10
	Summa . . .	63421	12	4
	Verglichen mit dem Preufsischen Credit	38609	19	1
	Behält Hannover gut	24811	17	3

Fortlaufende No.	No. des Preuß. General-Etats.	Preußen erhält:	In Preußi Coun Rthl.
1	24	Antheil an den Ostfriesischen Revenüen des gemeinschaftlichen Jahrs 1815	35298
2	78	Antheil an den Revenüen des Amtes Reckenberg pro 1815	3311
		Summa	38609

Anlage 6.

Zusammenstellung

mit den Revenüen-Abrechnungen zusammenhängenden gegenseitigen anerkannten Gouvernements-Forderungen.

No. des Hannover. General-Etats.	Hannoversche anerkannte Gouvernements-Forderungen.	In Preufsisch-Courant. Rthl.	Gr.	Pf.
	A. Aus dem Fürstenthume Ostfriesland.			
154	Vorgeschossene Procefskosten wegen einer in Aurich anhängig gewesenen Salz-Defraudat. Angelegenheit	31	14	3
	B. Aus der Niedergrafschaft Lingen.			
225	Ueberschufs der bei der Königl. Preufs. Rentei Bockholt vom 9ten November 1813 bis zum 10ten Oktober 1817 erhobenen Einkünfte von den im Königl. Preufs. Regierungs-Bezirk Münster belegenen, zum aufgehobenen Kloster Frenswegen im Bentheimschen gehörenden Parcelen	1101	9	11
226	Die dem Königl. Preufs. Domainen-Rentmeister Heisselbach wegen Verwaltung der Einkünfte des Klosters Frenswegen defectirte und von der Königl Preufsischen Regierung zu Münster eingezogenen Summe	231	15	3
	C. Wegen des Amtes Reckenberg.			
96	Zinsen von einem dem Regierungs-Rathe Mallinkrodt cedirten Capitale	63	—	—
	D. Wegen des Amtes Clötze.			
8b	Rückstand wegen des Amtes Clötze für Natural-Magazin-Lieferungen im Jahre 1806 wegen indebite creditirter Reluitions-Gelder	51	4	3
	Summa	1478	19	8

Fortlaufende No.	No. des Preufsisch. General-Etats.	Preufsische anerkannte Gouvernements-Forderung.	I Preu Cou Rthl.
		A. Aus dem Fürstenthume Ostfriesland.	
1	35	Beitrag von Hannover zu den aus der Gouvernements-Haupt-Casse in Münster für die in Ostfriesland unterhaltene Gensd'armerie-Brigade pro 1815 mit 3000 Rthl. 20 Ggr. 9 Pf. bestrittenen Kosten, nach dem verhältnifsmäfsigen Antheile an den Revenüen pro 1815 mit 31/72.	1292
2	37	Ersatz für Ausgaben zu dauernden Landes-Verbesserungen	1919
3	38	Ersatz der auf die Königl. Preufs. Ostfriesische Salzcasse angewiesenen gemeinschaftlichen Ausgaben des Jahres 1815	655
4	39	Ein der Krone Preufsen aus der Liquidation der Gefangen-Verpflegungskosten für den Monat Mai pro rata zu ersetzender Bestand des Jahrs 1814	4
		B. Aus der Niedergrafschaft Lingen.	
5	44	Ersatz der am Ende 1815 zu Lingen befindlich gewesenen und an Hannover überlassenen Magazin-Bestände, wie der Betrag zuletzt berechnet worden ist	230
6	45	Für die auf dem Collegienhause in Lingen befindlich gewesenen Mobilien	
7	46	Für die Inventarienstücke im dortigen Gefangenhause	
8	48	Erstattung der aus der Gouvernements-Haupt-Casse in Münster gezahlten Lingenschen Pensionen vom 4ten Quartale mit 31/72	
9	49	Aus den Bestandgeldern der Lingenschen Casse sind nach dem 1sten Januar 1816 noch einige zur gemeinschaftlichen Berechnung zu ziehende Ausgaben bestritten worden, wozu Hannover 31/72 beizutragen hat	
10	60	Beitrag der Krone Hannover zu den Kosten der Wege-Anlage von Rheine nach Lingen	1
		C. Wegen der Eichsfeldischen Landestheile.	
11	69	Erstattung des dem Gefangenwärter Doenhardt pro Januar 1816 gezahlten Wartegeldes	
12	71	Erstattung der von Preufsen gezahlten Pensionen des Canonicus Holzhausen und Steuer-Aufsehers Capeller, resp. pro 1816 und einen Theil des Jahres 1817	5
		Latus . . .	70

No. der General-Etats.	Preufsische anerkannte Gouvernements-Forderung.	In Preufsisch-Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
72	Erstattung der von Preufsen für die Zeit vom 1sten Januar 1816 bis Ende Februar 1821 an die Kirche und den Schullehrer zu Gerblingerode gemachten Zahlung	565	21	6
	D. Wegen des Amtes Clötze.			
77	Forderung der Eingesessenen im Amte Clötze an die Hannoversche Landes-Casse	30	16	3
	E. Wegen des Amtes Reckenberg.			
86	Wegen der in der Rechnung des aufgehobenen Stifts Wiedenbrück pro 1815 mehr eingezogenen als wieder ausgeliehenen Capitale	11	14	1
	Summa . . .	7694	9	3
	Verglichen mit nebenstehender Summe der Hannoverschen anerkannten Gouvernements-Forderungen	1478	19	8
	Behält Preufsen gut . . .	6215	13	7

Anlage 7.

Z u s a m m e n

der mit den Revenüen-Abrechnungen zusamm
we

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Hannoversche Gouvernements-Forderungen, welche ausfallen.	In Preuſs. Cour. Rthl.
		A. Aus dem Fürstenthume Hildesheim.	
1	60	An Königl. Preuſs. Militairs und Invaliden im Fürstenthume Hildesheim vom 1. Nov. 1813 bis 24. Juli 1815 vorschuſsweise bezahlte Pensionen .	4068
		B. Aus der Niedergrafschaft Lingen.	
2	160	Antheil an den erlassenen Lingenschen Erbzehnt-Pachtgeldern.	198
3	161	Zu erstattende Zinsen auf sogenannte Domainen-Capitale	286
4	162	Zu erstattende Zinsen auf ein Capital der Kirche zu Minden	35
5	163	Antheil an den erlassenen Lingenschen Domainen-Gefällen	3679
		B. Wegen des Eichsfeldes.	
6	228a.	Vorstandsgelder von dem Pächter des Ohlenröder Hofes im Amte Gieboldehausen 200 Rthl. Gold oder	220
		Summa . . .	8488

ellung
genden gegenseitigen Gouvernements-Forderungen,
fallen.

No. des Preufsisch. General-Etats	Preufsische Gouvernements Forderungen, welche ausfallen.	In Preufsisch-Courant. Rthl.	Ggr.	Pf.
	A. Aus dem Fürstenthume Hildesheim.			
15	Zuviel gezahlter Beitrag zur Pension des Fürstbischofs von Hildesheim und Paderborn zu jährlich 8333 1/3 Rthl. vom 1. Nov. 1813 bis 1. Nov. 1825	100000	—	—
19	Rückstand des bereits festgesetzten Erbschafts-Stempels der von Gieseschen Erben in Goslar	550	—	—
	B. Aus der Niedergrafschaft Lingen.			
17	Ersatz für die bei der Fähre zu Lingen befindlich gewesenen Inventarienstücke	541	10	—
10	Beitrag der Niedergrafschaft Lingen und der Münsterschen Absplissen zu den Kosten des Gouvernements pro 1815	614	11	—
	C. Aus dem Fürstenthume Ostfriesland.			
—	Beitrag des Fürstenthums Ostfriesland zu den Kosten des Gouvernements pro 1815 . . .	1079	—	2
	Summa	102972	13	5

Anlage 8.

Verzeichniſs

der von der Krone Hannover gegen die Krone Preu
liquidirten Militairlieferungs-Forderungen aller A

Fortlaufende Nr.	No. des Hannover General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstan der Forderung.
		A. Aus dem Fürstenthume Hildesheim.	
1	61	Eingesessene im Fürstenthume Hildesheim.	Geleistete Lieferungen behuf V gung der Königlich Preuſs Truppen nach dem 1. Octobe
2	—	Die Carthaus daselbst.	Desgleichen . . . . .
3	63	Rathswagemeister Herdtmann in Hildesheim.	Kosten wegen Verwiegens der l lich Preuſsischen Proviant räthe in den Jahren 1805 un
4	72	Weinamts-Casse in Hildesheim.	Vorgeschossene Frachtgelder fü tirungs-Sachen im October
		B Aus dem Fürstenthume Ostfriesland.	
5	86 87	Amt Esens.	Nachgelieferte 88 Wispl. 22 Sc Mtz. Hafer, Schiffsfracht un ladungskosten, Assecuranz- und Transportkosten desselb Emden überhaupt . . . .
6	88	Amt Wittmund.	Frachtgelder und Entladung zum Rest, so wie Assecuran mie und Lichterfracht und A lohn . . . . .
7	90	Kaufleute Holle u. Comp. im Mindenschen, jetzt der Commerzien-Rath Meyer in Aurich.	Schiffsfracht und Assecuranz-I Auslagen wegen des weitern ports von Bremen nach Ha
8	91	Provinz Ostfriesland.	Wegen der 2ten Haferlieferu Jahre 1806 und zwar Zusch dem bereits bezahlten Ma Preise, damit der versprochene preis herauskomme, nebst dungs-, Transports-, und A ranz-Kosten . . . . . und .

Latus 1. .

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst auffallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
8741	—	—	Pr.Crt.	28741	—	—	28741	—	—	—	—	—
780	10	—	Pr.Crt.	780	10	—	780	10	—	—	—	—
238	3	4	Pr.Crt.	238	3	4	36	—	—	202	3	4
110	18	10	Pr.Crt.	110	18	10	110	18	10	—	—	—
4455	6	2	Gold	4900	18	7	6456	4	1	2799	8	8
1457	19	6	Gold	1682	11	7						
78	21	4	Pr.Crt.									
527	12	—	Gold									
1805	4	—	Gold	2672	6	5						
106	8	—	Pr.Crt.									
5382	—	4	Gold	105846	5	11	3261	12	—	102584	17	11
926	—	9	Pr.Crt.									
—	—	—	—	144972	2	10	39385	20	11	105586	5	11

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
9	92	Provinz Ostfriesland.	Grütze-Lieferung im Jahre 18 Einladungs-, Ausladungs- u. port-Kosten . . . . . und
10	93	Dieselbe.	Pferde-Lieferung im Jahre 1
11	94	Commerzienrath Meyer zu Aurich.	Auslagen für Koppelknechte b lieferung der Pferde in Bren Jahre 1806 . . . . .
12	95	Provinz Ostfriesland.	Verpflegungs-Kosten der in de ren 1805 und 1806 in Ostfr cantonirt gewesenen Truppen und
13	98	Dieselbe.	Rückstand auf den Ankaufspre für Lingen und Tecklenburg ferten 41 Pferde der 2ten wehr-Escadron im Jahre 18
14	99	Dieselbe.	Equipirung von 34 Uhlanen de Landwehr-Escadron und 1 Lingen und Tecklenburg z allgemeinen Mobilmachungs-l hätte beitragen müssen 1814
15	100	Dieselbe.	Ein Drittheil zu den Verpfle und Fourage-Kosten derselb cadron bis ult. Junius 1814
16	101	Dieselbe.	Ein Viertheil der Ausrüstung Verpflegungs-Kosten der fre gen Jäger von 1814 und 181
17	102	Dieselbe.	Für die wegen nicht hinlänglic gebrachter Lieferungs-Bes gung von den auf die Summ 33,335 Rthl. festgesetzten P Vergütungsgeldern vom Fina nisterio vorläufig abgesetzten I welche im Jahre 1815 geliefer den . . . . .
18	103	Dieselbe.	Für die seit März 1815 an den gelieferten Naturalien . .
19	104	Dieselbe.	Transportkosten für gedachte G stände . . . . .
20	105	Dieselbe.	Belagerungskosten der holländ Festung Delfzyhl vom Jahre

Latus

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
95 18	— 21	— 11	Gold Pr.Crt.	123	9	11	123	9	11	—	—	—
61819 10	— 12	— —	Gold Pr.Crt.	68011	9	7	47635	—	—	20376	9	7
298	—	—	Pr.Crt.	298	—	—	298	—	—	—	—	—
4140 40364	— 15	— 5	Gold Pr.Ctr.	44918	15	5	25651	2	2	19267	13	3
2810	11	7	Pr.Crt.	2810	11	7	2810	11	7	—	—	—
3282	10	8	Pr.Crt.	3282	10	8	3282	10	8	—	—	—
1343	12	7	Pr.Ctr.	1343	12	7	—	—	—	1343	12	7
591	13	11	Pr.Crt.	591	13	11	400	—	—	191	13	11
7150	—	—	Gold	7865	—	—	7865	—	—	—	—	—
63851	4	6	Pr.Crt.	63851	4	6	63851	4	6	—	—	—
17336	3	9	Pr.Ctr.	17336	3	9	—	—	—	17336	3	9
8158	23	10	Pr.Crt.	8158	23	10	—	—	—	8158	23	10
—	—	—	—	218592	7	9	152916	14	10	66674	4	11

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
21	106	Verschiedene Gemeinden.	Rückständiger Sold der bei gerung der Festung Delfz brauchten Landsturmmänner Februar 1814 . . . . .
22	107	Städte Emden und Aurich.	Lieferungen an das Königsberge wehr-Bataillon im Winte und 1814. . . . .
23	108	Dieselben.	Vorschuſs an Löhnungsgelde die 3te und 6te Westphälische wehrescadron pro Mai 1814
24	109	Schmied Hagen in Aurich.	Reparaturkosten von 40 Stück (ren der Landsturmmänner 1
25	110	Witwe Schmidt in Leer.	Gelieferte Arzeneien an die B steinschen Husaren in den M November und December 18 Januar 1814 . . . . .
26	111	Dieselbe.	Desgleichen an Emdener Lan männer . . . . .
27	112	Apotheker Börner zu Leer.	Gelieferte Arzeneien an das Hospital . . . . .
28	113	Doctor Bode zu Leer.	Ärztliche Behandlung von Sol December 1813 und Januar
29	114	Chirurgus Neddermann zu Marienhave.	Medicin-Lieferung für König ſsische Landwehr-Cavalle Jahre 1814 . . . . .
30	115	Flecken Leer.	Verpflegung Königlich Pre Militairs von dem Ersatz-I No. 4. im ersten halben Jal
31	116	Stadt Emden.	Rückständige Verpflegungs aus dem ersten halben Jahr
32	116	Dieselbe.	Entschädigung für Versorgu Militair-Armen aus den Jah und folgende . . . . .
33	118	Provinz Ostfriesland.	Nachträglich liquidirte Four das 3te und 4te Quartal 181
34	119	Dieselbe.	Nachträglich liquidirte Four dem 1sten und 2ten Quarta
35	156	Dieselbe.	Kosten wegen der im Jahre 1 gelegten Batterien . . .
		C. Aus der Niedergrafschaft Lingen.	
36	168	Verschiedene Einwohner im Lingenschen.	Vorschuſs behuf der Pferdeli seit März 1815 . . . .

Latus 3

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
1263	1	5	Pr.Crt.	1263	1	5	1263	1	5	—	—	—
4267	16	11	Pr.Crt.	4267	16	11	4267	16	11	—	—	—
172	—	—	Pr.Ctr.	172	—	—	172	—	—	—	—	—
16	12	—	Pr.Crt.	16	12	—	—	—	—	16	12	—
46	16	8	Pr.Crt.	46	16	8	46	16	8	—	—	—
3	14	3	Pr.Crt.	3	14	3	3	14	3	—	—	—
50	21	4	Pr.Crt.	50	21	4	50	21	4	—	—	—
57	4	—	Pr.Crt.	57	4	—	—	—	—	57	4	—
134	—	—	Pr.Crt.	134	—	—	—	—	—	134	—	—
11100	16	—	Pr.Crt.	11100	16	—	—	—	—	11100	16	—
27071	9	—	Pr.Crt.	27071	9	—	—	—	—	27071	9	—
25208	—	—	Pr.Crt.	25208	—	—	25200	—	—	25208	—	—
280	21	6	Pr.Crt.	280	21	6	—	—	—	280	21	6
273	5	6	Pr.Crt.	273	5	6	273	5	6	—	—	—
912	2	1	Pr.Crt.	912	2	1	285	1	9	327	—	4
3887	—	—	Pr.Crt.	3887	—	—	—	—	—	3887	—	—
—	—	—	—	99744	20	8	35876	6	—	78082	14	10

Fortlaufende No.	No. des Hannover General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
37	170	Verschiedene Gemeinden im Lingenschen.	Die im Jahre 1806 geschehenen Magazin-Lieferungen . . . . .
38	183	Stadt Lingen.	Haferlieferung in die Königl. Preuſs. Magazine im Jahre 1806 . . .
39	184	Münstersche Absplissen.	Verschiedene Lieferungen in die Magazine zu Münster und Ibbenbüren und zur Verpflegung des Regiments von Wobeser zu Münster im September 1805 . . . . .
40	171	Verschiedene Gemeinden im Lingenschen.	Magazin-Lieferungen im Jahre 1805.
41	175	Zinngieſser Schmidt zu Lingen.	Gelieferte Plomben in den Jahren 1805 und 1806 zur Versiegelung der Säcke behuf Versendung des Magazin-Hafers von Meppen etc.
42	176	Bäcker Schmitz und Consorten zu Lingen.	Verbackenes Commisbrodt für die im Herbst 1806 in und um Lingen cantonirten Preuſs. Truppen . . .
43	177	Die Erben des Mühlenkarrenführers Ilmſs das.	Transport des Mehls bei derselben Gelegenheit . . . . .
		D. Aus den Eichsfeldschen Landestheilen.	
44	200	Verschiedene Gemeinden und Privatpersonen des Amts Gieboldehausen Lindau.	Lieferung verschiedener Gegenstände im Jahre 1806 behuf Verpflegung der Königl. Preuſs. Truppen.
45	201	Amt Duderstadt.	Lieferung verschiedener Gegenstände im Jahre 1806 behuf Verpflegung der Königl. Preuſsischen Truppen.
46	202	Stadt Duderstadt.	Desgleichen.
47	203	Gemeinden des Amts Gieboldehausen Lindau.	Verpflegungskosten der Königl. Preuſs. Truppen im Julius und August 1814
48	204	Amt Duderstadt.	Desgleichen im Monate Julius 1814
49	227	Die vormals Eichsfeldschen Gemeinden.	Ersatzgelder wegen der im Jahre 1815 gelieferten Pferde . . . . .
			Latus 4. . . .
			Hierzu - 1. . . .
			- - 2. . . .
			- - 3. . . .
			Summa . . .

rag r rung.		Münz-sorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst aus-fallend.		
Ggr	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
—	7	Pr.Crt.	5690	—	7	4000	—	—	1690	—	7
21	6	Pr.Crt.	47	21	6	47	21	6	—	—	—
1	9	Pr.Crt.	278	1	9	267	16	10	10	8	11
7	7	Pr.Crt.	3526	7	7	2951	—	—	575	7	7
—	—	Pr.Crt.	131	—	—	104	4	—	26	20	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
17	8	Pr.Crt.	15	17	8	17	17	8	—	—	—
12	—	Pr.Crt.	3388	12	—	3370	18	3	80	17	9
11	2	Pr.Crt.	1814	11	2	1783	12	7	57	22	7
—	6	Pr.Crt.	3825	—	6	1022	12	6	2802	3	—
5	—	Pr.Crt.	710	5	—	710	5	—	—	—	—
12	—	Pr.Crt.	256	12	—	256	12	—	—	—	—
11	11	Pr.Crt.	3733	11	11	29[illegible]	17	10	780	18	1
—	—	—	23444	5	8	17420	3	2	6024	2	6
—	—	—	144972	2	10	39385	20	11	105586	5	11
—	—	—	218592	7	9	152916	14	10	66674	4	11
—	—	—	99744	20	8	35876	6	—	78082	14	10
—	—	—	486752	—	11	240384	20	9	246367	4	2

Anlage 9.

Verzeichniſs

der von der Krone Hannover gegen die Krone I liquidirten Forderungen verschiedener Hannovers stitute, Cassen und Privat-Personen in den Pr Hildesheim, Ostfriesland, Lingen und auf d Eichsfelde.

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegensta der Forderung.
		A. Forderungen aus dem Fürstenthume Hild und der Stadt Goslar.	
1	66	Hebammen-Institut zu Hildesheim.	Die im October 1806 in di lich Preuſsische Casse abg und nach Königsberg in gebrachten Gelder . .
2	67	Stadtgericht zu Alfeld.	Depositengelder, welche i 1806 auf Befehl der Königl schen Kriegs- und Domai mer nach Magdeburg abges
3	68	Max Schmitjan zu Hildesheim.	Entschädigung für die durch d Post im October 1806 ver gangenen Tresorscheine
4	69	Buchhändler Gerstenberg daselbst.	Postverlust im Jahre 1806
5	70	Gastwirth Crütly daselbst.	Cassen-Transport nach Anclan 1806 . . . . .
6	71	Fuhrm. Riſsmeyer das.	Desgleichen . . . . .
7	219	Kaufmannsgilde zu Goslar.	Kaufgelder der s. g. Wohrt lar . . . . . , .
8	240	Prediger Dedekind in Hildesheim.	Rückständiger Gehalt als Prediger von 1806 bis zum 1807 . . . . .
9	266	Einwohner Wewer daselbst.	Lieferung von Schreibmateri die Lazareth-Direction z heim im Jahre 1806 . ,
			Summa Forderungen wegen stenthums Hildesheim und Goslar . . . . .

Betrag der rderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst auffallend.		
	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
00	—	—	Pr.Crt.	700	—	—	700	—	—	—	—	—
109	5	6	Pr.Crt.	109	5	6	109	5	6	—	—	—
250	—	—	Pr.Crt.	250	—	—	—	—	—	250	—	—
50	—	—	Gold	55	—	—	—	—	—	55	—	—
40	—	—	Pr.Crt.	40	—	—	—	—	—	40	—	—
59	22	3	Pr.Crt.	159	22	3	100	—	—	59	22	3
31	19	—	Pr.Crt.	231	19	—	209	4	—	22	15	—
72	—	—	Pr.Crt.	72	—	—	72	—	—	—	—	—
7	22	—	Pr.Crt.	7	22	—	7	22	—	—	—	—
	—	—	—	1625	20	9	1198	7	6	427	13	3

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegensta der Forderung.
		B. Forderungen wegen des Fürstenthums O land und des Harlingerlandes.	
10	75	Provinz Ostfriesland.	Indebite bezahlte Zulags-(für den Provinzial-Fonds vember 1813 bis Ende 181
11	76	Dieselbe.	Zulags-Centimen für das Ca 1814 und 1815 . . . .
12	77	Verschiedene Gemeinden der Provinz Ostfriesland.	Desgl. von den festen Steuer Bestreitung der Communal- ben pro 1813 . . . . .
13	78	Desgleichen.	Die den Gemeinden gebührend munal-Centimen auf die Pate des Jahres 1813 . . . .
14	79	Desgleichen.	Rückständige Communal-Centi die Patentsteuer de 1814 u
15	81	Provinz Ostfriesland.	Ein aus dem Depositen-Fo ersparten Brodt- und Servi bei der Mindenschen Haupt seebau-Casse unterm 10. 1802 belegtes Capital . .
16	82	Dieselbe.	Ein bei der Bank zu Emden Oct. 1801 belegtes Capital
17	120	Medicinal-Beamte der Provinz Ostfriesland.	Besoldung vom 1. November 31. December 1814 . . .
18	120a	D.med.Claafsen zu Aurich	Desgleichen. . . . .
19	121	Verschiedene Officianten in den Kreisen Emden und Aurich.	Rückständige Wartegelder vo vember 1813 bis 1. October
20	123	Landbau-Conduct. Franzius in Aurich.	Gehalt vom 1. November 1813 1814 und 6 5/6 pro 1815 à 7 jährlich . . . . .
21	121b	DieDrosten v.Ostfriesland	Sporteln-Antheile de 1815 z
22	122	Commerzienrath Meyer in Aurich.	Holz und Arbeitslohn behuf rung des Terrains zwischen und Wittmund in den Jahre bis 1805 . . . . .
23	124	Witwe weil. Kriegs- und Domainen-Raths Bley zu Aurich.	Gehaltsrückstand als vormaliger Commissair für das Etats-Ja bis 1815 . . . . .
24	125	Stadt-Baumeister Nanninga zu Emden.	Verschiedene Seebau-Arbeiten i 1814 . . . . .

Latus 1

rag er erung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
0	5	5	Pr.Crt.	108400	5	5	—	—	—	108400	5	5
2	3	4	Pr.Crt.	6842	3	4	6842	3	4	—	—	—
2	10	3	Pr.Crt.	242	10	3	242	10	3	—	—	—
9	8	2	Pr.Crt.	1899	8	2	1899	8	2	—	—	—
4	4	1	Pr.Crt.	1624	4	1	—	—	—	1624	4	1
3	2	7	Pr.Crt.	8033	2	7	—	—	—	8033	2	7
5	16	—	Pr.Crt.	396	16	—	396	16	—	—	—	—
0	—	—	Pr.Crt.	100	—	—	100	—	—	—	—	—
3	5	1	Pr.Crt.	8023	5	1	8023	5	1	—	—	—
0	5	—	Pr.Crt.	130	5	—	43	9	8	86	19	4
9	10	8	Gold	1594	16	4	—	—	—	1594	16	4
0	7	—	Pr.Crt.									
2	1	—	Pr.Crt.	62	1	—	40	—	—	22	1	—
0	—	—	Gold.	110	—	—	—	—	—	110	—	—
3	23	7	Pr.Crt.	83	23	7	—	—	—	83	23	7
	—	—	—	146542	4	10	17587	4	6	119955	—	4

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstan der Forderung.
25	126	Ahldert Janssen zu Emden	Schmiede-Arbeit an Seetonne
26	127	Witwe Eybers und Ries zu Aurich.	Torflieferung für das Gefäng Aurich im Jahre 1813 . .
27	128	Domainen-Rentm. Jürgens zu Pewsum.	Gebühren für Platz- und Lam tigungen zu 6 5/6 Rest aus de 1815 . . . . .
28	129	Mühlenpächter Gerd Peeken zu Wittmund.	Pacht-Remission von 1809 b
29	129a	Die Erbpächter d. Schatthauses Ihlow bei Aurich.	Erbpachts-Entschädigung für d . 1798 bis 1806 und 1. N 1813 bis 1. Januar 1815 .
30	130	Zuchthaus-Casse zu Emden.	Ein bei der Bank daselbst Capital von resp. 50 Rthl. G 20 Rthl. Courant . . . .
31	131	Hebammen H. C. Poppen und H. C. Ennen zu Aurich.	Gehalt für 1814 und 6 5/6 v à 20 Rthl. pro anno . .
32	132	Regierungsrath Schnedermann zu Aurich.	
33	133	Becker und Ommen zu Wittmund.	
34	134	Rathsherr Conerus zu Norden, als Cessionar des A.F. Fasse zu Wittmund	
35	135	Becker jun., als Cessionar des E. Brants jun. zu Wittmund.	
36	136	B. E. Hoppe zu Wittmund.	
37	137	Goudschall und Rösingh zu Kritzum.	
38	138	Oltmann Borkhof zu Leer.	Schaden-Ersatz und Koste
39	139	Snolten und Roelfs das.	gütung wegen gepachtete
40	140	Vieburg, als Cessionar von Upke Eils zu Esens.	nicht bezogener Naturalie
41	141	Jan Peters u. Consorten zu Nuttermoor.	
42	142	W. Heeren zu Buschhaus.	
43	143	U. F. van Essen zu Wittmund.	
44	144	Rose u. Consorten, Vorsteher des Gast- u. Armenhauses daselbst.	

Lata

etrag der derung.			Münz-sorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst aus-fallend.		
	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
8	2	—	Pr.Crt.	8	2	—	8	2	—	—	—	—
69	13	10	Pr.Crt.	269	13	10	180	—	—	89	13	10
42	8	8	Pr.Crt.	142	8	8	93	2	—	49	6	8
00	—	—	Pr.Crt.	100	—	—	—	—	—	100	—	—
09	12	9	Pr.Crt.	109	12	9	109	12	9	—	—	—
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
31	9	4	Pr.Crt.	31	9	4	31	9	4	—	—	—
37	7	5	Gold.	13776	21	5	4000	—	—	9776	21	5
15	7	3	Pr.Crt.									
	—	—	—	14437	20	—	4422	9	1	10015	17	11

Fortlaufende No	No. des Hannover. General-Etats.	Name nund Wohnort des Liquidanten.	Gegenstan der Forderung.
45	145	Harm Strömer zu Etzel.	
46	146	Dietern zu Berum, als Cessionar des H. B. Petersen zu Hage.	
47	148	Städtische Feuer-Societäts-Casse in Aurich.	Deren im Jahre 1806 nach burg transportirter Bestand
48	149	Vehn-Meliorations-Casse daselbst.	Desgleichen . . . . .
49	150	Provinz Ostfriesland.	Seebaukosten von 1814 und 1
50	151	Bothe Knaust zu Aurich.	Vergütung der in einer von i räumten Official-Wohnungi 1814 verwandten Baukosten
51	153	Vormaliger Friedensrichter Kirchhoff zu Weener.	Für die erste Untersuchung des von der Zoll-Inspect Aurich im August 1814 in genommenen fremden Salz
52	155	Zuchthaus-Casse zu Emden.	Rückständige Kosten behuf de hauses zu Emden aus de nungsjahre de 1sten Novemb
53	157	Amt Wittmund.	Tantième vom Erbschafts-Ste die Jahre 1813, 1814 u. 18
54	—	Stadt Emden.	Verpflegung Franz. Kriegs- nen im Jahre 1814 . .
			Latus
			Hierzu –
			– –
			Summa Forderungen wegen stenthums Ostfriesland und lingerlandes . . . . .

etrag der rderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr.Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
150	—	—	Pr.Crt.	150	—	—	150	—	—	—	—	—
108	8	—	Pr.Crt.	108	8	—	108	8	—	—	—	—
167	14	—	Pr.Crt.	3167	14	—	393	12	3	2774	1	9
31	4	—	Pr.Crt.	31	4	—	15	—	—	16	4	—
33	8	—	Pr.Crt.	33	8	—	8	14	—	24	18	—
718	9	11	Pr.Crt.	1718	9	11	1397	1	1	321	8	10
6	13	3	Pr.Crt.	6	13	3	6	13	3	—	—	—
275	16	—	Pr.Crt.	275	16	—	275	16	—	—	—	—
-	—	—	—	5491	1	2	2354	16	7	3136	8	7
-	—	—	—	146512	4	10	17587	4	6	119955	-	4
-	—	—	—	14437	20	—	4422	9	1	10015	17	11
-	—	—	—	157471	2	—	24363	23	2	133107	2	10

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstan der Forderung.
		C. Forderungen wegen der Niedergrafschaft I	
55	164	Die Professoren zu Lingen	Gehaltsrückstände von 1809 b
56	165	Stipendien-Casse zu Lingen.	Der derselben aus der Domaine gebührende Betrag jährliche Fl. für November und De 1813 für das Jahr 1814 un des Jahres 1815 . . . .
57	166	Dieselbe.	Ein im Jahre 1806 eingeliefer positum . . . . .
58	167	Verschiedene Zehntzeitpächter im Lingenschen.	Angeblich indebite bezahlte gelder für das Jahr 1815 .
59	169	Gemeinde Thuine, Messingen und Bacum.	Das aus der unterm 29. N 1813 ausgeschriebenen Kri noch zu vergütende 1/4 de der Grundsteuer berechnete
60	172	Verschiedene Gemeinden im Lingenschen.	Zulage-Centimen aus den 1813 und 1814 . . . .
61	174	Polizeidiener Stube zu Lingen.	Diäten wegen Aufsicht bei A des Dammes von Lingen nac sche vom März und April 1
62	178	Schmidt Veer in Lingen.	Reparatur am Gefangenhause gen im Jahre 1813 . . .
63	179	Zimmermeister Veldwisch daselbst.	Desgleichen . . . . .
64	181	Gefangenwärter Enking zu Lingen.	Gehaltsforderung = 51 Rthlr. 11 Pf. Courant . . . .
65	185	Geistliche Casse in Lingen.	An die Kriegs- und Domaine zu Münster am 29sten Aug in Gefolge Anweisung eing Depositum . . . . .
			Summa Forderungen wegen d dergrafschaft Lingen . .

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.			
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	
4000	—	—	Pr.Crt.	4000	—	—	4000	—	—	—	—	—	
119	1	6	Pr.Crt.	1119	1	6	800	—	—	319	1	6	
248	10	6	Pr.Crt.	248	10	6	—	—	—	248	10	6	
678	2	—	Pr.Crt.	678	2	—	—	—	—	678	2	—	
453	23	—	Pr.Crt.	453	23	—	453	23	—	—	—	—	
104	5	—	Pr.Crt.	104	5	—	104	5	—	—	—	—	
6	12	—	Pr.Crt.	6	12	—	6	12	—	—	—	—	
15	23	8	Pr.Crt.	15	23	8	15	23	8	—	—	—	
16	19	6	Pr.Crt.	16	19	6	16	19	6	—	—	—	
-	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
275	—	—	Pr.Crt.	275	—	—	—	—	—	275	—	-	
-	—	—	—	6918	1	2	5397	11	2	1520	14	—	

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
		B. Forderungen wegen des Eichsfeldes.	
66	213	Zimmermeister Wendhausen zu Duderstadt.	Reparaturen auf dem herrschaftli Vorwerke Renshausen im J 1806 . . . . .
67	228	Die vormals Eichsfeldschen Gemeinden.	Restituenda wegen indebite ge ter Grundsteuer . . . . .
			Summa Forderungen wegen Eichsfeldes . . . . .

Betrag der rderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf
229	11	9	Pr.Crt.	229	11	9	226	—	6	3	11	3
318	4	5	Pr.Crt.	318	4	23	139	5	2	178	5	3
	—	—	—	547	16	2	365	23	8	181	16	6
capitulation.												
Hildesheimsche orderungen . .				1625	20	9	1198	7	6	427	13	3
Ostfriesische Forerungen				157471	2	—	24363	23	2	133107	2	10
Lingensche Forerungen				6918	1	2	5397	11	2	1520	14	—
Eichsfeldsche orderungen . .				547	16	2	365	23	8	181	16	6
mma				166562	16	1	31325	17	6	135236	22	7

Anlage 10.

Verzeichniſs

der von der Krone Preuſsen gegen die Krone Ha liquidirten Forderungen verschiedener Preuſsischer tute, Cassen und Privat-Personen im Fürstenthum friesland und den Aemtern Clötze und Reckenb

Fortlaufende Nr.	No. des Preuſsisch. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstan der Forderung.
		A. Forderung wegen Ostfriesland.	
1	43	Die Officianten des Banco-Comtoirs in Emden.	Prolongations-Gebühren für der Landschaft und der Esen merei bei der Bank negocii pitalien, nach näherer Ber des Ober-Regierungs-Raths
			Summa
		B. Forderungen wegen des Amtes Clötz	
2	76	Amtmann Lodemann zu Clötze.	Die von demselben dem Hann vernement geleistete Cautio
3	id.	Steuer-Einnehmer Sintzinger daselbst.	Desgleichen . . . . .
			Summa wegen des Amte
		C. Forderungen wegen des Amtes Reckenb	
4	79	Das Gymnasium zu Wiedenbrück.	Rückstand der zur Verbesseru Gehalts der Lehrer bewillig lage pro 1815 . . . . .
5	80	Die Witwe des Invaliden Kramer.	Rückständige Pension. . . .
			Lat

Betrag der rderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
238	—	—	Pr.Crt.	238	—	—	—	—	—	238	—	—
000	—	—	Cass. Münze	3433	8	—	3433	8	—	—	—	—
100	—	—	desgl.	114	10	8	114	10	8	—	—	—
-	—	—	—	3547	18	8	3547	18	8	—	—	—
43	14	4	Pr.Crt.	43	14	4	43	14	4	—	—	—
13	12	—	Pr.Crt.	13	12	—	—	—	—	13	12	—
-	—	—	—	57	2	4	43	14	4	13	12	—

Fortlaufende No.	No. des Preußisch. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstan der Forderung.
6	82	Armenfonds zu Wiedenbrück.	Die demselben gebührenden 5° dem städtischen Rauchschatz tingente pro 1814 und 1815
7	83	Gerichtsdiener le Jeune.	Gehalts-Rückstand pro Novemb December 1813 . . . . .
8	84	Christoph Deuffel zu Wiedenbrück.	Beitrag des suppr. Collegiat-St Wegekosten pro 1814 . .
9	85	August Heising.	Beitrag desselben und des Ann ten-Klosters zu Wegekosten
10	87	Mehrere Einwohner des Amts Reckenberg.	Forderungen für Natural-Liefer nach Osnabrück in den Jahre bis 1807 . . . . .
11	88	Pastor Grogdreis zu Wiedenbrück.	Rückständige Gehalts-Forderun dem Bersenbrücker Fonds zu brück vom ersten Jan. 181 31sten Octbr. 1813 . . .
			Latus .
			Hierzu von voriger Seite
			Summa wegen des Amts Reck

trag der lerung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
27	18	6	Pr.Crt.	27	18	6	27	18	6	—	—	—
2	—	–	Pr.Crt.	2	—	—	2	—	—	—	—	—
17	12	–	Pr.Crt.	17	12	—	—	—	—	17	12	—
13	10	10	Pr.Crt.	13	10	10	—	—	—	13	10	10
71	10	6	Pr.Crt.	8071	10	6	—	—	—	8071	10	6
83	8	—	Pr.Crt.	283	8	—	—	—	—	283	8	—
–	—	—	—	8415	11	10	29	18	6	8385	17	4
–	—	—	—	57	2	4	43	14	4	13	12	—
–	—	—	—	8472	14	2	73	8	10	8399	5	4
ecapitulation.												
Forderungen wegen Ostfriesland .				238	—	—	—	—	—	238	—	—
Forderungen wegen des Amtes Lötze. . . .				3547	18	8	3547	18	8	—	—	—
Forderungen wegen des Amtes Rekenberg . .				8472	14	2	73	8	10	8399	5	4
Summa . . .				12258	8	10	3621	3	6	8637	5	4

Anlage 11.

Verzeichniſs

der von der Krone Hannover gegen die Krone P liquidirten Forderungen aus den Alt-Hannoversche vinzen vom Jahre 1805.

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegensta der Forderung.
1	5 (Theilweise).	Verschiedene Alt-Hannoversche Gemeinden.	Verpflegungskosten der König sischen Truppen aus der 1805 . . . . .
2	15	Verschiedene Bäcker in Osterode.	Rückständiges Backelohn a Jahre 1805 . . . . .
			Summ

rag er rung.		Münz-sorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst aus-fallend.		
Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
7	9	Pr.Crt.	581	7	9	581	7	9	—	—	—
—	—	Cv. M.	663	7	8	600	7	9	63	7	8
—	—	—	1244	15	5	1181	7	9	63	7	8

Anlage 12.

Verzeichniſs

der von der Krone Hannover gegen die Krone Preuſsen liquidirten Forderungen für Militair-Lieferungen aus der Zeit der Preuſsischen Occupation der Alt-Hannoverschen Provininzen im Jahre 1806.

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
1	6	Königlich Hannoversche Regierung.	Forderung der Grafschaft Bentheim für die Verpflegung der Königl. Preuſsischen Truppen im Jahre 1806
2	7	Das Petri-Stift zu Nörten.	Im Jahre 1806 geleistete Magazin-Lieferungen . . . . .
3	8	Gemeinde Hastenbeck.	Geleistete Lieferungen im Oktober und November 1806 behuf Verpflegung der Königl. Preuſsischen Truppen in Hameln . . . . .
4	9	Gemeinde Bantorf, Amts Springe.	Desgleichen im Monat November 1806
5	10	Gemeinde Herberhausen, Amts Harste.	Unterm 30. Sept. 1806 an den Königl. Preuſsischen Major von Kleist gelieferte 14 Scheffel Hafer und 1/2 Klafter Holz . . . . .
6	11	Gericht Garte.	Die den Königl. Preuſsischen Truppen im Sept. 1806 gelieferte Fourage . . . . .
7	12	Gericht Altengleichen.	Die Besorgung des Transports der Naturalien aus den Magazinen zu Worbis etc. nach Göttingen im Julius 1806 . . . . .
8	13	Verschiedene Bäcker in Göttingen.	Backelohn für das im Jahre 1806 zum Königl. Preuſsischen Feldmagazin in Göttingen gebackne Brod . . .
9	14	Bäckeramtsm. Kleinrath und Hofmeister in Hannover	Kosten wegen Brodbackens u. Mehl-Defects aus dem Jahre 1806 . . .
10	16	Einwohner Niemitz und Consorten in Hitzacker.	Bodenmiethe für den im Jahre 1806 alldort gelagerten Preuſsischen Magazin-Hafer . . . . .
11	17	Rathswagepächter Goebel in Hameln.	Rückständige Kosten für das Wägen des Preuſsischen Magazin-Mehls im Julius 1806 . . . . .

Latus 1 . . . .

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr.Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
6516	9	8	Pr.Crt.	6516	9	8	6516	9	8	—	—	—
188	5	6	Pr.Crt.	188	5	6	—	—	—	188	5	6
172	11	8	Pr.Crt.	172	11	8	160	—	—	12	11	8
44	—	—	Pr.Crt.	44	—	—	44	—	—	—	—	—
11	23	—	Pr.Crt.	11	23	—	11	23	—	—	—	—
26	15	—	Pr.Crt.	26	15	—	26	15	—	—	—	—
43	3	—	Pr.Crt.	43	3	—	20	20	8	22	6	4
314	9	3	Pr.Crt.	314	9	3	314	9	3	—	—	—
464	17	—	Css. M.	531	20	—	—	—	—	531	20	—
262	16	—	Css. M.	300	14	7	150	—	—	150	14	7
74	17	—	Pr.Crt.	74	17	—	40	—	—	34	17	—
—	—	—	—	8224	8	8	7284	5	7	910	3	1

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
12	18	Georg Schotte daselbst.	Bodenmiethe und Niederlage ren vom Jahre 1806 . .
13	19	Die Erben weiland Negocianten Nachmann Meyer in Hannover.	Liefer. von 150 Last Hafer im J Transportkosten . . . und ausgelegte Steuer . Zinsen und Kosten . . .
14	20	Kaufmann Julius Tuwe in Celle.	Kosten wegen des dem Köni Feld-Proviant-Amte am 4 1806 gelieferten Hafers
15	21	Witwe Lamminger in Hannover.	Kosten für gelieferte Druck das Königl. Preufs. Feld Commissariat im Jahre 18
16	22	Die Königl. Hannoversche Regierung.	Lieferungen behuf Einrich Verproviantirung der C Nienburg für die Königl Truppen im Jahre 1806
17	23	Stadt Nienburg.	Die im Jahre 1806 angesch sernements-Effecten für d Preufs. Garnison . . .
18	24	Kaufmann Ludwig Uhrlaub in Nienburg.	Lieferung von Casernements und Brennholz für die Preufs. Garnison zu Nie October und November 1
19	25	Klempner Meyer in Nienburg.	Lieferung von Klempner-A das Königl. Preufs. Art in Nienburg im Jahre 18
20	26	Kaufmann Steinecke daselbst.	Lieferung von Geräthsch Materialien an dasselbe
21	27	Witwe Einecken in Nienburg.	Geleistete Schmiedearbeite Königl. Preufs. Artillerie Nienburg im Jahre 1806
22	28	Stadt Nienburg.	Lieferung von Fortifications molitions-Werkzeugen a Preufs. Requisition im O
23	29	Voigt Wrede zu Wietzen Amts Nienburg.	Lieferung von Faschinen-P huf Fortification der Fes burg im Oct. 1806 . .
24	30	Einwohner Oehlenschläger zu Schneeren Amts Rehburg.	Lieferung von 308 Stück zu demselben Behufe .

Latus

Betrag der rderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst auffallend.		
	Ggr	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
34	12	—	Css. M.	59	10	6	25	—	—	34	10	6
19	9	—	Cv. M.									
97	18	8	Css. M.	111	21	8	111	21	8	—	—	—
500	—	—	Gold	11550	—	—	—	—	—	11550	—	—
225	—	—	Pr.Crt.	225	—	—	225	—	—	—	—	—
586	12	6	Gold	8345	4	2	—	—	—	8345	4	2
205	—	—	Css. M.	234	14	8	150	—	—	84	14	8
46	—	—	Css. M.	52	15	6	52	15	6	—	—	—
127	1	11	Gold	18839	18	11	18839	18	11	—	—	—
790	4	5	Css. M.	4337	15	9	2000	—	—	2337	15	9
250	—	—	Css. M.	1042	18	7	600	—	—	442	18	7
387	21	—	Gold									
79	19	—	Pr.Crt.	79	19	—	79	19	—	—	—	—
219	5	4	Pr.Crt.	219	5	4	219	5	4	—	—	—
48	7	—	Pr.Crt.	48	7	—	48	7	—	—	—	—
638	16	—	Cv. M.	592	12	10	592	12	10	—	—	—
433	8	—	Cv. M.	446	8	—	400	—	—	46	8	—
154	—	—	Pr.Crt.	154	—	—	154	—	—	—	—	—
-	—	—	—	46339	3	11	23489	4	3	22840	23	8

Fortlaufende No.	No. der Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort des Liquidanten.	Gegenstan der Forderung.
25	31	Kaufmann Steinecke zu Nienburg.	Lieferung von Materialien Königl. Preufs. Hauptmann v ling zu diesem Behufe .
26	32	Schmiedemeister Engelhardt daselbst.	Gelieferte Schmiedearbeiten selben zu gleichem Behufe
27	33	Stadt Nienburg.	Kosten behuf Einrichtung der Festungs-Commandanten, Preufs. General-Major von witz requirirten 23 Wachth Nienburg im Octbr. 1806.
28	34	Königl. Hannoversche Regierung.	Die den Hockemeierschen E Nienburg bezahlte Entsch für die Benutzung ihres zum Laboratorio für die Preufs. Besatzung im Jal
29	35	Dieselbe.	Unterhaltungs-Kosten der Königl. Preufs. Festungs- danten, General-Major vo witz im Jahre 1806 requirir leute . . . . .
30	36	Stadt Nienburg.	Entschädigung wegen der General-Major von Strac Octob. 1806 angeordneter tionen . . . . .
31	37	Dieselbe.	Entschädigung wegen der a des General-Majors von S im Jahre 1806 zerstörten Steinpflaster und Canäle
32	38	Stadt Hameln.	Kosten wegen Instandsetzun atungswerke und für Li etc. an die Königl. Preu pen im Jahre 1806 . .
33	39	Stadt Nienburg.	Geleistete Vorschüsse an Köni Officiere im Nov. 1806 .
34	40	Die Königlich Hannoversche Regierung.	Die dem Königl. Preufs. G Coq zu Hameln gezahlten ten für Officiere im Nov.
35	41	Stadt Einbeck.	Hospitalkosten der Königl. Pre Truppen im Jahre 1806 .
36	42	Stadt Celle.	Lieferung an Licht für das Preufs. Hospital im Jahre

Latus

Betrag der rderung.			Münz-sorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst aus-fallend.		
	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
26	19	—	Cv. M.	27	14	3	26	19	—	—	19	3
302	2	—	Cv. M.	313	1	6	302	2	—	10	23	6
240	23	4	Gold	265	1	8	365	1	8	—	—	—
45	-	—	Cv. M.	46	8	5	46	8	5	—	—	—
52	20	7	Cv. M.	54	10	8	54	10	8	—	—	—
142	14	4	Css. M.	108656	12	8	35000	—	—	73656	12	8
.88	4	8	Css. M.	205	9	1	188	4	8	17	4	5
117	17	10	Pr.Crt.	26117	17	10	4000	—	—	22117	17	10
240	—	—	Gold	1364	—	—	1364	—	—	—	—	—
933	8	—	Css. M.	1131	22	9	1131	22	9	—	—	—
58	—	—	Cv. M.									
74	—	16	Css. M.	98	11	1	—	—	—	98	11	1
13	8	—	Gold									
54	16	4	Css. M.	62	13	11	40	—	—	22	13	11
—	—	—	—	138343	3	10	42418	21	2	95924	6	8

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegensta der Forderung
37	43	Weiland Bäcker Jung zu Osnabrück.	Lieferung an Brodt für da . Preuſs. Feld-Lazareth im S
38	44	Weiland Fleischer Hildebrandt in Osnabrück.	Lieferung an Fleisch für da Preuſ. Feld-Lazareth im S
39	45	Kaufmann Wiemann daselbst.	Lieferung für Victualien fü
40	46	Stadt Moringen.	Ein im Jahre 1806 für di Preuſs. Armee geliefertes
41	54	Schiffer Ohnesorge und Consorten zu Schnackenburg.	Vergütung für die Ueberfahr nigl. Preuſs. Truppen übe bei Lenzen in den Jahren 18
42	55	Schiffer Mutz zu Münden.	Desgl. über die Weser bei B im Jahre 1806 . . . .
43	56	Witwe Blume zu Münden.	Desgl. daselbst im Jahre 18
44	57	Maurermeister Täntzel in Hannover.	Rückständige Zahlung wege Rechnung des Königl. Pr vernements im Jahre 180 ten Maurer-Arbeiten in tair-Gebäuden zu Hanno
45	58	Zimmerm. Holekamp daselbst.	Desgl. für besorgte Zimme
46	59	Schiffer-Compagnie zu Celle und Bremen.	Rückständiger Frachtpreis schifften Hafer von Celle nover . . . . .
			La
			Hierzu .
			– .
			– .
			Su

Betrag der rderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
66	15	—	Cv. M.	68	15	—	50	—	—	18	15	—
42	16	—	Cv. M.	43	12	9	35	—	—	8	12	9
35	10	—	Cv. M.	36	11	6	30	—	—	6	11	6
31	16	—	Css. M.	36	5	9	—	—	—	36	5	9
627	4	—	Pr.Crt.	627	4	—	500	—	—	127	4	—
35	6	—	Pr.Crt.	35	6	—	20	—	—	15	6	—
94	—	—	Pr.Crt.	94	—	—	60	—	—	34	—	—
70	—	—	Css. M.	79	2	8	70	—	—	9	2	8
91	3	8	Css. M.	104	7	8	91	3	8	13	4	—
370	11	4	Gold	407	12	6	250	—	—	157	12	6
-	—	—	—	1532	5	10	1106	3	8	435	1	6
-	—	—	—	8224	8	8	7284	5	7	940	3	1
-	—	—	—	46339	3	11	23498	4	3	22840	23	8
-	—	—	—	138343	3	10	42818	21	2	95924	6	8
-	—	-	—	194438	22	3	74307	10	8	120131	11	7

Anlage 13.

Verzeichnifs

der von der Krone Hannover gegen die Krone Pr liquidirten Forderungen verschiedener Art aus der der Preufsischen Occupation der Alt-Hannoverschen vinzen im Jahre 1806, welche nicht die Militair-Ve tung betreffen.

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstan der Forderung.
1	47	Saline zu Lüneburg.	Kosten des im Jahre 1806 in die P schen Staaten abgeführten Sa
2	48	Oberpostmeister Stephanus in Celle.	Rückständige Estafettengelder im 1805 . . . . .
3	49	Postverw. Bösche, vorhin zu Ohof.	Entschädigung wegen aufgeb Posten im Jahre 1806 . .
4	50	Elbzollbediente Meyer u. Blumenthal in Schnakkenburg.	Entschädigung wegen der de im Jahre 1806 durch die Preufsischen Behörden entz Accidenzien . . . . .
5	51	Elbzollbediente Lüning u. Sarnighausen zu Hitzacker.	Zoll-Accidenzien für Königl. P sche Frachtgüter aus dem 1806 . . . . .
6	52	Elbzollbediente Schrader u. Köpp zu Bleckede.	Desgleichen . . . . .
7	53	Zollpächterinn Meinecke zu Stöcken.	Rückständiger Zoll für Kö Preufsische Güter, welche i tober 1806 transportirt worde

Summa .

Betrag der rderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
78	7	11	Css. M.	120828	12	10	50000	—	—	70828	12	10
42	6	—	Css. M.	48	8	6	25	—	—	23	8	6
00	—	—	Css. M.	457	18	8	—	—	—	457	18	8
95	4	—	Css. M.	566	16	7	—	—	—	566	16	7
37	20	—	Gold	481	14	10	—	—	—	481	14	10
37	20	8	Gold	481	15	6	—	—	—	481	15	6
39	6	—	Css. M.	44	22	1	—	—	—	44	22	1
	—	—	—	122909	13	—	50025	—	—	72884	13	—

43.

1830 *Traité de commerce et de douanes entre l'Hanovre, la Hesse électorale, le grand duché d'Oldenbourg et le duché de Brunsvic, signé à Einbeck le 27 Mars* 1830.

(*Beilage zu* No. 47. *der Hannoverschen Nachrichten.* 1830.)

Seine Majestät der König von Grofsbritannien, Irland und Hannover,

Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen,

Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Oldenburg, und

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Braunschweig und Lüneburg,

von dem Wunsche geleitet, das Wohl Ihrer Unterthanen allenthalben zu befördern, und denselben die Vortheile eines freien Verkehrs gegenseitig zu gewähren, haben Sich bewogen gefunden, zur Erreichung dieses Zweckes, Unterhandlungen eintreten zu lassen, und Bevollmächtigte zu ernennen, nämlich:

Seine Majestät der König von Grofsbritannien, Irland und Hannover, Höchst-Ihren Geheimen-Rath, Kriegs-Kanzlei- und Ober-Zoll-Direktor, *August Ludwig Otto Freiherrn Grote*, Kommandeur des Königl. Hannov. Guelphen-Ordens, Grofskreuz des Königl. Sächs. Civil-Verdienst- und des Kurfürstl. Hess. Haus-Ordens vom goldenen Löwen, und Höchst-Ihren Hofrath *Ernst Friedrich Georg Hüpeden.*

Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen, Höchst Ihren Geheimen-Rath und Finanz-Kammer-Präsidenten *Carl Friedrich v. Kopp*, Grofskreuz des Kurfürstl. Hess. Hausordens vom goldenen Löwen, des Königl. Hannov. Guelphen-, des Königl. Sächs. Civil-Verdienst- und des Grofsherzogl. Sächs. Hausordens vom weifsen Falken, und Höchst Ihren

Finanz-Kammer-Rath *Friedrich Meisterlin*, Ritter 1830
des Großherzogl. Sächs. Haus-Ordens vom weißen Falken.

Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Oldenburg, Höchst Ihren Staats-Rath und Regierungs-Vice-Präsidenten *Carl Friedrich Ferdinand Suden*, Ritter des Königl. Preußischen Rothen Adler- und des Königl. Hannoverschen Guelphen-Ordens.

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Braunschweig und Lüneburg, Höchst Ihren Ober-Legationsrath *August Philipp Christian Theodor von Amsberg*, Kommandeur des Kurfürstl. Hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen, Ritter des Königl. Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens und Inhaber des Waterloo-Ehrenzeichens.

von welchen, in Folge der denselben ertheilten Vollmachten und Instruktionen, unter dem Vorbehalte der Ratifikation, folgender Vertrag verabredet und abgeschlossen worden ist:

Art. I. Das Königreich Hannover, das Kurfürstenthum Hessen, das Großherzogthum Oldenburg und das Herzogthum Braunschweig vereinigen sich zur Annahme eines gleichmäßigen und gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben-Systems.

Art. II. Diese Vereinigung bezieht sich:

a. auf die unter dem Namen von Ein- und Ausgangs-Zoll, Eingangs-Steuer, Licent, Impost, Accise, oder unter einer sonstigen Bezeichnung, bisher in den kontrahirenden Staaten erhobenen indirekten Abgaben, sowohl von den in diese Staaten eingegangenen, und zum Verbrauche im Innern derselben bestimmten ausländischen Gegenständen, als von den aus den kontrahirenden Staaten versendeten inländischen oder ausländischen Gegenständen, sowie

b. auf die allgemeinen Verbrauchs-Abgaben von denjenigen Gegenständen, welche der gemeinschaftlich zu verabredende Tarif benennen wird. -

Art. III. Zwischen den kontrahirenden Staaten sollen die jetzt bestehenden Steuer- und Zoll-Linien aufgehoben werden, und es wird unter denselben, blos mit Ausschluß der namentlich bezeichneten Artikel, ein völlig freier Verkehr Statt finden.

1830 Art. IV. Dagegen soll eine gemeinsame Linie aufgestellt werden, welche den in den Abgaben-Verband aufgenommenen Länder-Umfang der kontrahirenden Staaten umgiebt.

Art. V. In den kontrahirenden Staaten werden die bestehenden Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Verbote aufgehoben, und über die, in Beziehung auf das Ausland zu erlassenden derartigen Verbote, unter Berücksichtigung der bestehenden Verträge, gemeinschaftliche Bestimmungen verabredet werden.

Art. VI. Hinsichtlich der Behandlung des Ein- und Augangs innerhalb der aufzustellenden Steuer- und Zoll-Linie, der anzunehmenden Tarif-Sätze und der nöthigen Maſsregeln zur Erhebung und Sicherung der Ein- und Ausgangs-, sowie der Verbrauchs-Abgaben, soll nach übereinstimmenden Anordnungen verfahren werden.

Art. VII. Die kontrahirenden Staaten werden sich über die Einführung eines gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs und Verbrauchs-Abgaben-Tarifs vereinigen, welcher ihren Handels-, Gewerbe-, Fabrik- und Finanz-Verhältnissen angemessen seyn soll.

Art. VIII. Einzelne Landestheile, welche entweder von dem Gebiete auswärtiger Staaten ganz umgeben sind, oder nach der gemeinschaftlich zu treffenden Verabredung, rücksichtlich ihrer Lage und Verhältnisse in den Verband nicht aufgenommen werden, sind von der Vereinigung ausgeschlossen, und in Beziehung auf den Verkehr mit den in dem Verbande befindlichen Ländern als Ausland zu behandeln.

Den betheiligten Staaten bleibt es unbenommen, wegen dieser Landestheile eine Verständigung und Vereinigung mit anderen Staaten eintreten zu lassen, insoweit solches nach den bestehenden sonstigen Verträgen oder zu treffenden näheren Verabredungen unter den kontrahirenden Staaten zulässig ist.

Die, unter Anwendung der anzuordnenden Kontrole-Maſsregeln, aus solchen Landestheilen eingehenden Produkte der Fischerei, des Landbaues, der Viehzucht und der Forst-Wirthschaft, sollen jedoch, insofern die fraglichen Landestheile keinem anderen Zoll-Systeme angeschlossen sind, von der Entrichtung der Eingangs-Abgaben befreit seyn.

Art. IX. Das Kochsalz bleibt von dem freien 1830
Verkehre unter den kontrahirenden Staaten ausgenommen, und es behält daher jeder Staat die Befugnifs, dasselbe nach seiner Konvenienz einseitig mit Verbrauchs- oder Fabrikations-Abgaben zu belegen.

Zur Sicherstellung der desfallsigen Intraden sollen indessen hinsichtlich des Salzhandels folgende allgemeine Bestimmungen zur Anwendung kommen:

a. Der Eingang des fremden, in den kontrahirenden Staaten nicht erzeugten Salzes wird verboten.

b. Der Verkauf des Kochsalzes in das Ausland bleibt unbeschränkt. Indefs soll dasselbe von den unter landesherrlicher Administration stehenden Salinen nur alsdann unter dem, für das Inland bestimmten Preise verkauft werden, wenn durch Anwendung der erforderlichen Kontrole Gewifsheit darüber verschafft wird, dafs dasselbe wirklich in fremde, zu dem Abgaben-Verbande nicht gehörende Staaten ausgeführt ist, oder wenn dasselbe, in Gemäfsheit besonderer Lieferungs-Verträge, einem der anderen kontrahirenden Staaten überlassen wird.

c. Jeder Staat kann die Durchfuhr des fremden Salzes durch sein Gebiet, unter Anwendung der erforderlichen Kontrole-Mafsregeln, gestatten; auch

d. die Einfuhr des Seesalzes zum Einpöckeln oder Einsalzen von See-Producten, zum medizinischen Gebrauche, sowie in den Fällen, in welchen solches bei Gewerben nicht entbehrt werden kann, erlauben.

e. Das in einem der kontrahirenden Staaten gewonnene Kochsalz darf nur, in Gemäfsheit der mit der Regierung eines der andern kontrahirenden Staaten etwa abzuschliefsenden besonderen Verträge, in das Gebiet dieses letzteren Staates eingeführt werden. Auch findet der Durchgang nur auf den hiezu zu bestimmenden Strafsen, unter Beobachtung der zu verabredenden Kontrole-Mafsregeln, Statt.

f. Den Saline-Offizianten und konzessionirten Salz-Verkäufern soll es untersagt werden, wissentlich Salz an Unterthanen aus den anderen kontrahirenden Staaten zu verkaufen.

1830 g. Die Krämer und Kaufleute, welche Handel mit Kochsalz betreiben, dürfen dasselbe nur von den Salinen oder von den konzessionirten Salz-Verkäufern des eigenen Staates ankaufen, und die inländischen Konsumenten sich ebenfalls nur bei den Salinen und Salz-Verkäufern oder bei den erwähnten Krämern und Kaufleuten damit versehen.

Art. X. Die Spielkarten, deren Einführung vom Auslande verboten werden soll, werden von dem freien Verkehre ebenfalls ausgeschlossen; und damit um so weniger Defrauden hinsichtlich des Karten-Stempels eintreten können, wollen die kontrahirenden Staaten ihren Spielkarten-Fabrikanten den Absatz ungestempelter Spielkarten, sowohl in dem eigenen Gebiete, als in die Länder der anderen kontrahirenden Staaten, nicht gestatten, vielmehr solchen unter angemessenen und gleichmäfsigen Strafen verbieten.

Durch diese Bestimmung soll jedoch der Absatz ungestempelter Spielkarten in diejenigen kontrahirenden Staaten, in welchen kein Karten-Stempel besteht, so wie an die Stempel-Steuer-Administration des eigenen oder eines andern Staates nicht beschränkt seyn.

Art. XI. Die Regulirung und Erhebung der Durchgangs-Abgaben, mögen sie in einem ausdrücklich sobenannten Durchgangs-Zolle oder unter der Benennung von Ein- und Ausgangs-Zoll bestehen, bleibt für jetzt und bis zu etwaiger weitern Verständigung der einseitigen Anordnung jedes kontrahirenden Staates überlassen.

Die Erhebung einer Durchgangs-Abgabe soll hinsichtlich derjenigen Gegenstände Statt finden, welche vom Auslande in die kontrahirenden Staaten ein- und ohne in den freien Verkehr übergegangen zu seyn, von dort wieder in das Ausland geführt werden.

Dagegen soll eine Durchgangs-Abgabe von allen denjenigen Gegenständen nicht erhoben werden, welche entweder von dem Auslande kommen und zum Verbleiben in einem der kontrahirenden Staaten bestimmt sind, und daselbst den Eingangs-Abgaben unterliegen, oder überhaupt in den freien Verkehr

ıen, oder welche aus einem der kontrahirenden 1830
herstammen oder dort den Eingangs-Abga-
ıon unterlegen haben, und durch die anderen
, oder durch einen derselben, in einen der
irenden Staaten, oder in das Ausland gebracht

n denjenigen Gegenständen, welche aus dem
e durch einen der kontrahirenden Staaten mit
:stimmung, in einem anderen dieser Staaten
leiben, durchgeführt werden, und von denen
'alls die Durchgangs-Abgabe nach der obigen
ıung nicht erhoben werden darf, soll dieselbe
ahlt werden, sobald jene Gegenstände in dem
Staate nicht zur Abgaben-Entrichtung oder
freien Verkehr gelangen, sondern von dort,
auf einer Achse oder nach vorgängiger Um-
oder Lagerung, wieder in das Ausland ge-
:rden.

jenige Staat, aus welchem die Weiterversen-
folgt, hat in diesem Falle die fragliche Durch-
Abgabe nacherheben und an den oder die an-
etheiligten Staaten, durch welche jene Gegen-
ohne dieselbe erlegt zu haben, geführt sind,
ı zu lassen.

zur Sicherung der Durchgangs-Abgaben er-
hen Kontrole-Maſsregeln sollen demgemäſs
net, und es soll namentlich die gemeinsame
htung und Beeidigung der betreffenden Abga-
ıeber und sonstigen Offizianten auf die richtige
ıg und Ablieferung der Durchgangs-Abgaben,
für den eigenen Staat als für die anderen
renden Staaten, mit erstreckt werden.

:. XII. Auch die in den einzelnen Staaten be-
:n Wasser-Zölle bleiben von der Vereinigung
ılossen.

:. XIII. Ebenso unterliegen die Schiffahrts-
ı, die Lootsen-, Baaken-, Feuer-, Lasten-,
e-, Weg-, Pflaster-, Kanal-, Brücken-,
Schleusen- und Schlagten-Gelder, sowie die
Waage-, Krahn- und Niederlage-Gebüh-
ɔkal-Meſs-Unkosten und die sonstigen derar-

1830 tigen Abgaben, nicht der gemeinsamen, sondern nach wie vor der einseitigen Bestimmung jedes Staates, und sind daher auch fernerhin von demselben ausschliefslich zu beziehen

Die Einwohner aus den anderen kontrahirenden Staaten sollen aber in Hinsicht dieser Abgaben stets den Inländern gleich behandelt werden.

Art. XIV. Alle Verbrauchs-Abgaben werden im gemeinsamen Einverständnisse angeordnet, eingeführt und nach gleichmäfsigen Einrichtungen und Abgaben-Sätzen erhoben werden. Mit Vorbehalt der in dem künftigen Tarife zu benennenden sonstigen Gegenstände, sollen dieselben jedenfalls das in den kontrahirenden Staaten selbst erzeugte Bier sowie den Branntewein betreffen.

Die Verbrauchs-Abgabe von Branntewein wird nach der Menge der verbrauchten Maische festgesetzt, und sowohl dieserhalb als über die Art der Erhebung der Abgabe das Weitere verabredet werden.

Art. XV. Besondere Verbrauchs-Abgaben welche ein Staat in einzelnen Städten oder Gemeinden angeordnet hat, oder anordnen, oder den fraglichen Städten oder Gemeinden selbst bewilligen möchte, unterliegen auch fernerhin der einseitigen Bestimmung jedes einzelnen Staates.

Nur ist dabei stets von dem Grundsatze auszugehen, dafs die nach solchen Städten oder Gemeinden aus einem der anderen kontrahirenden Staaten gebrachten Gegenstände in keinem Falle mit einer höheren Verbrauchs-Abgabe belegt werden dürfen, als die inländischen Gegenstände der nämlichen Art, welche von den Bewohnern der fraglichen Städte oder Gemeinden selbst, oder von den übrigen Landes-Einwohnern produzirt oder fabrizirt sind.

Art. XVI. Alle Gegenstände, welche der zu verabredende gemeinschaftliche Abgaben-Tarif als abgabenpflichtig benennen wird, sind, sobald sie in den freien Verkehr gelangen, ohne Ausnahme zur Abgaben-Entrichtung heranzuziehen.

Inzwischen bleibt es jedem Staate überlassen, für die Bedürfnisse des Hauses des Landesherrn und der

lieder des Regentenhauses, für das Eigenthum 1830
ärtiger Souveraine und der Mediatisirten, für die
irfnisse der Gesandten und Geschäftsträger, so-
für Militair-Effekten, Steuer- und Zoll-Freipässe
rtheilen, oder Rückvergütung dieser Abgaben für
ige Rechnung zu bewilligen. Dabei soll der Regel
eine Rückvergütung der erlegten Abgaben eintreten,
die Ertheilung von Freipässen so viel wie mög-
eschränkt werden.

Der Betrag der erlassenenen oder zurückvergü-
Abgaben wird in solchen Fällen bei der Aus-
ung desjenigen Staate, von welchem der Er-
der die Rückvergütung verfügt ist, in Anrech-
gebracht.

Einfuhr-Erleichterungen für andere als die oben
hneten Gegenstände, können nur durch Rück-
tungen aus den eigenen Kassen desjenigen Staa-
welcher die Erleichterungen bewilligt, bewirkt
n.

RT. XVII. Einfuhr-Erleichterungen und Begün-
gen, welche ein Staat anderen, zu diesem Ver-
nicht gehörenden Staaten schon bewilligt oder
ichert hat, sollen ausgemittelt und festgesetzt
n, und es wird über deren etwaige Anrechnung
dere Verabredung Statt finden.

olche Einfuhr-Erleichterungen, welche einer
ontrahirenden Staaten, in Gemäfsheit der allge-
n Vereins-Verträge vom 24sten September 1828,
1ten Oktober 1829, und in Gemäfsheit der son-
auf den Grund dieser allgemeinen Vereins-Ver-
, abgeschlossenen Special-Konventionen, andern
llgemeinen Vereine gehörenden Staaten zugesi-
hat, sollen demselben zwar nicht allein zur Last
, sondern von sämmtlichen kontrahirenden vier
n übernommen werden; allein dergleichen Zu-
ndnisse sollen über die Dauer der jetzigen Ver-
hinaus ohne gemeinsames Einverständnifs nicht
gert werden.

RT. XVIII. Verträge mit anderen Staaten hin-
ch der gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs-
'erbrauchs-Abgaben, sollen künftig nur im Ein-

1830 verständnifse sämmtlicher kontrahirenden Staaten abgeschlossen werden.

Handels- und Schiffahrts-Verträge mit andern Staaten, welche auf den Ertrag der gemeinschaftlichen Abgaben keinen Einflufs haben, können dagegen auch künftig von jedem kontrahirenden Staate einseitig eingegangen werden.

Art. XIX. Entschädigungen für aufgehobene Lasten und Steuer-Rechte, welche Privaten oder Kommunen zu entrichten sind, sollen demjenigen Staate, welcher sie bewilligt hat oder bewilligen wird, allein zur Last fallen.

Art. XX. Jedem der kontrahirenden Staaten bleibt die Befugnifs vorbehalten, eine den Handels- und Gewerbs-Verhältnissen entsprechende Anzahl von steuerfreien öffentlichen und Privat-Niederlagen, jedoch unter Anordnung entsprechender gemeinschaftlicher Kontrole-Mafsregeln einrichten zu lassen.

Von den in diese Niederlagen aufzunehmenden Gegenständen sind nur die einseitig von jedem Staate zu bestimmenden, für den Gebrauch der Niederlagen und deren Verwaltung zu erlegenden Gebühren, so wie, wenn dieselben wieder in das Ausland gebracht werden, die festgesetzten Durchgangs-Abgaben zu entrichten. Den gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben aber unterliegen dieselben nur in dem Falle, wenn solche aus den Niederlagen in den freien Verkehr übergehen.

Das bei solchen Anstalten zu bestellende Niederlage- oder Packhofs-Personal, welches jedenfalls zur Sicherung der gemeinschaftlichen Abgaben für das Interesse des ganzen Vereins mit zu verpflichten ist, soll von dem betreffenden Staate ausschliefslich, das dabei etwa anzustellende Steuer- und Zoll-Personal aber aus den gemeinschaftlichen Aufkünften besoldet werden.

Art. XXI. Auf den Messen in den kontrahirenden Staaten soll der Verkehr in dem Mafse frei seyn, dafs von den auf die Messen gebrachten, aus den kontrahirenden Staaten herstammenden Gegenständen, welche in die kontrahirenden Staaten und in das Au

gesetzt werden, so wie von den aus dem Aus- 1830
auf die Messen geführten und wieder ins Aus-
gesetzten oder zurückkehrenden Gegenständen,
meinschaftlichen Eingangs-Abgaben nicht erho-
rden.

sgenommen von dieser Befreiung sind allein
en aus dem Auslande auf die Messen gebrach-
gabenpflichtigen Gegenstände, welche in die
irenden Staaten selbst abgesetzt werden und
inneren Verkehr übergehen.

rt. XXII. Sowohl die inländischen Gegen-
welche aus den kontrahirenden Staaten durch
sland wiederum in diese Staaten versendet wer-
ls auch die in gleichem Falle befindlichen aus-
en Gegenstände von denen die gemeinschaftli-
bgaben schon erlegt sind; ferner

nach auswärtigen Messen und Märkten ge-
n inländischen, sowie die im gleichen Falle be-
en ausländischen, bereits mit den gemeinschaft-
bgaben betroffenen Waaren und Gegenstände,
auf jenen Messen und Märkten nicht abgesetzt
ollen, unter Beobachtung der gemeinschaftlich
tzenden Sicherungs-Maſsregeln, bei ihrem
eingange in die kontrahirenden Staaten frei
trichtuug der Eingangs-Abgaben eingelassen

r. XXIII. Zur Erhebung der einzuführenden
chaftlichen Abgaben werden, sowohl im In-
er kontrahirenden Staaten, als an den Gren-
gen das Ausland, nach näher zu verabreden-
undsätzen, Erhebungs-Aemter oder Rezeptu-
chtet.

r. XXIV. Die Eingangs-Abgaben sind in der
von dem Erhebungs-Amte des Bestimmungs-
u erheben, und es haben demnach die Ein-
Aemter, insofern nicht besondere Umstände
ortige Erhebung der Abgaben nöthig machen,
n für die Sicherstellung derselben zu sorgen,
deren Entrichtung am Bestimmungs-Orte an-
n.

1830 Die angeordnete Ausgangs-Abgabe wird nach Willkür der Abgabe-Pflichtigen entweder von dem Erhebungs-Amte des Orts der Versendung oder von der Ausgangs-Gränz-Rezeptur erhoben.

Art. XXV. Die Verwaltung wird von jedem Staate innerhalb seines Gebietes, und in Gemäfsheit der desfallsigen gemeinsamen Bestimmungen, angeordnet und geleitet, und es hat jede Regierung die zu erlassenden Verordnungen, Verfügungen und Instruktionen über das gemeinschaftliche Zoll- und Steuerwesen in ihrem Namen zu verkündigen.

Da die kontrahirenden Staaten gegenseitig dabei betheiligt sind, dafs die verabredeten Bestimmungen allenthalben gehörig und gleichmäfsig in Vollziehung gesetzt werden, so bleibt es jedem derselben vorbehalten, sich von der Ausführung der bestehenden Vorschriften Ueberzeugung zu verschaffen, und zu dem Ende bei der mit der Verwaltung beauftragten Central-Behörde jedes kontrahirenden Staates einen Bevollmächtigten anzustellen.

Die Befugnisse und Pflichten dieser Bevollmächtigten sollen durch gemeinschaftliche Verabredung bestimmt werden.

Art. XXVI. Das zur Verwaltung, Erhebung, Kontrole und Aufsicht etc. erforderliche Personal wird von jedem der kontrahirenden Staaten innerhalb der Gränzen seines Gebietes ausschliefslich bestellt und verpflichtet, und ist nur den Gesetzen des betreffenden Staates, von welchem es angestellt worden, unterworfen. Durch den von demselben abzustattenden, gemeinschaftlich zu normirenden Dienst-Eid soll dasselbe verpflichtet werden, das Interesse des gesammten Vereins ebenso wie das Interesse des eigenen Staates wahrzunehmen.

Art. XXVII. Die Besoldungen des anzustellenden Personals und die sonst zu verwendenden Administrations-Kosten werden gemeinschaftlich verabredet, und nebst den Ausgaben für die erforderlichen Schreibmaterialien und solche Drucksachen, für welche keine besondere Vergütung erfolgt, von den Gesammt-Aufkünften des Vereins bestritten.

Dagegen hat jeder Staat die Ausgaben, welche 1830
die Central-Zoll- und Steuer-Verwaltung in jedem Staate und die Leitung dieser Angelegenheit bei der höchsten Staats-Behörde veranlassen wird, imgleichen die Pensionen, so wie die Kosten für die nach gemeinschaftlicher Verabredung erforderliche Anschaffung von Lokalen, Erbauung und Erhaltung der nöthigen Gebäude und Anschaffung und Erhaltung des Inventars an Amts-Requisiten und Geräthschaften einseitig zu übernehmen.

Art. XXVIII. Taggelder und Reisekosten, so wie etwaige Vergütungen für das Wägen der zur Versteuerung gelangenden Gegenstände, für ertheilte Bescheinigungen, für Plomben, Siegel, Visirungen, Vermessungen, Eichungen und sonstige nicht in die öffentlichen Kassen fliefsenden Gebühren sollen gemeinsam verabredet und festgesetzt werden.

Art. XXIX. Jeder der kontrahirenden Staaten verpflichtet sich, für die Diensttreue der von ihm angestellten Zoll- und Steuer-Offizianten in der Art zu haften, dafs Ausfälle, welche durch Dienst-Untreue oder Dienst-Vernachlässigung eines solchen Beamten entstehen, der Gesammtheit von demjenigen Staate, welcher den Beamten angestellt hat, zu ersetzen sind.

Ebenso hat jeder Staat für die gehörige Bewahrung der aufgekommenen Einnahmen und für die Sicherheit der in seinem Gebiete vorhandenen Kassen einzustehen, und die etwa entstehenden Verluste allein zu tragen.

Art. XXX. Wegen Untersuchung und Bestrafung der Vergehen gegen die Gesetze über die gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben, so wie wegen Vollziehung der Erkenntnisse, sollen gleichmäfsige Bestimmungen verabredet werden.

Die Untersuchung und Bestrafung soll vorzugsweise zur Kompetenz desjenigen Gerichts gehören, in dessen Bezirke die Vergehen entdeckt, und entweder die Thäter ertappt, oder die Gegenstände, mit denen die Uebertretung begangen worden, angehalten sind.

1830 Die Gerichte haben die Uebertreter der erwähnten Abgaben-Gesetze auf Erfordern gegenseitig zu sistiren und bei solchen Untersuchungen überhaupt den sonstigen Requisitionen der kompetenten Gerichte in den kontrahirenden Staaten gegenseitig Genüge zu leisten.

Art. XXXI. Das Begnadigungs- und Straf-Verwandlungs-Recht wird von jedem Staate in seinem Gebiete ausgeübt.

Die Zoll- und Steuer-Strafen und konfiszirten Gegenstände oder deren Werth, sollen, mit Vorbehalt der Antheile der Denunzianten, demjenigen Staate verbleiben, in welchem über die Vergehen erkannt ist, von diesem aber, so weit es nöthig erscheint, zur Unterstützung der Steuer- und Zoll-Bedienten verwandt werden.

Der Betrag der defraudirten Abgaben soll jedoch in die gemeinschaftliche Kasse fliefsen.

Art. XXXII. Der Gesammt-Betrag der gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben wird, nach Abzug der Kosten für die Verwaltung, unter den kontrahirenden Staaten nach den Verhältnisse der Bevölkerung vertheilt und es soll zu dem Ende die Bevölkerung alle sechs Jahre nach gleichmäfsigen Grundsätzen ausgemittelt und der wirkliche Stand derselben am 1sten Januar des betreffenden Jahres zum Grunde gelegt werden.

Art. XXXIII. Die von den Erhebungs-Aemtern eines jeden Staates bezogenen Abgaben kommen gegenseitig in Anrechnung. Es soll darüber nicht nur von drei zu drei Monaten vorläufige Abrechnung aufgestellt und darnach einstweilige Auszahlung vorgenommen, sondern auch vor dem Ablaufe des Kalender-Jahres für die Zeit bis Ende Junius jedes Jahrs, die erforderliche definitive Ausgleichung bewirkt und das etwaige Guthaben des einen oder anderen Staates sofort von den übrigen betreffenden Staaten baar herausbezahlt werden.

Zur Erleichterung der Ausgleichung soll entweder der Anfang des Rechnungs-Jahres auf den 1sten Julius festgesetzt, oder der halbjährliche Abschlufs der

Frage kommenden Abgabe-Rechnungen auf den 1830
ten Januar und 1sten Julius jedes Jahres angeordnet
rden.

Art. XXXIV. In jedem Jahre wird eine aus
vollmächtigten der kontrahirenden Staaten beste-
nde Central-Kommission zusammentreten, um die
chweisungen über den Statt gehabten Ertrag der
meinschaftlichen Abgaben auszumitteln, die Aus-
eichung und Vertheilung festzustellen und alle nöthig
heinenden Anordnungen und Entscheidungen, nach
ıfgabe der weiteren Verabredungen zu treffen, oder
n Regierungen zur Genehmigung vorzulegen.

Art. XXXV. In Beziehung auf das Zoll- und
gaben-Wesen soll in den kontrahirenden Staaten
eichförmigkeit der Münze, des Maſses und Gewichts-
rabredet und eingeführt, bis dahin aber eine mögh-
hst genaue Reduktion der verschiedenen Münzen,
ıſse und Gewichte vorgenommen werden.

Art. XXXVI. Die kontrahirenden Staaten ver-
rechen sich gegenseitig Unterstützung in der Sicher-
ellung derjenigen besonderen Abgaben, welche der
ne oder der andere angeordnet hat, oder etwa noch
ordnen möchte.

Auch können die bei der Verwaltung der gemein-
haftlichen Abgaben angestellten Beamten, so weit
ihr Dienst mit sich bringt und gestattet, nach vor-
ngiger Verabredung zu der Erhebung und Kontro-
ung jener besonderen Abgaben mit angewiesen
rden.

Art. XXXVII. Handel- und Gewerbtreibende
s einem der kontrahirenden Staaten sollen in Bezie-
ng auf ihr Gewerbe in den übrigen kontrahirenden
aaten wie die eigenen Unterthanen behandelt, und
rt keiner Abgabe unterworfen werden, welcher nicht
ch die eigenen Unterthanen des Staats, in welchem
s Gewerbe ausgeübt wird, in den nämlichen Fällen
terliegen. Namentlich sollen Handeltreibende und
andels- und Fabrik-Reisende aus einem der kon-
ıhirenden Staaten in Beziehung auf ihre Handels-
d Fabrik-Geschäfte in den anderen dieser Staaten
der Entrichtung einer Gewerbe- oder sonstigen

1830 derartigen Steuer oder Abgabe nicht herangezogen werden, wenn sie selbst oder ihre Prinzipale in demjenigen Staate, welchem sie angehören, schon Abgaben entrichten, welche nach dessen Ermessen ihren Gewerbs-Verhältnissen entsprechen.

Art. XXXVIII. Auch wollen sich die kontrahirenden Staaten über gleichmäfsige Vorschriften zu einer zweckmäfsigen Beschränkung des Hausir-Handels vereinigen.

Art. XXXIX. Es sollen sofort Kommissarien der kontrahirenden Staaten zusammentreten um die zur Ausführung der vorstehenden Bestimmungen weiter erforderlichen Verabredungen zu treffen und die Ausarbeitung der zu erlassenden Zöll- und Steuer-Gesetze, so wie der damit in Verbindung stehenden organischen Verfügungen, Instruktionen und Anordnungen vorzunehmen.

Art. XL. Die Dauer dieses Vertrages wird vorläufig bis zum Ablaufe des Jahres 1841 bestimmt, und es soll hiernächst über die Verlängerung desselben weitere Verabredung eintreten.

Sollten sämmtliche deutschen Bundes-Staaten sich über gemeinsame Mafsregeln in Beziehung auf die Eingangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben vereinigen, so soll der Verein von der Zeit an, von welcher die Beschlüsse der Bundes-Versammlung in Wirksamkeit treten, wieder aufgelöst werden.

Ebenso sollen, wenn die Deutschen Bundes-Staaten über den freien Handel und Verkehr mit Lebensmitteln gemeinsame Mafsregeln verabreden, diese Verabredungen statt der von dem Vereine desfalls zu treffenden besonderen Bestimmungen zur Ausführung kommen.

Art. XLI. Dieser Vertrag soll in vier gleichlautenden Original-Exemplaren ausgefertigt, und den Allerhöchsten und Höchsten Höfen unverzüglich zur Ertheilung der Ratifikationen vorgelegt werden, deren Auswechselung längstens binnen sechs Wochen Statt finden wird.

Urkundlich ist vorstehender Vertrag von sämmt- 1830
hen Bevollmächtigten unterzeichnet und mit ihren
appen besiegelt worden.

So geschehen Einbeck, am sieben und zwanzig-
n März Eintausend achthundert und dreifsig.

zchn. Aug. Ludw. Otto *Freiherr* Grote.

Ernst Friedr. Georg Hüpeden.

Carl Friedrich von Kopp.

Friedrich Meisterlin.

Carl Friedrich Ferdinand Suden.

Aug. Philipp Christian Theodor v. Amsberg.

44.

1830 *Convention entre Sa Majesté le Ro de Danemarc et les Etats-Unis d'A mérique, signée à Copenhague le* 28 *Mars* 1830.

(*Sur copie officielle.*)

Sa Majesté le Roi de Danemarc et les Etats-Unis d'Amérique, désirant également mettre fin aux discussions qui se sont élevées, de part et d'autre, à l'égard de réclamations et prétensions formées par les sujets du Danemarc et les citoyens des Etats-Unis ayant pour motif la saisie, détention, condamnation ou confiscation de leurs navires, cargaisons ou propriétés quelconques, dans les territoires ou sous l'autorité des gouvernements respectifs, — ont nommé à cet effet et muni de Leurs Pleins-pouvoirs, — à savoir Sa Majesté le Roi de Danemarc le Sieur *Ernest Henri Comte de Schimmelmann*, chevalier de l'Ordre de l'Eléphant, Grand-Croix de celui de Dannebrog, décoré de la Croix d'argent du même Ordre, Son Ministre intime d'Etat, Chef de Son Département des Affaires Etrangères etc., et le Sieur *Paul Chrétien de Stemann*, chevalier de l'Ordre de l'Eléphant, Grand-Croix de celui du Dannebrog, décoré de la Croix d'argent du même ordre, Son Ministre intime d'Etat et de Justice, Président de la Chancellerie Danoise etc.; — et le Président des Etats-Unis d'Amérique, par et avec l'avis et le consentement du Sénat, le Sieur *Henri Wheaton*, Chargé d'affaires des dits Etats-Unis prés la Cour de Sa Majesté le Roi de Danemarc etc., lesquels Plénipotentiaires après avoir échangé leurs Pleins-pouvoirs, qui furent trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivans.

Art. I. Sa Majesté le Roi de Danemarc renonce aux indemnités qui pourraient être réclamées du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour des sujets Danois, à cause des saisies, détentions, condamna-

44.

'ention between His Majesty the 1830
r of Denmark and the United
's of America, signed at Copen-
gen, the 28 of March 1830.

(*Sur copie officielle.*)

Majesty the King of Denmark and the United of America, being equally desirous of termi- the discussions which have taken place between in respect to the claims and pretensions form- the subjects of Denmark and the citizens of ited States, having for their object the seizure, on, condemnation or confiscation of their ves- cargoes or property whatsoever, within the y or under the authority of the respective Go- nts, — have named for this purpose and fur- with Their full powers: that is to say, His the King of Denmark, the Sieur *Ernest Count de Schimmelmann*, Knight of the of the Elephant, Grand-Cross of the Order nebrog, decorated with the silver-Cross of the Order, His Minister (intime) of State, Chief Departement of foreign Affairs etc., and the *Paul Christian de Stemann* Knight of the Or- the Elephant, Grand-Cross of the Order of rog, and decorated with the silver Cross of ne Order, His Minister (intime) of State and ice, President of His Danish Chancery etc.; President of the United States of America, with the advice and consent of the Senate, *Wheaton*, Chargé d'Affaires of the said Uni- tes at the Court of His Majesty the King of rk etc.; and the said Plenipotentiaries, after exchanged their full powers, found in good e form, have agreed upon and concluded the g Articles. —

T. I. His Majesty the King of Denmark re- the indemnitities, which might be claimed from vernment of the United States of America for jects of Denmark, on account of the seizure,

1830 tions ou confiscations de leurs navires, cargaisons ou propriétés quelconques sous l'autorité dudit gouvernement, et Sa Majesté S'engage en outre à payer au dit gouvernement la somme de Six-Cent-Cinquante Mille Piastres, en faveur des citoyens des Etats-Unis qui ont élevé des réclamations au sujets de la saisie, détention, condamnation ou confiscation de leurs navires, cargaisons ou propriétés quelconques, par les vaisseaux de guerre et armateurs ou par les tribunaux du Danemarc, ou dans les Etats soumis au Sceptre Danois.

Art. II. L'acquittement de la somme de Six-Cent-Cinquante-Mille Piastres se fera de la manière et aux termes suivans:

Le 31. Mars 1831 — Deux-Cent-Seize-Mille-Six-Cent-Soixante-Six et deux-tiers de Piastres

Le 30 Septembre 1831 — Deux-Cent-Seixe-Mille-Six-Cent-Soixante Six et deux-tiers de Piastres.

Le 30 Septembre 1832 — Deux-Cent-Seize-Mille-Six-Cent-Soixante-Six et deux-tiers de Piastres.

Au second terme de payement seront ajoutés les intérêts pour cette somme et pour celle à payer au dernier terme, de 4% par an, à compter depuis le terme du premier payement, du 31 Mars 1831.

Au troisième terme seront également ajoutés les intérêts pour cette dernière somme, de 4% par an, à compter du second terme, du 30 September 1831.

Les sommes ci-dessus spécifiées en Piastres seront acquittées par des lettres de change, à 15 jours de vue, payables à Hambourg pour le payement desquelles le Gouvernement Danois restera responsable.

En même tems que le payement du premier terme, du 31 Mars 1831, aura lieu, deux obligations qui corrésponderont aux deux derniers termes ci-dessus indiqués, pour le capital et les intérêts, seront émises par la Direction de la dette d'Etat et du fond d'amortissement du Danemarc, à l'ordre du Département des Affaires Etrangères du Danemarc, et transportées au Gouvernement des Etats-Unis. En vertu de ces obligations Sa Majesté le Roi de Danemarc Se reconnaîtra comme débiteur des sommes point encore

tion, condemnation or confiscation of their ves- 1830
cargoes or property whatsoever, under the au-
ty of the said Government, and His Majesty en-
s moreover to pay to the said Government the
of Six Hundred and Fifty Thousand Spanish
d Dollars, on account of the citizens of the Unit-
States, who have preferred claims relating to the
ure, detention, condemnation or confiscation of
vessels, cargoes or property whatsoever by the
lic and private armed ships, or by the tribunals of
mark, or in the States subject to the Danish Sceptre.

Art. II. The payment of the above sum of Six
ndred and Fifty Thousand Spanish milled Dollars
all be made in the times and manner following:

On the 31t. March 1831 — Two Hundred and Sixteen Thousand Six Hundred and Sixty Six Dollars and two thirds of a Dollar.

On the 30th. September 1831 — Two Hundred and Sixteen Thousaud Six Hundred and Sixty Six Dollars and two thirds of a Dollar.

On the 30th. September 1832 — Two Hundred and Sixteen Thousand Six Hundred and Sixty Six Dollars and two thirds of a Dollar.

To the second payment shall be added the interest r that, and for the last payment, at four per entum per annum, to be computed from the first yment on the 31t. March 1831.

To the third payment shall also be added the terest for that payment, at four per centum per nnum, to be computed from the second payment, the 30th. September 1831.

The above sums, thus specified in Spanish milled ollars, shall be paid in bills of exchange, of fifteen ys sight, at Hamburg; for the payment of which e Danish Government shall be responsible. —

At the time when the first payment shall be made, the 31t March 1831, two obligations, corresponding the two Last payments to be effected, for the catal and the interest thereof, shall be issued by the iréction for the public debt and the sinking fund of enmark, to the order of the Departement of foreign Iairs of Denmark, and assigned to the Government the United States. — By the said obligations, His ajesty the King of Denmark shall acknowledge

1830 payées au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, et elles seront délivrées à celui ou à ceux qui seront dûment autorisés à cet effet par ledit Gouvernement. Quand l'acquittement de ces obligations s'effectuera dans les termes, qu'elles sont remboursables de la part du Gouvernement Danois, la personne ou les personnes, dûment autorisées par le Gouvernement des Etats-Unis, pour recevoir le payement signeront et remettront en même tems ces obligations munies des quittances dudit Gouvernement.

Art. III. Pour déterminer le montant prétendu et la validité des réclamations des citoyens des Etats-Unis mentionnées dans l'article I. une Commission composée de trois citoyens des Etats-Unis, sera nommée par le Président, par et avec l'avis et le consentement du Sénat; ces commissaires s'assembleront à Washington, et avant que deux ans, à compter du jour de leur première séance, se seront écoulés, ils doivent avoir reçu toutes ces réclamations, et avoir examiné et décidé leur montant et leur validité, d'après les circonstances spéciales de chaque cas, la justice, l'équité et le droit des gens. —

Les Commissaires prêteront serment ou donneront des affirmations à insérer dans le journal de leurs procédés, qu'ils rempliront fidèlement et assidument leurs devoirs.

En cas de décès, de maladie ou d'absence indispensable d'un des Commissaires, sa place sera remplie par la nomination d'un autre Commissaire, de la manière susmentionnée, ou durant les vacances du Sénat, par le Président des Etats-Unis.

Les Commissaires seront autorisés à se faire rendre compte et à examiner chaque question relative à ces réclamations, et à se faire donner, sous serment ou affirmation, tous les témoignages convenables et authentiques qui les concernent.

Afin de faciliter les travaux de cette Commission Sa Majesté le Roi de Danemarc S'engage, lorsque la requisition en sera faite, outre les documens déjà remis, à faire délivrer à celui ou à ceux qui seront dûment autorisés à cet effet par le Gouvernement des Etats-Unis, tous les actes, documens, papiers de bord et pièces de procès qui pourraient encore se trouver dans les Archives de la Haute Cour d'Amirauté ou des Tribunaux de prises du Danemarc, relative-

nself debtor for the sums not yet paid to the Go- 1830
ment of the United States of America, and the
e shall be delivered to such person or persons, as
be authorized to receive the same by the said
ernment; — and when the said obligations are
e discharged, according to the tenour thereof
the Danish Government, the person or persons
orized by the Government of the United States
eceive the stipulated payments, shall deliver up
said obligations, with receipts, for the amount
eof, from the said Government. —

Art. III. To ascertain the full amount and va-
y of the claims mentioned in Article I. a Board of
missioners, consisting of three citizens of the Unit-
States, shall be appointed by the President, by
with the advice and consent of the Senate, who
ll meet at Washington, and within the space of
years from the time of their first meeting, shall
ive, examine and decide upon the amount and
dity of all such claims, according to the merits
the several cases and to justice, equity and the
of nations.

The commissioners shall take an oath or affirma-
to be entered in the journal of their proceedings,
the faithful and diligent discharge of their duties.
In case of the death, sickness or necessary ab-
ce of any commissioner, his place may be supplied
the appointment of another commissioner, in the
ner before mentioned, or, during the recess of
Senate, by the President of the United States. —
The commissioners shall be authorized to hear and
mine, on oath or affirmation, every question rela-
to such claims and to receive all suitable, authen-
testimony concerning the same.

In order to facilitate the proceedings of their
ard His Majesty the King of Denmark engages,
en thereunto required, to cause to be delivered to
person or persons, who shall be duly authorized
that purpose by the Government of the United
tes, in addition to the papers already delivered,
the acts, documents, ship's papers and prize pro-
dings, which may still remain in the Archives of
High-Court of Admiralty or the Prize Tribunals

1830 à la saisie, détention, condamnation ou confiscation des navires, cargaisons ou propriétés quelconques des citoyens des Etats-Unis d'Amérique par des ces tribunaux.

Ladite Commission adjugera et fera distribuer entre les différentes parties, dont elle admettra les réclamations, les sommes mentionnées dans l'Article et XI. dans la proportion et prorata à leurs réclamations respectives qui auront été ainsi admises. —

Art. IV. Moyennant les rénonciations et payements mentionnés dans l'Article I et XI. de la part de Sa Majesté le Roi de Danemarc, le Gouvernement des Etats-Unis déclare qu'il se regarde comme entièrement satisfait, non seulement pour ce qui Le concerne, mais aussi pour ce qui concerne les citoyens desdits Etats, à raison des réclamations mises en avant jusqu'ici, et qui pourraient être élevées à l'avenir, ayant pour objet la saisie, détention, condamnation ou confiscation de leurs navires, cargaisons ou propriétés quelconques qui, dans la dernière guerre maritime du Danemarc, ont eu lieu sous le pavillon de Danemarc, ou dans les Etats soumis au Sceptre Danois; et lesdites réclamations reront par conséquent regardées comme définitivement et irrévocablement terminées. —

Art. V. L'intention des deux Hautes Parties Contractantes étant uniquement de déterminer définitivement et irrévocablement toutes les réclamations qui jusqu'ici ont eu lieu, Elles déclarent expressement que la présente Convention n'est applicable qu'aux cas désignés, et que, n'ayant d'autre but, elle ne saura jamais, de part ou d'autre, dans l'avenir être invoquée comme un précédent ou comme règle pour le futur.

Art. VI. La présente Convention sera dûment ratifiée par les Hautes Parties Contractantes, et les Ratifications seront échangées à Washington, dans l'espace de 10 mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, et en vertu de nos Pleins-pouvoirs respectifs, nous avons signé la présente Convention et y fait apposer les sceaux de nos Armes.

Fait à Copenhague ce 28 jour de Mars 1830.

Signé E. Gr. Schimmelmann.

Stemann.

Henry Wheaton

mark, relating to the seizure, detention, con- 1830
ion or confiscation of the vessels, cargoes or
y whatsoever, belonging to the citizens of the
States of America, before the said tribunals.
e commissioners shall award, and cause to be
ted among the several parties, whose claims
e allowed by the Board, the sum mentioned
cle I and XI. in a rateable proportion to the
of the respective claims thus allowed.

r. IV. In consideration of the renunciations
yments mentioned in Article I. and XI. on the
His Majesty the King of Denmark, the Go-
nt of the United States, declares Itself enti-
isfied, not only in what concerns the said Go-
nt, but also in what concerns the citizens of the
nited States, on account of the claims hitherto
d or which may hereafter be preferred relating
seizure, detention, condemnation or confisca-
their vessels, cargoes or property whatsoever,
n the last maritime war of Denmark have ta-
ce, under the flag of Denmark or in the Sta-
ect to the Danish Sceptre; and the said claims
sequently be regarded as definitively and irre-
terminated

r. V. The intention of the two High Contrac-
rties being solely to terminate definitively and
bly all the claims, which have hitherto been
d, They expressly declare, that the present
ion is only applicable to the cases therein
ed, and having no other object, can never
r be invoked, by one party or the other, as
dent or rule for the future,

. VI. The present Convention shall be duly
by the High Contracting Parties, and the Ra-
s shall be exchanged at Washington, in the
ten months, or sooner if possible.

faith thereof and in virtue of our respective
ers, we have signed the present Convention
e thereunto set the seals of our Arms.

at Copenhagen, their 28th day of March 1830.

(*Signed*) E. Gr. Schimmelmann.
Stemann.
Henry Wheaton.

45.

1830 *Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction ou de traite foraine entre l'Hanovre et le canton de Berne, publiée à Hanovre le 29. Mars 1830.*

(*Gesetzsammlung für das Königreich Hannover* 1830. Abthl. 1. No. 2. p. 7.)

Demnach das Königliche Kabinets-Ministerium m der Regierung der Stadt und Republik Bern übere gekommen ist, dafs das Abzugs- oder Abschofs-Rec zwischen beiden Staaten zu Gunsten ihrer Unterthan es betreffe nun Mittel, die von solchen oder v Fremden in dem jenseitigen Gebiete erworben worde als völlig aufgehoben betrachtet werden soll: so wi solches hiemit zur allgemeinen Kunde gebracht, u haben demzufolge sämmtliche Obrigkeiten des Kön reichs das Vermögen, welches in den Kanton B vererbt oder sonst ausgeführt wird, frei von allem A zug oder Abschofs verabfolgen zu lassen.

Hannover, den 29sten März 1830.

Königliche Grofsbritannisch - Hannoversche zu Kabinets - Ministerio verordnete General - Gouv neur und Geheime - Räthe.

Bremer.

46.

Déclaration entre la Grande Bretagne et le grand duché d'Oldenbourg concernant l'abolition du droit de détraction entre les deux pays, publiée le 3 Avril 1830.

1830

(*Oldenburgische Anzeigen* No. 29. den 10ten April 1830.)

Nachdem in Betreff einer wechselseitigen Aufhebung des Abschofs-Rechts zwischen dem vereinigten Königreiche Grofsbritannien und Irland und dem Grofsherzogthum Oldenburg von dem Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten Seiner Grofsbritannischen Majestät die Versicherung ertheilt worden:

dafs es den Grofsherzoglich Oldenburgischen Unterthanen frei stehe, ihr Eigenthum aus dem vereinigten Königreiche Grofsbrittannien und Irland wegzuziehen, ohne dafs sie gehalten sind, bei dem Wegzuge desselben, wegen ihrer Eigenschaft als Ausländer, irgend eine Gebühr, und namentlich irgend eine andere Gebühr, als eine solche zu bezahlen, zu deren Erlegung die Unterthanen Seiner Grofsbritannischen Majestät gleichfalls verpflichtet sind:

ist dagegen von Seiten des Grofsherzoglichen Staatsministeriums die Erklärung abgegeben:

dafs es Seiner Grofsbritannischen Majestät Unterthanen in dem vereinigten Königreich Grofsbritannien und Irland frei stehe ihr Eigenthum aus dem Grofsherzogthum Oldenburg hinwegzuziehen, ohne dafs sie gehalten seyn, bei dem Wegzug desselben wegen ihrer Eigenschaft als Ausländer irgend eine Gebühr, und namentlich irgend eine andere Gebühr, als eine solche zu bezahlen, zu deren Erlegung die Grofsherzoglichen Unterthanen gleichfalls verpflichtet sind.

Diese zwischen den beiderseitigen Gouvernements getroffene Vereinbarung wird in Gemäfsheit Höchsten

1830 Rescripts vom 27sten v. M. hiedurch zur Kenntniſs der hiesigen Behörden und Unterthanen gebracht, jedoch dabei ausdrücklich bemerkt, daſs dieselbe sich nicht auf die Groſsbritannischen Kolonien auſserhalb Europa erstreckt, als welche in dieser Hinsicht jede ihre besondere Verfassung und Gesetzgebung haben, gegen welche daher auch in jedem besondern Fal diesseits ein dem ihrigen gleiches Verfahren zu beobachten ist.

Oldenburg, den 3ten April 1830.

MENZ. ZEDELIUS.

47.

Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre le Danemarc et l'Autriche, publiée à Copenhague le 2 Juin 1830.

(*Kopenhagen, gedruckt bei dem Direktor Jens Hostrup Schulz, Königlichem und Universitäts-Buchdrucker.*)

Nachdem Ihre Königliche Majestät zu Dännemark etc. mit Ihro Kaiserlich-Königlichen Majestät von Oesterreich etc. dahin übereingekommen sind, so wie solches bereits zufolge des 18ten Art. der Deutschen Bundes-Akte vom 8ten Juni 1815, und des Beschlusses der Deutschen Bundes-Versammlung vom 23sten Juni 1817, in Rücksicht der Herzogthümer Holstein und Lauenburg, so wie der Kaiserlich-Oesterreichischen zum Deutschen Bunde gehörigen Lande geschehen, gegenseitig den Abschoſs und das Abfahrts-Geld zwischen Ihren beiderseitigen Staaten überhaupt aufzuheben, so wird jetzt hiedurch im Namen Seiner Majestät des Königs von Dännemark erklärt, daſs:

1. Bei keinem Vermögens-Ausgang aus dem Königreiche Dännemark und dem Herzogthum Schleswig in die sämmtlichen Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Staaten im Allgemeinen, oder aus den Herzogthü-

mern Holstein und Lauenburg in die nicht zum Deutschen Bunde gehörigen Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Lande, so wie aus den sämmtlichen Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Staaten im Allgemeinen in das Königreich Dännemark und Herzogthum Schleswig, oder aus den nicht zum Deutschen Bunde gehörigen Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Landen in die Herzogthümer Holstein und Lauenburg, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung oder Erbschaft oder Legat oder Brautschatz oder Schenkung oder auf andere Art ergeben, soll irgend ein Abschofs (gabella hereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden, nur diejenigen allgemeinen Gaben ausgenommen, welche mit einem Erbschafts-Anfall, Legat, Verkauf etc. verbunden sind, und ohne Unterschied, ob das Vermögen im Lande bleibt oder hinausgezogen wird, ob der neue Besitzer ein Inländer oder ein Fremder ist, bisher in den Königlich Dänischen und in den Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Staaten haben entrichtet werden müssen, wie z. B. Erbschaftssteuern, Stempelabgaben, Zollabgegen und dergleichen. 1830

2. Die vorstehend bestimmte Freizügigkeit soll sich jedoch, unbeschadet desjenigen, was in Ansehung der zu dem Deutschen Bunde gehörigen beiderseitigen Provinzen durch die Bundesakte und die Bundesbeschlüsse diesfalls festgesetzt ist, nur auf denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die Landesherrlichen Kassen fliefsen würden, erstrecken, und werden den Individuen, Kommünen und öffentlichen Stiftungen die ihnen zustehenden Abzugsrechte reservirt.

3. Die Bestimmungen der obstehenden Art. I. und II. sollen vom Tag der Auswechselung gegenwärtiger Erklärung gegen eine entsprechende Erklärung des Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Hofes *) in Wirksamkeit treten, und in allen Vermögens-Exportationsfällen Anwendung finden, wo der Vermögens Abzug wirklich noch zu geschehen hat.

4. Die Freizügigkeit, welche im obigen 1sten, 2ten 3ten Art. bestimmt ist, soll sich nur auf das Ver-

*) Diese Auswechselung hat am 3ten Juni 1830 Statt gefunden.

1830 mögen beziehen. Es bleiben demnach, ungeachtet dieses Uebereinkommens, diejenigen Königlich Dänischen und Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, und sollen diejenigen gesetzlichen Gebühren entrichtet werden, welche die Person des Auswandernden, seine persönlichen Pflichten und seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen.

Es wird auch für die Zukunft in dieser Materie der Gesetze über die Pflicht zu Kriegsdiensten und über die persönlichen Pflichten des Auswandernden keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regierungen in Ansehung der Gesetzgebung in den respektiven Staaten beschränkt.

Gegenwärtige auf allerhöchstgedachter Ihro Königlichen Majestät zu Dännemark etc. allergnädigsten Befehl, unter vorgedrucktem Königlichen Insiegel ausgestellte Deklaration, soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung Kraft und Wirksamkeit in dem Königreiche Dännemark und den Herzogthümern Schleswig, Holstein und Lauenburg haben.

So geschehen zu Kopenhagen den 2ten Juni 1830.

E. *Graf* Schimmelmann.

48.

Convention entre le général en chef de l'armée françoise et Son Altesse le dey d'Alger, concernant la reddition de la ville d'Alger, signée le 5 Juillet 1830

(*Journal de Francfort* 1830. No. 198.)

Le fort de la Casauba, tous les autres forts qui dépendent d'Alger et le port de cette ville, seront remis aux troupes françoises, ce matin, à dix heures (heure françoise). Le général en chef de l'armée françoise s'engage envers S. A. le dey d'Alger, à lui

laisser la liberté et la possession de ce qui lui appar- 1830
tient personnellement.

Le dey sera libre de se retirer avec sa famille et ce qui lui appartient, dans le lieu qu'il fixera; et tant qu'il restera à Alger, il y sera, lui et toute sa famille, sous la protection du général en chef de l'armée françoise, une garde garantira la sûreté de sa personne et celle de sa famille.

Le général en chef assure à tous les soldats de la milice les mêmes avantages et la même protection.

L'exercice de la réligion mahométane restera libre; la liberté des habitans de toute classe, leur réligion, leurs propriétés, leur commerce et leur industrie ne recevront aucune atteinte, leurs femmes seront respectées; le général en chef en prend l'engement sur l'honneur.

L'échange de cette convention sera fait avant dix heures, ce matin, et les troupes françoises entreront aussitôt dans la Causauba et successivement dans tous les autres forts de la ville et de la marine.

Au camp, devant Alger, le 5 Juillet 1830.

Comte DE BOURMONT

(*Ici le dey a appliqué son sceau*)

Le lieutenant-général, chef de l'état-major-général.

DESPREZ.

49.

Convention entre la Hesse électorale, le royaume de Saxe et le grand duché de Saxe-Weimar concernant la réduction des droits d'entrée de certaines marchandises, publiée le 10 *Juillet* 1830.

(*Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen.* 1830. Nr. 10. pag. 117.)

In Folge allergnädigster Genehmigung Seiner Königlichen Hoheit des Kurfürsten haben mit dem König-

1830 reiche Sachsen und dem Grofsherzogthume Sachsen-Weimar zur Beförderung des gegenseitigen Gewerbs-Verkehres Verabredungen Statt gefunden, wonach einige Ermäfsigungen der jedesmaligen Eingangs-Abgaben zugestanden worden sind, nämlich

1. im Königreiche Sachsen ein Nachlafs von 25 Prozent oder einem Viertel an den Eingangs-Abgaben, mit Einschlufs der Leipziger Mefs-Abgaben, für die nachbenannten kurhessischen Fabrikate:

   1. Leder und Lederwaaren,
   2. Tuch und andere wollene Waaren,
   3. Eisen- und Stahlwaaren,
   4. Leinwand,
   5. halbseidene Waaren,
   6. seidene Bänder,
   7. Wachstuch,
   8. grobe kurze Waaren,
   9. Blechwaaren,
   10. chemische Präparate,
   11. Spitzen und
   12. Hüte;

2. in Kurhessen ebenfalls ein Nachlafs, von 25 Prozent an der Eingangs-Abgabe (Lizent)

   A. für folgende Fabrikate aus dem Königreiche Sachsen:

   1. Porzellan und Fayence,
   2. grobe Eisengufswaaren,
   3. Töpfergut und Fliesen,
   4. baumwollene Waaren,
   5. Leinwand,
   6. halbseidene Waaren,
   7. seidene Bänder,
   8. Wachstuch,
   9. grobe kurze Waaren,
   10. musikalische Instrumente,
   11. Spielzeug,
   12. Blechwaaren,
   13. chemische Präparate und
   14. Spitzen;

   B. für folgende Fabrikate aus dem Grofsherzogthume Sachsen-Weimar, und zwar bis zu dem nachverzeichneten Maximum:

		Zentner. 1830
1.	wollene Tücher und Zeuge, als Etamin, Sarsche, Flanell etc.	150
2.	wollene Strumpfmanufaktur-Waaren	100
3.	Wollen-Garn	50
4.	Baumwollen-Garn	50
5.	Kattun	50
6.	Barchent, Zwillich und dergl.	75
7.	Beuteltuch	15
8.	Bleiweiſs und Farben	200
9.	Porzellan und Fayence	125
10.	Larven und Puppenköpfe	7
11.	Ruhlaer Pfeifenköpfe	10

Damit aber den vorbemerkten Waaren der oben-
edachte Nachlaſs an den tarifmäſsigen Eingangs-Ab-
aben zu Theil werde, sind in Ansehung derselben
ejenigen, hierselbst am 12ten Januar l. J. gemein-
haftlich festgesetzten, Kontroll-Maſsregeln zu beobach-
a, welche die Anlage enthält.

Die Finanzbehörden und sonst Alle, welche ge-
nwärtige Anordnung betrifft, haben sich danach
bührend zu achten.

Kassel am 10ten Juli 1830.

Kurfürstliches Staatsministerium.

Für den Minister des Innern.

SCHMINKE. KOPP. RIESS.

VT. EGGENA.

Anlage

m Ministerial-Ausschreiben vom 10ten Juli 1830.

§. 1. Die Erlangung des Nachlasses an den ta-
mäſsigen Eingangs-Abgaben ist an die Bedingung
knüpft, daſs die in den kontrahirenden Vereinsstaa-
n geschehene Fabrikation der begünstigten Gegen-
inde durch Ursprungs-Certifikate nachgewiesen wird.

Diese Certifikate dürfen nur von den Fabrikanten,
d auch von diesen nur über diejenigen Waaren aus-
stellt werden, welche sie selbst verfertigt haben,
er welche sie durch Andere, und, zwar jedenfalls
Inlande, für sich haben verfertigen lassen.

1830 Fabrikanten, welche nicht nur Lager von ihren inländischen, sondern zugleich und an demselben Orte auch Lager von ausländischen Waaren derselben Art halten, können die Beglaubigung ihrer Certifikate nur erhalten, wenn der beglaubigenden Behörde der inländische Ursprung der zu versendenden Waaren durch, der Waare aufgedrückte, oder sonst angefügte Ursprungsstempel nachgewiesen wird.

Dafs diese Nachweisung erfolgt ist, soll in diesem Falle bei Beglaubigung der Ursprungs-Certifikate ausdrücklich mit bemerkt werden.

§. 2. Diese Certifikate, welche in einer Deklaration auf Ehre und Gewissen bestehen, müssen enthalten:

den Namen und Wohnort des Versenders,
die Gattung der Waare,
die Art der Verpackung,
die Zahl, Marken und Nummern der Kolli, sowie die Angabe der Besiegelung oder Plombirung und die Anzahl der angebrachten Siegel oder Plomben,
das Bruttogewicht jedes einzelnen Kollo und das Nettogewicht der darin enthaltenen Waaren,
den Namen des Empfängers und resp. des Spediteurs, wofern ein solcher eintritt,
dessen Wohnort,
den Tag der Absendung,
die Bezeichnung der Grenz-Rezeptur, über welche die Einführung bewirkt werden soll, und
die Zeit der Gültigkeit.

Bei der Ausstellung der Certifikate ist das anliegende Formular zum Grunde zu legen, auch müssen hierin die Zahl und das Gewicht der Kolli stets in Buchstaben ausgedrückt seyn.

§. 3. Zur Gültigkeit der Certifikate ist es ferner erforderlich, dafs dieselben von der Ortsobrigkeit, oder von einer am Absendungsorte damit beauftragten Zoll- oder Steuer-Behörde nach Prüfung der Richtigkeit auf ihre geleistete Eidespflicht beglaubigt, und die Atteste der Obrigkeiten oder Behörden mit deren Dienstsiegeln oder Dienststempeln versehen sind.

Plombirung oder Versiegelung der Kolli ist nur dann nöthig, wenn nicht die Waare selbst, wie für die besonderen Fälle im §. 1. und im §. 10, unter a.

1830

[illegible], vorgeschrieben, mit einer derselben angefügten Bezeichnung durch Verbleiung, Besiegelung oder Stempelung versehen worden ist.

Sowohl die Plombirung oder die Versiegelung der Kolli, als die Ursprungs-Bezeichnung der Waare selbst muſs von den betreffenden Behörden bewirkt werden.

§. 4. Certifikate, welche in Ansehung vorstehender Bestimmungen mangelhaft befunden werden, sollen den gedachten Nachlaſs an den Eingangs-Abgaben nicht bewirken. Dasselbe findet Statt wenn dieselben

a. Rasuren, oder mittelst Ausstreichens, Ueberschreibens oder auf sonstige Weise vorgenommene Veränderungen enthalten;

b. nicht sofort bei derjenigen Eingangs-Rezeptur, welche darin angegeben ist, produzirt, und

c. bei der, nach Ankunft am Bestimmungsorte, behuf sofortiger Versteuerung der gesammten Sendung, vorgenommenen Revision der Waaren mit diesen nicht übereinstimmend befunden sind.

Im Falle der Defraudation bleibt überdies die gesetzliche Bestrafung vorbehalten.

§. 5. Jede Staatsregierung wird die Rezepturen bestimmen, über welche der Eingang der begünstigten Waaren, falls ihnen der Nachlaſs zu Theil werden soll, geschehen muſs *), und es findet der Nachlaſs nur bei Einführungen über diese Eingangspunkte Statt.

Auf die Versendungen, welche durch die Post bewerkstelligt werden, findet indeſs diese Beschränkung und daher auch die im §. 4. unter b. gegebene Vorschrift keine Anwendung.

§. 6. Die Kolli, in denen die Waaren versandt werden sollen, müssen, sofern die Waare nicht mit Stempeln versehen ist, von der Steuer- oder Zoll-

---

*) Zu gedachtem Zwecke sind bestimmt worden

1. von Kurhessen: die Grenzzollstätten Rasdorf, Richelsdorf und Netra, sowie
2. vom Königreiche Sachsen: die Einnahmestellen zu Schladiz, Hainchen, Markranstädt, Borne und Penig.

1830 behörde an dem Absendungsorte plombirt oder versiegelt werden, und der Nachlaſs tritt nur für solche Waaren ein, die in ihrer ursprünglichen Verpackung eingeführt werden.

Bei einer etwaigen Verletzung der Bleie oder Siegel findet die Begünstigung nicht Statt, es sey denn, daſs der Absender oder Fuhrmann auf eine den betreffenden Behörden genügende Art nachweisen könne, daſs sie ohne ihre Schuld eingetreten ist.

§. 7. Ferner kommt die Begünstigung in der Regel (vergl. §. 10.) nur bei direkter Versendung von den Fabrikanten in denjenigen Staat, von welchem die Abgaben-Erleichterung ein- oder gegenseitig zugestanden ist, zur Anwendung. Es ist jedoch nicht erforderlich, daſs die Waare auf einer Achse geliefert werde.

§. 8. Auch wird sie nur in dem Falle bewilligt, daſs die bevorzugten Waaren nicht mit anderen Gegenständen, hinsichtlich deren eine Abgaben-Erleichterung nicht stipulirt worden, in einem Kollo zusammen verpackt sind.

§. 9. Sind die fraglichen Waaren aus einem Vereinslande in ein anderes übergegangen, und dort in den freien Verkehr gekommen; so kann bei dem Wiederverkaufe aus diesem zweiten in ein drittes der kontrahirenden Vereinsländer, daselbst auf den vertragmäſsigen Erlaſs kein Anspruch gemacht werden.

§. 10. Von der in den vorstehenden §. §. 7. und 8 enthaltenen einschränkenden Bestimmung sind jedoch diejenigen der begünstigten Gegenstände ausgenommen, welche, wenn gleich sie nicht direkt aus einem in das andere Vereinsland gesendet, doch auf die in den Vereinsstaaten befindlichen Messen gebracht, dort an Käufer aus einem der kontrahirenden Staaten abgesetzt, und von diesen letzteren, oder auch durch den Verkäufer selbst, in denjenigen Staat versendet werden, welcher dem anderen kontrahirenden Staate, aus dem die gedachten Gegenstände ursprünglich herstammen, die Abgaben-Erleichterung zugestanden hat, und welchem der Käufer angehört.

In Beziehung auf diese Meſswaaren ist Folgendes zu beobachten:

Will der Fabrikant seinen Waaren die Abgaben-Erleichterung sichern, so hat er sie 1830

1. sofern solche unmittelbar vom Fabrikorte abgesendet sind, mit einem, oder, nach Verschiedenheit ihrer Gattungen und nach seiner Konvenienz mit mehrern von ihm vorschriftmäſsig ausgestellten, amtlich baglaubigten Ursprungs-Certifikaten,
2. sofern solche aber von einem, in einem andern Vereinsstaate befindlichen Meſsorte kommen, mit einem Certifikate, welches von der an diesem Orte damit beauftragten Behörde auf den Grund der Ursprungs-Certifikate, unter Anführung der Seiten des Meſs-Konto's, ertheilt worden,

auf die Messe zu führen. In beiden Fällen aber müssen

3. auſserdem noch die Waaren der Bezeichnung mit einem Ursprungsstempel vor ihrer resp. ersten Absendung unterworfen worden seyn.

b. Diese Certifikate bilden die Grundlage für diejenige Legitimation, welche bei der Einführung der verkauften Waaren in den anderen Staat den, von diesem zugestandenen, Abgaben-Nachlaſs bewirken soll.

c. Die Meſswaaren, für welche die Begünstigung entweder in dem Staate, wo die Messe gehalten wird, oder in einem der anderen Vereinsstaaten Statt finden soll, müssen zwar (sofern sie nicht, wie oben unter a, 2 bemerkt, von der Messe des einen Vereinsstaates nach der des andern kommen) in ursprünglicher Verpackung zur Messe gelangen; von dort können dieselben aber durch die Käufer aus den kontrahirenden Staaten oder durch Versendung der Verkäufer, selbst theilweise — vorausgesetzt, daſs die vollen tarifmäſsigen Eingangs-Abgaben mindestens drei Thaler betragen, und daſs die ursprüngliche Besiegelung oder Verbleiung noch vorhanden ist — mit den erforderlichen Certifikaten versehen, eingeführt werden. Inzwischen ist es zu der Erlangung der Begünstigung nothwendig, daſs

d. die Ursprungs-Certifikate bei der Ankunft an dem Meſsorte zuerst an diejenige Behörde abgeliefert werden, welche von dem Staate, in dem die

1830 Messe gehalten wird, dazu bestimmt ist; — diese sich von der Uebereinstimmung der Certi mit den eingegangenen Waaren überzeugt, befundener Richtigkeit jene verifizirt, und über tere alsdann, sofern von dem Einbringer dara spruch gemacht wird, ein Meſs-Konto anle daſs

e. der Inhaber des Waarenlagers über die na kontrahirenden Vereinsstaaten verkauften W Quantitäten gleiche Declarationen, wie sie i §. 1. vorgeschrieben worden, der Behörde ei und daſs diese sodann auf den Grund des Me to's die Certifikate beglaubigt, und darüber naues Register hält.

Uebrigens kann diese Behörde verlangen die Verpackung der Waare unter ihrer Bea gung geschehe.

f. Für die Meſslager, welche nicht mindestens e togewicht von zwei Zentnern haben, kann ein und für die daraus Statt findenden Versen ein Certifikat nicht verlangt werden.

Es soll aber ein solches Konto für di Waarenlager zugestanden werden, die aus einzelnen kleinen Sendungen gebildet sind nur das Gesammtgewicht der letztern we zwei Zentner netto beträgt.

g. Die Uebertragung der unverkauft bleibende güter von einem Meſs-Konto auf das der nä genden Messe kann Statt finden, wenn der Bestandgüter für die Zwischenzeit durch A in öffentliche Niederlagen oder in Privat-N gen (unter Verbleiung) sicher gestellt werd

Uebrigens sind die Deklarationen über der Bestandgüter binnen acht Tagen nach dem S der Messe einzureichen, indem auſserdem da Konto als erloschen angesehen wird.

§. 11. Bei den Waaren-Versendungen a chen Vereinsstaaten, denen der Nachlaſs von 2 zent nur für eine bestimmte Quantität zuges ist, finden die obigen Vorschriften in allen ebenfalls Anwendung.

Wenn Waarenlager aus diesen Staaten au eins-Messen gebracht werden; so ist die Meſsb

rlangen des Verkäufers verbunden, ihm eine 1830
igte Abschrift des Meſs-Konto's zu ertheilen,
r dadurch in den Stand gesetzt werde, seiner
ıng nachzuweisen, welche Waaren-Quantitä-
ihm nach den betreffenden Vereinsstaaten ab-
worden sind.

12. Sämmtliche, nach den obigen Vorschrif-
:hig werdenden Expeditionen etc. sollen mit
ılt des Ersatzes der Kosten für Formulare, Blei
:gel gegenseitig ex officio geschehen.

13. Die betreffenden Behörden sollen mit Acht-
und Umsicht pflichtmäſsig verfahren, und keine
ı zulassen oder Beglaubigungen ertheilen, von
Wahrhaftigkeit sie nicht vollständig überzeugt

14. Die Staatsregierungen verpflichten sich
:itig, wenn ihre Unterthanen sich eines Miſs-
oder gar einer Verfälschung der Certifikate
; machen, diese Vergehen, sobald sie zu ih-
senschaft gelangen, auch ohne vorherige Re-
ı, zu untersuchen, und nach den Gesetzen
ındes zu bestrafen. Namentlich sollen absicht-
:fraudationen durch Verlust des Rechtes, Ur-
- Certifikate auszustellen, bestraft werden.

15. Bis zu künftiger Vereinigung der Staatsre-
en bleibt es ausgesetzt, ob der Theil der Expe-
er Meſsgüter, welcher die Grundlage für den
igten Eingang derselben in andere Vereinslan-
nacht, einem gemeinschaftlich, oder von den
ıden Staatsregierungen anzustellenden Offician-
ibergeben seyn dürfte, und ob auch für die-
begünstigten Waaren, welche von ausländischen
wo sie unverkauft geblieben, nach Messen
einsstaaten gebracht werden, die verabredete
erung an den Eingangs-Abgaben eintreten

1830 Formular (zu §. 2).

(Bezeichnung des Staates, in welchem der Ursprungsschein ausgestellt wird) z. B.

Kurhessen.

Ursprungsschein.

Der Unterzeichnete, aus
versendet hiermit an zu
durch Vermittelung des Spediteurs
zu über die Eingangs-Zollstätte
folgende Gegenstände, nämlich:

Gegenstand.	Kolli-Zahl.	Angabe der Verpackung und Besiegelung.	Signatur.	Gewicht. Brut.	Net
(Die Angaben sind	in	Buchstaben	zu	mac	hen

Diese Gegenstände sind { in meiner Fabrik / für meine Rechnung } verfertigt, und es versichert der Unterzeichnete den angegebenen Ursprung auf Ehre und Gewissen.

Die Versendung geschiehet über
und es ist dieser Ursprungsschein bei der Grenzzollstätte vor dem Ablauf der unten bemerkten Zeit vorzuzeigen.

am ten 183

(Namens-Unterschrift des Versenders

Nach bewirkter Prüfung der Richtigkeit der hier gemachten Angaben wird dieser Ursprungsschein pflichtmäfsig beglaubigt und dessen Gültigkeit auf Tage bestimmt.

am ten 183

(Stelle des Siegels) (Unterzeichn. der Behörde

(Auf der Rückseite!)

Dieser Ursprungsschein wird ungültig, wenn 1830

1. in demselben ausgestrichene Stellen, Zusätze, Veränderungen oder gar Rasuren etc. vorkommen,
2) solcher nicht sofort bei dem Eintreffen auf der bezeichneten Grenzzollstätte vor Ablauf der bestimmten Zeit vorgezeigt wird,
3. die gemachten Angaben mit dem Befunde bei der Revision der Waare nicht übereinstimmen,
4) der vorgezeichnete Weg nicht eingehalten worden, und
5) die angegebene Verpackung und Besiegelung oder Verbleiung abgeändert oder verletzt ist.

50.

Déclaration entre la Saxe royale et la Bavière concernant la protection à accorder réciproquement aux auteurs et aux libraires contre la contrefaçon, publiée le $\frac{23}{16}$ *Juillet* 1830.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen.* 20. p. 117).

Der Unterzeichnete Königlich Sächsische Cabinets-Minister und Staats-Secretair erklärt hiemit, in Gemäfsheit der von Sr. Königlichen Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

Nachdem von der Königlich Baierischen Regierung die Zusicherung ertheilt worden ist, dafs das Verbot wider den Büchernachdruck, so wie solches bereits in dem ganzen Bereiche der Baierischen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Landestheilen geltenden Gesetzen bestehet, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Königreichs Sachsen Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck, oder dessen Verbreitung begangener Frevel gegen letztere nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden soll, als handle es sich

1830 von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern
der Baierischen Monarchie selbst;

So wird Königlich Sächsischer Seits verbindlich
zugesagt: dafs vorläufig und bis es, nach Art. 18 der
Deutschen Bundesakte, zu einem gemeinsamen Bun-
desbeschlusse zur Sicherstellung der Rechte der
Schriftsteller und Verleger gegen den Büchernach-
druck kommen wird, diejenigen gesetzlichen Be-
stimmungen, welche in dieser Beziehung zu Gun-
sten der Sächsischen Unterthanen im Königreiche
Sachsen bereits bestehen, oder künftig erlassen wer-
den, in ganz gleichem Mafse auch zum Schutze der
Schriftsteller und Verleger der Bajerischen Mon-
chie in Anwendung gebracht werden sollen.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen
eine übereinstimmende, von dem Königlich Baierischen
Ministerium vollzogene Erklärung ausgewechselt wor-
den seyn wird, durch öffentliche Bekanntmachung in
den diesseitigen Landen Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Dresden, am 23sten Juli 1830.

Sr. Königlichen Majestät von Sachsen Cabinets-Minister und Staats-Secretair.

Graf von Einsiedel.

Das Königlich Bayerische Staatsministerium des K
niglichen Hauses und des Aeufsern erklärt hierdur
in Gemäfsheit der von Seiner Königlichen Majes
unterm 17ten Januar dieses Jahres ihm ertheilten E
mächtigung:

nachdem von der Königlich Sächsischen Regieru
verbindlich zugesagt worden, dafs vorläufig und
es, nach Artikel 18 der Deutschen Bundesakte,
einem gemeinsamen Bundesbeschlusse zur Sich
stellung der Rechte der Schriftsteller und Verleg
gegen den Büchernachdruck kommen wird, dieje
gen gesetzlichen Bestimmungen, welche in die
Beziehung zu Gunsten der Sächsischen Unterthan
im Königreiche Sachsen bereits bestehen, oder kü
tig erlassen werden, in ganz gleichem Mafse au
zum Schutze der Schriftsteller und Verleger
Bayerischen Monarchie in Anwendung gebracht w
den sollen;

das Verbot wider den Büchernachdruck, wie 1830
bereits in dem ganzen Bereiche der Bayeri-
Monarchie, zum Schutze der inländischen Schrift-
und Verleger, nach den in den einzelnen Lan-
ilen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die
'steller und Verleger des Königreichs Sachsen
ıdung finden, mithin jeder durch Nachdruck,
dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letz-
nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt
geahndet werden, als handle es sich von beein-
tigten Schriftstellern und Verlegern in der Bayeri-
ı Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen
übereinstimmende, von dem Königlich Sächsischen
ats-Ministerium vollzogene Erklärung ausgewech-
worden seyn wird, durch öffentliche Bekanntma-
ıng in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirk-
mkeit erhalten.

München, den 16ten Juli 1830.

G. v. Armansperg.

51.

Traité entre la Prusse et le grand-uché d'Oldenbourg, concernant l'ac-ession de la principauté de Birken-eld au système de douanes prussien, signé à Berlin le 24 Juillet 1830.

Beilage zum Amts-Blatt für das Fürstenthum 'irkenfeld No. 37. vom October 1830. *Gesetz-Samm-ıng für die Königlichen Preufsischen Staaten.* 1830. No. 17. pag. 121).

Seine Königliche Hoheit, der Grofsherzog von Olden-urg, und Seine Majestät, der König von Preufsen, aben in der Absicht, die wechselseitigen Vortheile ines freien Verkehrs, dessen Herstellung den neuer-ch zwischen Preufsen und andern deutschen Staaten

1830 abgeschlossenen Verträgen zum Grunde liegt, auf das Verhältniſs des Groſsherzoglich Oldenburgischen Fürstenthums Birkenfeld zu den westlichen Königlich Preuſsischen Provinzen auszudehnen, Unterhandlungen einleiten lassen, und hiezu als Bevollmächtigte ernannt:

Seine Königliche Hoheit, der Groſsherzog von Oldenburg: Höchst Ihren Oberschenk, Staats- und geheimen Cabinetsrath Wilhelm Ernst Freiherrn von Beaulieu-Marconnay, Groſskreuz des Kaiserlich Russischen St. Annen-Ordens und Ritter des Königlich Preuſsischen rothen Adler-Ordens dritter Classe,

Seine Majestät, der König von Preuſsen: Allerhöchst Ihren geheimen Legationsrath Ernst Michaelis;

von welchen, in Folge jener Unterhandlungen, mit Vorbehalt der Ratification, nachstehender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. I. Vom Tage der Publication gegenwärtiger Uebereinkunft an soll ein Verein des Groſsherzoglich Oldenburgischen Fürstenthums Birkenfeld mit den westlichen Preuſsischen Provinzen zu einem Zoll-Systeme Statt finden, wie solches in den gedachten Preuſsischen Provinzen durch das Gesetz vom 26. Mai 1818, dessen Grundsätze ohne besondere Uebereinkunft nicht abgeändert werden sollen, und durch die seitdem erlassenen Bestimmungen und Erhebungsrollen festgesetzt ist, oder künftig noch durch gesetzliche Declarationen und Erhebungsrollen weiter bestimmt werden wird.

Art. II. Seine Königliche Hoheit, der Groſsherzog, machen Sich verbindlich, in Ansehung der Abgaben von der Fabrication des Branntweins und vom Braumalze, in Uebereinstimmung mit den deshalb in den westlichen Preuſsischen Provinzen bestehenden Gesetzen und Einrichtungen, solche Verfügungen ergehen zu lassen, als erforderlich sind, um auch in Ansehung dieser Erzeugnisse eine völlige Gleichstellung zwischen diesen Provinzen und dem Fürstenthume Birkenfeld in Ansehung des innern Verkehrs und der Verhältnisse zu den östlichen Provinzen der Preuſsischen Monarchie, desgleichen zum Auslande, eintreten zu lassen.

Art. III. Die Art und Weise der Abfassung und Verkündigung der in Gemäſsheit obiger Bestimmungen im Fürstenthum Birkenfeld zu erlassenden Gesetze, die

t denselben übereinstimmende Einrichtung der Ver- 1830
ltung, insbesondere die Bestimmung, Einrichtung
d amtlichen Befugnisse der erforderlichen Steuer-
mter, sollen im gegenseitigen Einvernehmen mit Hülfe
· von beiden Seiten zu diesem Behufe zu ernennen-
n Commissarien angeordnet werden.

Art. IV. Die Grofsherzogliche Regierung wird
· die gehörige Besetzung der in dem Fürstenthume
rkenfeld zu errichtenden Steuer-Aemter Sorge tra-
n. Es sollen jedoch nur solche Personen bei diesen
mtern angestellt werden, die sich einer von dem
öniglich Preufsischen Provinzial-Steuer-Director zu
ölln veranlafsten Prüfung unterworfen haben, und mit
nem Zeugnisse desselben darüber versehen sind, dafs
: diese Prüfung gehörig bestanden haben. Auf Vor-
igung eines solchen Zeugnisses werden sie von der
rofsherzoglichen Regierung mit Anstellungs-Patenten
rsehen, und im gemeinschaftlichen Interesse beider
egierungen in Eid und Pflicht genommen werden.

Art. V. Die gedachten Steuer-Beamten stehen
war in allen Privat- oder bürgerlichen Angelegenhei-
n, ferner bei allen sogenannten gemeinen Verbre-
nen oder Vergehen, wegen welcher gegen ausschliefs-
ch Preufsische Beamte derselben Cathegorie eine
rmliche gerichtliche Untersuchung nöthig seyn würde,
nter den Grofsherzoglichen Gerichten; in allen Dienst-
ngelegenheiten aber, insbesondere auch in Absicht
er Dienst-Disciplin sind sie dem Preufsischen Ober-
ontrolleur und denjenigen Preufsischen Behörden,
elche sonst noch die Leitung des Steuer-Dienstes
esorgen, kraft des diesen hiedurch von Seiten Seiner
öniglichen Hoheit, des Grofsherzogs, ertheilten be-
ondern Auftrags, unterworfen.

Art. VI. Der Grofsherzoglichen Regierung steht
as Recht zu, in vorkommenden Fällen die von ihr im
ürstenthume Birkenfeld angestellten Steuer-Beamten
ach eigenem Ermessen des Dienstes zu entsetzen;
ieselbe verspricht jedoch, auch auf Requisition des
rovinzial-Steuer-Directors in Cölln diejenigen Steuer-
eamten, welche in ihrer Dienstführung unzuverlässig
der untauglich befunden werden sollten, zu entlassen.
ine solche Requisition wird jedoch nur unter densel-
en Umständen erfolgen, unter welchen auch ein aus-

1830 schliefslich der Preufsischen Regierung verpflichteter Steuer-Beamter gleicher Cathegorie seine Entlassung erhalten würde.

Art. VII. Der Königliche Provinzial-Steuer-Director zu Cölln wird die etwaigen Anträge der Grofsherzoglichen Regierung in Birkenfeld in Beziehung auf die Dienstführung und disciplinarische Behandlung der in dem Fürstenthume angestellten Steuer-Beamten gehörig berücksichtigen, auch bleibt es der gedachten Regierung vorbehalten, wenn sie es im gemeinschaftlichen Interesse des Dienstes für nöthig erachtet, auserordentliche Cassen-Visitationen bei diesen Steuer-Beamten vornehmen, von den darüber aufzunehmenden Verhandlungen dem Königlichen Provinzial-Steuer-Director Abschrift mittheilen zu lassen, und auf Abstellung der dabei entdeckten Unordnungen und Mifsbräuche in geeigneter Art mitzuwirken.

Art. VIII. Für die in dem Fürstenthume Birkenfeld zu errichtenden Steuer-Aemter wird die Grofsherzogliche Regierung die erforderlichen Wohnungs-Räume und Dienst-Gelasse auf eigene Kosten beschaffen und unterhalten, sie auch mit den nöthigen Utensilien und Bureau-Bedürfnissen versehen lassen. Desgleichen wird die Besoldung und Pensionirung der Steuer-Beamten im Fürstenthume, so wie die etwaige Versorgung der Witwen und Kinder derselben, von Seiten der Grofsherzoglichen Regierung lediglich auf ihre eigene Kosten erfolgen, wobei jedoch festgesetzt wird, dafs die dortigen Einnehmer und Steuer-Aufseher den Preufsischen Steuer-Beamten derselben Cathegorie gleich besoldet werden sollen.

Art. IX. Beide Regierungen werden in den zur Sicherung ihrer landesherrlichen Gefälle und Aufrechthaltung der Gewerbe ihrer Unterthanen nothwendigen Mafsregeln einander gegenseitig freundschaftlich unterstützen.

Seine Königliche Hoheit, der Grofsherzog, wollen in dieser Hinsicht namentlich gestatten, dafs die Königlich Preufsischen Zoll-Beamten im gemeinschaftlichen Interesse, und als von Höchst Ihnen dazu mitbeauftragt, im Fürstenthume Birkenfeld ihre Dienstverrichtungen in eben der Art ausüben, wie ihnen dieses auch im Preufsischen Gebiete innerhalb der Bin-

nenlinie obliegt. Wenn zur Feststellung des Thatbestandes begangener Unterschleife, oder zur Sicherung der Gefälle und Strafen Visitationen und Beschlagnahmen von den Königlichen Zoll-Beamten bei den Grofsherzoglichen Ortsbehörden in Antrag gebracht werden, so sollen letztere, sobald sie sich von der Zulässigkeit, den Umständen nach, überzeugt haben, solche alsbald willig und zweckmäfsig veranstalten. Insofern auch, nach der Ueberzeugung des Königlichen Provinzial-Steuer-Directors zu Cölln die Oertlichkeit es unvermeidlich machen sollte, dafs die den Vorschriften der Preufsischen Zoll-Ordnung gemäfs, gegen die Grenze des Königlich Baierischen Rhein-Kreises zu errichtende Binnenlinie und der hiedurch entstehende Grenzbezirk hin und wieder auch das Gebiet des Fürstenthums Birkenfeld berühre, erklärt sich die Grofsherzogliche Regierung mit dieser Ausdehnung des Grenzbezirks in ihr gedachtes Gebiet hiedurch einverstanden. In diesem Falle werden die Grenz-Beamten auch innerhalb des Grofsherzoglichen Theils des Grenzbezirks nach der Zoll-Ordnung und den allgemeinen gesetzlichen Vorschriften verfahren, jedoch sollen daselbst zur Erleichterung des Verkehrs, und zur Vermeidung aller Controlle zwischen dem Preufsischen und dem Gebiete des Fürstenthums Birkenfeld, Legitimations-Stellen für den Waaren-Transport innerhalb des Grenzbezirks errichtet werden. 1830

Art. X. Die von den Grofsherzoglichen Unterthanen im Fürstenthum Birkenfeld verübten Zoll- oder Steuer-Vergehen sollen, insofern gegen die nach vorgängiger summarischer Untersuchung erfolgte administrative Entscheidung des betreffenden Königlich Preufsischen Haupt-Zoll- oder Haupt-Steuer-Amtes auf förmliches gerichtliches Verfahren provocirt wird, von den Grofsherzoglichen Gerichts-Aemtern zur Untersuchung und Strafe gezogen werden. Die gegen die Erkenntnisse dieser Gerichte zulässigen Rechtsmittel werden bei dem Justiz-Senate der Regierung in Birkenfeld verhandelt und entschieden werden.

Seine Königliche Hoheit, der Grofsherzog, wollen die Anordnung treffen, dafs in den gerichtlichen Untersuchungen das Interesse der gemeinschaftlichen Verwaltung durch einen besondern Beamten gehörig wahr-

1830 genommen werde. Da es für das beiderseitige Interesse von besonderer Wichtigkeit ist, dafs die vorkommenden Zoll- und Steuer-Vergehen nach übereinstimmenden Grundsätzen beurtheilt und bestraft werden, so ist man für den Fall, dafs eine Ungleichförmigkeit in den Erkenntnissen der in dieser Hinsicht competenten Grofsherzoglich Oldenburgischen und Königlich Preufsischen Gerichte sich ergeben sollte, übereingekommen, sich über Mafsregeln zu vereinbaren, wodurch diesem Uebel abgeholfen und die Gleichförmigkeit der Erkenntnisse sicher gestellt wird.

Art. XI. Die Königlich Preufsische Regierung verspricht, dasjenige Einkommen an Zoll-Gefällen, welches durch die in vorstehender Art zu bewirkende Vereinigung des Fürstenthums Birkenfeld mit den westlichen Preufsischen Provinzen zu einem Zoll-Systeme den Preufsischen Cassen zufliefsen wird, den Grofsherzoglich Oldenburgischen Cassen überweisen zu lassen, auch selbigen eine Antheilnahme an dem Gesammt-Betrage der von der Fabrication des Branntweins und vom Braumalze in den westlichen Preufsischen Provinzen und in dem Fürstenthume Birkenfeld aufkommenden Abgaben zu gewähren. Zu diesem Ende wird die Grofsherzogliche Regierung an dem Gesammt-Einkommen sowohl von Ein- und Ausgangs-Abgaben, als auch von der Besteuerung der vorgedachten inländischen Erzeugnisse in den westlichen Preufsischen Provinzen und in dem Fürstenthum Birkenfeld, nach dem Verhältnisse der Seelenzahl des letzteren zu derjenigen der ersteren, Antheil nehmen. Dieser Antheil wird durch eine besondere Uebereinkunft zwischen der Grofsherzoglichen Regierung und dem Königlich Preufsischen Finanz-Ministerio festgestellt, und der Betrag nach Abzug der im Fürstenthum Birkenfeld aufgekommenen Einnahmen von der Besteuerung des Branntweins und des Braumalzes, welche von den dortigen Steuer-Beamten monatlich an die Regierung zu Birkenfeld abzuliefern sind, in Quartal-Raten aus der Königlichen Provinzial-Steuer-Casse zu Cölln gezahlt werden. Sollte bei zunehmender Cultur des Weins und des Tabaks im Fürstenthum Birkenfeld es sich nöthig zeigen, dafs auch auf diese Gegenstände bei der Besteuerung Rücksicht genommen werde, so wird die Grofsherzogliche Regierung in Ansehung dieser Er-

zeugnisse gleiche Anordnungen, wie wegen der Besteuerungen des Branntweins und des Braumalzes, treffen, und dagegen nach denselben Grundsätzen an dem in den westlichen Preufsischen Provinzen und in dem Fürstenthum Birkenfeld aufkommenden Ertrage der Wein- und Tabakssteuer Theil nehmen. 1830

Art. XII. Da die in den Königlich Preufsischen Staaten am höchsten besteuerten ausländischen Waaren, namentlich Colonial-Waaren aller Art, Wein und Ellenwaaren, mit keiner Abgabe in dem Fürstenthum Birkenfeld bisher belegt gewesen sind, und frei aus dem Auslande haben bezogen werden können, mithin, wenn die Preufsische Grenzbewachung gegen das Fürstenthum wegfällt, den Königlichen Cassen und gewerbtreibenden Unterthanen ein bedeutender Verlust aus der Einführung unversteuerter Waaren-Bestände von dort her in die westlichen Preufsischen Provinzen erwachsen könnte: so verspricht die Grofsherzogliche Regierung, sobald als möglich und noch vor Aufhebung der Preufsischen Grenzbewachung, alle Waaren-Bestände in dem Fürstenthum Birkenfeld genau aufzeichnen zu lassen, und die Besitzer derselben entweder zur Zahlung der Steuer, oder zur Wiederausführung der Waaren nach dem Auslande anzuhalten.

Ueber die Art und Weise der Aufnahme, und wie weit dabei nach Bewandtnifs der Umstände zu gehen seyn dürfte, ingleichen über die den Waaren-Inhabern zu bewilligenden Zahlungsfristen wird eine besondere Vereinbarung vorbehalten, der Ertrag der Nachversteuerung aber der Grofsherzoglich Oldenburgischen und der Königlich Preufsischen Regierung zu gleichen Theilen zufallen.

Art. XIII. Von allen für Seine Königliche Hoheit und Höchstdero Hofhaltung mit Grofsherzoglichen Hofmarschall-Amts-Attesten in das Fürstenthum Birkenfeld eingehenden Waaren werden die Gefälle nicht bei dem Eingange erhoben, sondern nur notirt, und bei der nächsten Erhebung des Antheils Seiner Königlichen Hoheit an den Sammt-Einkünften in baarem Gelde angerechnet werden.

Art. XIV. Alle in Folge überwiesener Zoll- und Steuer-Vergehen in dem Fürstenthum Birkenfeld angefallenen Geldstrafen und Confiscate verbleiben, nach

1830 Abzug des Denuncianten-Antheils, dem Grofsherzoglichen Fiscus, und bilden keinen Gegenstand der gemeinschaftlichen Einnahmen.

Die Ausübung des Begnadigungs- und Strafverwandlungs-Rechts über die wegen verschuldeter Zoll- und Steuer-Vergehen in dem Fürstenthum Birkenfeld verurtheilten Personen ist Seiner Königlichen Hoheit, dem Grofsherzoge, vorbehalten, jedoch kann der Straf-Erlafs nicht auf den Denuncianten-Antheil ausgedehnt werden.

Art. XV. Vom Tage der Publication gegenwärtiger Uebereinkunft an soll zwischen den westlichen Preufsischen Provinzen und dem Fürstenthum Birkenfeld ein völlig freier Verkehr unter folgenden Ausnahmen Statt finden:

A. Die Einfuhr des Salzes aus dem Fürstenthum Birkenfeld in die westlichen Preufsischen Provinzen, und aus diesen in jenes, bleibt für jetzt verboten. Jedoch gestattet die Königlich Preufsische Regierung für die Dauer des jetzt zwischen der Grofsherzoglichen Regierung zu Birkenfeld und der Salz-Factorei zu St. Wendel bestehenden Pacht-Contracts den freien Eingang der dem Bedarfe des Fürstenthums angemessenen Salz-Quantitäten. Nach Ablauf des gedachten Kontrakts wird die Grofsherzogliche Regierung auch in Ansehung des Salz-Verkaufs den Einrichtungen der Königlich Preufsischen Regierung sich völlig anschliefsen, und dagegen an dem Rein-Ertrage des Salz-Debits in den westlichen Preufsischen Provinzen und dem Fürstenthum Birkenfeld in dem Verhältnisse der Bevölkerung des letzteren zu derjenigen des ersteren, Theil nehmen.

B. Das Einbringen der Spielkarten ist in derselben Weise verboten, auch wollen Seine Königliche Hoheit die Anfertigung von Spielkarten im Fürstenthume Birkenfeld nicht gestatten. Dagegen wird die Königlich Preufsische Regierung eine dem Bedürfnisse der Einwohner entsprechende Quantität Spielkarten abgabefrei in das Fürstenthum eingehen lassen, deren nähere Bestimmung nebst der deshalb erforderlichen Controlle besonderer Verabredung vorbehalten bleibt.

C. In den Preufsischen Städten, wo Mahl- und Schlachtsteuer für Rechnung des Staats erhoben wird, ist

diese Abgabe auch von den aus dem Fürsten- 1830
thume Birkenfeld eingebrachten Gegenständen wie von den gleichartigen Preufsischen Erzeugnissen zu entrichten, und umgekehrt wird ein Gleiches in den Städten im Fürstenthume Birkenfeld gelten, wo eine ähnliche Abgabe etwa erhoben werden sollte.

Dergleichen Abgaben, welche von gewissen inländischen Erzeugnissen für Rechnung einer Stadt oder Commune bei deren Einbringung in selbige erhoben werden, unterliegen auch Waaren derselben Art, welche aus dem Fürstenthume Birkenfeld in eine zu ener Erhebung befugte Preufsische Commune, oder umgekehrt aus den westlichen Preufsischen Provinzen in eine gleichmäfsig befugte Commune des Fürstenthums Birkenfeld eingeführt werden.

Art. XVI. Die für die Grofsherzoglichen Unternen in dem Fürstenthume Birkenfeld mit der Post commenden Waaren sollen gleichen Begünstigungen d Beschränkungen mit denen unterliegen, welche die Königlichen Unterthanen bestimmt sind.

Art. XVII. Sogleich nach Publication des genwärtigen Vertrags soll von Unterthanen des Fürnthums Birkenfeld und des Preufsischen Staats, lche in dem Gebiete des andern contrahirenden heils Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, ine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichifsig die eigenen Unterthanen derselben Art unterrfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und Händler, welle blos zum Aufkaufe von Natur- oder Kunst-Erugnissen, oder Handlungs-Reisende, welche nicht aaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen und Bestellungen zu suchen berechtigt sind, ch sich als Inländer diese Berechtigung in dem einen aate durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben worben haben, in dem andern Staate deshalb keine eitern Abgaben entrichten, vielmehr die etwa erforrlichen Concessionen oder Gewerbscheine unentgeldch erhalten.

Endlich sollen, aufser den in dem vorhergehenden rt. XV. erwähnten Beschränkungen, die Unterthanen den beiderseitigen Landestheilen ihre Waaren frei on Abgaben auf die Märkte bringen können, und

1830 hiezu einer besondern Concession oder Legitimation, oder eines Gewerbscheines für diesen Theil des Handels- und Gewerbe-Verkehrs nicht bedürfen.

Art. XVIII. In Hinsicht des Verkehrs zwischen dem Fürstenthume Birkenfeld und den östlichen Preussischen Provinzen kommen gegenseitig in allen und jeden Beziehungen, namentlich in Ansehung der aus dem Fürstenthume Birkenfeld in die gedachten östlichen Provinzen eingehenden Natur-Producte und Fabricate, völlig dieselben Grundsätze in Anwendung, welche zwischen diesen und den westlichen Preussischen Provinzen gelten.

Die völlige Gleichstellung mit den Preussischen Unterthanen rücksichtlich des Verkehrs und Gewerbe-Betriebs wird den Einwohnern des Fürstenthums Birkenfeld auch gegenseitig in Beziehung zu allen mit der Preussischen Monarchie durch Zoll- oder Handels-Verträge verbundenen deutschen Bundesstaaten, in Gemässheit der zwischen Preussen und diesen Staaten geschlossenen Zoll- und Handels-Verträge, zu Statten kommen.

Art. XIX. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrags wird vorläufig bis zum Schlusse des Jahrs 1833 fetzgesetzt. Erfolgt ein Jahr vor dem Ablaufe dieses Zeitraums von der einen oder der andern Seite keine Aufkündigung, so soll er als auf fernere drei Jahre, und sofort von drei zu drei Jahren verlängert angesehen werden.

Dieser Vertrag soll unverzüglich zur Höchsten und Allerhöchsten Ratification vorgelegt, und die Auswechselung der Ratifications-Urkunden spätestens binnen vier Wochen bewirkt werden.

Zu Urkunde dessen ist dieser Vertrag von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt worden.

So geschehen Berlin, den 24. Julius 1830.

(*Gez.*) E. Michaelis.
(*Gez.*) W. E. *Freiherr* von Beaulieu-Marconnay.

(Der vorstehende Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige von Preussen am 30ten August 1830 und von Seiner Königlichen Hoheit dem Grossherzoge von Oldenburg am 16ten desselben Monats ratifizirt worden).

52.

Traité de navigation entre la Prusse et le grand-duché d'Oldenbourg, signé à Berlin le 26 Juillet 1830. 1830

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preufsischen Staaten* 1830. Nr. 15. pag. 114. Pr. Bl. S. 485. *Extra-Beilage* zu Nr. 78. *der Oldenburg. Anzeigen* vom 29. September 1830.

Seine Majestät der König von Preufsen und Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Oldenburg haben in der Absicht, durch die Aufhebung alles Unterschiedes in der Behandlung der beiderseitigen Schiffe und deren Ladungen in den Häfen des anderen Staates zur Erweiterung und Belebung der Handels-Verbindungen zwischen Ihren beiderseitigen Landen, und zur Erleichterung Ihrer hiebei betheiligten Unterthanen beizutragen, Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preufsen:

Allerhöchst Ihren Geheimen Legationsrath Ernst Michaelis;

Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Oldenburg:

Höchst Ihren Oberschenk, Staats- und Geheimen Cabinetsrath Wilhelm Ernst Freiherr von Beaulieu-Marconnay, Grofskreuz des Kaiserlich Russischen St. Annen-Ordens und Ritter des Königlich Preufsischen rothen Adler-Ordens dritter Classe,

von welchen Bevollmächtigten, unter Vorbehalt der Ratification, nachstehender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. I. Die Preufsischen, mit Ballast oder beladen in den Grofsherzoglich-Oldenburgischen Häfen ankommenden oder aus selbigen auslaufenden, imgleichen die Oldenburgischen, mit Ballast oder beladen in den Königlich-Preufsischen Häfen ankommenden oder aus selbigen auslaufenden Schiffe, sollen daselbst bei ihrem Eingange wie bei ihrer Abfahrt hinsichtlich der jetzt bestehenden oder künftig anzuordnenden Hafen-, Tonnen-, Feuer-, Lootsen- und Ber-

1830 gegelder, wie auch hinsichtlich aller anderen, jetzt oder künftig der Staats-Casse, den Städten oder Privat-Anstalten zufliefsenden Abgaben und Lasten irgend einer Art oder Benennung, auf demselben Fufse, wie die National-Schiffe, behandelt werden.

Art. II. Allen Waaren, Gütern und Handelsgegenständen, sie seyen inländischen oder ausländischen Ursprungs und Eigenthums, welche jetzt oder in Zukunft auf National-Schiffen in die Königlich Preufsischen oder in die Grofsherzoglich Oldenburgischen Häfen ein- oder aus selbigen ausgeführt werden dürfen, soll in ganz gleicher Weise auch auf den Schiffen des anderen Staates der Ein- oder Ausgang gestattet seyn, ohne mit höheren oder anderen Abgaben irgend einer Art belastet zu werden, als bei der Ein- oder Ausfuhr derselben Gegenstände auf National-Schiffen zu entrichten sind. Auch sollen bei der Ein- oder Ausfuhr solcher Waaren, Güter und Handelsgegenstände auf Schiffen des anderen Staates die nämlichen Prämien, Rückzölle, Vortheile und irgend sonstige Begünstigungen gewährt werden, welche etwa für die Ein- oder Ausfuhr auf National-Schiffen bestehen, oder künftig zugestanden werden möchten.

Art. III. Die vorstehenden Bestimmungen sind in ihrem ganzen Umfange nicht nur dann anwendbar, wenn die beiderseitigen Schiffe direct aus ihren National-Häfen ankommen, oder nach selbigen zurückkehren, sondern auch dann, wenn sie unmittelbar aus den Häfen eines dritten Staates ankommen oder dahin bestimmt sind.

Art. IV. Was in den obigen Artikeln I bis III. zunächst in Betreff der in die beiderseitigen Seehäfen eingehenden, oder aus selbigen auslaufenden Seeschiffe des anderen Staates und deren Ladungen festgesetzt ist, soll auch auf den gegenseitigen Flufsschifffahrts-Verkehr völlige Anwendung finden.

Art. V. Die Preufsischen sowohl als die Oldenburger Schiffe sollen gegenseitig der Befugnisse und Vorzüge, welche ihnen der gegenwärtige Vertrag zusichert, nur in sofern geniefsen, als sie mit den nach den Vorschriften desjenigen Staates, dessen Flagge sie führen, zum Beweise ihrer Nationalität ausgefertigten Schiffspässen und Musterrollen versehen sind.

ei den Flufsschiffen genügt in dieser Beziehung das 1830
der Weserschifffahrts-Acte vom 10. September 1823
reinbarte Manifest.

Art. VI. Die Dauer des gegenwärtigen Vertra-
s, welcher vom Tage der Auswechselung der Rati-
ationen ab in Kraft treten wird, ist vorläufig bis zum
sten December 1840. festgesetzt, und wenn derselbe
ht zwölf Monate vor dem Ablauf dieses Zeitraums
n der einen oder der anderen Seite aufgekündigt
rden sollte, so wird er als auf ferner ein Jahr und
fort bis zum Ablaufe eines Jahres nach erfolgter Auf-
ndigung verlängert angesehen werden.

Art. VII. Der gegenwärtige Vertrag soll unver-
glich zur landesherrlichen Ratification vorgelegt und
len die Ratifications-Urkunden spätestens binnen
r Wochen ausgewechselt werden.

Zur Urkunde dessen haben die beiderseitigen Be-
lmächtigten denselben unter Beidruckung ihrer Sie-
unterzeichnet.

So geschehen Berlin, den 26. Julius 1830.

Ernst Michaelis.

Wilhelm Ernst v. Beaulieu-Marconnay.

(Der vorstehende Vertrag ist von Seiner Majestät
m Könige von Preufsen am 8. und von Seiner Kö-
glichen Hoheit dem Grofsherzoge am 16. August d.
ratificirt worden).

53.

'onvention entre les grands duchés 'e Hesse et de Bâde concernant la épression des délits forestiers dans es deux états, publiée le 9 Août 1830.

Auszug aus dem Grofsherzoglich Hessischen Regierungsblatt, Nr. 52. vom 8. September 1830).

Jm sich gegenseitig gröfsere Sicherheit zu gewäh-
en, dafs die auf dem eigenen Staatsgebiete betretenen,

1830 dem anderen Staate angehörigen und vertragsmäfsig an denselben zur Bestrafung auszuliefernden Forstfrevler auch wirklich jedesmal die gesetzliche Strafe erleiden, ist mit der Grofsherzoglich Badischen Staatsregierung zu Art. 3. der früher abgeschlossenen und durch das Grofsherzogliche Regierungsblatt Nr. 5. v. J. 1826 bekannt gemachten Uebereinkunft nachträglich verabredet worden:

"dafs, zur gleichbaldigen Constatirung der von beiderseitigen Unterthanen in dem Gebiete des anderen Staats begangenen Forstfrevel, dieselben jedesmal vorher der Polizeibehörde, in deren Bezirk der Frevel verübt wurde, vorzuführen sind, welche sie sodann, nebst dem deshalb aufzunehmenden Informativprotocoll und einer jedesmal von der betreffenden Forstbehörde sogleich vorzunehmenden Schadensabschätzung, ihrer Heimathsbehörde zur gesetzlichen Bestrafung abzuliefern hat."

Diese nachträgliche Bestimmung wird hierdurch zur Wissenschaft und Nachachtung der Grofsherzoglichen Behörden und Aller, die es angeht, bekannt gemacht.

Darmstadt, am 9ten August 1830.

Grofsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

DU THIL

VON RABENAU.

54.

Convention de cartel entre le grand-duché de Hesse et la Bavière, publiée à Darmstadt le 14 *Septembre* 1830.

(*Grofsherzoglich Hessisches Regierungsblatt.* Nr. 54).

Auf allerhöchsten Befehl Seiner Königlichen Hoheit, des Grofsherzogs, wird nachstehende, zwischen dem Grofsherzogthum Hessen und dem Königreich Baiern abgeschlossene, Uebereinkunft:

Art. I. Alle in Zukunft und zwar vom Tage der 1830
ıblication gegenwärtiger Convention an gerechnet,
ı den Truppen der beiden contrahirenden Theile
mittelbar oder mittelbar in des anderen Lande, oder
dessen Truppen, wenn diese auch aufserhalb ihres
terlandes sich befinden sollten, desertirenden Unter-
iciere, Soldaten und andere Militärpersonen dieser
thegorie sollen gegenseitig ausgeliefert werden.

Art. II. Als Deserteurs werden, ohne Unterschied
ı Grades oder der Waffe, alle diejenigen angese-
ı, welche zu irgend einer Abtheilung der stehenden
ıppen oder der mit denselben in gleichem Verhält-
ıe stehenden bewaffneten Landesmacht, nach den
ıetzlichen Bestimmungen eines jeden der beiden Staa-
, gehören und derselben mit Eid und Pflicht ver-
ıdt sind, mit Inbegriff der bei der Artillerie oder
ıstigem Fuhrwesen angestellten Soldaten.

Art. III. Sollte der Fall vorkommen, dafs ein
serteur der hohen contrahirenden Theile früher
ıon von den Truppen eines anderen Staates desertirt
re; so wird dennoch, selbst wenn mit dem letzteren
ɜnfalls Auslieferungsverträge beständen, die Auslie-
ung stets an denjenigen der hohen contrahirenden
ıeile erfolgen, dessen Dienste er zuletzt verlassen
tte. Wenn ferner ein Soldat von den Truppen eines
r paciscirenden Gouvernements zu denen eines drit-
ı, und von diesen wiederum in die Lande des an-
ren paciscirenden Gouvernements, oder sonst zu
ssen Truppen desertirt; so kommt es darauf an, ob
zteres Gouvernement mit jenem dritten ein Kartel
t. Ist dieses der Fall, so wird der Deserteur dahin
geliefert, wo er zuletzt entwichen ist; im entgegen-
setzten Falle aber wird er dem paciscirenden Theile,
ssen Dienste er zuerst verlassen hat, abgeliefert.

Art. IV. Nur folgende Fälle werden als Gründe,
ɜ Auslieferung eines Deserteurs zu verweigern, an-
kannt:

Wenn der Deserteur aus dem Gebiete des jenseiti-
gen Staates, so wie derselbe durch die neuesten
Verträge begrenzt wird, gebürtig ist, und also ver-
mittelst der Desertion nur in seine Heimath zurück-
kehrt;

wenn ein Deserteur in dem Staate, in welchem er
entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, dessen

1830 Bestrafung vor seiner Auslieferung die Landesge-
setze erfordern. Wenn nach überstandener Str
der Deserteur ausgeliefert wird, sollen die densel
betreffenden Untersuchungsacten, entweder im Or
ginal oder auszugsweise und in beglaubigten Ab
schriften übergeben werden, damit ermessen wer
kann, ob ein solcher Deserteur noch zum Militär
dienst geeignet sey oder nicht.

Schulden oder andere von einem Deserteur ein-
gegangene Verbindlichkeiten geben dagegen dem Staate,
in welchem er sich aufhält, kein Recht, dessen Aus-
lieferung zu versagen.

Art. V. Die Verbindlichkeit zur Auslieferung er-
streckt sich auch auf die Pferde, Sattel und Reitzeug,
Armatur und Montirungsstücke und sonstige herrschaft-
liche Militäreffecten, welche von den Deserteurs ohne
mitgenommen worden sind, und tritt auch dann ein,
wenn der Deserteur selbst, nach den Bestimmungen
des vorhergehenden Artikels, nicht ausgeliefert wird.

Art. VI. Um durch die möglichste Regelmäs-
keit die Auslieferung zu beschleunigen, sind die
contrahirende Theile wegen bestimmter gemeinschaftlicher
Ablieferungsorte dahin übereingekommen, daß am
rechten Rheinufer Aschaffenburg und Seligenstadt und
dem linken Rheinufer Worms und Frankenthal zur
Empfangnahme der Deserteurs und zur sofortigen Ver-
zahlung aller, in den folgenden Artikeln X und XI
stipulirten Kosten bestimmt und den in den genannten
vier Orten sich befindenden beiderseitigen Behörden
dazu der besondere Auftrag ertheilt werden soll.

Art. VII. Die Auslieferung geschieht in der Re-
gel freiwillig und ohne erst eine Requisition abzuwar-
ten. Sobald daher eine Militär- oder Civil-Behörde
einen jenseitigen Deserteur entdeckt, wird derselbe
nebst den etwa bei sich habenden Effecten, Pferden,
Waffen etc. sofort, unter Beifügung eines aufzunehmen-
den Protokolls an die jenseitige Behörde, im nächsten
Ablieferungsorte gegen Bescheinigung übergeben.

Art. VIII. Sollte aber ein Deserteur der Aufmer-
merksamkeit der Behörden desjenigen Staates, in wel-
chen er übergetreten ist, entgangen seyn, so wird die-
sen Auslieferung sogleich auf die erste desfallsige

ı erfolgen, selbst dann, wenn er Gelegenheit 1830
n hätte, in den Militärdienst des gedachten
aufgenommen zu werden, oder in diesem Staate
genthum zu erwerben, oder ein Etablissement
ünden. Nur wenn über die Richtigkeit we-
:r, in der Requisition angegebener Thatsachen,
die Auslieferung überhaupt bedingen, solche
obwalten, dafs zuvor eine nähere Aufklärung
n zwischen der requirirenden und der requirir-
örde nöthig wird, ist der Auslieferung Anstand
n.

te aber der Deserteur Mittel gefunden haben,
Staate, in welchen er übergetreten ist, eine
: Ansässigkeit zu begründen und Unterthans-
:u erlangen, so soll er auf Requisition desje-
taates, dessen Fahne er verlassen hat, für
angene Verbrechen der Desertion nach den
ı des Staates, in dem er ansässig ist und Un-
·echte erworben hat, bestraft, und hiervon die
nde Behörde in Kenntnifs gesetzt werden.

·. IX. Die in vorstehendem Artikel erwähnten
ionen ergehen Hessischer Seits an die nächste
h Baierische Kreisregierung oder das nächste
he Divisions-Commando der Baierischen Pro-
ohin der Deserteur sich begeben, und Baieri-
:its an die nächste Grofsherzoglich Hessische
al-Regierung oder an die Commandanten der
ıerie zu Darmstadt, Giessen oder Mainz.
Militärbehörden werden diejenigen Deserteurs,
etwa zum Dienste angenommen seyn sollten,
n dem Militär als solche erkannt und verhaftet
von den Civilbehörden aber diejenigen, bei
es der Fall nicht ist, ausgeliefert.

. X. An Unterhaltungskosten werden dem aus-
n Theile für jeden Deserteur vom Tage seiner
ng an bis zum Tage der Auslieferung ein-
:h für den Tag 14 Kreuzer im 24 fl. Fufs;
Pferd aber täglich sechs Pfund Hafer, acht
Heu und drei Pfund Stroh, den Centner zu
nd gutgethan. Die Berechnung der Futter-
:eschieht nach den Marktpreisen des Orts oder
ısten Stadt, wo die Arretirung geschehen ist,
Bezahlung erfolgt, ohne die geringste Schwie-
gleich bei der Auslieferung.

1830 Art. XI. Aufser den Kosten und der im nachfolgenden Artikel XII. bemerkten Belohnung kann ein mehreres unter irgend einem Vorwande, wenn auch gleich der auszuliefernde Mann unter den Truppen des Staates, der ihn auszuliefern hat, angeworben seyn sollte, etwa wegen des Handgeldes, genossener Lohnung, Bewachung und Fortschaffung, oder wie es sonst Namen haben möchte, nicht gefordert werden. Auch findet bei dem im Artikel IV. Lit. b. bestimmten Falle keine Vergütung an Unterhaltungskosten für die Zeit Statt, welche der Deserteur wegen begangener Verbrechen in Untersuchung oder im Gefängnisse gewesen ist.

Art. XII. Dem Unterthan, welcher einen Deserteur einliefert, soll eine Gratification von 9 fl. im 24 fl. Fufs für einen Mann ohne Pferd, und von 18 fl. im 24 fl. Fufs für einen Mann mit dem Pferde gereicht, von dem ausliefernden Theile vorgeschossen, und sofort bei der Auslieferung wieder erstattet werden. Bei Auslieferung von Deserteurs, die von der Obrigkeit auf Requisition erfolgt, fällt dieses Kartelgeld weg; ebenso bei der Auslieferung ausgetretener Militärpflichtiger, die nicht nach Artikel II. in die Klasse der eigentlichen Deserteurs gehören.

Art. XIII. Ueber den Empfang der in den Artikeln X und XII. gedachten Kosten- und Gratifications-Erstattung hat die ausliefernde Behörde zu quittiren. Des etwa nicht sofort auszumittelnden Betrags der zu erstattenden Unkosten halber ist aber die Auslieferung des Deserteurs, wenn derselben sonst kein Bedenken entgegensteht, nicht aufzuhalten.

Art. XIV. Allen Behörden, besonders den Grenzbehörden, wird es strenge zur Pflicht gemacht werden, auf die jenseitigen Deserteurs ein wachsames Auge zu haben, und daher einen jeden, aus dessen Aussagen, Kleidung, Waffen oder anderen Anzeigen sich ergiebt, dafs er ein solcher Deserteur sey, sogleich, ohne erst eine Requisition abzuwarten, unter Aufsicht zu stellen, oder nach Umständen zu verhaften.

Art. XV. Alle Unterthanen, welche nach der Verfassung der beiderseitigen Staaten zum Dienste bei den stehenden Truppen oder bei der mit denselben in gleiches Verhältnifs gestellten bewaffneten Landesmacht

pflichtig sind, und sich von Zeit der Publication die- 1830
ser Convention an in das Gebiet des anderen Staates oder zu dessen Truppen begeben, sind, auf vorgängige Reclamation, der Auslieferung ebenfalls unterworfen, und es soll mit dieser Auslieferung im Uebrigen sowohl in Hinsicht der dabei zu beobachtenden Form, als auch wegen der zu erstattenden Verpflegungskosten, eben so gehalten werden, wie es wegen der Auslieferung militärischer Deserteurs in dieser Convention bestimmt ist.

Art. XVI. Diejenigen Individuen, welche nach den Gesetzen eines jeden der paciscirenden Staaten in dem Alter der Conscriptions- oder Armee-Pflichtigkeit sind, und bei Ueberschreitung der gegenseitigen Grenzen, ohne eine hinreichende Legitimation vorzeigen zu können, den Verdacht auf sich ziehen, dafs sie sich der Militärpflicht gegen ihren Staat entziehen wollen, sollen sofort zurückgewiesen und dergleichen Personen weder Aufenthalt noch Unterkunft in dem jenseitigen Staate gestattet werden.

Art. XVII. Den beiderseitigen Behörden und Unterthanen wird strenge untersagt werden, Deserteurs oder solche Militärpflichtige, die ihre desfallsige Befreiung nicht hinlänglich nachweisen können, zu Kriegsdiensten anzunehmen, deren Aufenthalt zu verheimlichen, oder dieselben, um sie etwaigen Reclamationen zu entziehen, in entferntere Gegenden zu befördern. Auch soll es nicht gestattet werden, dafs von irgend einer fremden Macht dergleichen Individuen innerhalb der Staaten der hohen Contrahenten angeworben werden.

Art. XVIII. Wer sich der wissentlichen Verhehlung eines Deserteurs oder Militärpflichtigen und der Beförderung der Flucht desselben schuldig macht, wird mit einer nachdrücklichen Geld- oder Gefängnifs-Strafe belegt.

Art. XIX. Gleichmäfsig wird es den Einwohnern beider contrahirenden Theile untersagt werden, von einem jenseitigen Deserteur Pferde, Sattel und Reitzeug, Armatur und Montirungsstücke und andere Militärrequisiten zu kaufen oder sonst an sich zu bringen. Der Uebertreter dieses Verbots wird nicht allein zur Herausgabe dergleichen an sich gebrachter Gegenstände ohne den mindesten Ersatz oder zu Erstattung

1830 des Werths angehalten, sondern noch überdem mit angemessener Strafe belegt werden, wenn bewiesen wird, dafs er wissentlich von einem Deserteur etwas gekauft oder an sich gebracht hat.

Art. XX. Indem auf diese Art eine regelmäfsige Auslieferung der gegenseitigen Deserteurs und Militärpflichtigen eingeleitet ist, wird jede eigenmächtige Verfolgung eines Deserteurs auf jenseitigem Gebiete, als eine Verletzung des letzteren streng untersagt und sorgfältig vermieden werden. Wer sich dieses Vergehens schuldig macht, wird, wenn er dabei betroffen wird, sogleich verhaftet und zur gesetzlichen Bestrafung an seine Regierung abgeliefert werden.

Art. XXI. Als eine Gebietsverletzung ist jedoch nicht anzusehen, wenn von einem Commando, welches einen oder mehrere Deserteurs bis an die Grenze verfolgt, ein Commandirter in das jenseitige Gebiet gesandt wird, um der nächsten Obrigkeit die Desertion zu melden.

Diese Obrigkeit mufs vielmehr, wenn der Deserteur sich in ihrem Bereiche findet, denselben sofort verhaften; der Commandirte darf sich aber keineswegs an dem Deserteur vergreifen, widrigenfalls er nach Artikel XX. zu behandeln ist.

Art. XXII. Jede gewaltsame oder heimliche Anwerbung in jenseitigem Territorio, Verführung jenseitiger Soldaten zur Desertion oder anderer Unterthanen zum Austreten mit Verletzung ihrer Militärpflicht ist streng untersagt. Wer eines solchen Beginnens wegen in dem Staate, wo er sich dessen schuldig gemacht, ergriffen wird, ist der gesetzlichen Bestrafung desselben unterworfen. Wer sich aber dieser Bestrafung durch die Flucht entzieht, oder von seinem Vaterlande aus auf obige Art auf jenseitige Unterthanen zu wirken sucht, wird auf desfallsige Requisition in seinem Vaterlande zur Untersuchung und nachdrücklichen Strafe gezogen werden.

Art. XXIII. Diejenigen, welche vor Bekanntmachung dieser Convention von den Truppen des einen der hohen contrahirenden Theile desertirt sind, und entweder bei den Truppen des anderen Staates Militärdienste genommen haben, oder sich, ohne derglei-

ıen wiederum ergriffen zu haben, in dessen Landen 1830
ıfhalten, sind der Reclamation und Auslieferung nicht
ıterworfen.

Art. XXIV. Den Landeskindern beider Theile, elche zur Zeit der Publication wirklich in dem Mili- rdienst des anderen Staats sich befinden, soll die 'ahl frei stehen, entweder in ihren Geburtsort zurück- ıkehren, oder in den Diensten, in welchen sie sich efinden, zu bleiben. Doch müssen sie sich längstens innen Einem Jahre nach Publication gegenwärtiger 'onvention, diesfalls bestimmt erklären, und es soll enjenigen, welche in ihre Heimath zurückkehren wol- ;n, der Abschied unweigerlich ertheilt werden.

Art. XXV. Gegenwärtige Convention wird von en hohen contrahirenden Theilen beiderseits zu glei- her Zeit, zur genauesten Befolgung publicirt werden.

iermit zur Wissenschaft und Nachachtung der Groſs- ıerzoglichen Behörden und Unterthanen bekannt ge- ıacht.

Darmstadt, am 14. September 1830.

Aus allerhöchstem Auftrage.

Groſsherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

du Thil.

Graf von Görlitz.

55.

1830 *Ordonnance concernant l'immunité d'impôts des ministres étrangers dans le royaume de Saxe du* 29 *Novembre* 1830.

(*Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen.* 37. pag. 219).

Se. Majestät der König und Se. des Prinzen Mitregenten Königl. Hoheit haben anzuordnen geruht, daſs hinsichtlich der den auswärtigen, an hiesigem Hofe accreditirten Gesandten und Geschäftsträgern zu gewährenden Abgabenbefreiungen für die Zukunft folgenden Bestimmungen nachgegangen werde:

1. Die hiesigen Gesandten und Geschäftsträger, so wie die bei den Gesandtschaften angestellten Personen, das Gefolge und die Dienerschaft der Gesandten und Geschäftsträger, haben im Allgemeinen und auf die ganze Dauer ihrer Anwesenheit in gedachter Eigenschaft eine Befreiung zu genieſsen:

a. von allen persönlichen und directen Abgaben,

b. von den Einfuhr- und Verbrauchs-Abgaben wegen aller ihnen zugehörigen, oder für ihren eignen Gebrauch hier eingehenden Waaren und Gegenstände,

c. von der Gleitsabgabe, einschlieſslich der Privatgleite, und von dem Elbzoll.

2. Um dieser Befreiungen für die eingehenden Transporte von Waaren und Effecten theilhaftig zu werden, bedarf es nur eines von dem Chef der Gesandtschaft, oder, in seiner Abwesenheit, von dem Geschäftsträger, eigenhändig ausgestellten und mit dem Gesandtschaftssiegel versehenen Certificats über den Inhalt und das Eigenthum der Ballen, Kisten und Fässer, welche sodann von der speciellen Visitation befreit bleiben.

Dafern es unthunlich wäre, ein solches Certificat vor der Einfuhr auszustellen, kann dasselbe späterhin

nachgebracht werden, und es ist dagegen die Zurückerstattung der erweislich erlegten Abgaben bei den betreffenden Einnahmen zu gewähren. 1830

3. Die Abgabenbefreiung erstreckt sich nicht

a. auf die Grundabgaben von solchen Grundstücken, welche ein auswärtiger Gesandter in hiesigen Landen eigenthümlich besitzt;

b. auf die Leistungen an landesherrliche Cassen, welche für den Gebrauch öffentlicher Anstalten, als der Chausseeen, Wege, Brücken, Fähren und Posten zu erlegen sind, auch nicht auf die Recognitionsgebühr, welcher die Schiffsgefäfse auf der Elbe unterliegen; es mögen jedoch diejenigen Gesandten, welchen bisher die Befreiung vom Chausseegelde zugestanden hat, bei dem Genusse dieser Befreiung für ihre Personen auf die Zeit ihrer hiesigen Anstellung gelassen werden;

c. auf die indirecten- und Verbrauchs-Abgaben, welche in erster Hand erlegt worden sind und mit dem Preise der Gegenstände zusammenfallen.

4. An diesen Abgabenbefreiungen haben die mit speciellen Missionen auswärtiger Staaten nach Sachsen kommenden Personen, die Agenten, Handelsconsuln und alle Andre, welche nicht zu dem an Unserm Hofe residirenden diplomatischem Corps gehören, keinen Theil.

Hiernach haben sich alle Accis-, Gleits- und Elbzoll-Officianten gehörig zu achten.

Dresden, den 29sten November 1830.

Königl. Sächs. Geheimes Finanz-Collegium.

G. von Bünau.

Ludwig von Zahn.

56.

1830 *Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre le Danemarc et le duché de Schleswic d'un côté et la ville libre et Anséatique de Lubec de l'autre côté, publiée à Copenhague le* 30 *Novembre* 1830.

(*Copenhagen. Gedruckt bei dem Director Jens Hostrup Schultz*, Königlichem und Universitäts-Buchdrucker 4°).

Nachdem Seine Majestät der König von Dänemark mit dem Senate der freien Hanse-Stadt Lübeck dahin übereingekommen sind, die Aufhebung der Auswanderungssteuer und der Nachsteuer, welche zufolge des 18ten Artikels der Deutschen Bundes-Acte vom 8ten Junii 1815 und des Beschlusses der Deutschen Bundesversammlung vom 23sten Junii 1817 zwischen den Herzogthümern Holstein und Lauenburg und der freien Hanse-Stadt Lübeck bereits festgesetzt worden, nunmehr auch auf die Königlich Dänischen nicht zum Deutschen Bunde gehörigen Staaten auf der einen und die freie Hanse-Stadt Lübeck mit ihrem gesammten Gebiet auf der anderen Seite auszudehnen, so wird hiedurch im Namen Seiner Majestät des Königs von Dänemark erkläret, dafs:

Art. I. Von keinem Vermögens-Uebergang aus dem Königreiche Dänemark und dem Herzogthume Schleswig in die freie Hanse-Stadt Lübeck und deren gesammtes Gebiet, — dieser Vermögens-Uebergang mag sich nun durch Auswanderung oder Erbschaft, Legat, Brautschatz, Schenkung oder auf andere Art ergeben, — soll irgend ein Abschofs oder Abfahrtsgeld, (jus detractus, census emigrationis) erhoben werden.

Art. II. Unter dieser wechselseitigen Aufhebung sind beiderseitig nicht begriffen alle diejenigen Abgaben, welche, ohne Rücksicht darauf, ob das Object

erselben im Lande bleibt oder nicht, von Einheimi- 1830
hen und Fremden gleichmäſsig zu erlegen sind.

Art. III. Die vorstehend bestimmte Freizügigkeit
ll sich sowohl auf denjenigen Abschoſs und auf das-
nige Abfahrtsgeld, welche in die Königlichen Kassen
eſsen würden, als auf denjenigen Abschoſs und auf
sjenige Abfahrtsgeld erstrecken, welche sonst Indi-
duen, Commünen oder öffentlichen Stiftungen zu-
len möchten.

Art. IV. Die Bestimmungen der obenstehenden
tikel treten von dem 1sten Januarii 1831 an in Kraft,
bei für Erbschaften nicht das Datum des Erbschafts-
falls, sondern der Exportation des Vermögens zu
rücksichtigen ſeyn wird.

Art. V. Die durch obige Artikel bestimmte Frei-
gigkeit hat hinsichtlich der Personen keine Anwen-
ng; sondern es verbleibt hierunter bei den zwischen
iner Majestät dem Könige von Dänemark und der
ien Hanse-Stadt Lübeck bestehenden Verträgen,
wie bei den beiderseitigen Gesetzen in ihrer jetzi-
n oder künftigen Modalität, welche die Person des
swandernden und seine persönlichen Pflichten na-
entlich rücksichtlich des Kriegsdienstes betreffen.

Dessen zu Urkund ist gegenwärtige Declaration
f allerhöchstgedachter Seiner Majestät des Königs
n Dänemark allergnädigsten Befehl unter vorgedruck-
n Königlichen Insiegel ausgestellt worden.

So geschehen zu Copenhagen, den 30sten No-
nber 1830.

E. *Gr.* Schimmelmann.

57.

1829 *Convention of commerce and navigation between His Britannick Majesty and The Emperor of Austria. Signed at London, December* 21, 1829.

(*Presented to both Houses of Parliament, by Command of His Majesty, March,* 1830. London: printed by R. G. Clarke fol.).

His Majesty, The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the Emperor of Austria, King of Hungary and Bohemia, being equally desirous of extending and increasing the commercial intercourse between Their respective States, and of affording every facility and encouragement to Their Subjects engaged in such intercourse; and being of opinion that nothing will more contribute to the attainment of Their mutual wishes in this respect, than a reciprocal abrogation of all discriminating and countervailing duties which are now demanded and levied upon the Ships or Productions of either Nation in the Ports of the other, have appointed Their Plenipotentiaries to conclude a Convention for that purpose, that is to say: —

His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, The Right Honourable George Earl of Aberdeen, Viscount Gordon, Viscount Formartine, Lord Haddo, Methlick, Tarvis, and Kelie; a Peer of the said United Kingdom, a Member of His Britannick Majesty's Most Honourable Privy Council, Knight of the Most Ancient and Most Noble Order of the Thistle, and His said Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs: — And The Right Honourable William FitzGerald Vesey FitzGerald, a Member of His said Majesty's Most Honourable Privy Council, a Member of Parliament, President of the Committee of Privy Council for Affairs of Trade and Foreign Plantations, Treasurer of His said Majesty's Navy, and His Lieutenant and Governor of the County of Clare, in Ireland: —

57.

'onvention de commerce et de na- 182 *igation entre la Grande Bretagne et l'Autriche, signée à Londres le 21 Décembre* 1829.

(Sur copie officielle).

)a Majesté Le Roi du Royaume Uni de la Grande retagne et de l'Irlande, et Sa Majesté l'Empereur Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, égaleent animés du désir d'étendre et d'accroitre les retions commerciales entre Leurs Etats respectifs, et procurer toutes les facilités et tous les encourageens possibles à ceux de Leurs Sujets qui ont part ces relations; et persuadés que rien ne sauroit conibuer davantage à l'accomplissement de Leurs souaits mutuels à cet égard, que l'abolition réciproque e toute différence entre les impôts levés aujourd'hui ur les Bâtimens ou les productions de l'un des deux Etats dans les Ports de l'autre, ont nommé des Pléipotentiaires pour conclure une Convention à cet ffet, savoir: —

Sa Majesté Le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande, le très Honorable George Comte d'Aberdeen, Vicomte Gordon, Vicomte Fornartine, Lord Haddo, Methlick, Tarvis, et Kellie; Pair du dit Royaume Uni, Conseiller de Sa Majesté Britannique en Son Conseil Privé, Chevalier du très Ancien et très Noble Ordre du Chardon, et Son Principal Secrétaire d'Etat ayant le Département des Affaires Etrangères: — Et le très Honorable William FitzGerald Vesey FitzGerald, Conseiller de Sa dite Majesté en Son Conseil Privé, Membre du Parlement, Président du Comité du Conseil Privé pour les Affaires de Commerce et des Colonies, Trésorier de la Marine de Sa dite Majesté, et Son Lieutenant et Gouverneur de la Comté de Clare, en Irlande.

1829 And His Majesty The Emperor of Austria, King of Hungary and Bohemia, the Sieur Paul Prince Esterhazy-Galantha, Count of Edelstett, etc. etc. Grand Cross of the Orders of St. Stephen of Hungary, of the Guelphs of Hanover, of St. Ferdinand and of Merit of Sicily, and of Christ; Chamberlain, and Privy Councillor of His Imperial and Royal Apostolick Majesty, and His Ambassador Extraordinary to His Britannick Majesty: —

Who, after having communicated to each other their respective Full Powers, found to be in due and proper form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Art. I. From and after the 1st day of February 1830, Austrian Vessels entering or departing from the Ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and British Vessels entering or departing from the Ports of His Imperial and Royal Apostolick Majesty's Dominions, shall not be subject to any other or higher duties or charges whatever, than are or shall be levied on national vessels entering or departing from such Ports respectively.

Art. II. All Articles of the growht, produce, or manufacture of any of the Dominions of either of The High Contracting Parties, which are or shall be permitted to be imported into, or exported from the Ports of the United Kingdom and of Austria, respectively, in Vessels of the one Country, shall, in like manner, be permitted to be imported into and exported from those Ports in Vessels of the other.

Art. III. All Articles not of the growth, produce, or manufacture of the Dominions of His Britannick Majesty, which can legally be imported from the United Kingdom of Great Britain and Ireland, into the Ports of Austria, in British Ships, shall be subject only to the same duties as are payable upon the like Articles, if imported in Austrian Ships: and the same reciprocity shall be observed in the Ports of the United Kingdom, in respect to all Articles not the growth, produce, or manufacture of the Dominions of His Imperial and Royal Apostolick Majesty,

Et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de l
ngrie et de Bohême, le Sieur Paul Prince Ester-
zy-Galantha, Comte d'Edelstett, etc. etc. Grand'
oix des Ordres de St. Etienne de Hongrie, des
elphes de Hanovre, de St. Ferdinand et du Mérite
Sicile, et du Christ; Chambellan, Conseiller in-
e actuel de Sa Majesté Impériale et Royale Apos-
ique, Son Ambassadeur Extraordinaire près Sa Ma-
té Britannique: —

Lesquels, après s'être communiqué réciproque-
nt leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne
due forme, ont arrêté et conclu les Articles suivans:

Art. I. A dater du 1er Février 1830, et après
tte époque, les Bâtimens Autrichiens qui entreront
ns les Ports du Royaume Uni de la Grande Bre-
gne et de l'Irlande, ou qui en sortiront, et les Na-
es Anglais qui entreront dans les Ports de l'Au-
che, ou qui en sortiront, ne seront sujets à aucuns
oits ou charges, de quelque nature qu'ils soient,
tres ou plus considérables que ceux qui sont actuel-
nent, ou pourront, par la suite, être imposés aux
avires indigènes à leur entrée dans ces Ports, ou à
ur sortie.

Art. II. Toutes les productions du sol et de l'in-
ustrie de tous les Etats soumis à la domination des
autes Parties Contractantes, dont l'importation dans
s Ports Autrichiens et dans les Ports du Royaume
ni, ou l'exportation de ces mêmes Ports, est, ou
ra permise, dans les navires indigènes, pourront y
re importés, ou en être exportés, exactement de la
ème manière, dans les Navires appartenans aux
tats de l'autre.

Art. III. Tous les objets qui ne sont pas des
oductions du sol et de l'industrie des Etats soumis
la domination de Sa Majesté Britannique, et qui
euvent légalement être importés du Royaume Uni de
Grande Bretagne et de l'Irlande dans les Ports de
Autriche, sur des Vaisseaux Anglais, ne seront sou-
is qu'aux mêmes droits que payeroient ces mêmes
bjets, s'ils étoient importés sur des Vaisseaux Autri-
hiens. Une exacte réciprocité sera observée dans les
'orts du Royaume Uni, par rapport aux objets qui
e sont pas des productions du sol et de l'industrie

1829 which can legally be imported into the Ports of the United Kingdom in Austrian Ships.

Art. IV. All goods, wares, and merchandize which can legally be imported into the Ports of either Country, shall be admitted at the same rate of duty, whether imported in Vessels of the other Country, or in national Vessels; and all goods, wares or merchandize which can be legally exported from the Ports of either Country, shall be entitled to the same bounties, drawbacks, and allowances, whether exported in Vessels of the other Country, or in national Vessels.

Art. V. No priority or preference shall be given, directly or indirectly, by the Government of either Country, or by any Company, Corporation, or Agent, acting on its behalf, or under its authority, in the purchase of any Article the growth, produce, or manufacture of either Country, imported into the other, on account of, or in reference to the national character of the Vessel in which such Article may be imported; it being the true intent and meaning of The High Contracting Parties, that no distinction or difference whatever shall be made in this respect.

Art. VI. In respect to the commerce to be carried on in Austrian Vessels with the British Dominions in the East Indies, or now held by the East India Company in virtue of their Charter, His Britannick Majesty consents to grant the same facilities and privileges, in all respects, to the subjects of His Imperial and Royal Apostolick Majesty, as are or may be enjoyed, under any Treaty or Act of Parliament, by the subjects or citizens of the most favoured Nation; subject to the laws, rules, regulations, and restrictions which are or may be applicable to the ships and subjects of any other foreign Country enjoying the like facilities and privileges of trading with the said Dominions.

Art, VII. All the possessions of His Britannick Majesty in Europe, except the British possessions in the Mediterranean Sea, shall, for all the purposes of this Convention, be considered as forming part of the United Kingdom of Great Britain and Ireland.

des Etats de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, et qui peuvent être légalement importés dans les Ports du Royaume Uni sur des Vaisseaux Autrichiens. 1829

Art. IV. Toutes les marchandises et objets de commerce, dont l'entrée dans les Ports de l'un des deux Etats, est permise, seront exactement sujets aux mêmes droits, qu'ils soient importés par les Navires de l'autre Etat, ou par les Bâtimens nationaux; et il sera accordé pour toutes les marchandises et objets de commerce, dont la sortie des Ports des deux Etats sera permise, les mêmes primes, remboursemens de droits, et avantages, que l'exportation s'en fasse par Navires de l'un, ou par ceux de l'autre Etat.

Art. V. Il ne sera donné, indirectement, ni par l'un des deux Gouvernemens, ni par aucune Compagnie, Corporation, ou Agent, agissant en son nom, ou sous son autorité, aucune préférence quelconque, pour l'achat d'aucune production du sol ou de l'industrie de l'un des deux Etats, importée dans le territoire de l'autre, à cause ou en considération de la nationalité du Navire qui auroit transporté cette production; l'intention bien positive des deux Hautes Parties Contractantes étant, qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. VI. Quant au commerce à faire par les Vaisseaux Autrichiens avec les possessions de Sa Majesté Britannique dans les Indes Orientales, ou au pouvoir de la Compagnie des Indes en vertu de leur Charte, Sa Majesté Britannique consent à accorder aux sujets de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique les mêmes facilités et privilèges dont jouissent, ou pourront jouir, en conséquence de tout Traité ou Acte de Parlement quelconque, les sujets ou citoyens de la Nation la plus favorisée; soumis aux loix, règles, règlemens, et restrictions, qui sont ou peuvent devenir applicables aux Vaisseaux et aux sujets de tout autre Etat jouissant des mêmes facilités et privilèges pour faire le commerce avec les dites possessions.

Art. VII. Toutes les possessions de Sa Majesté Britannique en Europe, à l'exception des possessions Britanniques dans la Méditerranée, seront, pour tous les objets de la présente Convention, censées former partie du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande.

1829 Art. VIII. That Clause of Article VII of the Convention concluded at Paris on the 5th of November 1815, between the Courts of Great Britain, Austria, Prussia, and Russia, which relates to the commerce between the Dominions of His Imperial and Royal Apostolick Majesty, and the United States of the Ionian Islands, is hereby confirmed.

Art. IX. The present Convention shall be in force until the 18th day of March 1836, and further, until the end of twelve Months after either of The High Contracting Parties shall have given notice to the other of its intention to terminate the same; each of the High Contracting Parties reserving to Itself the right of giving such notice to the other, on, or at any time after, the said 18th day of March 1836; and it is hereby agreed between Them, that, at the expiration of twelve Months after such notice shall have been received by either Party from the other, this Convention, and all the provisions thereof, shall altogether cease and determine.

Art. X. The present Convention shall be ratified, and the Ratifications shall be exchanged at London, within one Month from the date hereof, or sooner if possible.

In Witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the Seals of their Arms.

Done at London, the Twenty-first day of December, in the Year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-nine.

Aberdeen.

W. F. Vesey FitzGerald.

Art. VIII. La Clause de l'Article VII de la Con- 1829
ntion conclue à Paris le 5 Novembre 1815, entre
ſ Cours de la Grande Bretagne, de l'Autriche, de
Prusse, et de la Russie, relativement au commerce
tre les Etats de Sa Majesté Impériale et Royale
ostolique, et les Etats Unis des Iles Joniennes, sera
intenue.

Art. IX. La présente Convention restera en vigueur
qu'au 18 Mars 1836, et au delà de ce terme, jusqu'à
xpiration de douze mois après que l'une des Hautes
irties Contractantes aura annoncé à l'autre son in-
ntion de la terminer; chacune des deux Hautes
irties Contractantes se réservant le droit d'en faire
l'autre la déclaration à la date susmentionnée du 18
ars 1836, ou à telle époque que ce soit après ce
ir; et il est convenu entre Elles, qu'à l'expiration
douze Mois après qu'une telle déclaration d'une des
autes Parties Contractantes aura été reçue par l'autre,
tte Convention, et toutes les stipulations y renfer-
ées, cesseront d'être obligatoires pour les deux Parties.

Art. X. La présente Convention sera ratifiée,
les Ratifications en seront échangées à Londres,
ns l'espace d'un Mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs
nt signée, et y ont apposé les Sceaux de leurs Armes.

Fait à Londres, le Vingt-un Décembre, l'An de
ace mil huit cent vingt-neuf.

Esterhazy.

I.

TABLE CHRONOLOGIQUE

des traités renfermés dans ce tome.

1825

1825 5 Juill. Convention de limites entre la France et la Bavière Pag. 1

1827

1827 11 Juin Déclaration entre la Prusse et la France pour terminer le différend qui s'est élévé sur le district de la Leyen 52

20 Juin Convention de commerce et de navigation entre l'Hanovre et les Etats-Unis du Mexique 50

1828

1828 2 Juill. Traité principal entre l'Autriche, la Prusse, la Bavière, l'électorat de Hesse et la ville libre de Francfort concernant la repartition des depenses et dettes centrales du ci-devant grand-duché de Francfort et des dépenses et dettes départementales de Fulda (

16 Août Convention entre le gouvernement Prussien et celui des Pays-Bas, pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes 5

21 Août Convention conclue entre la France et le Brésil, relative aux indemnités à donner à des sujets françois pour la valeur des cargaisons et navires françois saisis et capturés par l'escadre brésilienne de la rivière de la Plata, et définitivement condamnés par les tribunaux du Brésil 5

Août Article additionel signé entre la France et le Brésil, le 21 Août 1828, à l'effet de fixer d'une manière précise le sens de l'article 21 du traité d'amitié, de navigation et de commerce du 8 Janvier 1826 Pag. 60

1829

anv. Convention entre l'Hanovre et le grand-duché d'Oldenbourg concernant les rapports de navigation et de douanes 62

anv. Convention entre le grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, concernant l'égalité des droits à observer réciproquement entre les ouvriers des deux grand-duchés 72

anv. Convention entre le Danemarc et la Russie concernant le salut maritime entre les vaisseaux de guerre des deux puissances 73

anv. / évr. Déclaration ministerielle entre la Prusse et la Bavière concernant la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 75

évr. Déclaration du gouvernement d'Hayti concernant la réciprocité de commerce et de navigation avec la ville libre de Brême 79

évr. Convention entre le duché de Nassau et la ville libre de Francfort pour empêcher les délits forestiers, de chasse et de pêche, sur les frontières respectives 77

Mars / Avril Convention entre les grand-duchés de Hesse et de Bâde, concernant l'exécution réciproque des jugements rendus dans les deux états 230

Mai / évr. Déclaration ministerielle entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Köthen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 80

Mai / Avril Convention entre la Saxe royale et le grand-duché de Saxe-Weimar concernant les délits forestiers et de chasse 82

Mai Traité entre la Hesse grand-ducale et le duché de Nassau pour faciliter le commerce du baillage Nassovien de Reichelsheim 85

1829 27 Mai Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'une part et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre part Pag. 90

27 Mai Traité de commerce et de douanes entre la Hesse électorale et la Hesse grand-ducale 101

12 Juin Ordonnance du gouvernement Hanovrien concernant l'abolition du droit de détraction par rapport aux héritages exportés dans le royaume de France 109

24 Juin Traité de paix entre le général Juan Lavallé, gouverneur provisoire et capitaine général de Buenos Ayres et le commandant général des districts de l'intérieur du pays, Manuel Rosas; signé à Canellas 110

3 Juill. Traité entre la Prusse et le duché de Saxe-Meiningen pour faciliter réciproquement le commerce entre leurs sujets respectifs 111

4 Juill. Traité entre la Prusse et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant les droits perçus sur la frontière du territoire prussien du commerce du baillage enclavé de Volkenrode, appartenant au duché de Saxe-Cobourg-Gotha 118

4 Juill. Traité entre la Prusse et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha pour faciliter réciproquement le commerce entre leurs sujets respectifs 124

9 Juill. Conventions conclues entre le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach d'une part et la Saxe royale, le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, le duché de Saxe-Altenbourg, la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt, et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, la principauté de Reuss-Plauen et de Reuss-Gera de l'autre part, concernant les délits forestiers et de chasse 131

30 Juill. Convention de cartel conclu entre l'Autriche et le grand-duché de Bade 135

2/14 Septr. Traité de paix entre la Russie et la Porte Ottomane, signé à Adrianople 143

Septr. Traité séparé entre la Russie et la Porte Ottomane relatif aux principautés de Moldavie et de Valachie, signé à Adrianople Pag. 152 1829
Septr. Convention entre la Hesse électorale et le duché de Nassau concernant le commerce entre les baillages de Dorheim et de Reichelsheim 156
Octbr. Convention de commerce entre l'Hanovre, la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brême 157
Octbr. Ordonnance de S. A. R. le grand-duc de Hesse concernant la publication des bulles papales: "Provida sollersque" et: "Ad dominici gregis custodiam" 161
Octbr. Convention définitive entre la Prusse et la France conclue à Sarrebruck, pour régler les limites des deux états respectifs, conformément aux stipulations des traités de Paris du 30 Mai 1814 et du 20 Novembre 1815 et ensuite de la déclaration signée à Paris le 11 Juin 1827 162
Octbr. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement pris avec la Hesse électorale pour la défense des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 175
Décbr. Traité entre la Prusse et les principautés de Reuss-Schleitz, de Reuss-Lobenstein et de Reuss-Ebersdorf, concernant leur accession au système de douanes prussien 177
Décbr. Convention de commerce et de navigation entre la Grande Bretagne et l'Autriche 400
Décbr. Convention de douanes en exécution du traité de commerce et de douanes conclu le 27 Mai 1829 entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et la Hesse grand-ducale de l'autre part 180
Décbr. Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Landgrave souverain de Hesse concernant l'accession de ce dernier par rapport au baillage de Meisenheim au système

1829 des douanes et des impôts indirects des provinces occidentales de la monarchie Prussienne Pag. 224

1830

1830 7 Janv. Convention entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté, concernant le commerce sur les frontières respectives 232

21 Janv. Convention concernant l'exécution du traité de commerce conclu le 27 Mai 1829 entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté 235

10/22 Févr. Convention entre la Hesse électorale et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha concernant la répression des délits forestiers dans les forêts limitrophes 237

6 Mars Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Duc de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant l'accession de la principauté de Lichtenberg au système de douanes des provinces occidentales de la monarchie Prussienne 238

17/29 Mars Convention de cartel entre la Prusse et la Russie et la Pologne 244

23 Mars Traité entre la Prusse et l'Hanovre concernant les liquidations et les compensations réciproques 256

27 Mars Traité de commerce et de douanes entre l'Hanovre, la Hesse électorale, le grand-duché d'Oldenbourg et le duché de Brunsvic 334

28 Mars Convention entre Sa Majesté le Roi de Danemarc et les Etats-Unis d'Amérique 350

29 Mars Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction ou de traite-foraine entre l'Hanovre et le canton de Berne 358

3 Avril Déclaration entre la Grande Brétagne et le grand-duché d'Oldenbourg concernant l'abolition du droit de détraction entre les deux pays 359

2 Juin Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre le Danemarc et l'Autriche 360

Juill. Convention entre le général en chef de l'armée françoise et Son Altesse le dey d'Alger, concernant la reddition de la ville d'Alger Pag. 362 1830

Juill. Convention entre la Hesse électorale, le royaume de Saxe et le grand-duché de Saxe-Weimar, concernant la réduction des droits d'entrée de certaines marchandises 363

Juill. Déclaration entre la Saxe royale et la Bavière concernant la protection à accorder réciproquement aux auteurs et aux libraires contre la contrefaçon 373

Juill. Traité entre la Prusse et le grand-duché d'Oldenbourg, concernant l'accession de la principauté de Birkenfeld au système de douanes prussien 375

Juill. Traité de navigation entre la Prusse et le grand-duché d'Oldenbourg 385

Août Convention entre les grand-duchés de Hesse et de Bade concernant la répression des délits forestiers dans les deux états 387

Septr. Convention de cartel entre le grand-duché de Hesse et la Bavière 388

Nav. Ordonnance concernant l'immunité d'impôts des ministres étrangers dans le royaume de Saxe 396

Nov. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre le Danemarc et le duché de Schleswic d'un côté et la ville libre et Anséatique de Lubec de l'autre côté 398

II.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

Alger.

1830 5 Juill. Convention entre le général en chef de l'armée françoise et S. A. le Dey d'Alger, concernant la reddition de la ville d'Alger Pag. 362

Amérique (Etats Unis d').

1830 28 Mars Convention avec le Danemarc 350

Angleterre voyez Grande Brétagne.

Anhalt Köthen.

1829 8 Mai / 24 Févr. Déclaration entre la Prusse et le duché d'Anhalt Köthen, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon. 80

Autriche.

1828 2 Juill. Traité principal avec la Prusse, la Bavière, l'électorat de Hesse et la ville libre de Francfort concernant la repartition des dépenses et des dettes centrales du ci-devant grand-duché de Francfort et des dépenses et dettes départementales de Fulda 6

1829 30 Juill. Convention de cartel avec le grand-duché de Bâde 135

21 Décbr. Convention de commerce et de navigation avec la Grande Brétagne 400

1830 2 Juin Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction avec le Danemarc 360

Bâde.

1829 19 Mars / 24 Avril Convention avec la Hesse grand-ducale concernant l'exécution réciproque des jugemens rendus dans les deux états 230

Juill. Convention de cartel avec l'Autriche Pag. 135 1829

Août Convention avec la Hesse grand-ducale concernant la répression des délits forestiers dans les deux états 387 1830

Bavière.

Juill. Convention de limites avec la France 1 1825

Juill. Traité principal avec l'Autriche, la Prusse, la Hesse électorale et la ville libre de Francfort concernant la répartition des dépenses et dettes centrales du ci-devant grand-duché de Francfort et des dépenses et dettes départementales de Fulda 6 1828

Janv. Déclaration ministerielle entre la Prusse et la Bavière concernant la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 75 1829

Févr.

Mai Traité de commerce et de douanes entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et la Hesse grand-ducale de l'autre part, 90

Décbr. Convention de douanes en exécution du traité de commerce et de douanes conclu le 27 Mai 1829 entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et le Wurtemberg de l'autre part 180

Janv. Convention entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté, concernant le commerce sur les frontières respectives 232 1830

Janv. Convention concernant l'exécution du traité de commerce du 27 Mai 1829 entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté 235

Juill. Déclaration entre la Saxe royale et la Bavière, concernant la protection à accorder réciproquement aux auteurs et aux libraires contre la contrefaçon 373

Sept. Convention de cartel avec la Hesse grand-ducale 388

Brême (ville libre de).

1829 20 Févr. Déclaration du gouvernement d'Hayti concernant la réciprocité de commerce et de navigation avec la ville libre de Brême Pag. 79

11 Octr. Convention de commerce avec l'Hanovre, la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau et le duché de Brunsvic 157

Brésil.

1828 21 Août. Convention conclue avec la France, relative aux indemnités à donner à des sujets françois pour la valeur des cargaisons et navires françois saisis et capturés par l'escadre brésilienne de la rivière de la Plata, et définitivement condamnés par les tribunaux du Brésil 56

21 Août Article additionnel conclu avec la France à l'effet de fixer d'une manière précise le sens de l'art. 21 du traité de l'amitié, de navigation et de commerce du 8 Janvier 1826 60

Brunsvic.

1829 11 Octr. Convention de commerce avec l'Hanovre, la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau et la ville libre de Brême 157

1830 27 Mars Traité de commerce et de douanes, avec l'Hanovre, la Hesse électorale, et le grand-duché d'Oldenbourg 380

Buenos Ayres (Provinces Unies de Rio de la Plata).

1829 24 Juin Traité de paix entre le général Juan Lavallé, gouverneur provisoire et capitaine général de la province de Buenos Ayres et le commandant général des districts de l'intérieur du pays, Manuel Rosas 110

Danemarc.

15 Janv. Convention avec la Russie concernant le salut maritime entre les vaisseaux de guerre des deux puissances 73

1830 28 Mars Convention avec les Etats-Unis d'Amérique 350

2 Juin Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction avec l'Autriche 360

Juin Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction avec l'Autriche Pag. 360 1830
Nov. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre le Danemarc et le duché de Schleswic d'un côté et la ville libre et Anséatique de Lubec de l'autre côté 398

France.

Juill. Convention de limites avec la Bavière 1 1825
Juin. Déclaration entre la France et la Prusse pour terminer le différend qui s'est élévé sur le district de la Leyen 52 1827
Août Convention conclue avec le Brésil, relative aux indemnités à donner à des sujets françois pour la valeur des cargaisons et navires françois saisis et capturés par l'escadre brésilienne de la rivière de la Plata, et définitivement condamnés par les tribunaux du Brésil 56 1828
Août Article additionnel conclu avec le Brésil, à l'effet de fixer d'une manière précise le sens de l'art. 21 du traité d'amitié, de navigation et de commerce du 8 Janvier 1826 60
Juin Ordonnance du gouvernement Hanovrien concernant l'abolition du droit de détraction par rapport aux héritages exportés dans le royaume de France 109 1829
Octr. Convention définitive avec la Prusse, conclue à Sarrebruck, pour régler les limites des deux états respectifs, conformement aux stipulations des traités de Paris du 30 Mai 1814 et du 20 Novembre 1815 et ensuite de la déclaration signée à Paris le 11 Juin 1827 162
Juill. Convention entre le général en chef de l'armée françoise et S. A. le Dey d'Alger, concernant la reddition de la ville d'Alger 362 1830

Francfort (ville libre de).

Févr. Convention avec le duché de Nassau pour empêcher les délits forestiers, de chasse et de pêche, sur les frontières respectives 77 1829

Grande Brétagne.

Décbr. Convention de commercé et de navigation avec l'Autriche 400

1830 3 Avril Déclaration entre la Grande Brétagne et le grand duché d'Oldenbourg concernant l'abolition du droit de détraction entre les deux pays Pag. 359

Hanovre.

1827 20 Juin Convention de commerce et de navigation avec les Etats-Unis du Mexique 50
1829 10 Janv. Convention avec le grand-duché d'Oldenbourg concernant les rapports de navigation et de douanes. 62
12 Juin Ordonnance concernant l'abolition du droit de détraction par rapport aux héritages exportés dans le royaume de France 109
11 Octr. Convention de commerce avec la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brême 157
1830 23 Mars Traité avec la Prusse concernant les liquidations et les compensations réciproques 256
27 Mars Traité de commerce et de douanes avec la Hesse électorale, le grand-duché d'Oldenbourg et le duché de Brunsvic 334
29 Mars Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction ou de traite-foraine entre l'Hanovre et le canton de Berne 358

Hayti.

1829 20 Févr. Déclaration concernant la réciprocité de commerce et de navigation avec la ville libre de Brême 79

Hesse électorale.

1828 2 Juill. Traité principal avec l'Autriche, la Prusse, la Bavière et la ville libre de Francfort concernant la repartition des dépenses et dettes centrales du ci-devant grand-duché de Francfort et des dépenses et dettes départementales de Fulda 6
1829 27 Mai Traité de commerce et de douanes avec la Hesse grand-ducale 107
25 Septr. Convention avec le duché de Nassau concernant le commerce entre les baillages de Dorheim et de Reichelsheim 156

Octr. Convention de commerce avec l'Hanovre, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brême Pag. 157 1829
Octr. Déclaration concernant un arrangement pris avec la Prusse pour la défense des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 175
Févr. Convention avec le duché de Saxe-Cobourg-Gotha concernant la répression des délits forestiers dans les forêts limitrophes 237 1830
Mars Traité de commerce et de douanes avec l'Hanovre, le grand-duché d'Oldenbourg et le duché de Brunsuic 334
Juill. Convention avec le royaume de Saxe et le grand-duché de Saxe-Weimar, concernant la réduction des droits d'entrée de certaines marchandises 363

Hesse grand-ducale.

Mars Avril Convention avec le grand-duché de Bâde, concernant l'exécution réciproque des jugemens rendus dans les deux états 230 1829
Mai Traité avec le duché de Nassau pour faciliter le commerce du baillage Nassovien de Reichelsheim 85
Mai Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'une part et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre part 90
Mai Traité de commerce et de douanes avec la Hesse électorale 101
Octr. Ordonnance de S. A. R. le grand-duc de Hesse concernant la publication des bulles papales: "Provida sollersque" et "Ad dominici gregis custodiam" 161
Décbr. Convention de douanes en exécution du traité de commerce et de douanes conclu le 27 Mai 1829 entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et la Hesse grand-ducale de l'autre part 180
Janv. Convention entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et 1830

le Wurtemberg de l'autre côté, concernant le commerce sur les frontières respectives Pag. 223
1830 21 Janv. Convention concernant l'exécution du traité de commerce conclu le 27 Mai 1829 entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté 235
9 Août Convention avec le grand-duché de Bâde concernant la répression des délits forestiers dans les deux états 387
14 Septr. Convention de cartel avec la Bavière 388

Hesse Hombourg.

1829 31 Décbr. Traité avec la Prusse concernant l'accession du baillage de Meisenheim au système des douanes et des impôts indirects des provinces occidentales de la monarchie Prussienne 224

Lubec (ville libre de).

1830 30 Nov. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction avec le Danemarc et le duché de Schleswic 398

Mecklenbourg-Schwerin.

1829 10 Janv. Convention avec le grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz, concernant l'égalité des droits à observer réciproquement entre les ouvriers des deux grand-duchés 72

Mecklenbourg-Strelitz.

1829 10 Janv. Convention avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, concernant l'égalite des droits à observer réciproquement entre les ouvriers des deux grand-duchés 72

Mexique (Etats-Unis du).

1827 20 Juin Convention de commerce et de navigation avec l'Hanovre 50

Nassau.

1829 28 Févr. Convention avec la ville libre de Francfort pour empêcher les délits forestiers, de chasse et de pêche, sur les frontières respectives 77
27 Mai Traité avec la Hesse grand-ducale pour faciliter le commerce du baillage Nassovien de Reichelsheim 85

Septr. Convention avec la Hesse électorale concernant le commerce entre les baillages de Dorheim et de Reichelsheim Pag. 156 1829
Octr. Conv. de commerce avec l'Hanovre, la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brème 157

Oldenbourg.

Janv. Convention avec l'Hanovre, concernant les rapports de navigation et de douanes 62 1829
Octr. Convention avec l'Hanovre, la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brème 157
Mars Traité de commerce et de douanes avec l'Hanovre, la Hesse électorale et le duché de Brunsvic 334 1830
Avril Déclaration entre la Grande Brétagne et le grand-duché d'Oldenbourg concernant l'abolition du droit de détraction entre les deux pays 359
Juill. Traité avec la Prusse, concernant l'accession de la principauté de Birkenfeld, au système de douanes prussien 375
Juill. Traité de navigation avec la Prusse 385

Pays-Bas.

Août Convention avec la Prusse, pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes 54 1828

Pologne.

Mars Convention de cartel avec la Prusse 244 1830

Porte-Ottomane.

Septr. Traité de paix avec la Russie, signé à Adrianople 143 1829
Septr. Traité séparé avec la Russie relatif aux principautés de Moldavie et de Valachie, signé à Adrianople 152

Prusse.

Juin Déclaration entre la Prusse et la France pour terminer le différend qui s'est élévé sur le district de la Leyen 52 1827
Juill. Traité principal avec l'Autriche, la Bavière, l'électorat de Hesse et la ville libre de Francfort concernant la répartition des dé- 1828

penses et dettes centrales du ci-devant grand-duché de Francfort et des dépenses et dettes départementales de Fulda Pag. 6

1828 16 Août Convention avec les Pays-Bas pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes 54

1829 22 Janv. / 9 Févr. Déclaration ministerielle entre la Prusse et la Bavière concernant la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 75

8 Mai / 21 Févr. Déclaration ministerielle entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Köthen, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 80

27 Mai Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'une part et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre part 90

3 Juill. Traité avec le duché de Saxe-Meiningen pour faciliter réciproquement le commerce entre leurs sujets respectifs 111

4 Juill. Traité avec le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant les droits perçus sur la frontière du territoire prussien du commerce du baillage enclavé de Volkenrode, appartenant au duché de Saxe-Cobourg-Gotha 118

4 Juill. Traité avec le duché de Saxe-Cobourg-Gotha pour faciliter réciproquement le commerce entre leurs sujets respectifs 124

23 Octr. Convention définitive avec la France, conclue à Sarrebruck, pour régler les limites des deux états respectifs conformément aux stipulations des traités de Paris du 30 Mai 1814 et du 20 Novembre 1815 et ensuite de la déclaration signée le 11 Juin 1827 162

30 Octr. Déclaration concernant un arrangement avec la Hesse électorale pour la défense des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 175

9 Décbr. Traité avec les principautés de Reuss-Schleitz, de Reuss-Lobenstein et de Reuss-Ebersdorf concernant leur accession au système de douanes prussien 177

Décbr. Convention de douanes en exécution du traité de commerce et de douanes conclu le 27 Mai 1829 entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et la Hesse grand-ducale de l'autre part Pag. 180 1829

Décbr. Traité avec S. A. S. le landgrave souverain de Hesse concernant l'accession du baillage de Meisenheim au système des douanes et des impôts des provinces occidentales de la monarchie prussienne 224

Janv. Convention entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté, concernant le commerce sur les frontières respectives 232 1830

Janv. Convention concernant l'exécution du traité de commerce conclu le 27 Mai 1829 entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté 235

Mars Traité avec le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant l'accession de la principauté de Lichtenberg au système de douanes des provinces occidentales de la monarchie prussienne 238

Mars Convention de cartel avec la Russie et la Pologne 244

Mars Traité avec l'Hanovre concernant les liquidations et les compensations réciproques 256

Juill. Traité avec le grand-duché d'Oldenbourg concernant l'accession de la principauté de Birkenfeld au système de douanes prussien 375

Juill. Traité de navigation avec le grand-duché d'Oldenbourg 385

Reuss-Ebersdorf.

Décbr. Traité avec la Prusse concernant l'accession au système de douanes prussien 177 1829

Reuss-Gera.

Juill. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant les délits forestiers et de chasse 131 1829

Reuss-Lobenstein.

1829 9 Décbr. Traité avec la Prusse concernant l'accession au système de douanes prussien Pag. 37

Reuss-Plauen.

1829 9 Juill. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant les délits forestiers et de chasse. 131

Reuss-Schleitz.

1829 9 Décbr. Traité avec la Prusse concernant l'accession au système de douanes prussien 17

Russie.

1829 15 Janv. Convention avec le Danemarc, concernant le salut maritime entre les vaisseaux de guerre des deux puissances 7

2/14 Septr. Traité de paix avec la Porte Ottomane, signé à Adrianople 14

2/14 Septr. Traité séparé avec la Porte Ottomane, relatif aux principautés de Moldavie et de Valachie, signé à Adrianople 15

1830 27/29 Mars Convention de cartel avec la Prusse 24

Saxe (royale).

1829 11 Mai / 15 Avril Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar concernant les délits forestiers et de chasse 8

9 Juill. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant les délits forestiers et de chasse 131

11 Octr. Convention de commerce avec l'Hanovre, la Hesse électorale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau, le duché de Brunsvic et la villé libre de Brême 15

1830 10 Juill. Convention avec la Hesse électorale et le grand-duché de Saxe-Weimar, concernant la réduction des droits d'entrée de certaines marchandises 36

23/16 Juill. Déclaration entre la Saxe royale et la Bavière concernant la protection à accorder réciproquement aux auteurs et aux libraires contre la contrefaçon. 37

[ov. Ordonnance concernant l'immunité d'impôts des ministres étrangers Pag. 396 1830

Saxe-Altenbourg.

ill. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant les délits forestiers et de chasse 131 1829

Saxe-Cobourg-Gotha.

ill. Traité avec la Prusse, concernant les droits perçus sur la frontière du territoire prussien, du commerce du baillage enclavé de Volkenrode, appartenant au duché de Saxe-Cobourg-Gotha 118 1829

ill. Traité avec la Prusse pour faciliter réciproquement le commerce entre leurs sujets respectifs 124

ill. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant les délits forestiers et de chasse 131

évr. Convention avec la Hesse électorale concernant la répression des délits forestiers dans les forêts limitrophes 237 1830

ars Traité avec la Prusse, concernant l'accession de la principauté de Lichtenberg au système de douanes des provinces occidentales de la monarchie prussienne 238

Saxe-Meiningen.

uil. Traité avec la Prusse pour faciliter réciproquement le commerce entre leurs sujets respectifs 111 1829

Saxe-Weimar-Eisenach.

Mai / vril Convention avec la Saxe royale, concernant les délits forestiers et de chasse 82 1829

ill. Conventions conclues avec la Saxe royale, le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, le duché de Saxe-Altenbourg, la principauté de Schwarzbourg-Roudolstadt et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, la principauté de Reuss-Plauen et de Reuss-Gera, concernant les délits forestiers et de chasse 131

1829 11 Octr. Convention de commerce avec l'Hanovre, la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brême Pag. 157
1830 10 Juill. Convention avec la Hesse électorale et le grand-duché de Saxe-Weimar, concernant la réduction des droits d'entrée de certaines marchandises, 363

Schwarzbourg-Roudolstadt.

1829 9 Juill. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant les délits forestiers et de chasse. 131

Schwarzbourg-Sondershausen.

1829 9 Juill. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant les délits forestiers et de chasse 131

Suisse.

1830 29 Mars Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction ou de traite-foraine entre l'Hanovre et le canton de Berne 358

Wurtemberg.

1829 27 Mai Traité de commerce et de douanes entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et la Hesse grand-ducale de l'autre part 90
26 Décbr. Convention de douanes en exécution du traité de commerce et de douanes conclu le 27 Mai 1829 entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et la Hesse grand-ducale de l'autre part 180
1830 7 Janv. Convention entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté, concernant le commerce sur les frontières respectives 232
21 Juin Convention concernant l'exécution du traité de commerce, conclu le 27 Mai 1829 entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté 235